

John Adams Library.



IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.

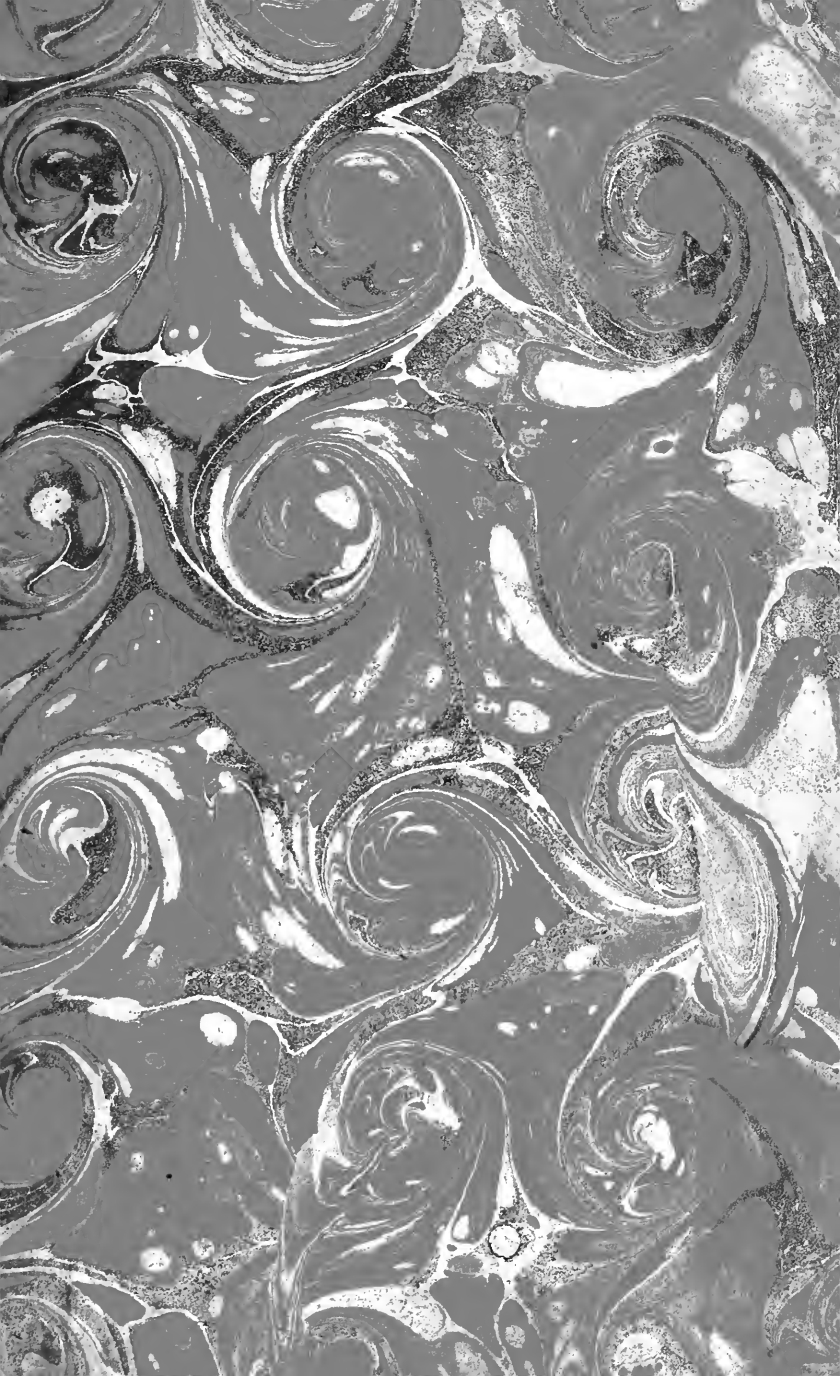


SHELF N^o

★
★ ADAMS

233.1

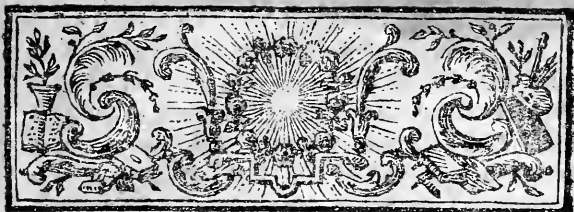
v.5





x^x ADAMS 233.1

v. 5



AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

*Suite des Portraits des Orateurs des deux
Chambres du Parlement.*

(XII). CHARLES FOX.

IL est sans doute très-intéressant de savoir l'âge de M. Charles Fox. Son extrait de baptême atteste qu'il est né au mois de Mars 1749. Avant ses trente ans, on aura vu se réunir dans sa personne des talens & des circonstances dont il n'y a point d'exemple dans les Annales du Parlement ou dans les étranges vicissitudes des intrigues de Cour. Après avoir débuté dans le Ministère en qualité de Lord de l'Amirauté, il avoit donné

sa démission par mécontentement : nommé une seconde fois à cette place, il l'a encore quittée pour passer au Bureau de la Trésorerie, d'où on l'a renvoyé quelques semaines avant le 17 ou le 18 Février 1774. Il y a deux autres points, qui font une époque bien frappante dans sa carrière politique. Il n'avoit pas encore vingt-quatre ans, qu'on l'a regardé comme le plus ferme appui du Ministère pendant toute une session du Parlement. L'année d'ensuite il étoit devenu un de ses plus formidables antagonistes.

L'histoire politique de ce jeune Orateur fournit très-peu de chose digne de remarque. Tant qu'il a conservé ses places, il s'est conduit en zélé courtisan, sacrifiant tout à ses devoirs, qu'il remplissoit comme un bon commis qui n'a pas d'autre mérite. Obligé de soutenir les opérations des Ministres, de cacher leurs bévues, de prédire les effets salutaires qui en devoient résulter, il savoit éminemment tout augmenter ou tout diminuer, selon la nature des circonstances. Enfin il avoit pris le ton d'un homme en guerre ouverte contre quiconque osoit différer de son avis & mettre en question l'infailibilité ministérielle de son chef (a) & de son patron dans la partie des finances.

(a) Le Lord North l'avoit fait nommer Commissaire de la Trésorerie à la place de Charles Jenkinson.

Ses opérations Parlementaires furent principalement dirigées contre M. *Burke* & contre quelques autres Chefs de l'Opposition. Il remplit cette partie de sa tâche avec autant d'assiduité que de zèle, & même avec beaucoup de succès. Il s'exerçoit sur-tout à détacher des morceaux des discours de M. *Burke*, qui peut-être n'interressoient nullement le sujet essentiel du débat, & à les présenter d'un mauvais côté. Il en épluchoit la fausseté ou l'absurdité prétendues, de manière à les placer sous un aspect désavantageux. Les éclats de rire partoient du coin ministériel de la Chambre. Le Banc de la Trésorerie faisoit feu : Charles frappoit de la main sur le bureau du Greffier : il faisoit tourner son chapeau à plumet de mille manières différentes ; il étoit généralement applaudi de chacun des Membres ou des Suppôts de l'Administration, depuis Milord *North*, jusqu'à *Robinson*, *William Egerton* & *Brummel*, à la porte de la Chambre ou dans la galerie. Cet emploi est aujourd'hui occupé par son ami particulier, M. *Thurloe*, Avocat général.

Au milieu de ses victoires, & tandis qu'il cingloit à pleines voiles, défilant quatorze nœuds par heure, dans le plus ferme espoir d'avoir bientôt au moins la place de Chancelier de l'Echiquier, (son ami & son patron le Lord *North* l'ayant assuré plus d'une fois, en confidence, qu'il desiroit partager avec

lui l'honneur, les profits & la fatigue de la conduite des affaires publiques) notre nouveau Phaëton fut renversé du siège par la méchanceté & la trahison du Cocher du Corps: c'est au moins ainsi qu'il en parle lui-même.

Voici la misère qui a donné lieu à cette terrible catastrophe. Charles ayant mis en question s'il convenoit de recevoir une pétition contre un Bill pour permission d'enclore, une gazette du matin imprima trois ou quatre jours après une lettre attribuée au fameux Pasteur *Horne*. Cette lettre, dont les expressions étoient fort dures, déceloit une ignorance absolue des usages de la Chambre, de la vérité du fait & de toute règle de décence. En conséquence, un Membre se plaignit de l'insolence insoutenable avec laquelle le Chevalier *Fletcher Norton* avoit été insulté, de l'injustice de l'accusation, & de la nécessité de punir l'Auteur ou les Auteurs. L'Imprimeur fut mandé, il comparut & nomma le Pasteur comme Auteur de la lettre. Tout le monde fait la suite de cette affaire; il suffit seulement d'observer que l'accusation n'étant pas portée contre M. *Horne*, le ressentiment de la Chambre tomba sur l'Imprimeur.

M. *Fox*, soit qu'il eût mal entendu les instructions que le Ministre lui avoit données le matin, soit que le Ministre les eût oubliées lui-même ou qu'il aimât mieux ne

s'en pas souvenir, insista pour que l'Imprimeur fut emprisonné à Newgate, tandis que Milord *North* proposoit que le coupable fut enfermé à la prison de Westminster. A la fin la Chambre décida à la pluralité des voix que l'Imprimeur seroit remis à la garde du Sergent d'armes.

Il est certain que cette division inattendue entre le Ministre & son fidele coadjuteur, prit une tournure bien singuliere : Charles & son Patron recriminerent l'un contre l'autre. Charles dit qu'il étoit sûr de l'emporter, si le Ministère ne l'eût pas abandonné & trahi, Le Ministère soutenoit fermement de son côté que son avis auroit passé, si l'autre n'eût point divisé les amis de l'administration. Quoiqu'il en soit il étoit nécessaire que le blâme tombât sur l'un des deux ; & il étoit réservé à notre Héros de le supporter tout entier, ainsi qu'on va le voir. Le surlendemain, Charles & son Patron étant assis sur le banc de la Trésorerie, après avoir passé ensemble une partie du jour précédent au Bureau de la Trésorerie, Peurron (a) ou son Substitut, fit un signe à Charles, qui l'ayant entendu, & étant allé à la porte pour voir ce qu'on lui vouloit, y reçut un billet laconique conçu en ces termes : » il a plu à S. M. de » nommer une nouvelle Commission de la

(a) Le Portier de la Chambre des Communes.

„ Trésorerie , dans laquelle je ne vois pas
 „ votre nom „ *North.*

Dès ce moment Charles s'est montré aussi zélé partisan de l'opposition qu'il avoit été l'ami chaud de la Cour. Il y a pourtant une circonstance heureuse pour lui : c'est que lorsqu'il tenoit tant aux Ministres & qu'il jouoit parmi eux un si grand rôle , les affaires de l'Amérique n'avoient pas encore été discutées formellement & publiquement. Ce ne fut gueres que trois semaines après qu'il fut devenu patriote , que le Colonel *Jennings* , comme nous l'avons déjà dit , força le Ministère à prendre en considération l'état de l'Amérique. Ainsi le premier rôle important que joua Charles dans cette affaire , fut contre l'administration. Le fonds sur lequel il établit ses principes , est presque le même que celui du Lord *Cambden* dans la Chambre des Pairs , avec cette circonstance de plus , que ne se contentant pas de censurer l'injustice , la cruauté , l'imprudencede la guerre & l'impossibilité qu'il y auroit de réussir dans le projet de subjuguier l'Amérique ou de contraindre ses Peuples à une soumission sans réserve , il a de tems en tems prédit ou démontré l'inefficacité , la folie & l'extravagance de toutes les mesures proposées dans le Parlement , ainsi que l'ignorance , la témérité & les mauvaises intentions de leurs auteurs , fauteurs & protecteurs. Indépendamment de cette censure

générale de la conduite de ceux à qui la direction des affaires publiques a été confiée, il a plus d'une fois attaqué très-vivement la personne même du Ministre, l'accusant tantôt d'indolence & d'inhabileté, tantôt d'incapacité, de duplicité ou d'une affectation des plus mal fondées de candeur & d'indépendance: il lui a reproché d'être le véritable auteur de la guerre civile en Amérique, en ce qu'il avoit refusé de révoquer en sa totalité, l'acte des droits de port. On l'a vû aussi supposer, avec une apparence de bonne foi, & prier ses amis de croire que Milord North désapprouvoit intérieurement le systême qu'il soutenoit dans la Chambre, mais que sa conduite n'en étoit que plus répréhensible, puisqu'il étoit coupable de dessein prémédité.

M. Fox est certainement un des Orateurs de la Chambre dont l'éloquence a le plus de naturel; mais sa maniere & son maintien sont très-négligés. Ses discours sont presque toujours des piéces de raisonnemens achevés: ils abondent en observations fines; les conséquences sont justes & soutenues par une force de preuves, une hardiesse mâle & une énergie d'expression qu'il est presque impossible d'égaliser, & qui, de notre connoissance, n'a jamais été surpassée. Il est vraiment admirable lorsqu'il est obligé de parler sans s'y être attendu, sur des faits, des raisonnemens & des détails qui ne pro-

viennent pas immédiatement du sujet du débat ou qui n'y sont pas étroitement liés. Ces sortes de discours ont l'air d'avoir été étudiés & travaillés avec un soin extrême, & rien n'y paroît négligé, que son débit, qui quoique rapide, est encore trop lent pour pouvoir fournir à l'affluence des idées de l'Orateur. Ses idées sont inépuisables & toujours à son commandement. Lorsque M. Fox se leve pour parler sur quelque incident, il discute pendant une heure la matière la plus épineuse & la plus embrouillée, avec une habileté, une netteté, une précision qui feroient croire à ceux qui ne connoissent pas sa manière & ses talens, qu'avant de se rendre à la Chambre il avoit tout préparé. Avec ces dons presque uniques, dont la nature a gratifié M. Fox, il est bien loin d'être un Orateur agréable & persuasif. Son débit est rapide, déplaisant & quelquefois à peine intelligible. Il parle toujours comme s'il étoit en colère: ce qui est un grand défaut, car on se méfie des argumens d'un homme passionné. Il en vient souvent à des attaques personnelles, à des anecdotes hazardées ou à des puérilités bien au-dessous de la dignité d'un Sénateur Britannique, & sur-tout d'un homme doué d'autant de talens que M. Fox. Une autre circonstance, qui ôte beaucoup de poids & de valeur à tout ce qu'il dit dans les débats, c'est qu'on presume que son patriotisme provient d'une pique.

& qu'il a pris un vernis de rancune & de persécution personnelle contre le Lord *North*, sur ce que M. *Fox* s'est imaginé que ce Ministre s'est permis une basse vengeance contre lui, en le faisant renvoyer de la Trésorerie. Malgré tous les avantages supérieurs de M. *Fox*, nous n'estimons pas qu'il rende de grands services à son parti, quoique nous convenions qu'il seroit une acquisition très-précieuse pour ses anciens amis, qui probablement le recevraient comme l'enfant prodigue; si ce n'étoit le grand obstacle de l'inimitié personnelle & irréconciliable qui subsiste entre lui & le Ministre.

(XIII.) HENRI HOWARD, COMTE
DE SUFFOLK.

Le Lord *Suffolk* étoit peu connu dans le monde politique, lorsqu'il endossa les livrées de l'Opposition, sous les auspices & la protection de feu M. *Grenville*. Ce fut particulièrement en 1770 qu'il se montra un des plus zélés partisans de M. *Wilkes*, contre les arrêtés pris pour son expulsion & son incapacitation par rapport à l'affaire de l'élection de *Middlesex*. Il fit quelques-uns des discours qui attaquèrent le plus fortement le système que la Cour adoptoit ou étoit censée adopter, sur divers points en contestation, tels que les comptes de dépense de la liste civile, la motion relative aux élections portant qu'à cet égard la Cham-

bre des Communes est liée par la loi du pays, les affaires d'Amérique, le Bill du Lord *Chatham* pour casser la condamnation de Jean *Wilkes*, relativement à l'élection de *Middlesex*, la motion du même Lord, concernant la réponse de Sa Majesté à la remontrance de la Cité, & enfin une autre motion encore du Lord *Chatham* pour présenter une adresse à Sa Majesté & la supplier de vouloir bien dissoudre le Parlement.

Le Lord *Suffolk* s'est singulièrement distingué dans quelques-uns des débats relatifs à ces propositions; & son nom a paru parmi ceux qui, dans leur protestation, s'engagerent dans les termes suivans, les uns envers les autres & envers le Public en général, relativement à la motion du 2 Février: » nous déclarons solennellement par la présente protestation, & nous promettons que nous persisterons, autant qu'il sera en nous, à user de tous les droits & de toutes les facultés que la constitution nous a donnés, pour le bien général, afin de faire obtenir un plein recours aux Electeurs de la Grande-Bretagne qui ont été lezés, & de leur procurer, pour l'avenir, une entière sécurité contre l'usurpation de l'espece la plus dangereuse sur privileges du Peuple, laquelle en sapant les principes fondamentaux de ce Gouvernement, fait craindre sa dissolution totale «.

Au mois de Novembre de la même année

(1770,) M. Grenville mourut, & le 22 Janvier suivant, c'est-à-dire deux mois après le décès de son chiron politique (quelques-uns prétendent que le marché étoit déjà arrangé avant la mort de M. Grenville) le Lord *Suffolk* fut nommé garde du Sceau privé à la place du Comte d'*Halifax*, qui prit celle de Secrétaire d'Etat. Celui-ci étant mort au mois de Juin suivant (1771) le Lord *Suffolk* lui succéda dans la place de Secrétaire d'Etat pour le département du Nord, poste élevé où il s'est maintenu jusqu'à ce jour : ce qui lui a fait beaucoup d'honneur & lui rapporte beaucoup d'argent, à la satisfaction d'un Prince qui passe tout, & d'un public qui admire tout.

Il est certains caractères qui versent dans l'ame du Biographe l'horreur la plus sombre : d'autres qui lui inspirent de la vénération & du respect : quelques-uns qui l'étonnent toujours ; mais il en est aussi qui lui donnent une gaité d'imagination, un enjouement, une bonne humeur qu'il est plus aisé d'imaginer que de décrire. Nous ne laisserons pas le choix au Lord *Suffolk*, parce que nous sommes forcés de nous livrer à la gaité la plus folle & la plus vive, toutes les fois que nous songeons que ce Lord occupe une place qui le rend responsable des événemens les plus sérieux & dans laquelle les talens les plus étendus & l'expérience la plus consommée, trouveroient tant d'occasion de se déployer.

Comme le Lord *Suffolk* avoit montré, lors qu'il étoit du parti de l'opposition, tout le mépris & toute l'aversion possibles pour le dernier Parlement, & qu'il avoit tout mis en œuvre pour appuyer la proposition de sa dissolution, il arriva enfin une occasion qui lui fournit les moyens de se venger plus efficacement qu'en montrant simplement contre ce Parlement un ressentiment qui ne se réduisoit qu'à des paroles.

Il avoua hautement dans le Parlement, sur la motion faite par le Lord *Chatham* au mois de Janvier 1775, pour retirer les troupes de Boston, qu'il avoit été le principal conseiller de sa dissolution prématurée. Il est vrai qu'avec toute la modestie qu'on avoit droit d'attendre de sa part, il n'attribua à aucun principe politique le mérite de cet acte de Justice. Il déclara simplement à la Chambre Haute, qu'il avoit conseillé cette dissolution uniquement pour prévenir les inconvéniens d'une élection populaire qui seroit arrivée à l'expiration de la durée naturelle du Parlement, si on l'eut laissé subsister six mois de plus.

Dans la carrière ministérielle, le Lord *Suffolk* n'a pas donné des preuves bien éclatantes de capacité. Les seuls traités de sa façon qui aient encore vu le jour, sont ceux qui ont été conclus entre le Roi, comme Electeur d'Hanovre, & le Landgrave de Hesse, le Duc de Brunswick, & les Princes

de Hanau & de Waldeck, pour des corps de troupes destinés à agir en Amérique contre l'armée des Insurgens. Nous nous garderons bien de dire un seul mot de la justice ou de la nécessité de la guerre d'Amérique, non plus que de la structure ministérielle des traités. Le double subside peut avoir pris naissance dans un esprit vraiment porté à l'économie nationale. C'est peut-être un acte de prévoyance militaire d'avoir donné de doubles Officiers à chaque Compagnie, & l'effet de l'appréhension où l'on étoit de ne pas recruter bien facilement des Officiers, quand les gens honnêtes qui forment cette classe du service, sauroient à quel indigne emploi on les destinoit. Un double Etat-major, y compris le bourreau, peut aussi avoir eu pour motif la même précaution. Payer pour des soldats tués, payer ensuite pour les recruter & souffrir que la caisse militaire reste chargée de la solde des hommes tués, tout cela peut avoir été imaginé pour donner à tous ces Vendeurs d'Esclaves blancs en Allemagne une preuve non équivoque de la profonde sagesse & de l'excessive générosité d'une administration Angloise & d'un Parlement Britannique. Nous ne prétendons point porter une décision pour fixer les idées du public à cet égard; & quand nous en serions tentés nous n'osons point condamner la conduite du Lord *Suffolk*; parce qu'il pourroit s'excuser avec deux mots, savoir: « qu'il n'a

14 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

point agi de son chef : que tout son mérite ou démérite dans le cours entier de la négociation , jusqu'à sa conclusion définitive , a consisté dans une obéissance ponctuelle & passive aux ordres qu'il a reçus ». Mais nous ne pouvons pas approuver la négligence & le manque de prévoyance du Lord *Suffolk* , sur un point indifférent aux vues du Roi son maître & aux intérêts des mercenaires. Il falloit assigner auparavant le rang du Général Howe , & ne pas réduire la Nation à la désagréable alternative ou de souffrir qu'un Etranger commande nos troupes en Amérique , ou de faire perdre le rang à un Lieutenant-Général Hessois , en mettant un jeune Major-Général au-dessus de lui. Voila en général les principaux traits du caractère du Lord *Suffolk*. Nous avouons franchement que c'est avec bien de la peine que nous avons pu nous tirer d'un détail si languissant & qui offre si peu d'intérêt ; & qu'il falloit une considération aussi forte que le désir de remplir avec fidélité nos engagements pour nous donner le courage de fournir une tâche aussi fastidieuse & aussi rebutante.

Tout le monde convient que les talens du Lord *Suffolk* , comme Orateur Parlementaire , méritent le rang que nous allons leur assigner. Il parle avec une grande facilité : son style est vif & élégant ; ses discours ont une force de coloris d'une vigueur & d'une

énergie d'expression qui ne le cèdent gueres à aucun Lord de la Chambre. Lorsqu'il ouvre une opinion ou qu'il déclare sa façon de penser, il affecte une maniere précise & assurée & il prend un ton de confiance & de sentiment de sa responsabilité, qui porte l'apparence la plus forte d'une conviction intérieure. Sa voix & son maintien sont assez agréables; & comme il donne à tout ce qu'il dit une sorte de ton de franchise & de hardiesse; & qu'en général il ne se permet aucune allusion offensante pour autrui ou flatteuse pour lui-même, on l'écoute avec plaisir & il est sûr de se concilier l'approbation de ceux qui sont de son avis. D'un autre côté ses raisonnemens manquent presque toujours de solidité. S'il a les connoissances qu'exigent sa place & la grande importance des affaires dont il est chargé, il est, sans contredit, celui des Membres des deux Chambres, qui sache le mieux garder son secret. La force de son éloquence consiste principalement en assertions toutes rondes, en réponses brusques & inciviles à ses adversaires, & dans de certains avantages extérieurs & subalternes que la nature, l'usage ou l'éducation lui ont donnés, mais qui n'ont absolument aucun rapport ni aucune liaison avec cette espece de Logique saine & raisonnée, qui ne manque jamais de mener l'esprit à la conviction.

(XIV) *HENRI DIGBY, LORD SHELBURNE.*

Nous avons vu le Lord Shelburne em-

ployé dans le Conseil comme un des Secrétaires d'Etat du Lord Chatham au Printems de 1767, lorsque les droits de ports sur l'Amérique furent imaginés (a) *quelque part*, & soutenus publiquement par feu Charles Townshend, alors Chancelier de l'Echiquier, homme sans foi, & qui, dans cette opération, alloit directement contre l'avis de ses collegues. Telle est au moins l'opinion générale. Il ne peut plus répondre pour lui-même, mais comme son ambition démesurée, son inconstance, son mépris de tout principe, étoient connus généralement, la charité & le sens commun nous portent à supposer que le Duc de Grafton & les Lords Chatham, Shelburne & Camden, qu'elqu'aient pu être leurs torts à d'autres égards, se feroient difficilement prêtés à une opération qui leur eût enlevé à la fois toute prétention à la vertu publique & à la considération politique, s'ils n'y avoient été contraints par une puissance plus forte ou du moins aussi forte que le Roi lui-même. Nous croyons en conséquence que le Lord Shelburne n'a cédé qu'à l'impulsion de cette force irrésistible, qui nous a donné la fameuse loi pour imposer des droits sur le thé, le papier, les couleurs & le verre.

L'administration, dont nous venons de

(a) Dans le Cabinet secret, par le Lord Bute.

parler,

parler, une des plus destructives qui aient jamais existé dans ce Royaume, a été dissoute d'une manière aussi extraordinaire qu'elle avoit été formée. A peine fut-elle composée, qu'on résolut de la détruire. Le Lord Chatham, qui en étoit le chef, perdit à la fois la tête, la confiance de la junte & la faveur populaire. Le Chancelier de l'Echiquier (Charles Townshend) qui l'avoit toujours haï, envié & craint, profita d'une si belle occasion. Il fut, par des artifices aussi adroits que méchans, semer des jaloussies & des inimitiés, qu'il ne fut plus possible de dissiper ou d'écarter. Il fit sa cour alternativement au Lord Bute & au parti de Bedford; & après qu'il eut rendu tous les Membres du Cabinet odieux au public, méprisables au Conseil & vils dans le Parlement ils les rendit ensuite odieux & méprisables les uns aux yeux des autres. La dernière action de sa vie fera voir comment ces fantômes de Ministres étoient traités & renvoyés chacun à leur tour. C'est aussi au Lord Shelburne qu'elle se rapporte le plus directement.

Au Printems de 1767, les desseins de la France sur la Corse parurent trop à découvert, pour être vus avec indifférence par une administration Britannique. Le Lord Shelburne, en sa qualité de Secrétaire d'Etat au département du Sud, du consentement & peut-être de l'approbation des autres Membres du Cabinet, chargea notre Am-

ambassadeur (le Comte de Rochefort) à la Cour de France, de faire des remontrances contre le projet de conquérir la Corse. Choiseul connoissoit l'imbécillité de ces ombres Ministérielles, pourvues alors des différentes places du Cabinet, qui rendent responsables ceux qui les occupent. Il traita la remontrance avec tout le mépris qu'elle méritoit. L'Ambassadeur ne put pas supporter la situation où on le mettoit ; & il partit aussi-tôt pour l'Angleterre sans prendre congé & même sans attendre des ordres de sa Cour. Qu'en est-il résulté ? L'Ambassadeur de France à Londres reçut les plus fortes assurances (& cela de la part d'une autorité qui ne pouvoit pas être suspecte) que le Lord Shelburne avoit agi entièrement de son chef. Les remontrances furent désavouées par les autres Membres de l'administration : le Lord Shelburne fut renvoyé ; & on donna sa place de Secrétaire d'Etat à l'Ambassadeur même qui avoit fait les remontrances.

Dès ce moment le Lord Shelburne s'est signalé par l'opposition la plus violente contre toutes les mesures de la Cour ; & dans beaucoup d'occasions il s'est montré un de ses plus redoutables adversaires. On l'a vu cependant se joindre au Ministère, lorsqu'il a été question de donner une nouvelle forme à la Compagnie des Indes, & dans quelques autres affaires de moindre conséquence ; & c'est ce qui a donné lieu aux différents

bruits qu'il alloit rentrer en place sous le système actuel de la Cour.

Ces bruits néanmoins ne peuvent gueres trouver créance qu'auprès des personnes qui voudroient faire passer le Lord Shelburne pour un des hommes les plus foibles & les plus dénués de principes , qui aient jamais paru sur la scène des affaires.

Ses discours au Parlement , relatifs aux disputes actuelles , sont absolument modelés , s'ils ne sont même copiés sur ceux de son patron & de son ami particulier le Lord Chatham. Le Comte de Shelburne a constamment défendu (au moins dans le Parlement) la suprématie de la Grande-Bretagne sur tous les Membres & sur toutes ses dépendances , en tant qu'elle seroit exercée constitutionnellement , c'est-à-dire , par la puissance exécutrice de l'Etat. C'est d'après ce principe qu'il a soutenu la prérogative du Souverain , relativement au droit exclusif & indéfini qu'il a d'ordonner & de diriger les forces militaires de la Nation , sous la censure définitive du Parlement , & le droit inaliénable du Parlement de faire des loix obligatoires pour tous les Membres de l'Empire. Ce système général deviendra plus sensible par l'explication suivante.

Le Lord Shelburne pense que le Roi de la Grande-Bretagne peut envoyer ses troupes en Amérique ou en Irlande , ou les en rappeler selon son bon plaisir : que , nonobstant

toute promesse , concession ou pacte qu'il pourroit avoir fait ou faire , il ne lui est pas plus possible de se départir de cette prérogative que de sa couronne ; & que le Parlement à le droit de faire des loix pour régler le commerce d'Irlande & celui d'Amérique avec toutes les conséquences nécessaires pour les faire mettre à exécution , en établissant des Cours d'Amirauté & des amendes pour les maintenir comme il convient. D'un autre côté , Milord Shelburne paroît également convaincu que le Parlement n'a pas le droit de taxer l'Amérique, *non représentée* : que c'est un principe de notre constitution , que tous les sujets *naturels* ont droit aux mêmes privilèges : que le principal & le plus important est d'accorder librement leur argent ; & que l'injustice de priver les Colons de ces droits sacrés & inappréciables , ne peut être égalée que par l'extravagance & l'inutilité de l'entreprise.

Ce Lord , quoique doué d'une grande sagacité , a occupé beaucoup trop-tôt des places de confiance. Les seuls efforts d'une judiciaire naturelle , quelque excellente qu'on la suppose , n'étoient point capables de suppléer à sa jeunesse & à son inexpérience ; & les plus heureuses dispositions élaborées par l'étude la plus opiniâtre , ne pouvoient lui tenir lieu de la connoissance des affaires & des hommes , que l'on n'acquiert que par une fréquentation suivie & par une communication intime avec eux. Il résulte , de tout

cela, une vérité importante que nous ne devons point dissimuler : c'est qu'un des grands malheurs du regne actuel, est d'avoir eu des enfans pour ministres ; & que les arrangemens du Cabinet aient toujours marché avant les titres que pouvoit donner une longue expérience, & la connoissance des affaires auxquelles on étoit destiné. Cette observation n'a rien de particulier pour le Lord Shelburne ; & on sent bien qu'actuellement, sur-tout, il n'y auroit plus aucun sujet de lui en faire l'application.

Les talens de ce Lord, comme Orateur Parlementaire, sont bien connus. Il fait se procurer la connoissance d'une infinité de faits tous également dignes de l'attention de son auguste auditoire, & de celle des Ministres dont il combat les mesures. Ses discours ont l'air d'avoir été étudiés & préparés ; ils sont arrangés avec art, & corrects ; on y remarque sur-tout une justesse d'expression & une clarté peu communes. La connoissance générale qu'il a des livres, & particulièrement de l'Histoire politique de l'Europe, des intérêts du commerce, & de ceux de l'Empire Britannique, sont des preuves constantes de son application à l'étude & de la solidité de son jugement. Enfin, il est dans la Chambre des Lords, le plus utile Orateur du parti de l'opposition ; & dans ce moment de crise, son absence ou sa défection seroit un contretems fâcheux. D'un autre côté,

les discours du Lord Shelburne , quoique débités avec aisance , sentent trop l'art & l'étude. On pourroit lui reprocher aussi de trop courir après les applaudissemens , par son affectation d'invoquer souvent l'indulgence de ses auditeurs : & d'ailleurs l'abus de ces apostrophes devient à la longue fastidieux & dégoûtant.

Voici une esquisse de la vie privée de ce Lord. Depuis que le Comte de Chatham a cessé d'assister à la Chambre des Pairs, il a cédé au Lord Shelburne toute sa correspondance politique en l'instruisant des moyens de l'entretenir. Ce Lord , sans être en place , a autant d'affaires qu'un premier Ministre. Il se leve tous les jours , hiver comme été , à six heures du matin. Pour être plus à portée de ses livres & de ses papiers, il fait dresser dans son cabinet un petit lit de camp que souvent il quitte au milieu de la nuit pour minuter ses observations. Il travaille jusqu'à midi , alors il fait un tour à cheval pendant une heure ou deux. Revenu chez lui , il s'habille pour dîner , où il est rare qu'il n'ait pas la compagnie de deux ou trois Hommes de Lettres des plus distingués par leur génie & par leurs connoissances. Ils ont leur entrée libre dans sa maison , avec le privilege illimité d'y faire tout ce qu'il leur plait ; & c'est sans contredit la maniere de les honorer , qui convient le plus à sa situation & à la leur.

Dans le tems des Sessions Parlementaires , il tient tous les jours table ouverte pour ses amis ; quoique son assiduité à remplir ses devoirs à la Chambre , l'empêche souvent d'en faire les honneurs. Dans ce cas , il vient les trouver au dessert , il mange un morceau ; & dans ce peu qu'il prend du plaisir de la table , on voit encore qu'il feroit un des plus agréables convives de la compagnie.

La grande régularité avec laquelle il vaque aux affaires , lui laisse beaucoup de tems à donner aux amusemens de la société ; & ces momens de relâche , en dissipant son esprit , lui prêtent une nouvelle vigueur pour se livrer à des occupations plus sérieuses.

On ne doit point oublier que dans les sobriquets distribués aux Membres du Conseil , il eût en partage celui de Malagrida , qui donneroit peut-être à entendre qu'on le suppose un peu visionnaire.

(XV.) *WELBORE ELLIS.*

M. Welbore Ellis , passe pour un des courtisans le plus fermement & le plus invariablement attachés au Ministère , dans les deux Chambres du Parlement. Depuis trente ans , il n'y a peut-être pas eu d'administration à laquelle il n'ait eu part ; & il s'est gaiment séparé de ses Collegues au moment où ils ont perdu leurs places. Il s'est sur tout distingué lors de l'expulsion de M. Wilkes , & du vote d'incapacitation qui a été l'ouvrage de la

session du printems de 1768. C'est la chaleur qu'il a mise à cette affaire qui a donné lieu à cette observation du fameux *Junius*. « La mine étoit creusée, les combustibles amassés, & Welbore Ellis, le *Guyfaux* de l'aventure, n'attendoit que le signal pour y mettre le feu ». On publia dans le tems une estampe satyrique, dans laquelle, par une fine allusion à la conspiration des poudres, M. Ellis est représenté une lanterne à la main, mettant le feu aux combustibles préparés pour faire sauter en l'air la constitution. Dans l'éloignement, on voit le Lord Bute, tenant un bâton de commandement, & donnant l'ordre. Son zele infatigable dans cette opération, l'a rendu, s'il est possible, encore plus cher à ceux qui croient qu'ils ne peuvent donner une marque plus éclatante de leur attachement au Roi, qu'en vengeance une insulte faite à sa personne ou à sa famille, aux dépens des loix qu'ils renversent, & de la constitution qu'ils ébranlent jusques dans ses fondemens.

Comme M. Ellis passe pour être un des amis du Roi : qu'on le croit pareillement dans l'intimité de ce Prince ; & que le terme *d'ami du Roi*, dans le sens qu'on veut lui donner ici, quoique souvent employé, pourroit n'être pas généralement entendu : enfin, comme ce terme reviendra plusieurs fois dans ces portraits, nous croyons devoir expliquer ce mot, autant que cela est en nous.

ainsi que toute autre locution surannée, équivoque & technique, dont nous serons forcés de faire usage.

Par les amis du Roi, nous n'entendons point ces instrumens bêtement loyaux, qui votent toujours du même côté dans l'idée absurde, que soutenir l'administration est une marque de loyauté & d'attachement à la personne du Souverain: que le Gouvernement & l'administration signifient la même chose; & que manquer de confiance dans les Ministres, ou s'opposer à leurs mesures en quelque occasion que ce soit, ou presque en toute occasion, est au moins une connivence à la trahison. Non de tels gens, quoique trompés, agissent d'après des principes. On peut leur reprocher de la folie, des préjugés, de l'aveuglement politique; mais les amis du Roi, dont nous voudrions faire une définition exacte, n'ont aucune prétention à la confiance publique ou à la vertu publique, aucun attachement pour la personne de leur Souverain, aucun égard pour la constitution. Ils sont pris entre des gens qui n'ayant de prédilection que pour leur intérêt personnel, sont disposés à faire ou entreprendre tout ce qu'on leur demande. Vétérans, en place & dans le Parlement, leurs talens sont connus: on a souvent mis leur souplesse à l'épreuve; & comme il n'y a point de parti auquel ils ne se soient joints ni de système d'administration qu'ils n'aient embrassé, il n'y a point

de mesure quelque opposée qu'elle puisse être à leurs sentimens & à leurs déclarations antérieures, qu'ils rougissent ou qu'ils refusent de colorer, ou même de défendre ouvertement (a). Ils sont distribués avec art & intelligence dans les différens départemens de l'Etat, ou dans les places appelées *bénéfices sans charges*.

Ils visent rarement aux grands emplois, à ceux où l'on est comptable de ses opérations : ils se contentent de titres qui servent seulement d'excuses pour les appointemens qu'ils touchent ; cependant ils possèdent toute l'influence des postes les plus éminens : il ne se fait presque rien sans leur aveu ; & ils disposent des grâces avec tout l'orgueil de la supériorité. Lorsqu'ils ont un avis différens de celui de leurs supérieurs *nominaux* (ce qui arrive quelquefois) toute la partie *moutoniere* du Sénat, qui devine leur secret comme par instinct, ne manque jamais de les suivre, à moins que le Ministre ostensible & ses amis, venant à s'appercevoir de leur *situation*, ne renoncent à tems, d'eux-mêmes,

(a) Les conducteurs sont supposés être les créatures du Roi, instruits, formés & disciplinés par les Lords Bute & Mansfield. Suivant l'opinion publique, ces conducteurs sont les Lords Clare & Barington, MM. Ellis, Jenkinson, Stanley & le Chevalier Guilbert Elliot, *cum multis aliis*.

aux sentimens qu'ils ont manifesté avec le plus d'éclat.

On ne sauroit concevoir combien ceux qui, de derriere le rideau, conduisent les opérations de la Cour, trouvent de plaisir à rendre méprisables & ridicules ces (a) supérieurs ostensibles. Les places occupées par ce Corps respectable, sont éloignées des hauteurs glissantes où il faut être travailleur, avoir du talent & répondre de ses opérations; elles sont situées dans une atmosphère plus calme & plus paisible; & quand on les possède une fois c'est pour la vie.

Nous nous gardons de décider jusqu'à quel point ce portrait convient à M. Ellis. Si lui ou ses partisans aspirent à l'honorable qualification d'amis du Roi; il faut qu'ils la prennent avec toutes ses conséquences: s'ils n'en veulent pas, il ne nous convient point de conférer des honneurs, que nous ne soyons préalablement assurés qu'ils ne feront point rejettés avec dédain.

Après l'affaire de l'élection de Middlesex, M. Ellis s'est encore distingué par son opposition vigoureuse au Bill de M. Grenville,

(a) C'est ce qui est souvent arrivé pendant la dernière administration du Lord Chatham, & pendant celle qui lui a succédé sous la direction prétendue du Duc de Grafton. Il n'y a pas jusqu'à notre digne Premier (Milord North) que n'ait reçu quelques coups sur les doigts, correction que, sans certaines raisons d'Etat, il auroit éprouvé beaucoup plus souvent.

« pour régler les jugemens sur les élections Parlementaires qui éprouvent des contradictions ».

Il termina les débats, en proposant de prendre en considération le rapport pour que le Bill fût remis à deux mois; on sait que la proposition d'un si long délai, est regardée ordinairement comme un refus positif. Cependant l'affaire ayant été mise aux voix, les amis du Roi, pour la première fois, depuis qu'ils sont formés en un corps régulier, se sont trouvés n'avoir pas pour eux la pluralité des suffrages : la question ayant passé à la pluralité de 187 contre 125.

Dans la même session de 1770, M. Ellis a travaillé avec beaucoup d'ardeur à arrêter toutes les enquêtes & recherches que l'on vouloit faire sur l'état actuel de l'Amérique. Il s'est opposé enfin au Bill proposé par M. Herbert, pour régler les expulsions; & son succès dans ces deux affaires a dû le consoler de son échec contre la proposition de M. Grenville. Ce dernier événement parut d'autant plus extraordinaire que M. Ellis & le feu Lord Holland étoient regardés comme les deux arbitres des élections dans la Chambre des Communes.

M. Ellis fut particulièrement un des plus chauds Orateurs du Bil pour les mariages de la Famille Royale, opération favorite du système de la Cour. Il fut directeur du Comité pendant tout le tems qu'elle fut agitée. Il y passoit les nuits, & il ne manquoit

pas de se trouver encore le matin aux Comités particulier qui se tenoient chez le Roi, à compter du moment où ce Bill fut proposé à la Chambre des Communes, jusqu'à celui où il l'accompagna à la barre de la Chambre des Lords, pour y recevoir le concours de cette Chambre.

Quant aux affaires de l'Amérique, jamais depuis le commencement des troubles actuels il n'a varié dans son plan de conduite. Jamais il ne s'est relâché de l'ardeur & de la fermeté qu'il y a mises. Il s'est toujours déclaré pour la suprématie du Parlement; & une soumission indéfinie de la part des Américains a toujours été, selon lui, le préliminaire indispensable de tout arrangement avec eux. Il a parlé avec beaucoup de chaleur contre la proposition conciliatoire faite par le Ministère le 20 de Février 1775, & dans le cours de la dernière session (1775 - 6.), il a souvent, quoique d'une manière indirecte, reproché au Ministère sa lenteur, son indécision, sa modération; enfin il attribue en grande partie tous les mauvais succès des opérations au défaut de fermeté, de courage & d'information. Seulement pour adoucir ces imputations, en ce qui touchoit les Ministres ostensibles, il en a rejeté le mal sur les faux avis qu'on avoit reçus; & il a félicité la Chambre de ce que le Ministère étoit rentré dans la bonne voie. Il a prédit en même tems que nos armes finiroient

par être victorieuses , peut-être même sans qu'il y eut beaucoup de sang répandus ; mais que , de façon ou d'autre , elles seroient victorieuses ; & que la conséquence infaillible de cette victoire seroit un revenu de plus qui allegeroit le fardeau énorme que supportent les peuples de la Métropole.

M. Ellis , comme Orateur parlementaire , a , sans contredit , les talens les plus distingués. Il connoit les hommes & les livres ; il joint la pratique à la spéculation. Depuis long-tems rompu aux affaires & aux différens détails de presque tous les départemens , il parle de tous les objets avec sagacité , connoissance & précision. C'est un avantage que peu de Membres dans les deux Chambres , tant du parti du Ministère que de l'Opposition , sont en état de lui disputer. Doué par la nature d'un jugement sain , il l'a fortifié par une application constante aux affaires ; & voilà ce qui l'a rendu un des hommes les plus instruits qu'il y ait dans la Chambre des Communes. Son éloquence n'est point brillante ni éblouissante ; mais tout ce qu'il dit est régulier , correct & fini. Il s'exprime en homme du monde & en homme de lettres , & met dans ses discours une élégance & une précision que l'on trouve rarement dans ceux de ses collègues. Il ne manque jamais de terminer ses harangues en prouvant ses assertions par les principes & les conséquences de la logique

la plus nette & la plus lumineuse ; & il n'est pas moins adroit à détruire les preuves de ses adversaires , qu'à établir les siennes & à les présenter sous le jour le plus favorable.

D'un autre côté , lorsqu'ils est serré de près , il se conforme à sa situation ; & il met tout autant d'esprit à éluder les objections embarrassantes, à pallier les fausses démarches, enfin , à employer toutes les ressources de l'art pour suppléer à la force, que dans d'autres occasions il fait faire valoir le nerf de la logique & les charmes de la persuasion. Alors il connoît l'art de détourner l'attention du sujet principal en s'arrêtant à des incidents frivoles , & d'établir des similitudes entre des objets qui n'ont jamais eu la moindre ressemblance. Il se hazarde à promettre, mais il n'est point responsable ; il lui échape des prophéties , sans prétendre à l'inspiration. Il lui coûte peu de nier ou d'affirmer lorsque les preuves ne sont pas à sa portée.

En général , quoiqu'il soit un des meilleurs Orateurs du parti Ministériel , & son plus ferme support dans les momens de crise , il a une certaine afféterie dans sa prononciation & dans son débit, qui s'accorde aussi peu avec la prétention qu'il a d'être un Orateur de la première classe pour l'énergie , que l'embarras où le mettent son système politique , son traitement & ses vues , cadrent mal avec ses définitions , ses raisonnemens , & ses conséquences.

(XVI.) *JOHN DUNNING.*

Grand Jurisconsulte , Orateur , & Patriote ferme dans ses principes , M. Dunning s'est montré pour la première fois sur la scène politique pendant l'administration que l'on a supposée avoir été formée , & pendant quelque tems conduite par le Comte de Chatham. Ce fut peu de tems après l'avènement de ce Lord à la place du Sceau privé, que M. Dunning fut nommé Avocat Général ; & tant qu'il occupa cette place , il en remplit les devoirs avec autant d'intégrité que de capacité. Ses talens l'avoient fait connoître du Comte de Chatham , dans un tems où les plus puissans Prince de l'Europe se feroient crus honorés de l'amitié de ce Lord : lorsqu'un mot de William Pitt , faisoit trembler les ennemis étrangers & domestiques de la Grande-Bretagne : lorsque les Partisans secrets du despotisme n'osoient se montrer ; lorsqu'on n'avoit point encore d'idée d'un gouvernement séparé du Conseil du Parlement , ou du peuple , ni de la longue suite de bévues & d'actes d'oppression & de tyrannie par lesquels un tel gouvernement devoit se signaler , c'est-à-dire , se déshonorer.

A la fin,

A la fin , le temps arriva où la situation de M. Dunning lui parut insoutenable. Au commencement de cette fameuse session de 1770, qui passera à la postérité sous le nom si expressif & si bien trouvé de la session des *bêtes à corne*, dans un tems où il n'étoit question que de pétitions, relativement à l'élection de Middlesex, & où chacun attendoit le discours du Roi, avec le désir de voir de quelle maniere Sa Majesté s'y expliqueroit sur ces grandes questions, on ne trouva dans la harangue ministérielle qu'une recommandation fort sévère au Parlement d'aviser au meilleurs moyens de prévenir les progrès de la contagion, suite de la maladie qui venoit de se manifester parmi les *bêtes à cornes*. M. Dunning piqué jusqu'au vif d'un mépris marqué avec une si grotesque solemnité, pour des intérêts aussi précieux & aussi sacrés aux yeux de la nation, saisit l'occasion des débats commencés à l'occasion du projet d'adresse de remerciment au Roi, & fit l'apologie de sa conduite par un discours dont voici la substance: «il n'y a que le mauvais état de ma santé qui puisse m'empêcher de donner mon avis en détail sur la situation critique où sont actuellement les affaires; mais plus particulièrement sur le changement que M. Dowdeswell propose de faire à l'adresse de remerciemens au discours de Sa Majesté, & sur la partie de ce changement qui consiste

à prendre sérieusement en considération les procédés de la Chambre , relativement à son dernier arrêté pour incapaciter John Wilkes. Je ne puis m'empêcher d'instruire la Chambre des deux principales raisons qui me font insister pour le changement proposé : la première c'est le mécontentement général que l'incapacitation a excité parmi les peuples : la seconde , c'est que je pense que les expressions du changement seront au moins une sorte de monument qui fera voir au public que le Parlement s'occupera , comme il doit le faire , des griefs de la nation «.

En homme de courage & attaché à ses principes, il donna aussi tôt sa démission ; mais il offrit très-généreusement de continuer de remplir les fonctions de sa place jusqu'à ce qu'on lui eût nommé un successeur. C'est dans cet intervalle que se firent les principaux changemens parmi les Ministres. Sollicité plusieurs fois de reprendre sa place à l'occasion de ces événemens , sur-tout de la retraite du Duc de Grafton, que le Lord North venoit de remplacer comme chef de la Trésorerie, il demeura toujours véritablement attaché à sa résolution , & inflexible à toutes les instances qu'on lui fit pour en changer. Au bout de quelques semaines , lorsqu'on vit qu'il étoit impossible de le déterminer à reprendre sa place , on se décida à lui donner pour successeur l'Avocat général actuel, (Edouard Thurloe) personnage si recomman-

dable par ses (a) vertus , par sa délicatesse & par son désintéressement.

Depuis cette époque M. Dunning est resté constamment attaché au parti de l'Opposition, & les Ministres ont trouvé en lui un adversaire des plus redoutables. Entrer dans des détails à ce sujet , ce seroit donner l'histoire de toutes les questions importantes qui ont été agitées dans le Parlement depuis six ans. Nous ne pouvons point cependant passer sous silence cette partie de sa conduite parlementaire qui regarde l'Amérique, sans nous écarter des principes généraux qui nous ont déterminés à ce travail, lequel consiste principalement à marquer, par l'événement de la guerre civile d'Amérique, le degré respectif de sagesse, de vertu publique & de mérite politique, non-seulement des deux partis qui divisent à présent notre Nation, mais encore des principaux Membres de chaque parti.

A l'occasion du fameux Bill de Québec, M. Dunning mit au jour tout ce qu'il pensoit sur les affaires de l'Amérique. Dans le cours de cette lutte entre la liberté constitutionnelle & le pouvoir arbitraire, quoiqu'il eût contre lui toute la troupe des mercenaires de profession, ainsi que tout le banc de la Trésorerie & la clique de ses Associés (b)

(a) Voyez son portrait, N°. XVIII. page 83.

(b) Thurloe, Wedderburne, le Chevalier George Hay, & un essain de témoins infidèles & corrompus.

& dépendans, il établit deux propositions trop évidentes pour donner lieu à la moindre discussion si on daignoit les examiner sérieusement & de bonne foi. Il prouva d'abord que la constitution que l'on vouloit donner par le Bill aux peuples du Canada, étoit absolument la même pour la forme, quoique sujette à plus d'abus que celle dont ils avoient joui sous la Couronne de France; & que l'établissement Ecclésiastique qui leur étoit accordé à titre de simple liberté de conscience ou de permission pour l'exercice libre de leur Religion, tendoit à les dépouiller de leurs libertés civiles, comme Sujets Britanniques. Ce Bill, selon M. Dunning, avoit deux objets, d'établir le pouvoir arbitraire dans la vaste étendue des pays qu'embrassoient les nouvelles limites données au Canada par le Bill, & d'employer ce pouvoir, ainsi modifié & rendu dépendant de la volonté du possesseur, à servir d'instrument à la destruction des libertés de l'Amérique.

Depuis ce tems-là M. Dunning est resté inviolablement attaché au même plan de conduite. Il ne se borne point à mettre au grand jour les méprises de l'Administration: son opposition ne s'arrête point aux détails. Si pour entraîner la majorité des suffrages du Parlement, il ne falloit que réunir la franchise & la véracité à la connoissance la plus profonde des loix & des usages de son

pays , peu de personnes auroient joui de ce triomphe flateur aussi souvent que M. Dunning. Dans le cours de la dernière session (1775-6) & même dans les deux précédentes , il a donné de fréquentes preuves de son talent à pénétrer d'avance les intentions des Ministres. Il a prédit les conséquences de l'adresse du Parlement au Roi , au mois de Janvier 1775 , dans laquelle le Parlement déclaroit & promettoit qu'il soutiendrait le Roi , même aux dépens de la vie & de la fortune de tout ce qui le composoit. Il n'a pas mis moins de sagacité à découvrir la nouvelle doctrine & l'exemple que la Cour vouloit établir , relativement à l'introduction des troupes étrangères dans une partie quelconque des domaines de la Couronne Britannique , sans le consentement préalable du Parlement. L'objet apparent du Bill de la milice attira bientôt son attention , & dans les premiers débats sur l'acte de capture (long tems avant que l'entrée du Lord George Germaine dans le Ministère , eût fait changer entièrement le langage parlementaire du Lord North) M. Dunning ne montra pas moins d'habileté à démasquer le projet bien formé tant des auteurs secrets de cet acte , que de ceux qui en conduisoient publiquement les opérations ; & il fit voir que leur objet étoit de forcer l'Amérique de déclarer ouvertement sa rébellion , pour avancer la fortune de quelques personnes , & pour

vérifier leurs prédictions si souvent répétées ; parce qu'il s'ensuivroit nécessairement que les Colons se trouvant réduits à l'alternative de se soumettre comme esclaves ou d'être condamnés à une inévitable destruction , ils déclareroient leur indépendance pour se procurer des secours étrangers.

Cette esquisse suffira sans doute pour donner une idée des opinions politiques & de la conduite de M. Dunning depuis six ans. Elle servira aussi à faire voir si ses spéculations politiques lui donnent les mêmes droits à la célébrité que ses grands talens , comme Jurisconsulte & Orateur. Nous voudrions pouvoir nous dispenser de l'examiner sous ce dernier point de vue ; parce que nous craignons de ne point remplir cette tâche difficile à la satisfaction de ses amis ni de ses adversaires.

A qui nous demanderoit si Mansfield est plus fin , plus pénétrant , plus persuasif , plus vigoureux : si Camden a plus de sagacité , plus de logique , plus d'esprit : si Burke s'exprime avec plus d'élégance & de facilité , s'il manie mieux l'arme piquante du sarcasme : s'il a un génie plus vaste , des informations plus étendues ? nous répondrions certainement : non. Thurloe est-il un aussi profond Jurisconsulte , Wedderburne un aussi habile Avocat ? Encore non. Mais M. Dunning , dans l'état actuel de sa santé , est-il un aussi bon Orateur que tel ou tel de ces Messieurs ? La

vérité nous force de répondre que non. Ses discours, il est vrai, peuvent en imposer quand ils sont imprimés ; mais la monotonie qui lui est trop ordinaire, l'inutilité de ses distinctions, divisions & subdivisions, la manie de morceler son sujet au lieu de le présenter en-masse, ses répétitions de la substance de ses discours, quoique sous d'autres termes, la foiblesse de son organe, & nous sommes fâchés de l'ajouter, l'effort constant de la nature pour l'aider par une toux, ces circonstances réunies le tiennent à une distance considérable de ses émules. Faites abstraction de ces défauts, & je ne connois personne qui lui soit supérieur à aucun égard dans les deux Chambres du Parlement.

(XVII) *JEAN MONTAGU, COMTE
DE SANDWICH.*

LE Lord Sandwich après avoir subi le châtiment qui devoit le purger des (a) torts qu'on lui supposoit envers le Lord Bute, tira avantage des vexations qu'il prétendoit avoir essuyées de la part du parti de Rockingham, pour solliciter la commisération d'une junte attendrie & disposée à pardonner. Elle connut son prix : elle se souvint de tout le mal qu'on lui avoit fait souffrir : elle prévint les circonstances dans lesquelles ce Lord

(a) Les lettres signées Anti-Séjan, passaient pour avoir été écrites par un homme à ses gages.

pourroit être employé avec succès ; & elle étoit bien sûre que si elle montrait le plus léger désir de l'acheter, il n'en avoit pas moins de se vendre & de se livrer pour le prix qu'on voudroit & sans aucune condition ou réserve quelconque. La junte cherchoit un serviteur capable & complaisant ; & le Lord Sandwich avoit besoin d'un maître indulgent & généreux. Avec ce concours de bonne volonté de part & d'autre, que n'avoit-on pas droit d'espérer ? Dès la première occasion qui s'offrit après que le parti de Bedford eut été mis en place, en 1767, le Lord Sandwich fut nommé Directeur général des postes. Il y demeura comme son prédécesseur (le Lord Hillsborough) dans une espèce d'apprentissage ministériel, jusqu'à ce qu'il vaquât une place dans le Cabinet ; & il auroit pu y rester long-tems encore, si les scrupules & les craintes d'un certain Vicomte (le Lord Weymouth) n'eussent fourni aux amis du Lord Sandwich l'occasion de l'y faire appeller. Lorsque le Lord Weymouth se démit des Sceaux de Secrétaire d'Etat du Midi, vers la fin de 1770, le Lord Sandwich fut nommé Secrétaire d'Etat de ce département, dans lequel il fut remplacé quelques semaines après par le Lord Rochford, qui céda le département du Nord au Comte de Halifax. Un honnête marin (le Chevalier Hawke, aujourd'hui Lord) qui présidoit alors au Bureau de l'Amirauté,

voyant qu'il n'avoit aucun crédit dans la place, qu'il étoit subordonné aux ordres de la junte, qu'il étoit trahi par ses confreres dans le Cabinet ostensible, qu'il avoit été indignement trompé par son Intendant ou Ordonnateur, le Chevalier Thomas Slade, Intendant de la Marine, se retira dans un moment de chagrin & de dégoût. Ce mouvement fit place à notre héros qui fut nommé premier Commissaire de l'Amirauté au commencement du Printems de l'année 1771.

Il n'y a rien de si curieux & de si plaisant que la conduite & le langage que tinrent les deux Chambres du Parlement en cette occasion. Chacun put voir alors ce que des Ministres sont capables de dire: ce que les amis du Roi sont capables de faire: ce que le Grand Prêtre (Milord Bute) & ses initiés & assistans immédiats sont capables d'ordonner; & ce que le peuple Anglois hébété, trompé & dégénéré est capable de souffrir, même sans se plaindre.

L'Angleterre, dans la dispute avec la Cour d'Espagne, au sujet de l'île Falkland (les Îles Malouines) ayant été forcée d'armer, & jugeant qu'il convenoit de débiter par l'expédition de deux escadres, l'une pour la Méditerranée, afin de couvrir Gibraltar & Minorque, l'autre pour les Indes Occidentales où il étoit essentiel de protéger nos îles à sucre & notre commerce, il se trouva que notre marine étoit dans l'état le plus dé-

labré & le plus allarmant : que plusieurs vaisseaux étoient pourris & absolument hors d'état de servir : qu'il n'y en avoit que très-peu qui pussent mettre à la mer au premier ordre ; & qu'il y avoit un déficit prodigieux dans presque tous les articles essentiels de munitions, soit pour équiper, soit pour radoubler ou pour reconstruire. Nous ne savons point si ce mal avoit été découvert dans toute son étendue au commencement de ces préparatifs de mer ; mais il est certain que ce fut le 10 Décembre 1770, (jour fameux où il y eut rupture entre les deux Chambres, sur ce que le Lord Gower proposa que les étrangers vuidassent la Chambre Haute, tandis que le Duc de Richmond élevoit une motion tendante à prouver que la forteresse de Gibraltar étoit hors d'état de défense) qu'on fit voir que notre Marine étoit totalement perdue. Le Lord Sandwich ne put en disconvenir : il prouva même qu'il y auroit de la témérité à faire la guerre à moins que nous n'y fussions forcés ; & ce fut sur ce principe qu'il défendit ensuite la convention faite avec la Cour d'Espagne. Les amis du Roi furent obligés de se conduire sur un nouveau plan. On s'adressa aux Communes pour l'octroi d'un shelling additionnel sur les terres. On vouloit se débarrasser du Chevalier Hawke, mais il n'étoit pas décent de le renvoyer tant qu'il continuoît d'être protégé par l'Administration dans

les deux Chambres. Il ne paroïssoit pas fort honnête de demander au peuple une somme de cinq cens mille livres sterling pour réparer les pertes que la Marine avoit faites par la mauvaise conduite & la négligence de l'Administration , sans proposer en même tems une information publique d'après laquelle on pût censurer ou châtier les coupables suivant la grandeur ou la nature de l'offense. Dans cet embarras que fit la junte par ses Substituts dans les deux Chambres? Chez les Pairs , le Lord Sandwich & les principaux partisans de l'Administration convinrent de l'accusation dans toute son étendue : avec favorable à leurs vues & qui tournoit au profit du Lord Sandwich. Dans la Chambre des Communes on amadoua la plus grande partie des Membres ou du moins on ménagea avec eux les apparences. Les amis du Roi obtenoient des uns & des autres de ne rien dire qui pût contrarier ceux qui soutiendroient que la Marine Britannique étoit dans l'état le plus respectable & le plus formidable. Ils firent tant qu'ils engagèrent le premier Commissaire (le Chevalier Hawke) lui-même à rendre témoignage de la vérité de leurs assertions. Que résulta-t-il de cette fourberie , de cette cabale , de cette manœuvre ministérielle , & de cette contradiction dans le Parlement? Le Chevalier Edouard Hawke qui avoit eu la complaisance d'adhérer à ce que la junte désiroit

44 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

de lui, c'est-à-dire d'assurer la Chambre des Communes que la Marine Angloise étoit dans l'état le plus florissant, fut renvoyé pendant les vacances de Noel : le Lord Sandwich fut nommé premier Commissaire de l'Amirauté à sa place le 12 Janvier 1771 : l'Intendant, par lequel on prétendit alors que le Chevalier Edouard Hawke avoit été mal conduit, *mourut subitement*, quatre jours après le Chancelier Charles York ; & quelques-uns disent de la même maladie, c'est-à-dire de son razoir.

Comme nous cherchons à remplir notre tâche, & à ne point rapporter des événemens secs & décharnés sans en montrer les causes lorsqu'elles sont frappantes, il nous suffira de rappeler à nos Lecteurs que le Lord Sandwich avoit réparé toutes les anciennes fautes, & qu'il s'étoit lié plus étroitement que jamais à la Junte par le grand rôle qu'il avoit joué dans la Chambre des Lords pendant la session du Printemps de 1770, par rapport à l'élection de Middlesex, & notamment par ce fameux discours fait dans son Cabinet, imprimé & publié avec permission préalable, que l'on a dit avoir été prononcé le 2 Février sur cette motion du Lord Rockingham : *que la Chambre des Communes, dans l'exercice de sa judicature en matière d'élection, est obligée de juger, suivant la loi du Pays & la loi coutumière du Parlement, connue & établie comme en faisant par-*

ne. Milord étoit alors dans les Postes, à peu-près comme seroit un digne Officier de Marine, qu'on nommeroit Gouverneur de l'hôpital des Invalides de mer, & qui se croiroit heureux avec cette retraite, ou qui attendroit l'occasion de servir son pays dans un emploi plus éminent & plus actif.

Depuis le moment où le Lord Sandwich fut mis à la tête de l'Amirauté jusqu'aux premiers troubles de l'Amérique, nous ne voyons pas que soit dans sa place, soit au Conseil, soit au Parlement, il ait rien fait qui puisse arrêter notre attention, si l'on en excepte qu'il ne cessa de soutenir l'Administration, c'est-à-dire en bon Anglois, qu'il ne commit point un acte de suicide politique sur sa précieuse personne. Il est vrai que les sentimens étoient partagés dans la Chambre des Communes, relativement à sa conduite & à ses talens. Ses ennemis prétendoient qu'il n'y avoit jamais eu en Angleterre un établissement de paix pour la Marine aussi haut & aussi lourd, le nouveau excédant tous les autres de 4000 hommes, qui coutoient 200,000 l. par an : qu'aussitôt que ce Lord étoit entré en place on avoit octroyé une somme de 500,000 l. & d'autres sommes extraordinaires : qu'outre ces octrois de Marine faits alors, les articles d'extraordinaires, l'usée, les réparations, les constructions & reconstructions excédoient tout ce qu'on avoit jamais vû dans une même

période de tems : que malgré cela on continuoit à contracter une dette de marine énorme : que la Marine , avec cette dépense monstrueuse & sans exemple , étoit bien loin d'être aussi florissante qu'on la représentoit : & qu'à tout événement si ce que disoient les amis & les défenseurs du Lord Sandwich étoit vrai , il devoit s'ensuivre que l'Administration trompoit la Chambre des Communes : que si les Ministres n'en imposoient pas dans ce qu'ils assuroient relativement au bon état de la Marine lorsqu'on avoit craint une rupture avec l'Espagne , il étoit absurde de surcharger la nation d'une dépense extraordinaire & annuelle de plus d'un million sterling , en constructions & reconstructions & en achats de bois & de toutes sortes de provisions ?

Les amis du Lord Sandwich (& parmi eux le Ministre même des Finances) tout en se plaignant de la dépense , disoient qu'il étoit vrai que la Marine étoit dans l'état le plus délabré à l'époque où ce Lord en avoit pris la conduite ; mais que la Chambre des Communes n'avoit été ni trompée , ni mal informée par les Ministres , parce que les vaisseaux construits de bois verd dans le fort de la dernière guerre s'étoient pourris imperceptiblement , & qu'on avoit été obligé de les déchirer pour d'autres usages , ou de les vendre : que le Lord Sandwich voyant la nécessité de mettre notre marine sur un pied

respectable, avoit fait des amas considérables de bois de construction tout préparés qui ne seroient point sujets à se gâter, & qu'il s'étoit assuré d'une grande quantité de munitions de toute espèce : qu'en conséquence à la fin de 1774 ou au commencement de 1775, nous aurions dans nos différens chantiers, comme vaisseaux de garde & à la mer, au moins 80 vaisseaux de ligne en état de servir, dont plus de vingt seroient équipés & prêts à appareiller au premier signal. Nous ne prétendons point décider laquelle des deux assertions approche le plus de la vérité ; & nous sommes portés à croire qu'il y a de l'exagération de part & d'autre.

Nous n'avons encore parlé que d'après des oui-dire & des opinions : nous allons appuyer nos raisonnemens sur des notions & des faits, autant qu'ils se rapporteront à la justice supposée, & à la convenance de la guerre d'Amérique, ainsi qu'à la conduite du Lord Sandwich, comme Ministre, comme Sénateur & comme Chef de l'Amirauté.

Le Lord Sandwich a toujours été un des plus zelés partisans de la prétention illimitée à la suprématie de l'Angleterre sur l'Amérique dans le système de l'alternative d'une vraie conquête, comme contre un ennemi qui nous seroit étranger, ou d'une soumission sans bornes de la part des Américains. Ses raisonnemens portent sur le même prin-

cipe que ceux du Lord Mansfield. Le Lord Sandwich prétend que le droit de taxation appartient au Parlement Anglois, & que toute disposition de notre part à quelque indulgence étant inutile, l'Amérique n'y consentiroit point, parce que nous devons assurer ce droit ou l'abandonner pour jamais. Sur l'article de l'utilité, Milord Sandwich est encore, s'il est possible, plus formel & plus clair. Il ne s'est pas contenté de garantir les dispositions pacifiques & amicales des Cours de Versailles & de Madrid, aussi souvent que leur conduite a donné lieu à quelques allarmes; mais il a répondu en plein Parlement & en face du Public, de la poltronnerie de tous les Sujets Britanniques, nés en Amérique, depuis la baye d'Hudson jusqu'à Saint-Augustin. Il les a comparés (c'est ce que nous avons entendu de nos propres oreilles) aux lâches Asiatiques, défaits par le Lord Clive, qu'il a jugé à propos d'appeler *fils du Ciel*; & il a ajouté emphatiquement, pour répondre aux objections qu'on lui faisoit dans le débat par rapport au grand nombre des Américains, que plus il y en auroit, mieux cela vaudroit: qu'il aimeroit mieux apprendre qu'il y avoit cent mille Rebelles que dix mille: que dans ce cas, de même qu'en Asie, & par-tout où des troupes réglées ont à combattre une multitude, & sur-tout une multitude composée d'hommes lâches & fanfarons, le succès est plus

plus certain & s'obtient à des conditions moins cheres & plus faciles : qu'une seule victoire complete produiroit le même effet qu'une douzaine de petits avantages : que le feu de la rébellion seroit plutôt éteint ; & qu'il en couteroit moins de peine & moins de sang.

Si nous le considérons dans sa place de premier Lord de l'Amirauté , nous sommes fachés de dire qu'il ne se pique point d'y déployer sa candeur ordinaire ; & c'est avec une sorte de répugnance que nous nous trouvons forcés par notre amour pour la vérité , & par notre plan d'impartialité , de différer sur tous les points d'une autorité si prépondérante & si respectable.

Pendant la session du Printems de 1775 ; la Chambre des Communes ayant voté 4,000 matelots de plus , il y eut dans les débats de la Chambre des Lords , à l'occasion du Bill conciliatoire du Lord Chatham , deux points vivement contestés par les Membres de l'opposition. L'un de ces points étoit que 22,000 hommes de mer , y compris 5,000 soldats de Marine , ne suffiroient pas pour l'exécution des opérations navales qu'on se proposoit en Amérique : l'autre qu'en admettant qu'ils fussent suffisans , nous serions obligés de laisser nos côtes sans défense , & que le petit nombre de vaisseaux retenus ici pour notre sûreté , ne pourroient pas être équipés. A la dernière objection , le Lord

Sandwich répondit que dix-huit vaisseaux de garde resteroient ici tout prêts à mettre à la voile au premier ordre : que ces seules forces seroient supérieures à aucune flotte que la France & l'Espagne pussent mettre à la mer , sans que nous en eussions connoissance long-tems auparavant ; & il assura les Membres de la Chambre (dans le cours des débats) & le public , qu'on enverroit en Amérique des forces capables de réduire nos ennemis & de protéger notre commerce.

Ce que nous venons de rapporter est un fait ; & par l'événement , le Lord Sandwich est convaincu d'avoir promis plus qu'il ne pouvoit tenir : nos provisions militaires de toute espece ont été enlevées faute par lui d'avoir envoyé en Amérique des forces capables de nous protéger ou de réduire nos ennemis.

Si nous n'avions d'autre motif que de rappeler uniquement à nos lecteurs ce que tout le monde fait & ce qui occasionne des plaintes générales , nous ne nous serions point étendus sur ce sujet , & d'une manière qui peut paroître hors de propos. Mais une raison beaucoup plus pressante nous y a obligés , pour faire voir ce que les Ministres employés par la Junte osent faire , & ce qu'on doit attendre des Parlemens lorsqu'ils sont assez lâches pour se soumettre à cette indigne servitude. Le premier jour de la dernière session (à la fin de 1775) , le Lord Sandwich , à qui l'on rappella ses engage-

mens du Printems précédent, répondit qu'il avoit bien su que le nombre des gens de mer voté, ne seroit pas suffisant (a); mais qu'il savoit bien aussi que s'il en avoit demandé un plus grand nombre, il auroit été refusé tout net, ou que du moins sa demande auroit éprouvé une forte opposition.

On ne peut pas refuser de grands talens au Lord Sandwich, & certainement il entend bien les affaires; mais a-t-il assez de capacité pour remplir le poste important qu'il occupe aujourd'hui? C'est ce que nous ne prenons point sur nous de décider. Comme il ne connoît rien à la Marine, il est certain qu'il est toujours exposé à être trompé; & , quelque étrange que cela puisse pa-

(a) La protestation des Lords du 27 Octobre 1775 fait allusion à ce fait. Il y est dit: » nous ne pouvons point imputer la mauvaise conduite des Ministres à leur seule incapacité, ou à leur ignorance de l'état de l'Amérique; & ils cherchent en vain à se prévaloir de cette ignorance pour se justifier, car tandis que plusieurs Membres de l'Administration avouent qu'ils ont été trompés, quant à la force & à l'état des provinces, nous savons, d'après d'autres informations Ministérielles, que l'insuffisance de la Marine a été cachée au Parlement & à une partie de l'Administration, dans la crainte où on étoit de n'être pas appuyé par ses Membres ». *Signé*, Torrington, Fitzwilliam, Archer, Thanet, Cholmondley, King, Portland, Stamford, Ponsonby; Abingdon, Manchester, Devonshire, Chedworth; Boyle, Craven, Scarborough, Effingham, Rockingham, Richmond.

roître, il peut être induit en erreur, en raison de la bonté de son cœur & de l'aptitude de son entendement. A d'autres égards, il est certainement grand homme d'Etat. Si ce qu'on dit est vrai, il auroit excellé par-dessus le feu Lord Chesterfield, dans le genre qui a fait sa réputation; & il a fait voir aux Lords Bute & Holland, & au célèbre George Grenville, de pensante mémoire, que l'honnêteté & l'esprit l'emportent sur la chicane & la pratique des calculs. Quoiqu'il en soit, le Lord Sandwich existe aujourd'hui par lui-même; & si l'on demande qui est-ce qui le soutient & l'a soutenu depuis quelques années, nous répondrons que c'est une énigme dont on ne fait le mot que dans le Cabinet du Roi.

Comme Orateur Parlementaire, le Lord Sandwich est certainement un de ceux qui brillent le moins dans la Chambre des Pairs. Ses discours sont lâches, lourds & découfus. Il a presque toujours les mains dans ses poches. Son attitude est celle de quelqu'un qui chasse un troupeau d'oies devant lui, ou qui veut les faire passer dans une rue étroite. Ses harangues sont des histoires ou de courtes répliques aux discours de ses adversaires : la plupart du tems des démentis. Au milieu de ses raisonnemens les plus graves, il laisse souvent échapper des expressions qui font rire toute la Chambre; mais il paroît s'embarrasser peu si c'est à ses

dépens ou à ceux du parti opposé. En un mot, si le Lord Sandwich n'était pas un homme d'affaires plein de talens & de connoissances parlementaires, la Chambre des Lords n'auroit jamais pu se résoudre à l'entendre parler. Ce n'est que pour l'uniformité que nous avons touché cette partie du caractère de ce Lord; & nous n'avons pas cru qu'elle méritât d'être traitée plus en détail.

(XVIII.) *CHARLES LENOX, DUC
DE RICHMOND.*

POUR faire connoître ce Lord comme homme d'Etat, nous ne pouvons nous dispenser de nous écarter un peu du plan que nous avons suivi jusqu'à présent, & que nous ne devons abandonner que pour de très-fortes raisons. Cette règle est de ne point faire remonter nos recherches politiques au de-là du mois d'Août 1766, époque à laquelle ce grand Orateur, cet habile politique, cet homme d'Etat consommé, William Pitt, dans un accès mêlé de vanité & d'extravagance, ou par une trahison tramée de sang-froid, s'est vendu lui & tout ce qui doit être précieux à un Anglois, pour le titre de Comte de Chatham, accompagné d'une place de gros revenu & de nul danger. Comme ce honteux marché a souvent provoqué notre douleur & nos reproches, quelques personnes pourroient penser que nous y attachons trop d'importance & nous

observer qu'après tout, ce n'est que la défection politique d'un seul homme. Nous demandons en conséquence la permission d'entrer ici, une fois pour toutes, dans quelques détails à ce sujet. Ce n'est point la chose en elle-même que nous déplorons; mais les funestes suites qu'elle a eues. Le Comte de Chatham vit encore, & il est dans le parti de l'opposition; ainsi, que le plus grand nombre de ceux de ses amis qui étoient entrés avec lui dans l'administration; mais quand je parle de marché, je veux dire que le Comte de Chatham, en entrant dans le Cabinet, a virtuellement anéanti l'influence que le peuple de ce pays avoit toujours eue, depuis la révolution, sur le choix des serviteurs de la Couronne & de l'Etat, qui avoient coutume d'être appelés au Ministère & d'y être soutenus autant par la confiance du peuple que par la faveur du Monarque. Dans le fait notre Gouvernement étoit autrefois un Gouvernement populaire. Nous voyons avec douleur qu'actuellement il a tout l'air d'un règne de favori où l'on ne suit d'autre règle que les vues, les passions, les caprices, le ressentiment & les affections d'un seul homme.

Pour revenir de cette digression à ce qui y a donné lieu, le Duc de Richmond n'ayant point été en place depuis l'année 1766, nous sommes obligés, pour commencer son histoire politique, de remonter jusqu'au mois

de Juillet 1765, à l'arrangement Ministériel qui se fit sous le Lord Rockingham & les anciens Whigs, & qui étoit soutenu & protégé par le feu Duc de Cumberland.

Le Duc de Richmond fut nommé Ambassadeur à la Cour de France, & il se comporta très-bien dans cette place, sur-tout relativement à la démolition du bassin de Dunkerque. Mais sa conduite quoiqu'agréable à l'Administration & au peuple en général, étoit bien loin de plaire à ceux qui étoient dans le secret des affaires. On fit à ce sujet des démarches privées & non Ministérielles auprès du Ministre de France qui se trouvoit en cette Cour. Depuis, on n'a rien fait d'essentiel pour l'exécution formelle de l'article du traité de paix concernant Dunkerque, que de fournir à l'Administration un prétexte pour entretenir dans cette Ville un digne Ecoissois (M. Frazer) aux modiques appointemens de trente shellings par jour, non pas pour voir exécuter les articles du Traité de démolir les jettées & les écluses, mais seulement pour empêcher le Roi de France d'en construire de nouvelles. Comme c'étoit là un point délicat, le Duc de Richmond fut rappelé, & au mois de Mai 1766 il fut nommé Secrétaire d'Etat au département du Sud, poste qu'il occupa jusqu'au 2 Août de la même année, qu'il fut remplacé par le Lord Shelburne, appelé à cette

56 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
époque dans le Ministère avec le Comte de
Chatham.

Depuis ce moment remarquable , le Duc de Richmond est resté constamment attaché au parti de l'opposition. Le mécontentement qu'il montre ne se borne point aux personnes , ni aux mesures particulières. Il embrasse à la fois la cause, les motifs & les vues qui ont mis en place les personnes qui ont conseillé les mesures, cette direction stérile, cette influence cachée, dont tous les pas tendent à introduire un abominable système de Cour, un règne de favori, au moyen duquel, dans le Conseil, dans le Parlement & ailleurs, tout est conduit & jugé par l'autorité d'opinions particulières au mépris de l'opinion publique.

Notre intention n'est point de suivre le Duc de Richmond dans la vaste carrière de l'opposition parlementaire. Le principal objet de nos recherches étant d'examiner la conduite des hommes publics dans leur rapport avec les affaires d'Amérique ; c'est particulièrement sous ce point de vue que nous allons essayer de tracer le portrait du Duc de Richmond.

Le Lord Hillsboroug écrivit en 1768 deux lettres ministérielles , qui malgré la pureté des intentions qui ont pu les inspirer , ont été en grande partie la cause de la guerre civile actuelle. La première de ces lettres

étoit adressée au Gouverneur Bernard, pour lui ordonner de dissoudre l'Assemblée de la baye de Massachusset : & l'autre aux différens Gouverneurs Américains, pour les prier d'assurer les Assemblées respectives de leurs Provinces, qu'on n'avoit dessein de mettre aucunes nouvelles taxes sur l'Amérique, & que celles qui avoient été mises seroient révoquées, conformément aux principes de commerce. Ces lettres étoient accompagnées d'assurances particulières, qui relativement à certains objets, n'étoient données que par l'Administration, & relativement à d'autres, provenoient du Roi lui-même. Il y en avoit une où l'on faisoit dire au Roi : » qu'il perdrait plutôt sa couronne que de la conserver par une supercherie (a) «. Il fut aisé aux Américains de comprendre que la liberté des délibérations de l'Assemblée de la baye de Massachusset & de toutes les autres, dépendoit à l'avenir de la résolution avec laquelle cette Assemblée résisteroit à une menace qui présentait l'alternative, ou de la soumission aux ordres d'un Secrétaire d'Etat Britannique, ou d'une suspension qui finiroit bientôt par une dissolution totale du Gouvernement civil. Il n'en fallut pas davantage pour affaiblir leur vénération pour le

(a) Discours du Lord Botetourt à l'Assemblée de la Virginie, en interprétation de la lettre circulaire dont il est ici question.

Parlement de la Grande-Bretagne , quand ils virent d'un côté le Roi & de l'autre les Ministres , se porter cautions des résolutions eventuelles d'un Parlement corrompu & prostitué. Les efforts du Roi & des Ministres donnoient aussi à entendre , que lorsqu'il seroit nécessaire de mettre en œuvre le Parlement pour l'objet qu'on avoit en vue , les promesses de la Couronne seroient modifiées par le Parlement , & que l'autorité ministérielle de la lettre circulaire , seroit désavouée par de nouveaux Ministres , comme un engagement pris témérairement , & que ni leurs successeurs , ni le Parlement n'étoient tenus de remplir.

Il ne nous appartient gueres de déterminer jusqu'à quel point ces observations pouvoient être fondées. Notre seul objet étoit d'en présenter une idée , parce qu'on y trouve la substance des dix huit fameuses propositions du Duc de Richmond , dans la Chambre des Lords , le 18 Mai 1770 , qui ont produit un des plus singuliers débats qui aient jamais eu lieu chez les Lords. Toutes les bévues des Ministres , relativement à l'Amérique , depuis quatre années , y étoient exposées dans les termes les plus forts. On y voyoit un tableau frappant de l'état actuel de ce pays , & la séparation d'avec la Métropole y étoit prédite de la manière la plus claire & la plus positive. Malgré tout cela les Ministres continuerent

de rester dans une sorte d'Apathie politique. Le Lord Hillsboroug chercha plutôt à pallier le système de l'Administration, d'après la doctrine surannée de la raison d'Etat, qu'à se défendre lui ou ses collègues; & quoiqu'il avouât que l'accusation portoit principalement sur lui, il demanda, modestement, que la question fût renvoyée à un autre jour.

Nous voyons le Duc de Richmoud combattant encore journellement pour la même cause toutes les fois que l'occasion s'en présente, quoiqu'il soit toujours écrasé par le nombre. Ses fréquens démêlés avec le Ministère pendant la première session de 1775, prouvent clairement que ses sentimens n'ont jamais varié sur les disputes actuelles entre la Grande-Bretagne & l'Amérique. Ils s'est sur-tout distingué par son opposition au Bill pour interdire la pêche, & par la manière dont il a soutenu la pétition des Sujets naturels de Sa Majesté, habitans du Canada, pour demander la révocation de la loi passée dans la session précédente pour régler le Gouvernement de Quebec. Le tems nous instruira si dans cette occasion il ne s'est pas montré aussi habile politique qu'il a toujours été patriote éclairé, ou du moins fermement & sincèrement attaché à ses principes.

A l'ouverture de la dernière session, les Ministres commencerent à s'appercevoir qu'ils avoient en lui un adversaire des plus redouta-

bles Il étendit beaucoup le plan de son opposition en l'appuyant sur de nouveaux griefs qu'il fit valoir avec la plus grande force. Il démontra que la Nation avoit été entraînée insensiblement dans cette guerre civile & contre nature ; que les Ministres répondoient pour des objets dont ils n'avoient aucune connoissance ; & trompoient le Parlement de dessein prémédité. Il désignoit particulièrement le premier Lord de l'Amirauté, qui , dans la précédente session , avoit assuré la Chambre, que 22000 , tant matelots qu'hommes de mer , seroient plus que suffisans pour la défense de la Grande-Bretagne & pour la guerre d'Amérique ; & qui le premier jour de la session suivante, avoit eu l'effronterie de dire qu'il n'ignoroit pas l'insuffisance de ces forces, mais qu'il n'avoit pas voulu en convenir devant le Parlement dans la crainte de n'y pas trouver le concours & le soutien dont il avoit besoin pour son opération s'il la présentait dans toute son étendue.

Le Duc de Richmond a soutenu vigoureusement les motions du Duc de Manchester, relativement à l'envoi des troupes Hanovriennes à Gibraltar & à Minorque, & celle du Duc de Grafton au sujet du nombre des troupes Angloises employées en Amérique, & de celles qui étoient au service des Insurgens. Il a proposé l'examen de M. Penn touchant la pétition du Congrès & sur la situa-

tion générale & les dispositions réelles du peuple de l'Amérique. Ce fut dans ces débats qu'il prouva cette vérité importante, que, quels qu'aient pu être les desseins d'un petit nombre d'esprits altiers & ambitieux dans toutes les parties de l'Amérique ou des Colonies Septentrionales, une très-grande majorité de toutes les classes des citoyens y étoit entièrement opposée à tout projet tendant à la dépendance. Il eût été heureux pour les deux Pays qu'on eût donné une attention plus sérieuse à cette importante vérité.

La motion du 5 Mai 1776, pour suspendre les opérations militaires contre l'Amérique, a été énoncée dans une des plus belles harangues que l'on ait entendues sur ce sujet intéressant. Le Duc de Richmond y a traité à fond toute l'affaire de l'Amérique; & il a examiné de point en point si elle étoit juste, si elle étoit nécessaire, & enfin, si elle étoit praticable. Il a fait voir que la prétention à une soumission indéfinie, prétention que l'on recommençoit à soutenir ouvertement, & pour le maintien de laquelle on avoit nommé le Lord George Germaine, Secrétaire d'Etat au département des Colonies, étoit injuste, despotique & oppressive, & tendoit directement, autant pour la forme que pour le fond, à établir le pouvoir arbitraire. En effet, il n'y a aucune ligne tirée pour marquer les limites au sujet de la taxation ou des droits

des Chartres ; mais on laisse à une des deux parties la liberté d'agir à sa volonté , tandis que l'autre n'a aucun droit de restriction , de refus , ni d'inspection : état qui est , selon lui , la vraie définition du pouvoir arbitraire , & l'objet constant des vues & de la conduite de tous les tyrans heureux ou malheureux qui ont jamais existé. Le Duc de Richmond a parlé , s'il est possible , avec encore plus de force sur le point de la nécessité. Il a fait voir la situation actuelle de la France , la politique qui la gouverne depuis plus d'un siècle , ce mélange de jalousie , d'animosité & de vengeance dont elle a toujours été remplie contre la Grande-Bretagne , & enfin , ces principes d'orgueil & d'émulation nationale aigris encore par le ressentiment de ses disgrâces pendant la dernière guerre , & par l'envie de reconquérir ce qu'elle a perdu. Il a mis en contraste l'état actuel de la marine , notre unique boulevard contre les entreprises secrètes ou publiques de la France. Il a soutenu que notre marine ne consistoit qu'en vingt vaisseaux de garde dont il n'y en avoit pas la moitié d'armés , avec cette circonstance vraiment allarmante , que toutes les forces de terre alors dans le Royaume ne montoient pas à 8000 hommes. L'impossibilité de réussir dans le projet de réduire les Colonies & d'établir un Gouvernement fondé sur la conquête , a rempli la dernière partie de son discours , & il a traité comme la chose la

plus ridicule les prétentions du Ministère à cet égard. Il a annoncé que tous les trésors de la Grande-Bretagne ne suffiroient pas pour une telle entreprise : qu'en supposant qu'elle pût s'effectuer, il seroit impossible de conserver le Pays : que si on le gardoit, ce ne pourroit être qu'avec des dépenses énormes : que les charges nécessaires pour un établissement de cette nature seroient insurportables : que si même on ne rencontroit aucun de ces obstacles, la conquête & l'assujettissement de ce Pays ne vaudroient pas la peine qu'on auroit prise pour s'en emparer ; parce que ce ne seroit qu'un Pays désert & dépeuplé, ou parsemé le long des côtes de quelques mercenaires qui auroient perdu tout leur courage avec leur liberté.

On sera peut-être surpris de voir le Duc de Richmond inscrit sur notre liste des Orateurs Parlementaires ; mais à cet égard nous l'avons considéré sous le même point de vue que le Lord Sandwich, c'est-à-dire uniquement du côté du mérite politique. Le Duc de Richmond a des correspondances très-étendues, & les informations qu'il en tire sont toujours bien sûres. Il montre beaucoup de jugement dans l'arrangement de ses matériaux ; & il est rare qu'il mette en avant une proposition étrangère au sujet du débat, & qui ne soit importante en elle-même. Il a la repartie heureuse : il suit ses adversaires dans tous les détours

du labyrinthe où ils aiment à s'égarer, & il ne manque jamais de les ramener au grand jour qu'ils craignent tant. Si à cette sagacité on joint l'étendue de ses connoissances, son sang froid naturel, la chaleur de ses expressions, son énergie dans certaines circonstances, son calme & sa tranquillité dans d'autres, tout concourt à le rendre un très-intéressant Orateur & un adversaire redoutable pour le parti de la Cour. D'un autre côté, sa manière de parler lâche & monotone, la pénible lenteur de son débit, ses pauses fréquentes & son manque de mémoire laissent, du côté du talent oratoire, le Duc de Richmond, bien au-dessous de plusieurs Harangueurs sur lesquels, à tout autre égard, il a un avantage marqué. Enfin, ce sont ses connoissances, ses matériaux, sa sincérité, & non son éloquence ou son art dans l'exercice des débats, qui le rendent actuellement si cher à la Nation, si estimé dans son parti, si détesté de la Junte, si redouté par les Ministres ostensibles, & si odieux pour un certain personnage qui ne se montre pas.

Le Duc de Richmond, en sa qualité d'un des Chefs d'un parti puissant, d'homme d'Etat & de Pair du Royaume, est du petit nombre de ceux qui n'ont j'amaïs varié dans leur conduite. Inébranlable dans ses principes, incapable de tout ménagement & de toute considération particulière, il a toujours croisé & combattu le mal & encouragé ou soutenu le bien : jamais son opposition ne s'est ralentie : elle n'a point été mêlée d'indolence, d'inattention & d'une certaine souplesse, honnêteté, ou charité politique qui ressemble fort à la tiédeur. Non, le Duc de Richmond ne s'est point astreint à une assiduité fatigante au Parlement, uniquement pour donner un suffrage muet : on ne l'a point vu s'absenter pour se ménager une excuse au besoin. Il n'a point dit son avis à moitié pour garder le silence sur une partie de la résolution, & pour condamner l'autre dans les termes qu'elle méritoit. Quoique nourri & élevé dans les principes des Whigs modernes, il n'a point épousé toute leur doctrine : il n'a pas même eu la complaisance d'en pratiquer la cinquième partie. Il n'arrange point sa conduite de manière à se défendre, quand il sera en place par l'exemple du passé ; & surtout il est incapable de la fausseté de reprocher aux instrumens du pouvoir, aux fantômes ministériels, des opérations que dans le fond de son cœur, il fait très-bien ne devoir être imputées qu'à l'obstination, à

la foiblesse , à l'ambition extravagante & aux sentimens vindicatifs de celui qui tient tout dans sa main.

Ces louanges paroîtront peut-être un peu outrées & feront regarder ce tableau , comme un jeu d'imagination ; mais la conduite Parlementaire du Duc de Richmond , nous a encouragés à le donner pour son vrai portrait , sans prétendre censurer le moins du monde , directement ou indirectement , tout homme vivant qui croiroit n'avoir pas mérité un pareil éloge.

(XIX) *FREDERIC , LORD NORTH.*

S'IL s'agissoit de suivre dans tous ses détails le caractère politique du Lord North , il faudroit y consacrer plusieurs volumes. Ce seroit l'histoire de la guerre civile qui désole aujourd'hui l'Amérique , tirée de ses causes efficientes & des opérations ministérielles qui l'ont précédée & produite. On y développeroit les vrais fondemens de la querelle qui s'est élevée entre les partisans d'un système tendant à unir le pouvoir de législation & celui d'exécution dans une seule main , & ceux de la révolution , qui suppose que tout Gouvernement a été établi pour le bien d'une Communauté , sans distinction de classe d'hommes , depuis le premier Magistrat jusqu'au dernier des sujets : que ceux qui vivent sous un pareil Gouvernement , sont intéressés à ce que son administration

soit sage , équitable & prudente ; & qu'en conséquence & en proportion de cet intérêt , ils ont le droit de surveiller , & s'il est nécessaire de censurer les Directeurs des affaires publiques. Elle présenteroit à la Nation un tableau fidele des diverses factions & cabales , qui malgré leurs promesses réitérées , au détriment de toute confiance publique , à la honte & au discrédit de toute prétention au vrai patriotisme , ont mis la force du Gouvernement entre les mains de gens résolus à user constamment de leur pouvoir & de leurs places pour assujettir & flatter alternativement la Nation , & lorsque les circonstances l'exigeroient ou le permettroient , pour forcer cette même Nation à se prêter lâchement aux premières entreprises du pouvoir arbitraire. S'il falloit faire un portrait politique parfaitement ressemblant de Milord North , il seroit nécessaire de traiter séparément chacun des points que nous venons d'indiquer , ainsi que beaucoup d'autres qui en ont résulté ou qui leur sont liés. Mais comme nous n'avons ni le loisir , ni la volonté d'entreprendre une tâche si peu attrayante & si difficile , ni le talent qui y seroit nécessaire : que même quand nous le voudrions ou que nous le pourrions , nous préférons de nous en abstenir d'après le sentiment de deux célèbres Orateurs (a) :

(a) Les Lords Temple & Mansfield.

» que ce n'est plus aujourd'hui la saison des discussions politiques, qu'il reste peu à dire & beaucoup à faire « , nous nous contentons de crayonner une simple ébauche du caractère de notre héros. Toute imparfaite qu'elle puisse paroître, nous nous flattons qu'il y sera parfaitement reconnoissable. Au reste, nos intentions sont pures, & si nous manquons notre objet, nous n'aurons rien à nous reprocher du côté de l'impartialité.

D'après le plan que nous avons adopté, nos premières observations sur le Lord North ne remonteront pas plus haut que l'époque du 2 Août 1766, jour auquel le célèbre M. Pitt fut créé Comte de Chatham & Lord du Sceau privé. Le même jour, suivant le langage du livre rouge de l'Echiquier, le Lord North fut accouplé en qualité de Trésorier des troupes avec le vieux M. Cooke, qu'il n'avoit jamais ni vu ni connu.

Le Lord North ayant travaillé plusieurs années au Bureau de la Trésorerie, où il s'étoit fait la réputation d'un homme appliqué, industrieux & pensif, & où il avoit étudié les excellens traités d'arithmétique de Cocker & de Wingate, ainsi que la science occulte des livres, sols & deniers, sous le grand & profond Financier feu M. George Grenville; on vit s'effectuer ce qu'on appelle un mariage de la faim avec la soif. Feu M. Charles Townshend, dont la com-

mission étoit de même date que celle de Milord North, & qui fut nommé Chancelier de l'Echiquier, forma une liaison étroite avec notre héros, en lui donnant sa confiance & en se mettant même sous sa tutelle. La chronique dit que Milord rendit des services essentiels à la Junte, & que par là il se fraya un chemin au poste élevé où depuis il est parvenu.

Le souple & versatile Charles Townshend étoit fort pour jeter de la poudre aux yeux, & pour flater & séduire la Chambre des Communes. Avec la même aisance, il écrivoit une brochure, ou trahissoit son ami : le tout en se jouant. Il s'inquiétoit peu des ressentimens que ses mauvais procédés faisoient naître ; & par sa fausse candeur, aidée de beaucoup d'esprit & de vivacité, il savoit faire revenir à lui les gens qu'il avoit le plus indignement trompés. D'ailleurs ses talens étoient médiocres. Il détestoit le travail, & méprisoit les moyens d'acquérir des connoissances utiles. Ainsi constitué, il n'est point étonnant qu'il ait recherché l'amitié & les secours du Lord North. Il ne pouvoit pas concevoir la moindre jalousie d'un tel ami, sachant combien peu il lui ressembloit. Cette liaison étoit connue au Palais de Carleton, c'est-à-dire chez la feue Princesse de Galles. Charles aimant à dominer, il se détacha du Ministre ostensible (le Comte de Chatham) & de son premier Commissaire

de la Trésorerie (le Duc de Grafton) avec lequel il étoit lié de plus près par son poste de Chancelier de l'Echiquier.

Il les contraria dans le Cabinet ; & la Chambre des Communes ayant été préalablement gagnée par ses intrigues , il proposa dans un Comité de subsides de mettre certains droits sur le thé , le papier , les couleurs pour peindre , & le verre importés en Amérique. Lorsque ses Collegues voulurent s'opposer à cette opération , il les menaça de la Chambre des Communes : il leur déclara que toute résistance seroit vaine : il assura entre autres le Duc de Grafton , son chef , que la Chambre n'avoit qu'une façon de penser à cet égard , & qu'elle étoit déterminée à forcer l'Amérique de contribuer au soutien de son établissement militaire , & de soulager le peuple d'Angleterre d'une partie des lourdes charges qui lui avoient été imposées pour protéger & secourir les Colonies pendant la dernière guerre.

Il est assez probable que le Lord North fut son Conseiller de confiance dans cette affaire , ou qu'il servit de Truchement entre la Junte & Charles ; car il étoit plus souvent à la Trésorerie , qu'à son bureau des fonds de la guerre , & infiniment plus lié avec Charles Townshend , qu'avec son vieux *partner* M. Cooke.

Charles resta un an en place. Combien on doit regretter qu'il ne soit pas mort un an

plutôt, ou qu'il n'ait pas vécu assez pour répondre de ses opérations absurdes & extravagantes ! Ce qu'il avoit souvent prédit en croyant plaisanter, est arrivé au pied de la lettre (a) ; à peine eut-il fermé les yeux, que le Lord North fut choisi pour lui succéder dans la place de Chancelier de l'Echiquier. Comme notre intention n'est pas d'écrire une histoire ni une vie, nous allons passer aux talens politiques du Lord North & à sa conduite dans ce poste. Nous ne choisirons que les traits propres à intéresser plus particulièrement le public, ou qui auront un rapport plus direct avec les causes d'une guerre civile qui fait craindre la destruction de ce vaste & puissant Empire.

Dans la première persécution de M. Wilkes, le Lord North avoit jetté en grande partie les fondemens de son élévation future ; il étoit tout simple que devenu l'homme de la Cour dans la Chambre des Communes, il confirmât l'heureuse idée qu'on avoit conçue de ses talens, & l'attente des auteurs de sa fortune. Il est bien loin d'avoir trompé leurs espérances : car il en a sûrement fait plus qu'on ne lui en auroit demandé.

(a) Voyez, disoit Charles, ce grand benêt, ce lourd nigaud qui a l'air d'un enfant changé en nourrice : hé bien, s'il m'arrive quelque accident, ce sera là mon successeur, & il ne tardera pas à devenir premier Commissaire de la Trésorerie.

Comme il dispoſoit du Cabinet (a), en dépôt du Duc de Grafton, Wilkes fut non-ſeulement renvoyé de la Chambre, mais même déclaré incapable d'y rentrer.

Le tems approchoit où le Lord North devoit trouver l'occafion de ſe frayer un chemin au poſte de premier Miniſtre. Les droits de Ports imaginés par Charles Townſhend, ne furent pas reçus en Amérique auſſi favorablement que ſe l'étoient promis ou leur auteur ou ceux qui l'employoient. Si le Lord North a joué dans cette affaire un premier ou un ſecond rôle, en portant ou en forçant Charles à cette opération dangereuſe & qui peut devenir de la plus funeſte conſéquence, il a agi ſans ſe montrer; mais dans le poſte qu'il a rempli depuis à la Chambre des Communes, il ne lui étoit pas poſſible de diſſimuler ou de cacher ſes ſentimens. La convention de ne point importer, faite par diverſes Colonies, & une diſcuſſion ſurvenue avec la Province de Maſſachuſſets Bay, relativement aux quartiers de l'armée, embarrasſant furieuſement l'adminiſtration; ces événemens donnerent lieu à deux lettres dont on a déjà parlé dans le portrait du Duc de Richmond. L'une étoit la lettre circulaire du Comte de Hillsborough qui pro-

(a) Le Cabinet oſtenſible étoit alors compoſé des Lords Cambden, Hillsborough, Gower, Weymouth, Clare, Rochford & North, & du Duc de Grafton.

mettoit qu'on n'imposeroit plus de droits sur l'Amérique, & que ceux qui y étoient déjà établis, seroient révoqués d'après des principes de commerce. Cette lettre fut certainement écrite de l'approbation & du consentement du Lord North, puisqu'il avoit alors une place dans le Cabinet, & qu'il étoit l'homme de la Cour à la Chambre des Communes. Que fit-il pour tenir sa promesse & pour remplir l'engagement contracté par cette lettre ? Il refusa d'ôter le droit sur le thé, lorsqu'il proposa la révocation des droits sur le papier, les couleurs à peindre & le verre. Au commencement des trois dernières sessions, dans le Comité des voies & des moyens, il donna les assurances les plus fortes aux Membres de la Chambre, qui sont propriétaires de terres, & en cette qualité partisans de la guerre actuelle que la Cour comptoit sur un revenu d'Amérique : que les taxes étoient le principal objet des moyens de rigueur qu'elle avoit résolu d'adopter : que ce n'étoit pas un cornet de poivre qu'il nous falloit ; mais que nous prétendions à un secours réel de la part des Américains, à l'effet d'alléger les charges énormes sous lesquelles la Nation gémissoit pour s'être endettée en secourant, défendant & protégeant l'Amérique.

Le Lord Chatham avoit encore à jouer la dernière scène de sa farce politique. Le Cabinet, lorsqu'il fut arrangé par ce Lord

74 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

en 1766, étoit composé de lui Lord Chatham, du Duc de Grafton, du Lord Shelburne, du Lord Camden, de Charles Townshend, du Chevalier Charles Saunders & du Général Conway. Voyons sa composition ; lors de la révocation de tous les droits Américains en 1769 : le Duc de Grafton & les Lords Camden, North, Weymouth, Rochford, Hillsborough & Bristol. C'est ici le lieu de nous rappeler l'expression remarquable du Duc de Grafton : *qu'il restoit à peine dans le vaisseau de l'Etat deux planches de sa première construction*, lorsque ce Seigneur succomba dans le Cabinet, relativement à la révocation totale des droits de Ports en Amérique : moment fatal d'où est partie la vraie cause de la guerre civile actuelle.

Le premier Lord de la Trésorerie (le Duc de Grafton) se décida enfin à faire ce que sa prudence & ses sentimens eussent dû lui suggérer beaucoup plutôt. Voyant à la fin de 1769 que son avis n'avoit point prévalu dans le Cabinet sur la proposition de la révocation de tous les droits de Ports : que le Conseil étoit absolument décidé à conserver le droit sur le thé ; & que l'affaire alloit être portée au Parlement, il se retira & fit place au Lord North.

Environ six semaines après la retraite de ce Seigneur, & lorsque le Lord North eut été élevé au poste important de premier Lord de la Trésorerie : il proposa le 5 Mars 1770,

un Bill pour revoquer l'acte passé dans la septieme année du regne de Sa Majesté, à l'effet de lever des droits sur certaines marchandises importées en Amérique, en ce qui avoit rapport aux droits imposés par le dit acte, sur l'importation du papier, des couleurs pour peindre & du verre. Dans le discours qu'il prononça à cette occasion, il censura très-vivement les Ministres qui avoient imaginé ces taxes, observant » que c'étoit » la chose du monde la plus absurde que de » taxer les Manufactures de la Grande Bre- » tagne ; que le thé étant un article de » commerce, & les Consommateurs dans les » Colonies devant continuer de l'avoir à » neuf deniers meilleur marché qu'avant » la nouvelle loi, il croyoit très-convenable » de laisser subsister ce droit ».

Quelques-uns des amis du Lord North, ainsi que ceux du parti contraire, le preserent en vain de consentir à une révocation totale, il demeura ferme dans son opinion ; & après de longs & vifs débats, il l'emporta pour une révocation partielle à la pluralité de 204 voix contre 142. Ce jour sera aussi mémorable dans les fastes Britanniques, que les Ides de Mars le font encore dans ceux de l'ancienne Rome. La motion qui fut écartée, avoit été faite par le Gouverneur Pownal, par forme de modification dans les termes suivans : *& sur le thé*, (c'est-à dire, que M. Pownall demandoit qu'on ajoutât

ces mots à l'acte qui supprimoit les droits imposés sur les trois autres objets).

Bientôt le Lord North eut une occasion de revenir sur lui-même, & de ramener son parti à des résolutions plus raisonnables. Le 9 Avril suivant, 1770, l'Alderman Trecothick demanda la permission de proposer un Bill pour révoquer le droit sur le thé en Amérique; mais le Lord North ayant paru s'y opposer, un des dignes amis du Roi, le Lord Clare (aujourd'hui Comte Nugent) rappella à l'ordre du jour, & sa motion passa à la pluralité de 80 voix contre 52.

Pour triompher de ce dernier effort que faisoient les amis de la Nation, effrayés des maux prêts à nous accabler? Le Lord North ne prit d'autre parti que de faire, en quelque sorte, jouer aux propos interrompus dans le Parlement. Il soutint d'abord que la modification de M. Pownal devoit avoir le poids d'une motion dans les formes, & par conséquent que la motion de M. Trecothick étoit prématurée, puisqu'il étoit contre les formes de la Chambre, qu'aucune question passée à la négative pût être remise sur le tapis dans la même session. C'étoit une plaisanterie absolument dans le genre de Mylord North.

M. Beckford, alors Lord-Maire, voyant que les Ministres étoient déterminés à ne point adhérer à la motion de M. Trecothick, & qu'ils se servoient du prétexte des formes

pour cacher leurs véritables intentions , il essaya de les amener à une explication , en demandant que le Lord North consentît à une prorogation du Parlement jusqu'après les fêtes. *Oh* , répliqua le Lord North , avec un sel attique vraiment à lui , *je suis bien-aise de voir qu'une prorogation contentera le Lord-Maire* ; il faisoit allusion à une petition que la Cité de Londres venoit de présenter pour demander la dissolution du Parlement.

La session de 1771 fut très agitée : la querelle avec l'Espagne , relativement à l'Isle Falkland : les entreprises sur les Juges & sur l'Administration de la Justice dans les Tribunaux : la querelle avec les Imprimeurs & les Magistrats de la Cité , furent autant d'objets , qui offrirent à Mylord North des sujets de triomphes : il se tira de tous ces embarras avec un succès auquel ses amis les plus zélés n'auroient jamais osé s'attendre.

La session de 1772 fut fameuse par le Bill pour les mariages des Princes de la famille Royale : affaire dans laquelle il eut beaucoup d'obstacles à vaincre : qui le rendit cher à la Junte & au Souverain ; & qui lui valut l'Ordre de la Jarretiere.

Celle de 1773 ne fut pas moins orageuse que les précédentes. Mylord se distingua par le courage & l'intelligence avec lesquels il conduisit les recherches sur la Compagnie des Indes , & par le Bill , tendant à donner

une nouvelle forme à cette Compagnie, tant en Asie qu'en Europe. Il trouva beaucoup de résistance dans le Cabinet relativement à cette opération, mais par sa persévérance & son adresse il sut écarter tous les obstacles, & en venir à ses fins. Pendant cette session, il eut encore à réparer les fautes d'autrui. Je veux parler du Lord Hillsborough, qui, s'étant laissé tromper par l'avidité de quelques Planteurs de l'Isle de Saint-Vincent, avoit donné les Isles Caraïbes aux Accusateurs intéressés des naturels du pays, que cette vexation avoit portés à un soulèvement.

Passons actuellement à la session du Printemps de 1774, époque fatale d'où est parti le germe de la destruction qui s'étend aujourd'hui sur-tout cet Empire. Depuis près de sept ans, les affaires de l'Amérique n'avoient point cessé d'être dans le plus grand désordre. Nos Colons se moquoient de nos menaces : ils méprisoient nos Ordres : ils dédaignoient nos caresses : ils se méfioient de nos promesses ; enfin, après qu'on eut compromis la dignité du Roi : après que les Ministres se furent engagés à exécuter ce qui, selon les sages principes de la constitution, auroit dû les conduire à l'échaffaut : après que des troupes eurent été envoyées pour faire peur aux Colonies réfractaires, & qu'on eut été obligé de les retirer avec précipitation pour leur sûreté personnelle : après que les Assemblées des Américains eurent été dissoutes pour

les contraindre d'acquiescer aux mesures auxquelles elles s'opposeroient : après qu'on leur eut permis de se rassembler sans qu'aucune satisfaction leur eût été donnée ou promise : après qu'un (a) acte absolu du Parlement eut été interprété par un vote arbitraire des deux Chambres , comme désignant des personnes qui n'existoient pas sous Henri VIII : après qu'on eut créé des crimes de haute trahison , par une interprétation forcée & abusive de la loi ; enfin , après que l'Amérique eut été en quelque sorte arrachée de nos bras : après que ses affections eurent été repoussées loin de l'Angleterre pendant plus de sept ans , & lorsque tout Gouvernement régulier tiroit presque à la fin : après tant d'événemens si extraordinaires où l'administration paroissoit avoir été indolente & oisive , relativement à l'énormité & au nombre de difficultés qui se préparoient à l'assiéger de toutes parts : il n'y avoit encore rien de fait.

Les désordres arrivés à Boston l'Automne précédente , & la destruction du thé réveillèrent le Colonel *Jennings* (un des Membres propriétaires des terres). Ce député déclara qu'à certain jour il proposeroit à la Cham-

(a) De la vingt-cinquième année du regne de Henri VIII , pour le procès des crimes commis outre mer. Certainement le Parlement d'Henri VIII n'avoit point les Américains en vue.

bre de s'assembler en Comité pour délibérer sur les affaires de l'Amérique. Le Lord North vit bien qu'avant que ce jour arrivât, il étoit de son intérêt de retirer cette affaire des mains de l'opposition qui s'en étoit faisie, ce qui auroit pu donner lieu à quelque arrêté contrariant pour ses vues ; il se hata d'informer la Chambre que ce même jour là il demanderoit un Comité pour le même objet.

Au jour indiqué, le Lord North fit diverses motions, sur la première desquelles le Bill du Port de Boston fut dressé. Il l'appuya de l'assurance positive que la Compagnie des Indes seroit indemnisée, & que toute l'affaire en resteroit là. Il proposa ensuite le Bill pour changer la Charte de la Province de Massachusetts-Bay, employant les mêmes raisons pour le soutenir. Il assura à la Chambre que ce Bill étoit spécialement demandé par les plus notables d'entre les Marchands & les Propriétaires de terres. Mais ces assurances se trouverent sans fondement ; & il est avéré que le Lord North fut trompé ou trompa à dessein le Parlement. La première opération fut très-mal reçue en Amérique ; & la seconde y occasionna parmi les Peuples une fermentation très-ressemblante à un soulèvement.

La session de 1775, ou la première du Parlement actuel, s'ouvrit d'une manière bien extraordinaire. L'établissement de paix
pour

pour la Marine fut diminué de 4000 hommes ; & quoiqu'on fût très-bien que le Général Gage fortifioit l'Isthme de Boston pour se garantir d'une attaque , tout paroissoit aussi tranquille dans le Parlement que s'il ne fût rien arrivé d'extraordinaire en Amérique. Le Lord North parut sortir une seconde fois de sa trompeuse léthargie. Il produisit quelques extraits de lettres mutilées , remplis de faits foux ou exagérés , de soupçons vagues , de rapports frivoles & de prédictions ridicules , l'ouvrage des suppôts de l'administration sur les lieux. Quelque surprenant que cela puisse paroître , il obtint encore une majorité de trois contre un. La Marine fut augmentée de 6000 hommes & l'Armée de 4000 : on promulga une suite de loix penales dictées par la politique la plus folle & la plus barbare ; & le Lord North termina sa campagne parlementaire en donnant des assurances réitérées aux divers partis , que nous aurions une armée de 10 à 12 mille hommes à Boston : que nos amis en Amérique étoient beaucoup plus nombreux que nos ennemis ; mais que s'il falloit absolument en venir à des extrémités , nos troupes à Boston suffiroient pour contraindre les peuples à l'obéissance , sans frapper un seul coup. En cela , le Lord North se trompoit encore très-grossièrement , car ni la peur , ni les coups n'ont produit l'obéissance : nous avons reçu autant de coups que nous en avons don-

nés: nous avons dépensé trois millions sterl. au moins dans la premiere campagne; & nous avons perdu de très-bons soldats, sans mettre l'*Amérique à nos pieds* (a).

Enfin nous voici à la session de 1776. Dans celle-ci le Lord North convint qu'il avoit été trompé, tant sur la force des ennemis que sur les sentimens réels des gens de son parti. Il renonça à toute idée de conquête & de taxation: il prétendit que l'Amérique devoit seulement reconnoître la suprématie de la Métropole, & son autorité en matieres de commerce: c'étoit là tout ce qu'il demandoit. Mais il ne songeoit plus que cela ne faisoit pas le compte des Membres propriétaires de terres, qu'il avoit intéressés à la taxation. Dès qu'il s'en apperçut, il dressa de nouvelles batteries, & comme il avoit poussé les choses trop loin pour reculer, il se déclara pour la taxation & pour une soumission sans restriction, à l'exemple de son noble & ferme coadjuteur (Milord Germaine); & après avoir repris haleine pendant les vacations de Décembre, il mena le Parlement encore un peu plus loin en prenant vingt mille Etrangers à la solde Britannique. Avec cette formidable armée de 70.000 hommes de troupes de terre, & de 70 vaisseaux & frégates de guerre, qui ont coûté quinze

(a) Phrase favorite du Lord North pendant la dernière partie de la session de 1774.

millions sterl. y compris l'établissement intérieur, le Lord North a assuré pour la troisième fois le Parlement & le public que l'Amérique seroit définitivement réduite à la fin de la campagne de 1777. Le fera-t-elle ou ne le fera-t-elle pas? C'est ce qu'on ne fait point encore. Si cette dernière prédiction s'accomplit, nous conviendrons volontiers que Milord North est le plus grand Ministre que l'Angleterre ait encore eu; si elle se trouve fautive, nous dirons hardiment que c'est le plus impudent (a) fiacre que la Providence ait jamais employé pour châtier une nation crédule, dégénérée, foible & corrompue.

Il est difficile de parler des talens politiques du Lord North avec quelque degré d'assurance, ou de précision. S'il n'est que la simple marionnette du Cabinet intérieur, & le mignon du favori, est-il possible de le bien juger comme Ministre & comme agissant d'après ses propres lumières? Nous devons donc voir en lui un homme doué de grands talens, qu'il sacrifie lâchement aux motifs les plus bas & les plus sordides. Peut-être dira-t-on qu'il est conséquent dans sa conduite, & que son inclination & son intérêt se réunissent pour le porter à favoriser les vues & les intentions de son Prince,

(a) Le mot Anglois *Bungler*, signifie un ouvrier ignare & maladroit.

84 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

de préférence à celles du Peuple. Si cela est ainsi, la question sous cet aspect sera bientôt décidée. Tout homme travaillant à donner au premier Magistrat plus de pouvoir que la Constitution ne lui en accorde, ou à réunir dans la même personne les pouvoirs exécutifs & législatifs, n'est pas un bon Ministre dans un Gouvernement mixte & populaire. D'un autre côté, si on suppose que le Lord North soit aussi réellement Ministre que l'ont été Walpole, Pelham ou Pitt, lorsqu'ils en portoient le titre, (& nous le croirons tout aussi aisément Moufti ou Grand-Prêtre des Turcs, jusqu'à ce qu'on nous donne de bonnes preuves du contraire), il nous est impossible de convenir que la nature, l'habitude ou l'inclination lui aient donné les talens nécessaires pour un poste aussi important.

Cependant le Lord North a un jugement très-sain, il entend parfaitement les affaires, il se conduit avec beaucoup d'adresse dans le Parlement. Personne en Angleterre ne possède un dehors plus revenant, ni autant d'apparence de candeur. Il fait mieux que personne éluder des explications dans les débats, & retirer sa parole sans paroître y manquer. Ses ennemis lui refusent toute espèce de mérite; mais c'est par esprit de cabale. Il a été mis au timon des affaires dans un moment très-orageux, au milieu d'une bourrasque de faction ou de ressentiment.

ment naturel, qu'on peut qualifier du nom qu'on voudra. Il s'est conduit avec beaucoup de fermeté, & il y a fait preuve d'une assez grande habileté ministérielle. Si l'on peut supposer qu'il n'ait agi que d'après des principes honnêtes; comme il n'y a pas de doute qu'il n'ait eu à luter contre beaucoup de dangers & de circonstances désagréables, on en reviendra à dire que semblable à un habile pilote il aura conduit heureusement dans le port la barque politique.

Le Lord North est certainement un très-habile Orateur. Son adresse à manœuvrer dans un débat, est admirable. Il a une infinité de connoissances sur presque tous les sujets qui entrent en discussion. Il est doué d'une mémoire prodigieuse & sûre. Il arrange judicieusement sa matiere; & jamais il ne manque de mettre la partie la plus forte de sa preuve dans le point de vue le plus saillant. S'il lui arrive de présenter quelque idée neuve, c'est qu'il sait s'approprier dans ses discours les sentimens des autres, tant dans les écrits imprimés que dans les débats, & cela, avec tant d'art, qu'on a peine à s'en appercevoir. Il a toujours grand soin d'attaquer ses adversaires par l'endroit où ils sont les plus foibles & d'où ils peuvent opposer le moins de résistance; mais s'il a des rivaux & même des maîtres sur cet article, il en a un dans lequel il surpasse sans

contredit tous ses contemporains dans les deux Chambres, & c'est la réplique. On le voit souvent recevoir les atteintes qu'on lui porte, comme un choc électrique; & après avoir parlé pendant une heure assez pesamment, il se lève une seconde fois pour terrasser son antagoniste en peu de mots, soit par une bordée de traits satyriques, soit par des argumens de la plus grande force. Sa voix est des plus désagréables: son élocution encore pire; & sa manière horriblement gauche. Il est souvent ennuyeux & inintelligible: il abonde en répétitions inutiles & il place très-mal & sans grace son accent prosodique. Enfin nous conseillerions au Lord North de s'abstenir d'une maladroite imitation des autres: d'éviter les phrases usées & triviales, les gestes du peuple & les redondances. Toutes ces choses peuvent passer très-bien dans un Burke, un Germaine, un Fox, un Baré, ou un Ellis; mais elles sont fastidieuses & dégoûtantes quand on voit que c'est de la fripperie.

(XX) *HENRI SEYMOUR, GÉNÉRAL
CONWAY,*

Nous avons déclaré, en commençant cet ouvrage, que nous bornions nos recherches & nos observations sur la conduite politique des différens personnages qui se sont distingués dans les deux Chambres, à l'époque de 1766, tems auquel le Lord Chatham étoit

rentré en place , mais non en pouvoir ; cependant nous nous sommes plus d'une fois écartés de cette règle , lorsque des circonstances particulieres l'ont exigé pour répandre des lumieres sur le sujet , & rappeler des événemens antérieurs sans la connoissance desquels un grand nombre de faits & de motifs de conduite , tels que des changemens de sentiment & de situation , auroient toujours paru aux yeux du public une énigme impénétrable. C'est d'après ces considérations que nous croyons devoir remonter aux causes qui ont élevé M. Conway au Ministère , avec le rang de Sous-Chef d'un puissant parti , comme Membre actif d'une administration composée de gens qui faisoient profession ouverte d'être Whigs. Ces gens là ne s'embarassoient point des *ordres* émanés du Cabinet du premier Magistrat , des intrigues d'une Junte où n'entroient que ses créatures particulieres ni de ses Conseillers *intimes* , ou des phantômes ministériels les plus ostensibles , instrumens passifs & serviles de toutes les volontés de leurs *Créateurs & Patrons* politiques , qui ont fait du Comité du conseil , un Comité de subside , qui ont perfectionné le système de la Chambre Etoilée , si on peut dire , que de créer des loix , dont on a d'avance assuré l'exécution , soit préférable aux interprétations soudaines que donnoient aux loix d'indignes Prêtres , des Courtisans pervers & des Ministres perfides , même sans qu'une

ombre de loi prêtât quelque appui à leurs décisions arbitraires.

Le Général Conway a éprouvé de bonne heure l'amitié du feu Duc de Devonshire. En 1755, lorsque ce Seigneur fut nommé Lord Lieutenant d'Irlande, il choisit le Général pour son Secrétaire. Il est bon d'observer qu'à moins que le Vice-Roi d'Irlande ne soit un homme doué de rares talens & d'un grand crédit au Parlement, son Secrétaire est le Ministre effectif. Il conduit & dirige la Chambre des Communes ; car la Cour a toujours assez de moyens pour conserver la prépondérance dans la Chambre des Lords, sans avoir besoin de l'adresse ni du secours de personne, & par le seul moyen du grand nombre d'Anglois pourvus des Evêchés dans ce Royaume.

C'est de cette époque que nous pouvons dater l'union politique, qui depuis à toujours subsisté entre M. Conway & le Duc de Devonshire, jusqu'à la mort de ce dernier arrivée en 1764.

Nous allons parler actuellement de l'incident qui a donné lieu à l'élévation de M. Conway aux places Ministérielles. On fait que le Prince de Galles, pere du Roi actuel, ne vivoit point en bonne intelligence avec George II. Il y a des anecdotes particulières par lesquelles s'explique le principe de cette brouillerie ; mais nous les abandonnons à ceux qui croient ces détails dignes

de l'attention publique. Il suffit, pour notre objet, d'observer que cette méintelligence entre le pere & le fils jeta du côté de celui-ci, immédiatement après son mariage, deux especes d'hommes qui en furent également bien reçus. Quoique dans les délibérations du Parlement ils eussent également contr'eux la majorité des suffrages, rien n'étoit plus opposé ni plus contradictoire que leurs principes. Ils ne s'unissoient que dans un point, savoir : la critique des mesures de Walpole & leur aversion personnelle pour ce Ministre. Ces deux especes de gens étoient les Whigs mitigés, & les Torys déclarés qui avoient été proscrits depuis l'avenement de la Maison de Brünswick au trône.

Ces corps hétérogènes ne purent rester long-tems unis, parce que, dans le vrai, il n'y avoit jamais eu d'accord parfait entre eux. En conséquence, lorsque Walpole quitta le timon des affaires en 1742, les Whigs mitigés furent congédiés les uns après les autres, & les Torys restèrent maîtres absolus des Conseils du Prince de Galles. Ce Prince qui avoit certainement un excellent caractère & d'heureuses dispositions, & qui étoit attaché à la constitution, telle que ses partisans la lui avoient fait concevoir, mourut sans se douter qu'il laissoit son fils à la merci des Torys. Il savoit, à la vérité, qu'ils affectoient d'en prendre le nom ; mais il les croyoit des Torys *révolutionistes*, ce qui n'est

dans le fond, qu'un follécisme de langue & de politique. Le Prince trompé, ne les voyoit que sous les couleurs brillantes dont ils sont revêtus, dans les séduifans & précieux écrits, de cet imposteur fans principes, le Vicomte Bolingbroke. Il les crut de bonne foi, & en conséquence, il mourut content, dans l'idée que son fils *bien aimé*, à l'instar de quelques-uns de ses prédécesseurs, pourroit obtenir le glorieux titre de Roi Patriote. Quelles qu'aient pû être les espérances, il est certain que les Torys fermoient alors toutes les avenues qui conduisoient au Palais de Carleton (la maison du Prince de Galles). L'intérêt, la vengeance, le ressentiment de leurs anciennes persécutions, tout les excitoit à inspirer à l'héritier présomptif de violents préjugés contre les Whigs. Ils ne manquèrent point de lui exagérer & de lui peindre des couleurs les plus noires, les malheurs du Prince & de la Princesse de Galles ses pere & mere, les outrages qui leur avoient été faits par tous les Ministres & ex-Ministres, depuis Walpole jusqu'à Pelham, depuis Newcastle jusqu'à Pitt & Legge. Au moyen de ces artifices, les discours des Torys ne purent manquer de faire sensation sur une ame neuve & sans expérience, & d'accroître son indignation contre ses ennemis, en raison de son attachement & de sa vénération pour la mémoire des auteurs de ses jours. Il fut

encore fortifié dans ces sentimens par une autre espece de gens qui ont la prudence de prévoir les événemens & de se ménager, de longue main un abri contre l'orage. Ces dignes serviteurs, qu'on trouve dans toutes les Cours, ne voyoient pas sans inquiétude un vieux Roi approchant de sa fin, événement qui les menaçoit eux-mêmes de leur dissolution politique. Pour le prévenir, leurs yeux cherchoient avec une sorte d'empressement celui qui alloit devenir leur maître; & ce fut du côté du soleil levant que se dirigeoient leurs hommages & leurs vœux. Sur ces entrefaites, il arriva un incident qui accéléra certains événemens beaucoup plus que le cours naturel des choses ne sembloit le promettre. Il s'éleva un cri général de la Nation à l'occasion des mauvais succès de nos armes au commencement de la guerre dernière. Les Torys furent appelés en corps, pour soutenir le système qu'on avoit embrassé.

C'est à la mémorable année 1756 que nous devons le bonheur de posséder dans le Ministère Milord Mansfield, à qui, de son côté, la Nation est redevable de l'inéffable bienfait du (a) traité qui a effectué une si étrange réunion de partis.

(a) Dans les débats du 15 Novembre 1775, Milord Mansfield, parlant de l'opinion du Chevalier Jonah Child & du Lord Chancelier Talbot, sur l'état

Cette réunion rendit l'administration plus foible au lieu de la fortifier. C'étoit à la vérité une augmentation numéraire ; mais de quoi étoit-elle composée ? De gens qui se détestoient secrètement , & non d'amis résolus fermement à se prêter un mutuel appui. Ce mauvais assemblage ne pouvoit pas subsister long-tems. Quelques lourdes fautes ranimerent l'ancien esprit qui se manifestoit depuis deux ans. En 1757 M. Pitt, comme Secrétaire d'Etat, & le Chancelier de l'Echiquier son ami M. Legge, rentrèrent dans le Ministère, après avoir reçu des remerciemens publics de presque toutes les corporations du Royaume, qui les leur firent présenter dans des boîtes d'or.

L'administration de ces Messieurs est trop connue pour qu'elle puisse donner lieu à aucune observation. Alors tous les partis s'évanouirent ou dumoins ils parurent amalgamés & fondus en un seul corps ; mais cette belle & tranquille surface ne servoit qu'à couvrir les écueils & les tourbillons politiques que cette masse receloit dans son sein. Le feu Roi, qui étoit un digne & honnête homme, avoit à peine les yeux fermés, qu'on n'entendit plus parler à Saint-

des Colonies, dit : » les choses allerent ainsi jusqu'à l'année 1756, & alors se forma une nouvelle administration, à la composition de laquelle j'ai eu l'honneur de contribuer «.

James que le langage du Palais de Carleton. On déplora, avec une pitié insultante, le sort du pauvre idiot qui venoit de mourir. C'étoit la qualification que les Torys donnoient au feu Roi. On le représentoit comme un Monarque prisonnier dans son propre palais, esclave de ses serviteurs, dupe de ses perfides amis, & l'instrument qu'une faction audacieuse & vindicative avoit mis en œuvre pour proscrire la portion la plus précieuse & la plus fidelle de ses sujets, & assouvir sa vengeance sur le pere & la mere du Monarque actuel. Enfin, la nouvelle Cour étoit représentée comme un millenieme politique, qui offroit le tableau du regne des justes sur la terre. On ne parloit de Sa Majesté que comme d'un Alcide qui venoit purger l'Angleterre de monstres, rompre les fers que la faction des Whigs lui avoit préparés, & dans lesquels elle avoit retenu le Roi son prédécesseur. Les auteurs de cette singuliere idée, plaçoient sur la poitrine de ce personnage de leur invention, cette devise : *celui-ci est le Roi patriote.*

Les Ministres traiterent d'abord de chimeres tout ces propos; mais ils ne tarderent pas à en éprouver les conséquences. Le premier signal de la révolution fut la destitution soudaine de cet habile & loyal Chancelier de l'Échiquier M. Legge. Son crime étoit des'être mis sur les rangs pour une élec-

tion (a) pour Southampton, en concurrence avec le descendant d'un Ecoissois (M. Stewart) parce que les francs-tenanciers l'en avoient requis d'eux-mêmes. Cette conduite fut regardée comme un trait impardonnable de présomption de la part d'un Chancelier de l'Echiquier de la Grande Bretagne ; & sa place lui fut retirée.

Cet événement ne dessilla pas encore les yeux de l'administration. Le premier Lord de la Trésorerie (le Duc de Newcastle) abandonna son Chancelier de l'Echiquier, sans souffler le mot. M. Pitt lui-même, ce Ministre *patriote* & populaire, vit d'un œil indifférent la disgrâce d'un homme qui avoit partagé avec lui les remerciemens & les boîtes d'or patriotiques. Ni l'un ni l'autre ne sentit que le même sort leur étoit réservé. Six mois furent à peine écoulés, que M. Pitt & le Lord Temple donnerent leur démission.

Mais il falloit encore quelque chose de plus pour dissiper les brouillards épais dont tout le parti des Whigs étoit enveloppé. Le Duc de Newcastle fut renvoyé avec dureté de sa place de premier Lord de la Trésorerie. Au bout de sept mois, le 29 Mai 1762 & le 22 Novembre suivant, le Duc de De-

(a) Le Roi actuel, alors Prince de Galles, l'envoya prier par le Lord Bute de se défaire de ses poursuites pour cette élection, ce qu'il s'excusa de faire, en disant qu'il avoit donné sa parole à ses constituans.

vonshire donna sa démission de celle de Lord Chambellan.

C'est à cette époque que le Duc de Devonshire commencera à exister pour notre objet dans le parti de l'Opposition: nous le trouverons à la tête des Whigs pendant les sessions de 1763 & 1764, sous les administrations successives du Lord Bute & de M. George Grenville. Il seroit inutile d'entrer dans le détail des débats qui ont eu lieu pendant ces deux sessions. Nous observerons seulement que la question relative aux ordres vagues d'emprisonnement, est la première affaire où le Général Conway ait paru avec éclat dans le Parlement Britannique. Il étoit alors Colonel d'un Régiment de Cavalerie & un des Gentilshommes de la Chambre du Roi. Il *vota* contre la Cour dans cette importante question. Bientôt on lui ôta son régiment & sa place dans la Chambre du Roi. Mais son noble ami le Duc de Devonshire, qui mourut quelques mois après à Spa, lui fit un legs très-considérable pour le dédommager en partie des revers que lui avoit attirés son attachement aux intérêts de son pays.

Il étoit alors regardé par tous les Whigs comme une espèce de martyr politique de sa résistance à un système imaginé pour anéantir la loi & la justice, & pour satisfaire le ressentiment personnel du premier Magistrat. En conséquence, lors de l'arran-

gement des Whigs en 1765, il fut nommé un des principaux secrétaires d'Etat, poste qu'il remplit pendant la courte administration du Marquis de Rockingham. Il continua d'occuper la même place pendant la durée de l'arrangement du Lord Chatham; & il conserva son crédit jusqu'au moment où Charles Townshend, l'ennemi secret de ce Lord, l'ayant trahi ouvertement, le Lord Chatham appella le parti de Bedford dans le Ministère, pour contrebalancer l'influence secrète de la junte, qui devenoit trop forte contre lui seul. Aussitôt que le parti de Bedford se fût assuré de son crédit, une de ses créatures (le Lord Weymouth) fut nommée pour remplacer le Général Conway, en qualité de Secrétaire d'Etat au département du Nord; & il fut renvoyé à son premier métier, celui de (a) soldat, avec un régiment & le grade de Lieutenant général de l'artillerie.

(a) Le Duc de Bedford dit à cette occasion, qu'il faisoit grand cas du Général Conway comme militaire; mais fort peu comme Ministre.

Il est inutile de rappeler à nos lecteurs que dans le Printems de 1766 , M. Conway fut un de ceux qui parlerent avec le plus de chaleur pour demander la révocation de l'Acte du timbre ; & que depuis ce tems-là il a persévéré invariablement dans son opinion toutes les fois que cette question a été présentée à la Chambre sous une forme quelconque. A tous autres égards , il a toujours voté avec les Ministres ; mais il a été inflexible sur l'article de la taxation tant par rapport au principe qu'à la résistance de l'Amérique , soutenant que des Peuples qui n'étoient point représentés , ne devoient pas payer de taxes , & que d'ailleurs il n'étoit point à propos d'imposer cette taxe quand bien même l'opération eût été juste & praticable. Il appuyoit aussi son opération sur les paroles solennelles données par les Ministres au nom du Souverain , du Parlement , & pour eux-mêmes , & enfin sur l'impossibilité physique de subjuguier l'Amérique , sans s'exposer à des risques relativement aux Puissances Etrangères , & à des dépenses inappréciables , qui , en supposant que nous eussions sur les bras trop d'affaires pour pouvoir effectuer certe conquête , entraîneroient infailliblement la ruine de cet Empire.

Dans la disette actuelle d'hommes ayant réellement des principes politiques ou tenant une conduite uniforme d'après une

opinion impartiale & soutenue par une discussion libre, le Général Conway est un caractère infiniment précieux. C'est un modèle digne d'être proposé à l'estime & à la vénération publiques. Il y a encore des circonstances accessoiress qui, dans ce siècle corrompu doivent donner un nouveau lustre à sa stabilité dans ses principes, à sa rare candeur, à son opposition sans réserve aux mesures favorites de la Cour : c'est que tout le bien du Général Conway est en grande partie vaguer. Sa femme, il est vrai, a un gros revenu ; mais il mourra avec elle, & on ne peut pas la supposer bien jeune quand on se rappelle qu'elle est mère de la Duchesse de Richmond. Les appointemens que le Général reçoit de la Cour sont très-considérables : il a le régiment des Gardes bleues à cheval & le Gouvernement de Jersey : ce qui peut lui faire un revenu de 3000 liv. sterl. par an. Si nous examinons la situation précaire où il se trouve, relativement à son traitement militaire pour lequel il est entièrement à la merci de la Couronne & des Ministres, nous ne pouvons retenir l'expression de notre étonnement en voyant sous le regne corrompu de George III, un exemple de patriotisme & de dévouement à la cause publique, qui auroit fait honneur aux tems d'Hamden & de Marwell. Hamden risqua une partie d'une fortune assez considérable pour affermir les libertés de son pays.

& s'assurer la jouissance du reste de son patrimoine. Marwell, pauvre, méprisa le salaire de l'iniquité, préférant le suffrage de sa conscience à tous les avantages qu'il pouvoit attendre des bonnes grâces du grand Séducteur (Charles II) ou de ses émissaires. Chacun fait qu'il est beaucoup plus affreux de tomber d'une situation élevée, que de rester, par principe, dans un état humble & obscur.

Il y a encore une autre considération qui mérite bien l'attention de ceux qui veulent distinguer la véritable vertu publique de l'hypocrisie politique qui en prend le masque : c'est le nombre des tentations secondaires qui environnent le Général Conway, & semblent conspirer à corrompre ses principes ou à égarer son jugement. Ses vertus privées, ses sentimens comme homme, comme ami, comme parent, sont autant d'appâts propres à le séduire. Son frere, (le Lord Hertford) est Chambellan : son beau-frere (le Duc d'Argyle) a des liaisons étroites avec la Cour, dont il reçoit un traitement militaire très-considérable. Enfin, il est lui-même allié de très-près à différens Membres du parti de Bedford, à quelques Whigs apostats, & à plusieurs de ceux qui, si traitreusement & si impudemment, osent se qualifier d'amis du Roi, parce qu'ils ont donné des preuves éclatantes qu'ils étoient ennemis de la Constitution de leur pays.

Le Général Conway, en sa qualité de

Membre du Patlement, peut passer pour un de ses Orateurs les plus agréables : son système est presque le même qui a été adopté dans l'autre Chambre par le Lord Camden. Il regarde le droit de se taxer soi-même comme un privilege spécialement inhérent à tout sujet né dans l'empire Britannique, toutes les fois qu'il y a possibilité de l'exercer. Tous ses discours, dans les débats, sont prononcés avec cette chaleur de sentiment & cette honête assurance qui annoncent un homme pénétré de ce qu'il dit ; & si l'on excepte les momens où quelque trait odieux provoque son indignation, il met dans son élocution une modestie, une douceur, une grace, qui semblent lui être particulieres. Il résulte de ces avantages réunis que peu de Membres de l'une & l'autre Chambre, ont plus lieu que lui d'être contents de leurs harangues, au moins relativement à la sensation qu'elle produisent.

D'un autre côté, nous désirerions qu'il n'eût pas resté dans l'inaction depuis 1768 jusqu'à 1774, parce que l'approbation qu'il a donnée à différentes mesures, aussi peu excusables dans leur principe que celles relatives à l'Amérique, ont fourni à ses ennemis des armes contre ses prétentions à la popularité, en faisant attribuer sa conduite publique à des motifs de justification personnelle, plutôt qu'à un véritable patriotisme.

(XXI) THOMAS THYNNE, VI-
COMTE WEYMOUTH.

NOUS trouvons le nom de ce Lord pour la première fois sur la liste des grands Officiers de l'Etat, vers la fin de l'administration de M. George Grenville. En Avril 1765 il fut nommé Lord Lieutenant d'Irlande à la place du Duc de Northumberland; mais son patron (le Duc de Bedford) s'étant retiré avec M. Grenville pour faire place au nouvel arrangement connu sous le nom de l'administration de Rockingham, le Lord Weymouth, environ trois mois après, eut pour successeur le Lord Hertford. Je ne fais si on avoit eu bien réellement le dessein d'envoyer le Lord Weymouth en Irlande, ou si le Duc de Bedford, qui lui fit donner ce poste, eut seulement intention de lui procurer quelque douceur pour l'encourager à persévérer dans ses premiers engagements. Au moins est-il certain que quoique la Nation n'eût pas lieu d'être contente, de se voir forcée à une dépense de sept ou huit mille livres sterl. (a), pour fournir un sim-

(a) Aussi-tôt qu'un nouveau Lord Lieutenant d'Irlande est nommé, il est d'usage de lui faire faire un service en argenterie, lequel monte au prix de huit mille livres sterling, qu'il aille ou non à son Gouvernement. Ainsi quoique le le Lord Weymouth n'eût pas quitté Londres, il reçut un quartier d'appointemens & le présent de vaisselle, le tout montant au moins à dix mille livres sterl.

ple article à la Gazette de Londres, le Duc de Bedford dut s'applaudir d'une si heureuse idée, car si l'acquisition de ce nouveau sujet coûte assez cher à la Nation, elle fut faite dans le véritable esprit du *heros de Woburn* (le Duc de Bedford) c'est-à-dire sans aucun frais; (par cet escamotage il évita de donner des places ou des pensions & il en fut quitte pour une nomination qui ne devoit pas avoir lieu).

Pendant la courte durée de l'administration de Rockingham, & dans la première année de l'administration suivante, qui passe pour avoir été dirigée par le Comte de Chatham, devenu dupe ou apostat, le Lord Weymouth resta sans place; mais dès que le Comte Chatham, pour des raisons que nous avons plus d'une fois rapportées dans le cours de cet ouvrage, se trouva forcé de se jeter dans le parti de Bedford, notre héros reparut sur la scène avec les autres serviteurs nécessaires de ce parti. Il fut nommé Secrétaire d'Etat au département du Nord dès le commencement de l'année 1768 (à la place de M. Conway). Au mois de Mai suivant il écrivit aux Juges de Surry cette lettre fameuse qui produisit la fatale catastrophe du dix du même mois à Saint George-fields, où un homme innocent fut cruellement massacré (a). Nous n'avons point

(a) Le jeune Allen, fils d'un Aubergiste, fut tué dans la basse-cour de son pere.

Sous les yeux la copie de cette lettre, mais autant que notre mémoire peut nous servir, nous croyons que le Lord Weymouth écrivoit aux Juges qu'ils seroient toujours fondés à appeller les troupes, & à les employer efficacement quand leur autorité seroit méconnue ou leurs personnes insultées, dans l'exécution légale de leur charge.

Un petit commentaire sur cette lettre a fourni un prétexte à l'expulsion d'un Membre de la Chambre des Communes (M. Wilkes). Quoiqu'il en soit, il nous est impossible d'approuver aucun ordre, qui dans ses conséquences les plus éloignées, tend à mettre de côté le pouvoir civil, & à lui substituer le militaire. A ne prendre le fait & l'ordre donné par le Ministre que sous le point de vue le plus favorable, il présente, dans les loix ou dans leur exécution, un défaut, que dans tel tems que ce soit & toujours, il sera possible d'alléguer comme un prétexte pour suspendre toute loi quelconque, tant que ceux qui sont chargés de son exécution, ayant le militaire à leurs ordres, pourront l'employer à leur volonté, sans risque de punition pour les abus.

Le Lord Weymouth ayant passé au département du Sud vers la fin de l'année, où il étoit entré en place, nous le retrouvons occupant le même poste dans l'Automne de 1770, à la naissance des démêlés entre l'Espagne & la Grande-Bretagne. Il con-

duisit cette négociation jusqu'au mois de Décembre, époque à laquelle il se retira, au grand étonnement de tous ceux qui voioient en lui un homme qu'on avoit élevé à cette place pour augmenter le nombre des voix du parti de Bedford dans le Cabinet; car, malgré toutes les louanges que le Comte Chatham (a) donnoit au Lord Weymouth, lorsque celui-ci appuyoit ses opérations dans la Chambre des Lords, & que le Comte Chatham négocioit avec le parti de Bedford, il est certain que pour peu qu'on connût la capacité du Lord Weymouth, ses talens parlementaires ou la tournure de son esprit on ne pouvoit pas se persuader qu'il fût capable de remplir, avec aucune sorte d'éclat la place de Secrétaire d'Etat au département du Sud, & encore moins de négocier un Traité, qui par ses suites éventuelles, pouvoit engager son pays, peut-être toute l'Europe, dans une guerre dispendieuse & sanglante. Nous ne nous hazarderons point de décider si les Directeurs secrets lui trouverent le caractère trop roide ou la tête trop dure (c'est ce qui n'est pas trop vraisemblable, quant au premier article) ou s'il abandonna son poste pour une aussi forte raison que la crainte qu'on ne le rendît responsable des événemens; ou enfin, ce qui est le plus probable, si la junte ne jugea pas à propos de

(a) On a souvent entendu dire au Comte Chatham que le Lord Weymouth honoreroit sa Nation.

l'éloigner , parce qu'elle étoit dans la résolution de conserver la paix à quelque prix que ce fût , plutôt que d'interrompre un système de Cour qu'elle vouloit suivre , & qui auroit pu être renversé par une guerre avec nos ennemis naturels , ce qui auroit obligé le Ministère de rechercher la confiance & l'appui du peuple. Il étoit impossible que le Lord Weymouth pût , sans inconséquence , accepter aucune satisfaction au-dessous de celle que le Prince Massérano lui avoit offerte , d'après un ordre de Grimaldi du 19 Novembre. La Cour de Madrid écrivit le 7 Décembre qu'elle étoit déterminée à ne point donner cette satisfaction , & la junte résolut de n'en pas exiger davantage. Ainsi il est probable que cette dernière considération fut la vraie cause de la retraite du Lord Weymouth.

La résolution étant prise d'abandonner l'île Falkland , on fit part secrètement de ce projet à la Cour de France Cette Cour appaisa l'Espagne ; & pour premier pas vers une convention amicale , Il fut arrêté de renvoyer le Secrétaire d'Etat , qui dans le cours d'une longue négociation avoit si fortement soutenu les prétentions de l'Angleterre sur l'île en question.

Depuis ce tems-là nous n'entendons plus parler du Lord Weymouth que comme d'une ombre de Cour , votant avec la majorité jusqu'en 1775 , qu'il succéda au feu Comte de Bristol dans le poste de Maître de la

Garde-Robe, où, en qualité de serviteur fidelle & patient, on ne le laissa pas long-tems. Il fut rappelé au bout de sept à huit mois à son ancien Office de Secrétaire d'Etat au département du Sud. Quelques personnes ont été étonnées que le Lord Weymouth, personnage connu par le zele avec lequel il s'acquittoit de ses commissions secretes, par sa résignation aux volontés de ses directeurs, par son dévouement pour la Maison de Bedford : qu'un homme doué de tant de mérite de Cour & de Parti, & assez mal partagé de la fortune, ait été pendant près de cinq ans abandonné & laissé sans emploi ; mais il y eut alors des observateurs qui rapprocherent diverses circonstances d'après lesquelles ils formerent le raisonnement que l'on va voir. Ils observerent que le jour même que le Lord Weymouth donna sa retraite, son frere (a) fut nommé Adjoint au Maître général des Postes à la place du Lord Sandwich, devenu Secrétaire d'Etat : que ce frere n'avoit nulle prétention à une place qu'on avoit toujours regardée comme une retraite pour ceux qui avoient servi long-tems dans les Charges

(a) Frederick Thynne frere du Vicomte Weymouth, fut nommé adjoint au Maître général des Postes, à la place du Comte de Sandwich, qui succéda au Lord Rochford dans la place de Secrétaire d'Etat au département du Nord, lequel Lord Rochford remplaça le 19 Décembre le Lord Weymouth dans la place de Secrétaire d'Etat au département du Sud.

les plus distinguées & les plus épineuses, & que par conséquent quoique le nom du frere fût mis au lieu de celui du Lord Sandwich sur l'état des Postes, ce n'étoit au fond qu'un échange d'emploi & d'émolumens entre le Comte Sandwich & le Vicomte Veymouth.

Cette spéculation est bien raffinée, si elle est juste. Mais le fait est toujours une forte preuve de l'attention singulière & reconnoissante de la junte à l'égard de ses serviteurs autrement de ses esclaves ; ou du moins il prouve la constance de la faction Bedford à procurer l'*otium cum dignitate* à ses pensionnaires nécessaires ; car, qu'ils soient en pied ou à la demi-payé, il est constant qu'elle a grand soin de leur assurer une ample & honorable subsistance.

Depuis la dernière rentrée du Lord Weymouth dans le Cabinet, il s'offre à nous sous un nouveau point de vue : non seulement nous l'avons vu dans l'occasion le défenseur des opérations du Ministère à mesure qu'elles ont été portées au Parlement ; mais il s'est rendu responsable tant relativement à la part que les Ministres du Roi avoient eue dans la dispute actuelle avec l'Amérique qu'à l'égard de la question primitive qui a occasionné la dispute, c'est-à-dire le droit & la nécessité de taxer l'Amérique pour lever un revenu. C'est ce qu'il a déclaré plus d'une fois dans le cours des deux dernières sessions, & particulièrement dans le débat sur

l'Acte de capture & sur la proposition faite par le Duc de Richmond pour une suspension d'hostilités, le 5 Mars 1776. A la dernière de ces propositions, il convint qu'il étoit un des Membres du Cabinet qui avoient voté pour conserver le droit sur le thé, lorsque cette affaire y fut mise en délibération avant d'être portée au Parlement. Sa mémoire ne l'a cependant pas servi à ce sujet aussi heureusement que de coutume; car le Duc de Grafton assura dans le même débat qu'il avoit voté dans le Cabinet pour une révocation totale, mais qu'il avoit eu le dessous : en quoi il fut contredit par le Lord Weymouth, qui soutint que les voix avoient été égales. Le Duc de Grafton ayant ensuite consulté ses registres, trouva que lui Duc de Grafton avoit raison; & notre héros ne s'en tira que par un morne silence.

La junte & le parti de Bedford se sont tellement rapprochés & réunis dans leurs opinions & dans leurs principes, depuis leur dernière jonction politique, qu'il est difficile de reconnoître les créatures de chacun de ces Partis. Ainsi à quelque distance, on seroit embarrassé de distinguer le Lord North d'avec un Membre de la coterie de Bedford, ou le facétieux M. Richard Rigby d'avec un de ceux qu'on appelle à si juste titre les amis du Roi. Les deux partis sont également furieux contre l'Amérique : également ils détestent tout ce qui porte la plus légère apparence d'un poids popu-

laire propre à être jetté dans la grande balance du Gouvernement pour servir de contre-poids au crédit de la Couronne : également ils désirent de se servir du Parlement pour satisfaire l'orgueil & l'ambition d'un seul homme, & les vues sordides & interressées de quelques individus. Ainsi il est très-indifférent que nous présentions le Lord Weymouth comme créature du Lord Gower, chef du parti Bedford, ou comme suppôt du Lord North, l'agent secret de la junte, parce que cela revient précisément au même.

Pour tracer le caractère politique du Lord Weymouth, il suffit de dire qu'il a toujours été de l'avis de l'Administration pendant l'espace de seize ans, excepté durant la courte administration du Lord Rockingham, pendant laquelle le Lord Weymouth n'étoit pas en place.

Les talens politiques de ce Lord dans le Parlement, soit comme Orateur, soit comme homme d'affaires, sont très-circonscrits, quoiqu'à l'apparence on les pût croire plus étendus. Sa maniere est aisée, & ses discours portent avec eux un grand air de candeur. Il parle avec facilité : jamais il ne compromet sa dignité, & il évite soigneusement toute altercation personnelle ; mais il est sec, & il manque d'idées & de lumières. Ses discours ont de la pesanteur ; & il n'a ni le sel ni la vivacité nécessaires pour les rendre intéressans. S'il brille dans quelque genre, comme Orateur, c'est dans la re-

plique. Lorsqu'il s'agit de pallier ou de défendre, il expose & découvre la partie foible ou absurde des preuves de ses adversaires, en employant tous les secours de l'art & de la nature, & avec tout l'avantage qu'on peut tirer d'une place imposante, & d'une élocution facile. Néanmoins quand même l'éloquence, les qualités ministérielles, & les talens de Cabinet du Lord Weymouth & de son confrere le Lord Suffolk, Secrétaire d'Etat du Nord, seroient réunis dans un seul individu, nous douterions encore, après cette mixtion de sagesse, de pénétration & de talens, que cet individu eût autant de capacité qu'on en demandoit autrefois pour un seul Ministre.

*Avis sur la suite des Portraits des Orateurs
Anglois des deux Chambres du Parlement.*

IL NOUS reste encore huit ou neuf Portraits à donner, tous aussi intéressans & aussi nécessaires à l'histoire que ceux qui ont déjà paru dans ce Recueil; mais une considération très-forte nous contraint de les renvoyer à un autre tems. Les vingt & un que l'on a vus, nous ont servi à remplir un intervalle dans lequel nous n'aurions pas pu suivre, avec l'exactitude nécessaire, l'ordre chronologique des événemens sur lesquels ont roulé depuis douze à treize mois les affaires de l'Angleterre & de l'Amérique. Il y a tel fait ou telle piece, dont nous n'avons connoissance que depuis quelques

semaines , & qui n'auroit point paru à sa place dans le mois de Juin 1776 , si nous avions repris plutôt le fil historique , interrompu à dessein . pour donner à nos Lecteurs le premier Pamphlet du Docteur Price , le Rapport fait à la Chambre des Pairs des premiers troubles de Boston , le Précis des événemens de 1774 & 1775 , & les Portraits. Mais aujourd'hui que nous sommes arriérés de plus d'un an , il naîtroit un grand inconvénient d'une prolongation trop étendue de cette espece de remplissage , par la peine que nous trouverions à entretenir l'ordre dans les distributions de nos porte-feuilles ; & nous serions continuellement occupés de la crainte de confondre les dates d'une année avec celles d'une autre. C'est ce qui nous détermine à réserver ce qui reste de Portraits pour en tirer le même service que des autres , lorsque nous croirons devoir attendre de nouveaux renseignemens pour la suite de nos annales , ce qui pourra bien arriver avant la fin de l'année présente , par l'obligation où nous nous voyons de nous restreindre à un abrégé historique , & de ne rapporter que les pieces d'une importance majeure. Nous ne devons point laisser ignorer à nos Lecteurs que nos correspondances nous ont procuré une si prodigieuse quantité de matériaux , que s'il falloit les imprimer tous dans leur étendue , à peine un gros *in-folio* contiendrait-il seulement ceux

qui n'ont paru qu'en Amérique, & dont les papiers d'Angleterre n'ont fait aucune mention. L'habitude que nous avons acquise de la matière, le zèle dont nous sommes animés & que nous osons croire qu'on a plus d'une fois daigné remarquer, nous permettent d'espérer qu'on mettra dans nos soins une confiance entière, & qu'on voudra bien se persuader que sous une forme plus concise il ne nous échappera cependant rien de ce qui peut être essentiel au fil de l'histoire & aux combinaisons de l'Historien. Nous sommes fâchés de ne pas procéder tout de suite à l'exécution de ce que nous annonçons; mais le Banquier de Londres nous demande, avec les plus fortes instances, de lui consacrer deux de nos cahiers pour faire paroître, sans délai, son mémoire sur les Matelots & sur la Marine d'Angleterre. Comme il n'existeroit pas plus d'Angleterre sans marine, qu'il ne peut y avoir de Politique sans pain, nous avons cru qu'on verroit avec plaisir & qu'on nous sauroit gré de ne point retarder la publication d'une discussion très-approfondie sur la première & la plus essentielle des affaires de l'Angleterre.

Lettre d'un Banquier de Londres

*à M. ***, à Anvers.*

De Londres le 8 Mai 1777.

QUELQUES papiers publics , Monsieur , ont donné une partie des nouvelles Constitutions de l'État de Delaware. Je n'en ai point vu où elles fussent en leur totalité. Je pourrai avoir l'avantage d'enrichir votre recueil de ce morceau , qui n'est pas moins curieux & intéressant que ceux du même genre que j'ai déjà eu le bonheur de vous procurer.

Au sujet de ces nouvelles loix , il me passe par l'idée un paradoxe bien étrange & , que je veux pourtant vous soumettre avec ses motifs. Parmi toutes les Constitutions républicaines du monde civilisé , celle de l'Angleterre , malgré tous ses défauts , étoit sans contredit la première , c'étoit la seule qui eût assez approché de son genre de perfection pour recevoir les amendemens dont vous voyez naître le superbe code de l'Empire Américain. Or , il n'est point dans la fierté Angloise de se contenter , en quoique ce soit , du second rang. Rendue à ses reflexions , quand il ne lui restera plus d'espoir de rentrer dans ses possessions perdues , elle se tourmentera pour obtenir un degré d'indépendance supérieur

ij A F F A I R E S D E L' A N G L E T E R R E
encore à celle de l'Amérique. D'un autre côté,
le Gouvernement redoublera d'efforts pour
étendre de plus en plus la prérogative Royale.
De ce conflit , il doit résulter , qu'avant
la fin de ce siècle on verra s'établir chez
ce Peuple , extrême en tout , ou le plus ri-
goureux despotisme , ou une liberté civile
& religieuse , dont il est difficile de se faire
une idée , quand on a conçu le système
de celle de l'Amérique.



CONSTITUTION DE L'ÉTAT

DE DELAWARE,

En Commission générale extraordinaire de l'Etat de Delaware, Mercredi 11 Septembre 1776. *Ante Meridiem.*

Déclaration expositive des droits & des principes fondamentaux de l'Etat de Delaware, ci-devant appelé le Gouvernement des Comtés de Newcastle, de Kent & de Suffex, sur la rivière Delaware.

I. **T**OUT Gouvernement tire son droit du Peuple, est uniquement fondé sur un contrat réciproque, & est institué pour l'avantage commun.

II. Tous les hommes ont le droit naturel & inaliénable d'adorer le Dieu Tout-Puissant de la manière qui leur est dictée par leur conscience & par leur raison : aucun

iv AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

homme ne doit, ni ne peut être légitimement contraint à pratiquer un culte religieux, ou à salarier des Ministres de Religion contre son gré, ou sans son propre & libre consentement ; & aucune Puissance quelle qu'elle soit, ne peut, ni ne doit, ni être, ni se prétendre autorisée à gêner ou à contrarier de quelque manière que ce soit, les droits de la conscience dans le libre exercice du culte Religieux.

III. Toutes personnes professant la Religion Chrétienne, jouiront à jamais & également des mêmes droits & des mêmes privilèges dans cet Etat ; à moins que sous prétexte de Religion ; quelqu'un ne troublât la paix, le bonheur ou la sûreté de la Société.

IV. Le Peuple de cet Etat a seul le droit essentiel & exclusif de se gouverner, & de régler son administration intérieure.

V Les personnes revêtues de la puissance législative ou exécutrice, sont les mandataires & les serviteurs du Public : & en cette qualité, comptables de leur conduite ; en conséquence, toutes les fois que le but du Gouvernement n'est pas ou est mal rempli, & que la liberté publique est manifestement en danger, soit par le fait de la puissance législative seulement, soit par une perfide connivence entre les deux autorités, le Peuple a le droit & le pouvoir légitime d'établir un nouveau Gouvernement, ou de réformer l'ancien.

VI. La jouissance, par le Peuple, du droit de participer à la législation, est le fondement de la liberté & de tout Gouvernement libre. Pour assurer ce but, toutes les élections doivent être libres & fréquentes; & tout homme libre donnant preuve suffisante d'un intérêt permanent & de l'attachement qui en est la suite, pour l'avantage général de la Communauté, a droit de suffrage.

VII. Le pouvoir de suspendre les Loix ou d'en arrêter l'exécution, ne peut être exercé que par la *législature* (a).

VIII. La *législature* doit être assemblée fréquemment, tant pour le redressement des griefs que pour corriger & fortifier les loix.

IX. Tout homme a droit de demander à la *législature* le redressement des griefs, pourvu que cette demande soit faite avec décence & tranquillité.

X. Tout Membre de la Société a le droit d'être protégé par elle dans la jouissance de sa vie, de sa liberté & de sa propriété; &

(a) L'embarras qui résulte dans la diction du mot *Corps législatif*, appliqué à un corps composé de deux autres corps distincts & séparés, m'a fait adopter de l'Anglois le mot *législature*: il est dans l'analogie de la Langue Française, qui manque de mot pour représenter cette idée; & *législature*, qui est le corps revêtu de la puissance législative, ne peut pas être confondu avec *législation*, qui est l'action de cette puissance.

vj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

chacun, en conséquence, est obligé de contribuer pour sa part aux frais de cette protection, & de donner, lorsqu'il le faut, son service personnel ou un équivalent; mais aucune partie de la propriété d'un homme ne peut lui être enlevée avec justice, ni appliquée à aucun usage public sans son consentement propre, ou sans celui de ses représentans légitimes; & aucun homme, qui se fait un scrupule de conscience de porter les armes, ne peut, dans aucun cas y être légitimement contraint, s'il paye un équivalent.

XI. Des loix, avec effet rétroactif pour punir des fautes commises avant l'existence de ces loix, sont oppressives, & injustes, & il ne doit point en être fait de pareilles.

XII. Tout homme libre, pour toute injure ou tort qu'il peut avoir reçu de quelque autre personne que ce soit, dans ses biens & terres ou dans sa personne, doit trouver un remède dans le recours aux loix du pays: il doit obtenir droit & justice, & une justice facile & sans obstacle, complète & sans réserve, prompte & sans délai, le tout conformément aux loix du pays.

XIII. La vérification des faits par jurés dans les lieux où les faits se sont passés, est une des meilleures sauve-gardes pour la vie, la liberté & les propriétés des citoyens.

XIV. Dans tout procès criminel, tout homme a le droit d'être instruit de l'accusation qui lui est intentée, d'obtenir un con-

seil, d'être confronté à ses accusateurs & aux témoins, de faire examiner les témoignages sous serment à sa décharge; & il a droit à une procédure prompte par un Juré impartial, sans le consentement unanime duquel il ne peut pas être déclaré coupable.

XV. Aucun homme ne doit, dans les Cours de *Loi commune*, être forcé d'administrer des preuves contre lui-même.

XVI. Il ne doit point être exigé de cautionnemens excessifs, ni imposé de trop fortes amendes, ni infligé de peines cruelles ou inusitées.

XVII. Tout *Warrant* (Ordonnance) pour faire des recherches dans des lieux suspects, pour arrêter quelqu'un ou saisir ses biens, est injuste & vexatoire, s'il n'est décerné sur une accusation affirmée par serment, & tout *Général Warrant* pour faire des recherches dans des lieux suspects, & pour arrêter toutes personnes suspectes, dans lequel le lieu ou la personne en particulier ne seroient pas nommés ou exactement décrits, est illégal, & ne doit point être accordé.

XVIII. Une milice bien réglée est la défense convenable, naturelle & sûre d'un Gouvernement libre.

XIX. Des armées toujours sur pied sont dangereuses pour la liberté, & il ne doit en être ni levé, ni entretenu sans le consentement de la *Législature*.

XX. Dans tous les cas & dans tous les

viii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

tems , le militaire doit être parfaitement subordonné à l'autorité civile , & gouverné par elle.

XXI. Aucun soldat, en tems de paix, ne doit être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire ; & en tems de guerre il n'en fera usé pour les logemens que de la manière prescrite par la *législature*.

XXII. L'indépendance & l'intégrité des Juges sont essentielles pour l'administration impartiale de la justice , & sont les meilleurs garants des droits & de la liberté des citoyens.

XXXIII. La liberté de la presse doit être inviolablement maintenue.

Le présent Extrait conforme aux journaux de la Commission générale extraordinaire.

Signé James Booth , Clerc.

EN commission générale extraordinaire , assemblée à Newcastle pour l'Etat de Delaware , commencée le vingt-septieme jour d'Août 1776 , & continuée par ajournemens jusqu'au vingt-unieme jour de Septembre suivant.

Serment & affirmation, avec la déclaration prêtées, reçues & signées par tous les Membres respectivement.

Je — soutiendrai & maintiendrai de tout

mon pouvoir l'indépendance de cet Etat, conformément à la Déclaration qui en a été faite par l'Honorable Congrès Continental; & je mettrai en œuvre tout ce que j'ai de capacité pour composer aux Habitans de cet Etat le système de Gouvernement qui me paroitra le plus propre à procurer leur bonheur, & à leur assurer la jouissance de tous les droits & de tous les privilèges naturels, civils & religieux.

Je — fais profession de croire en Dieu le Pere, en Jésus-Christ son Fils unique, & au Saint Esprit, un seul Dieu béni à jamais; & je reconnois les saintes Ecritures de l'ancien & du nouveau Testament pour avoir été données par inspiration divine.



CONSTITUTION

Ou système de Gouvernement consenti & arrêté par les Représentans en Commission générale extraordinaire de l'Etat de Delaware, ci-devant appelé le Gouvernement des Comtés de New-Castle, de Kent & de Suffex sur la Riviere Delaware, ayant été lesdits Représentans choisis expressément à cet effet par les Hommes libres de cet Etat.

Section premiere.

LE Gouvernement des Comtés de New-Castle, de Kent & de Suffex sur la riviere Delaware, sera désormais appelé dans tous les actes publics ou autres, l'*Etat de Delaware*.

Section deuxieme.

La Législature sera composée de deux Corps distincts, qui s'assembleront une fois chaque année, ou plus souvent, s'il le faut.

& qui, réunis, s'appelleront l'*Assemblée Générale de Delaware*.

Section troisieme.

L'un des Corps de la Législature s'appellera la *Chambre d'Assemblée* ; & il sera composé de sept Représentans pour chaque Comté, choisis par chacun des Comtés respectivement parmi les Francs-Tenanciers.

Section quatrieme.

L'autre Corps s'appellera le *Conseil*, & sera composé de neuf Membres, trois pour chaque Comté : ils seront élus par chacun des Comtés respectivement parmi les Francs-Tenanciers, en même tems que se fera l'Election pour l'Assemblée ; & ils seront au-dessus de l'âge de vingt-cinq ans. Après une année révolue depuis l'Election générale, le Conseiller qui aura eu le moins de voix dans chaque Comté, sortira de place ; & les vacances qu'occasionnera cette sortie, seront remplies par une nouvelle Election que les hommes libres de chaque Comté feront, en la maniere ci-dessus dite, de la même personne ou d'une autre. Au bout de deux ans après la premiere Election générale, celui des Conseillers qui n'aura été que le second pour le nombre des voix dans chaque Comté, sortira aussi de place ; & les vacances

xij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

occasionnées par cette seconde sortie, seront pareillement remplies par une nouvelle Election. Au bout de la troisieme année, le Conseiller qui, à la premiere Election générale, aura eu, dans chaque Comté, le plus grand nombre de voix, sortira de place à son tour; & ces vacances seront remplies par une Election nouvelle, dans la forme ci-dessus mentionnée.

Cette votation par laquelle un des Conseillers de chaque Comté sortira de place au bout de trois ans & sera remplacé par un nouveau choix, aura toujours lieu & sera toujours exactement observée par la suite, chaque année, dans l'ordre prescrit; enforte qu'après la premiere Election seule exceptée, chaque Conseiller demeurera en place trois ans, à compter de son Election; & qu'à chaque Election, il y aura dans chaque Comté un Conseiller dont la place deviendra vacante, & sera remplie par un nouveau choix, soit de la même personne, soit d'une autre: par ce moyen, après que les Pourvus à la premiere Election générale auront coulé à fond, chaque Conseiller restera trois ans en place, & à toutes les Elections, il y aura dans chaque Comté un Conseiller déplacé; & le même Sujet ou un autre seront élus pour remplir la place.

Section cinquieme.

Le droit de suffrage pour les Elections des Membres des deux Chambres, continuera

d'être exercé, comme il l'est à présent, en vertu de la loi : chacune des Chambres choisira son Orateur, nommera ses Officiers, jugera des qualités, & de la validité des élections de ses Membres, fera des Réglemens pour les formes de procéder, & enverra les *Lettres d'Election* pour les cas de vacances arrivant dans l'intervalle d'une Election générale à l'autre. Elles pourront aussi, chacune en son particulier, expulser leurs Membres pour mauvaise conduite, mais jamais deux fois pour la même faute dans la même Session, si l'Expulsé est réélu après la première ; & les deux Chambres auront tous les autres pouvoirs nécessaires à l'exercice du Pouvoir législatif d'un Etat libre & indépendant.

Section sixieme.

Tous les bills de levée d'argent pour le soutien du Gouvernement, seront proposés dans la Chambre de l'Assemblée, & ne pourront être changés, corrigés, ni rejettés, par le Conseil Législatif. Tous les autres bills pourront être proposés indifféremment dans la Chambre de l'Assemblée, ou dans celle du Conseil Législatif, & ne pourront être respectivement changés, corrigés, ou rejettés ; par l'autre Chambre.

Section septieme.

Il sera élu au scrutin par les deux Cham-

xiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

bres réunies un Président ou premier Magistrat : le scrutin se prendra dans la Chambre d'Assemblée : la boîte sera examinée par les Orateurs des deux Chambres en présence des autres Membres ; & dans le cas où les deux personnes qui réuniroient le plus grand nombre de voix, en auroient un nombre égal , alors l'Orateur du Conseil aura une nouvelle voix pour départager. La nomination de la personne qui aura eu la pluralité des suffrages sera enregistrée tout au long sur les Minutes & Journaux des deux Chambres : il en sera délivré au Président élu une copie en parchemin , certifiée & signée respectivement par les deux Orateurs , & scellée du grand Sceau de l'Etat, qu'ils auront, par la présente Constitution , le droit d'apposer. Le Président restera trois ans en place , c'est-à-dire , jusqu'à la session suivante de l'Assemblée Générale, & pas au-delà ; & il ne sera éligible de nouveau qu'après un intervalle de trois ans.

Il lui sera assigné ; pendant son exercice , des appointemens suffisans, mais modiques. Il pourra tirer sur les Trésoriers pour les sommes dont l'Assemblée Générale aura arrêté le destination, & en disposer ; & il en sera comptable envers elle. Dans l'absence de l'Assemblée Générale , il pourra , par & avec l'avis du Conseil Privé , mettre embargo sur les marchandises , ou en défendre l'exportation , pour un tems qui n'excede pas

trente jours. Il aura le droit de faire grace , ou d'accorder répit , excepté lorsque l'affaire sera poursuivie au nom de la Chambre d'Assemblée , ou lorsque la loi en aura ordonné autrement ; dans ces deux cas , il ne pourra être accordé ni grace ni répit , que par une résolution de la Chambre d'Assemblée.

Enfin , le Président aura toute la puissance exécutive du Gouvernement , dans les bornes & avec les restrictions établies par la présente Constitution , & conformément aux loix de l'Etat.

En cas de mort , d'incapacité du Président , ou en cas qu'il soit absent de l'Etat , l'Orateur actuel du Conseil Législatif sera Vice-Président par *interim* ; & dans le cas où ce dernier viendrait à mourir , seroit inhabile , ou seroit absent de l'Etat , l'Orateur de la Chambre d'Assemblée aura tous les pouvoirs & exercera toutes les fonctions du Président jusqu'à ce que l'Assemblée Générale ait fait une nouvelle nomination.

Section huitieme.

Il sera élu , au scrutin , un Conseil Privé , composé de quatre Membres , dont deux seront choisis par le Conseil Législatif , & deux par la Chambre d'Assemblée ; sous l'expresse réserve qu'aucun Officier Régulier de terre ou de mer , au service & à la paie du Continent , ou de cet Etat , ou de tout

xvj AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

autre, ne pourra être élu, & que tout Membre, soit du Conseil Législatif, soit de la Chambre d'Assemblée, qui sera élu pour le Conseil Privé, & qui acceptera, perdra sa place dans l'une ou l'autre de ces deux Chambres.

La présence de trois Membres du Conseil Privé suffira pour le mettre en activité: leurs avis & tous les actes du Conseil seront couchés sur un Registre, & signés par les Membres présens, (avec faculté à ceux qui seroient d'un avis différent, de l'y inscrire,) pour être présentés à l'Assemblée Générale, lorsqu'elle les demandera.

Deux des Membres du Conseil Privé en seront retranchés au scrutin au bout de deux ans, l'un par le Conseil Législatif, l'autre par la Chambre d'Assemblée: ceux qui resteront, sortiront de place l'année suivante, & les uns & les autres ne redeviendront éligibles qu'après un intervalle de trois ans.

Ces vacances, ainsi que celles occasionnées par mort ou par incapacité, seront remplies par de nouvelles élections dans la même forme. Et cette votation des Conseillers Privés sera continuée chaque année à perpétuité dans l'ordre prescrit. Le Président pourra convoquer le Conseil Privé dans tous les tems où les affaires publiques le requerront, & dans le lieu qu'il jugera le plus convenable; & les Conseillers seront tenus de s'y rendre.

Section neuvieme.

Le Président pourra , de l'avis & avec le consentement du Conseil Privé , enrégimenter la Milice , & faire les fonctions de Capitaine Général & de Commandant en chef de cette Milice , & des autres forces militaires de cet Etat , conformément aux Loix dudit Etat.

Section dixieme.

L'une & l'autre Chambre de l'Assemblée Générale , pourront s'ajourner elles-mêmes respectivement. Le Président n'aura pas le pouvoir de proroger , d'ajourner ou de dissoudre l'Assemblée Générale ; mais il pourra , de l'avis du Conseil Privé , ou sur la demande du plus grand nombre des Membres de l'une & l'autre Chambre , la convoquer pour un tems plus prochain que celui auquel elle se feroit ajournée. Les deux Chambres tiendront toujours leurs séances dans le même tems & dans le même lieu ; à l'effet de quoi l'Orateur de la Chambre d'Assemblée , après chaque ajournement , informera l'Orateur de l'autre Chambre du jour pour lequel la premiere se fera ajournée.

Section onzieme.

Les Délégués pour l'Etat de Delaware au

xviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
Congrès des Etats unis d'Amérique, seront
choisis tous les ans ou révoqués & remplacés
dans l'intervalle, au scrutin, par les deux
Chambres réunies en Assemblée Générale.

Section douzieme.

Le Président & l'Assemblée Générale réunis, nommeront au scrutin trois Juges de la Cour suprême pour tout l'Etat, l'un desquels sera *Chef-Juge* (Président du Tribunal), & un Juge de l'Amirauté : ils nommeront aussi de la même manière, pour chaque Comté, quatre Juges des Cours de Plaid-communs ; des Cours des Orphelins, dont un dans chaque Cour, aura le titre de *Chef-Juge*. En cas d'égalité de suffrages dans le scrutin, pour ces différentes élections, le Président aura une nouvelle voix pour départager. Tous ces Juges recevront du Président une Commission scellée du grand Sceau : ils conserveront leurs Offices tant qu'ils se conduiront bien ; & les Juges de la Cour Suprême & des Cours des Plaid-communs, ne pourront, tant qu'ils seront en place, posséder aucun autre emploi, excepté dans la Milice.

Tous les Juges de toutes lesdites Cours auront l'autorité d'ouvrir & d'ajourner leur Cour, dans le cas où leurs Collègues ne viendroient point. Il leur sera assigné pendant la durée de leur exercice, des appointemens fixes suffisans, mais modiques.

Le Président & le Conseil Privé nommeront le Secrétaire, le Procureur Général, des *Officiers* pour enregistrer & vérifier les Testaments, & accorder des Lettres d'administration, des Gardes-Rôles en Chancellerie, des Clercs pour les Cours de Plaids-communs & pour les Cours des Orphelins, & des *Clercs de Paix*, qui recevront des Commissions, comme il est dit ci dessus, & conserveront leurs Offices pendant cinq ans, s'ils se conduisent bien. Durant ce tems, lesdits *Officiers* en Chancellerie & lesdits Clercs ne pourront être Juges dans aucune des deux dites Cours dans lesquelles ils serviront; mais ils auront l'autorité de signer tous les actes émanés d'elles, & de prendre des reconnoissances des cautionnemens.

Les Juges de Paix seront nommés par la Chambre d'Assemblée: c'est-à-dire, qu'elle choisira pour chaque Comté, vingt-quatre Sujets, parmi lesquels le Président, avec l'approbation du Conseil Privé, en choisira douze, qui recevront des Commissions dans la forme susdite, & conserveront leurs Offices pendant sept ans, s'ils se conduisent bien; & dans le cas de vacances, ou si la *Législature* juge à-propos d'en augmenter le nombre, ils seront choisis & nommés de la même manière.

Les Membres du Conseil Législatif & du Conseil Privé seront Juges de Paix pour tout l'Etat, tant qu'ils seront en place; & les Ju-

XX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
ges des Cours de Plaids-communs seront
Conservateurs de la Paix dans leurs Comtés
respectifs.

Section treizieme.

Les Juges des Cours de Plaids-communs
& des Cours des Orphelins auront le pou-
voir de tenir les Cours inférieures de Chancel-
lerie, comme ils ont fait jusques à-présent,
à moins que la *Législature* n'en ordonne au-
trement.

Section quatorzieme.

Les Clercs de la Cour Suprême seront
nommés par le Juge en chef de cette Cour,
& les *Gardes du Registre des Actes* le seront par
les Juges des Cours de Plaids-communs pour
chaque Comté respectivement. Ces Officiers
recevront du Président des Commissions scel-
lées du grand Sceau, & conserveront leurs
places pendant cinq ans, s'ils se conduisent
bien.

Section quinzieme.

Les Scheriffs & Coroners des Comtés res-
pectifs seront choisis annuellement comme
ci-devant; & toute personne ayant servi
trois ans comme Scheriff, ne sera éligible
de nouveau qu'après un intervalle de trois
années. Le Président & le Conseil-privé, au-
ront ainsi, & de la même maniere que le
Gouverneur en jouissoit ci-devant, le pou-

voir de nommer, sur deux sujets présentés pour chacun d'edits offices de Scheriff & de Coroner, celui qui leur paroîtra les mériter le mieux.

Section seizième.

L'Assemblée générale réunie nommera, par la voix du scrutin, les Officiers-généraux, ceux des Etats-majors & tous les autres Officiers de terre & de mer de cet Etat. Et le Président pourra nommer, pour le tems qu'il jugera à propos, jusqu'à ce que la Puissance législative en ait autrement ordonné, tous les Officiers civils nécessaires qui ne sont pas mentionnés dans la présente constitution.

Section dix-septième.

Il y aura, dans les matieres de *Loi & d'Equité*, appel de la Cour suprême de Delaware à une Cour de sept personnes, composée du Président en exercice, qui la présidera, & de six autres Membres nommés, trois par le Conseil législatif, & trois par la Chambre d'Assemblée, qui recevront du Président, des commissions scellées du grand sceau, & conserveront leurs Offices tant qu'ils s'y conduiront bien. Cette Cour s'intitulera *la Cour des Appels*; & elle aura la même autorité, & tous les pouvoirs que la loi attribuoit ci-devant en dernier ressort au Roi en Conseil sous l'ancien Gouvernement.

xxij. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Le Secrétaire fera le *Clerc* de cette Cour ; & vacance arrivant de quelques-uns de ces Offices par mort ou par incapacité, il y sera pourvu par une nouvelle élection en la manière ci-dessus prescrite.

Section dix-huitième.

Les Juges de la Cour suprême & des Cours de Plaids-communs, les Membres du Conseil-privé, le Secrétaire, les Commissaires de l'Office du Prêt public, & les Clercs des Cours de Plaids communs, tant qu'ils seront en place, ainsi que toutes personnes engagées par contrat au service de terre ou de mer, ne seront pas éligibles pour l'une ni l'autre des Chambres de l'Assemblée ; & tous Membres de l'une ou l'autre de ces Chambres, qui accepteront quelque'un des susdits Offices, excepté ceux de Juges de Paix, perdront leurs places, qui seront déclarées vacantes, & auxquelles on pourvoira par une nouvelle élection.

Section dix-neuvième.

Le Conseil législatif & l'Assemblée auront le pouvoir d'ordonner le grand sceau de l'Etat, qui sera gardé par le Président, ou, en son absence, par le Vice-Président, pour en être usé par eux, lorsqu'il en sera besoin. Ce sceau s'appellera le grand sceau d'Etat de

Delaware, & sera apposé à toutes les loix & commissions.

Section vingtieme.

Les commissions se donneront *au nom de l'Etat de Delaware*, & seront signées en certification par le Président. Les actes s'intituleront de la même maniere : ils seront signés en certification par le *Chef-Juge*, ou par le premier Juge nommé par les Commissions dans chacune des Cours ; & ils seront scellés avec les sceaux publics des Cours respectives. Les plaintes se termineront par ces mots : *contre la paix & la dignité de l'Etat.*

Section vingt-unieme.

Vacance arrivant de quelqu'un des Offices qui doivent, en vertu des articles précédens, être nommés par le Président & l'Assemblée générale, il sera pourvu à leur exercice par le Président & le Conseil-privé, jusqu'à ce que la nouvelle élection ait pu avoir lieu.

Section vingt-deuxieme.

Toute personne qui sera choisie Membre de l'une ou l'autre Chambre, ou nommée à quelque Office ou emploi de confiance, avant de prendre séance, ou d'entrer en

XXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
exercice de son Office, devra prêter le serment, ou faire l'affirmation suivante, si elle se fait un scrupule de conscience de prêter serment.

Je - N. - garderai une sincère fidélité à l'Etat de Delaware; je me soumettrai à sa constitution & à ses loix, & je ne ferai *sciemment* aucune chose qui puisse préjudicier à sa liberté.

La même personne sera aussi tenue de faire la déclaration suivante :

Je - N. - fais profession de croire en Dieu le Pere, en Jesus-Christ son Fils unique, & au Saint-Esprit, un seul Dieu béni à jamais; & je reconnois les Saintes Ecritures de l'ancien & du nouveau Testament pour avoir été données par une inspiration divine.

Tous les Officiers feront en outre le serment de leur Office.

Section vingt-troisième.

Le Président & tous autres suspects de délits envers l'Etat, soit pour malversation, corruption, ou pour toutes autres causes par lesquelles la sûreté de la République seroit compromise, pourront être accusés, par la Chambre d'Assemblée, devant le Conseil législatif: savoir, le Président, lorsqu'il sera sorti de place & dans les dix-huit mois suivants, & tous autres dans les dix-huit mois

après le délit commis. L'accusation sera poursuivie par le Procureur général, ou par telle ou telles autres personnes que la Chambre d'Assemblée pourra commettre à cet effet, & conformément aux loix du pays. Celui ou ceux qui, sur l'accusation, seront trouvés coupables, seront ou déclarés incapables d'exercer aucun office sous l'autorité du Gouvernement, ou destitués de leurs emplois pour un tems limité, ou punis, suivant l'exigence des cas, par les peines ou amendes portées par les loix. Et tout Officier sera destitué sur les trois motifs suivans : sur un jugement des Cours de loi commune, qui le déclare convaincu de malversation : sur une accusation ou crime d'Etat, au nom de la Chambre d'Assemblée, jugée par le Conseil législatif ; ou sur une adresse de l'Assemblée générale (a).

Section vingt-quatrième.

Tous les actes des anciennes Assemblées, qui avoient force de Loi dans cet Etat à l'époque du 15 de Mai dernier, (& qui ne sont point changés par la présente Constitution, ou contraires aux résolutions, soit du Congrès, soit de la dernière Session de la Cham-

(a) Comme dans ce dernier cas, c'est la législature elle-même qui parlera, sa seule volonté sans exposition de motif, sera une raison suffisante : l'adresse sera portée au Président, qui expédiera la destitution en conséquence.

xxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
bre d'Assemblée de cet Etat,) demeureront
en vigueur, jusqu'à ce qu'elles soient abro-
gées ou changées par la Législature de cet
Etat. Si cependant ces actes n'avoient été
faits que pour un certain tems, ils cesseront
d'être exécutés, aux termes respectivement
limités pour leur durée.

Section vingt-cinquieme.

La Loi commune d'Angleterre, aussi-bien
que la Loi des Statuts, demeureront en vi-
gueur, telles qu'elles ont été exécutées jus-
ques à présent; à moins qu'elles ne soient
changées par une Loi future de la *Législa-*
ture; à l'exception seulement des points qui
contrarieroient les droits & les privilèges con-
tenus dans la présente Constitution, & dans
la Déclaration expositive des Droits, &c. ar-
rêtées par la présente Commission Géné-
rale.

Section vingt-sixieme.

Aucune personne importée d'Afrique dans
cet Etat, ne sera désormais tenue en esclà-
vage, sous aucun prétexte; & aucun Escla-
ve Negre, Indien ou Mulâtre, ne sera amené
dans cet Etat, de quelque partie du monde
que ce soit, pour y être vendu.

Section vingt-septieme.

La premiere Election pour l'Assemblée
Générale de cet Etat, se tiendra le 21 d'Oc-

tobre prochain dans les Maisons d'Assemblée des différens Comtés, & de la maniere usitée jusques à présent pour l'Election de l'Assemblée ; si ce n'est quand au choix des Inspecteurs & des Assesseurs, dans les endroits où les Assesseurs n'ont pas été choisis le 16 du présent mois de Septembre : dans ce cas, ils seront choisis le matin même du jour de l'Election, par les Electeurs, Habitans des Districts respectifs dans chaque Comté.

Les Shériffs & Coroners pour lesdits Comtés, seront aussi respectivement élus le même jour : les Shériffs actuels des Comtés de Newcastle & de Kent, pourront être réélus dans leur Office, jusqu'au premier Octobre de l'an de grace 1779 ; & le Shériff actuel du Comté de Suffex, pourra être réélu dans le sien jusqu'au premier Octobre de l'an de grace 1778, pourvu que les Hommes libres jugent à propos de les réélire à chaque Election Générale. Les Shériffs & Coroners actuels continueront d'exercer leurs Offices, jusques à ce que le nouveaux Shériffs & Coroners qui doivent être élus le 21 Octobre aient reçu leurs Commissions & prêté le serment de l'Office.

Les Membres du Conseil Législatif & de l'Assemblée, s'assembleront pour traiter les affaires de l'Etat, le 28 d'Octobre prochain, & conserveront leur emploi jusqu'au premier Octobre 1777 ; auquel jour, & au premier Octobre de chaque année à perpétuité, le

xxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Conseil Législatif, l'Assemblée, les Shériffs & les Coroners seront choisis au scrutin, & de la maniere prescrite par les différentes Loix de cet Etat, pour régler les Elections des Membres de l'Assemblée, des Shériffs & des Coroners. L'Assemblée Générale ouvrira ses Séances régulièrement le 20 Octobre de chaque année, pour travailler aux affaires de l'Etat. Lorsqu'un desdits jours premier & vingt Octobre, se trouvera être un Dimanche, les Elections ou l'Ouverture de l'Assemblée Générale, selon le cas, se feront le lendemain.

Section vingt-huitieme.

Pour prévenir toute violence ou voie de fait dans lesdites Elections, aucune personne ne pourra y venir avec des armes: aucune revue de Milice ne pourra être faite ce jour-là: les individus d'aucun Bataillon ni Compagnie ne pourront donner leurs suffrages en se suivant immédiatement les uns les autres, si quelque autre Votant veut les interrompre en se présentant pour donner le sien; & aucun Bataillon, ni aucune Compagnie, à la solde du Continent, de cet Etat, ou de quelque autre Etat que ce soit, ne pourra rester dans le lieu & au moment où se tiennent les Elections, ni à la distance d'un mille desdits lieux respectivement pendant vingt-quatre heures avant l'ouverture, ni vingt quatre heures après la clôture desdites Elections, afin que rien ne

puisse s'opposer à ce qu'elles se fassent librement & commodément : mais ceux des Electeurs qui pourront se trouver dans ces Corps de Troupes , auront la faculté de venir , le jour de l'Electon , donner leur suffrage avec décence & tranquillité.

Section vingt-neuvieme.

Il n'y aura point dans cet Etat d'établissement d'aucune secte de Religion par préférence à une autre ; & aucun Ecclésiastique ou Prédicateur de l'Evangile , de quelque dénomination que ce soit , ne pourra remplir aucun Office civil dans cet Etat , ni être Membre de l'une ou de l'autre des branches de la *Législature* , tant qu'il continuera d'exercer les fonctions pastorales.

Section trentieme.

Aucun article de la Déclaration expostive des Droits & des *Regles fondamentales* de cet Etat , arrêtés par la présente Commission Générale extraordinaire , ni le premier , second , cinquieme , (à l'exception de la partie qui concerne le droit de suffrage ,) ni les vingt-sixieme & vingt-neuvieme articles de la présente Constitution , ne doivent jamais être violés , sous quelque prétexte que ce soit. Aucune autre de ses parties ne pourra être altérée , changée ou diminuée , sans le con-

XXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
sentement des cinq septièmes de la Chambre
d'Assemblée, & de sept des Membres du
Conseil Législatif.

Signé, GEORGE READ, Président.

Extrait des Journaux.

Certifié, *signé*, JAMES BOOTH, Clerc.

F I N.

S'IL est un moyen, Monsieur, d'obtenir
par anticipation la connoissance de l'état futur
de l'Amérique : c'est, sans contredit, dans
les diverses constitutions des parties qui
composeront ce nouvel Empire, que ce
moyen peut se trouver. Je suis persuadé que
ceux de vos lecteurs que vous êtes le plus
flatté d'intéresser, vous savent un gré in-
fini de la préférence que vous donnez à ces
nouvelles formes de Gouvernement sur beau-
coup d'autres écrits, en apparence plus pi-
quans pour la curiosité, mais beaucoup moins
précieux aux yeux de l'entendement. Comme
je suis bien convaincu que c'est ainsi que
la chose est envisagée, je ferai en sorte de
vous envoyer encore quelques autres pièces
de cette nature ; & je vous annonce pour
l'ordinaire prochain le nouveau plan d'ad-
ministration de la Virginie. Mais comme
vous êtes toujours bien aise que je vous dise
un mot de la position actuelle des Améri-

cains , j'y consacrerai le peu de tems qui me reste pour finir cette lettre. Je n'imagine point qu'il soit possible de vous la représenter sous un point de vue plus naturel & plus vrai , qu'en vous faisant entendre les discours des parties intéressées elles-mêmes. Les harangues rapportées dans les Histoires Grecques & Latines , peuvent être suspectes sur l'article de la vérité , comme ayant été composées , plutôt pour faire briller l'esprit & le goût de l'Historien , que pour tracer une image fidele des circonstances qui y avoient donné lieu. On est bien sûr qu'il n'en est pas de même des discours prononcés ou des lettres écrites par les Chefs Américains. Ils s'adressent aux peuples ou à leurs soldats : ils leur parlent de ce qui est connu d'eux tous : leur premier soin doit être de mériter leur confiance qu'ils perdroient infailliblement par de faux exposés , ou qui affecteroient les esprits ou les cœurs de ceux qui les entendent d'une maniere contrariante pour leurs dispositions actuelles. On doit donc croire que tout ce qu'il est possible de recueillir de la bouche de ces Chefs , est la représentation la plus naïve de la situation où ils se trouvent : que c'est celle enfin sur laquelle il est le plus raisonnable d'établir des conjectures & des calculs pour juger l'avenir , ce qui , dans cette cause sur-tout est le grand intérêt qui occupe tous ceux qui s'entretiennent des nouvelles du jour.

xxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Vous avez déjà pu voir dans diverses papiers publics , une lettre circulaire adressée le 29 Janvier par son Excellence William Livingston, Gouverneur du Nouveau Jersey, aux Colonels des différens Régimens de Milice. Il y exprimait vivement la confiance que lui donnoit le zèle de l'Officier & du Soldat, ainsi que la bonté de sa cause; & il informoit les Corps, à ses ordres, qu'ils devoient se tenir prêts à marcher au premier avis. Voici un autre discours de ce même Gouverneur, adressé au Conseil & à l'Assemblée générale de cet Etat. Celui-ci est du 25 Février dernier. Je me contenterai de traduire les passages que je jugerai les plus propres à l'instruction que vous cherchez.

M. Livingston parle à l'Assemblée, la session tenant; & il déclare que c'est d'après la persuasion où il est qu'il doit informer l'Etat de ses plus vrais sentimens sur la situation des affaires; ce qu'il n'auroit pu faire aussi convenablement par des messages occasionnels.

Après avoir gémir avec l'Assemblée sur les calamités & la désolation dont le Nouveau Jersey a été le théâtre; il la félicite des glorieux succès des armes Américaines à Trenton & à Princeton.

» Si nous considérons, poursuit-il, la méprisable figure que font à présent nos ennemis, & les dégoûts que leurs détestables & plus que

que gothiques excès ont donnés, même à leurs affidés parmi nous, il est visible que leur irruption dans le Nouveau Jersey doit tourner à notre avantage. Par cet événement, nous avons appris à connoître nos vrais amis entre ceux qui ne l'étoient qu'en apparence: nous savons aujourd'hui distinguer le politique temporisant, qui aux premières apparences de danger, avoit résolu de sacrifier le bien général au sien propre, d'avec le patriote ferme & généreux, qui préfère de tout risquer pour le maintien de sa liberté, plutôt que de la posséder (je ne dis pas d'en jouir), sous les conditions honteuses qui auront livré son pays à une détestable servitude. Un autre bien est résulté encore de ce mal; (& ce sont les voies ordinaires de la Providence) c'est qu'il a détrompé ceux à qui on avoit fait entendre que les détestables services qu'on auroit tiré d'eux, les feroient excepter de la calamité générale. Mais comme l'Anglois étoit dévoré d'une cupidité inextinguible, il a pillé, sans distinction, ses amis & ses ennemis. Tout ce qui pouvoit s'emporter a été partagé, & le reste détruit. Il a fait la guerre la plus cruelle aux vieillards, aux femmes & aux enfans. Il a exercé d'atroces hostilités contre les Savans & les Siences, contre la Religion & ses Ministres: il a dispersé les actes publics & ceux qui assurent l'état des familles: il a massacré les blessés

XXXIV. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

qui demandoient quartier , écharpé les mourans qui rouloient dans leur sang , refusé aux morts la sépulture , & aux prisonniers leur subsistance. Il a insulté à la chasteté des femmes : il a dégradé des édifices qui honoroient le pays par le goût & l'élégance de leur construction ; & dans l'emportement de sa rage impie , il a profané la demeure même de Dieu Tout-Puissant «.

» Et cependant il y a parmi nous des Américains assez dépravés , ou assez lâches pour l'aider secrètement à nous enlever notre liberté. Mais ils ne s'abusent point sur le sort qui les attend , si l'Amérique est conquise. Quel est le fonds sur lequel la Grande-Bretagne s'acquittera de sa dette envers eux ? Quand chacun des Treize Etats Confédérés seroit confisqué & vendu , elle n'en retireroit pas des sommes suffisantes pour satisfaire l'avidité de ses Ministres & de leurs créatures en Europe. Les Américains , complices de la tyrannie , n'auroient en partage que ses dédains ; & il leur seroit dit , qu'on aime la trahison , mais qu'on méprise les traîtres «.

» Il en est d'autres qui se sont faussement persuadés que les forces de la Grande-Bretagne sont irrésistibles. Elle a sans doute des forces prodigieuses , & qu'il ne seroit pas sage de mépriser. Mais ses conseils sont foibles , ses finances sont épuisées & sa dette est énorme. Elle n'a plus , a beaucoup près ,

un si grand commerce, ni autant de revenu. Elle s'abandonne au torrent des plaisirs : elle est énervée par le luxe. Sa dissipation & sa corruption ne se retrouvent à un aussi haut degré chez aucune autre Nation de l'Europe. Songeons à la haine invétérée que lui porte un formidable rival, son ennemi naturel ; & qui ne lui pardonnera jamais la conduite insolente qu'elle tint avec lui avant la dernière guerre. Cette Puissance n'attend qu'une occasion favorable pour lui faire une guerre ouverte Les Ministres de la Grande-Bretagne ont mis dans la bouche de leur Roi un discours terrible en paroles & chargé de contradictions : il ne respire que la vengeance, & il décèle la frayeur. C'est un mélange bizarre de fanfaronades & de consternation, de grandeur & d'abattement. Avec des troupes invincibles, il redoute une défaite, & il sollicite par-tout des renforts. Il triomphe en Amérique & sur l'Océan ; & il est l'humble dépendant d'un petit Prince d'Allemagne. Il appréhende d'être attaqué dans sa Capitale ; & en protestant qu'il met la plus entière confiance dans l'amitié & l'alliance de la France, il redoute ses desseins secrets & ses préparatifs ouverts «.

L'Orateur détaille ensuite tous les avantages & toutes les ressources des Américains, au nombre desquels il fait valoir la prodigieuse épargne qu'ils font en s'abstenant

xxvj AFFAIRES DEL' ANGLETERRE
d'échanger leurs précieuses productions,
contre la frivolité des Manufactures An-
gloises.

Il passe en revue tous les défauts de la
constitution Britannique ; & il trace ainsi
le tableau de son Ministère actuel : « cette
impudente cabale, qui s'occupe publique-
ment à tromper le Prince, à corrompre le
Parlement, à rabaisser les peuples, à hu-
milier la vertu, & à faire triompher le vice :
une *junte* de spoliateurs insatiables, qui fait
le plus énorme abus des richesses de l'Etat,
& qui par le pécumat & le pillage ne cesse
d'augmenter une dette énorme qui se
joue de tous les intérêts publics & privés,
en remplissant les postes les plus importants,
de banqueroutiers, de bandits, ou d'imbé-
ciles ».

M. Livingston traite aussi, avec le plus
fier dédain, les propositions de soumissions,
déjà tant de fois & si vainement renouvel-
lées par les Généraux Anglois. *Si vous voulez
vous soumettre sans résistance, on se conten-
tera de vos biens, & on vous laissera la vie :
on vous accordera un généreux pardon, pour
avoir jusqu'ici bravement défendu l'un & l'autre ».*

Il exhorte les Etats-unis à contribuer de
tout leur pouvoir au soutien de la guerre ;
jusqu'à ce que l'orgueil Anglois soit abaissé
& que l'Amérique ait obtenu une paix ho-
norable. » Il demande que chacun travaille,
sur-tout ceux qui tiennent un rang plus élevé

dans la société, à exciter l'ardeur dans les âmes froides & engourdies, à donner du courage aux irrésolus, à rassurer ceux qui chancelent, à faire rougir de leur lâche neutralité, ceux qui laissent supporter aux autres le poids de la chaleur, se promettant de recueillir le fruit d'une victoire à laquelle ils n'auroient point eu de part, & à exterminer les parricides qui ont osé se déclarer contre les intérêts du pays qui leur a donné l'existence ».

C'EST par les dernières nouvelles de la Pensylvanie, qu'on a eu connoissance, Monsieur, de cet intéressant discours, dans lequel on voit très-sensiblement, que les armes du Ministère inquiètent moins les Américains, que les menées sourdes des partisans que la séduction paroît lui avoir acquis. Leurs succès, s'ils sont soutenus, & les excès où s'abandonneront leurs ennemis, feront évanouir ces trop justes craintes, comme vous voyez qu'il est arrivé après les affaires de Trenton & de Princeton, qui ont ramené au parti de l'indépendance quantité de propriétaires, que la peur des Anglois en avoit détachés.

Il se confirme, depuis l'arrivée du paquebot le *Dispenser*, que le Général Lée a effectivement écrit de la part des Freres Howe, au Général Washington. Mais s'il est vrai pareillement que celui-ci a fait réponse sur le champ & par le même exprès,

xxxvii] AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

il est à croire qu'il n'aura voulu se prêter à aucune négociation. Le 4 Avril, le Général Washington se portoit parfaitement bien : il n'avoit eu qu'un léger rhume. Tout l'avantage que l'armée Angloise aura eu dans le cours de l'hyver, se réduit à la destruction d'un magasin des Américains à Peck'skiln sur la riviere d'Hudson : ce poste est à seize ou dix-sept lieues au-dessus de la ville de New-York. Il a été attaqué vers la fin de Mars, & il n'est pas question que les Américains y aient perdu un seul homme. Quoiqu'on prétende que cette perte dérangera les plans du Général Washington, & que n'ayant plus de magasins assez considérables dans cette partie, il sera obligé de repasser le Delaware, on ne croit pas que cet avantage ait fait goûter aux Ministres Anglois un plaisir sans mélange. Dans les mois de Janvier, Février & Mars, les Américains ont pris aux Anglois quantité de magasins tout aussi importants pour le moins ; & ce pourroit bien n'être encore qu'une très-petite partie de leurs pertes, que les Anglois auront eu le bonheur de recouvrer. Tombe-t'il sous le sens que les Américains aient établi un magasin aussi considérable à si peu de distance de la partie où les Anglois sont en force ?

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. du 9 Mai. — On vient de me faire voir deux Gazettes de Boston, des 20 &

27 Mars dernier, timbrées de l'Indépendance, représentée par un soldat tenant un sabre nud d'une main, & de l'autre un liston portant ce mot *Indépendance* : & au-dessus en exergue, *appel au Ciel*. J'y ai admiré un éloge du Général Washington, en qui se réunissent si merveilleusement la prudence de Paul Emile, la patience de Fabius, l'intrépidité d'Annibal, l'ardeur infatigable & le talent militaire de César. L'objet de cet écrit, qui porte pour épigraphe, *honneur, je t'obéis*, est d'exhorter les Milices Provinciales à contracter leurs engagements pour la durée de la guerre, afin qu'un Général, si cher à la Patrie, ne se voye pas abandonné de son armée à la fin de la campagne. Il est daté de Williamsbourg dans la Virginie le 24 Janvier.

Sept déserteurs Anglois arrivés successivement à Morristown, ont assuré M. Washington, qui en avoit déjà reçu l'avis de New-York, que le Chevalier Howe se disposoit à faire marcher son armée vers Philadelphie, & qu'il se feroit suivre de bateaux & de pontons pour jeter un pont sur le Delaware. On croyoit en conséquence (ces nouvelles sont du 20 Mars) que le Général Washington ne tarderoit pas à changer ses quartiers.

M. Washington a été incommodé d'un léger rhume pendant quelques jours. Il est parfaitement rétabli. Miladi, son épouse, elle-

xl AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

même en très-bonne santé , est venue le joindre le 20 Mars à Morristown.

Le Général Howe s'est rendu en toute diligence à Brunswick , le 21 Février au soir, pour prévenir les suites fâcheuses d'une querelle très-vive entre les corps Hessois & Anglois, & dont on avoit craint des voyes de fair.

Une lettre de Morristown , du premier Mars, parle d'une affaire du 23 Février , dans laquelle la perte des Anglois en tués & blessés , a été de 509 hommes. Ils étoient au nombre de 2,000 , avec six pieces de campagne ; & se voyant attaqués de tous les côtés à la fois , ils ont cru avoir affaire à l'armée entiere de Washington , quoique les Américains ne fussent pas plus de 600. Un déserteur Anglois a rapporté ces détails, les ayant entendus de la bouche du Major Anglois French , au Général Vaughan. Les Anglois , dans leur retraite, ont commis les excès les plus affreux. Ils ont massacré un vieillard qui leur présentoit une fauve-garde du Général Howe , après lui avoir dit qu'ils ne voyoient par-tout que des fauves-gardes & des Rebelles.

On a fait le 5 Mars à Philadelphie , avec beaucoup de pompe & d'appareil , & devant un prodigieux concours de peuple qui faisoit retentir l'air de ses applaudissements , l'installation de son Excellence Thomas Wharton dans la place de Président du Conseil suprême

d'exécution de la République de Pensylvanie. Tout le corps de l'Administration est parti processionnellement de l'Hôtel de Ville pour le lieu appelé *Court house*, destiné à cette cérémonie. Elle s'est faite au son des cloches & au bruit du canon; & on a tiré séparément les treize pieces de fonte prises sur les Hessois à Trenton. Après un grand repas, où ont assisté plusieurs Membres du Congrès, déjà arrivés de Baltimore, & les Officiers Généraux qui se trouvoient dans la Ville, on a bu les fantés suivantes :

- 1.° Les Etats-unis de l'Amérique.
- 2.° Le Congrès.
- 3.° La République de Pensylvanie.
- 4.° Le Général Washington & l'armée des Etats-unis d'Amérique.
- 5.° La Marine des Etats-unis.
- 6.° Les amis de la liberté sur tout le globe.
- 7.° L'union perpétuelle & l'étroite amitié qui doit regner entre les Etats unis.
- 8.° Les Arts & les Sciences.
- 9.° L'Agriculture.
- 10.° Le Commerce & la Navigation.
- 11.° La mémoire des braves Patriotes, de tout rang, qui ont fini par une mort glorieuse pour la cause de leur pays.
- 12.° Puisse chaque Américain être éclairé sur ses vrais intérêts !
- 13.° Puisse la justice, la fermeté & l'hu-

xlij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

manité, faire à jamais le caractère distinctif des Américains.

14.° Puissent les connoissances, la vertu & le bonheur trouver leur plus haut degré de perfection en Amérique !

15.° Puisse tout intérêt particulier céder à l'intérêt général pour la défense du pays !

16.° Le Général Lée, & tous nos amis en captivité,

17.° Le Docteur Benjamin Franklin.

Le nommé Moïse-Dunbar, déclaré traître à la cause Américaine, a été exécuté à Hartford le 19 Février, en vertu du jugement contre lui rendu. Avant son supplice un Prédicateur célèbre a prononcé un sermon devant le peuple assemblé, qui, avant de se séparer, en a entendu un second d'un autre Ministre de l'Evangile.

Les troubles qui avoient éclaté dans le Jersey Oriental sont dissipés. La plupart des déserteurs de la cause Américaine ont donné les marques les plus sinceres de repentir. Les Corps que le Général Washington avoit fait marcher de ce côté là, ayant tout laissé dans l'ordre, sont venus le rejoindre. La Compagnie indépendante de Baltimore a emporté le pavillon du Roi qui avoit été planté dans le pays. Le Général Smallwood, Américain, muni de pleins pouvoirs plus réels que ceux des Freres Howe, est resté sur les lieux pour recevoir les sou-

missions ; & il distribue de *vrais* pardons pour de *vrais* crimes. Cet article est daté de Baltimore le 25 Février.

Le Fort Mackintosh , situé à Stilla dans la Géorgie , & gardé par des Troupes du Congrès , avoit été contraint de se rendre le 18 Février à des forces supérieures conduites par les Torys de la Floride : il a été repris quelques jours après par un détachement Américain ; & il s'y est trouvé une garnison de soixante-dix Anglois qui ont été faits prisonniers.

Le Journal de Maryland, du 25 Février, prévient tous les Américains, bien affectionnés de se défier des artifices des Freres Howe, depuis que le bruit s'est répandu d'une négociation entamée par une correspondance du Général Lée leur prisonnier. L'Auteur de cet article, signé *Caveto*, rapporte le passage suivant d'une lettre du Général Lée à un de ses amis. « Qu'il avoit eu la permission du Lord & du Général Howe, d'écrire au Congrès pour le prier d'envoyer deux ou trois de ses Membres à New-York, auxquels il desiroit de communiquer quelque chose de très-intéressant, non-seulement pour lui-même, mais pour le public ».

Caveto ajoute ; ne vous laissez point surprendre, mes Compatriotes ; n'attendez rien que violence, fraude, rapine, meurtres & désolation de la part des tyrans de la Grande-Bretagne & de leurs lâches & sanguinaires

xliv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

partisans. Evitez toute relation avec la Grande-Bretagne, comme avec une infecte prostituée. *Timeo danaos & dona ferentes.*

La Gazette de Boston, du 27 Mars, contient une lettre d'un Port du Continent d'Europe, adressée par des Marchands à une Compagnie Américaine. Voici comme on s'y exprime. « Nous sommes en état de vous fournir en telle quantité & en tel tems que vous voudrez, des canons de fer ou de fonte de tout calibre, de la poudre, du salpêtre, du soufre, du plomb, des fusils, &c. Tous ces articles seront portés par nous à bord de vos vaisseaux; & nous faisons notre affaire de leur procurer une sortie libre. Ces diverses munitions étant marchandises, il nous est permis de les tirer des magasins de l'Etat; & on auroit bien tort de ne pas nous les vendre, puisque le bénéfice que l'Etat fait sur nous, tourne à la diminution du prix de ce qui lui en reste. L'Etat nous vendroit, si nous le voulions, tous les effets qui garnissent ses Arsenaux, à la charge par nous de les faire sortir des pays de sa domination. Si les Anglois trouvent mauvais qu'on vous les vende, qu'ils viennent les acheter ».

Cette Gazette annonce aussi que *M. Preud'homme de Borré*, Officier décoré & Brigadier, est arrivé heureusement à Boston le 23 Mars, ainsi que *M. Mauduit Duplessis*, aussi Officier décoré, & Capitaine d'Artillerie.

Un vaisseau de 14 canons est pareillement

arrivé d'Europe *en lieu sûr* (ce sont les termes de la Gazette). Voici son chargement :

364 caisses d'armes contenant, 11,987 fusils.

1000 barrils de poudre.

5 bales de drap.

24 d.^o de grosses laineries.

8 d.^o de couvertures.

10 d.^o de bas & de bonnets.

1 d.^o de draps légers.

5 d.^o de mouchoirs.

2 d.^o de toiles peintes.

1. de bottes de fil.

2 caisses de fouliers.

5 boîtes de boutons, de boucles, de linons à fleurs, d'éguilles, d'épingles, d'échevaux de soie, &c.

11,000 pierres à fusil.

Puis une annonce de cette même Gazette :

» On a besoin pour l'armée du Continent ; de culottes de peau, de pieces de tricot de fil & de gros fouliers. On donnera un bon prix de ces articles. Il faut s'adresser au magasin de l'Agent, au bout de la rue de Green, à Boston «.

De Boston, le 27 Mars 1777.

JE N'IMAGINE pas, Monsieur, que le Gouvernement d'Angleterre puisse voir avec déplaisir ces indications annoncées par votre

feuille ; car la mer étant couverte de ses vaisseaux , il peut espérer de s'en emparer ; & on fait que ses armées souffrent pour le moins autant de besoins que celles des Américains. Au surplus , quand on défie toute la terre avec ses forces , on n'a pas trop le droit de se plaindre des petites contradictions qu'on éprouve. Un Souverain , l'unique dont la Sainteté soit de ce monde , n'opposoit à la faisie de son temporel , que des pleurs & des gémissemens : conduite aussi sage que conforme aux principes de l'Eglise , dont il étoit le chef. Je ne prétends point que l'Angleterre n'auroit dû se venger des Américains que par des larmes , quoique la douleur eût sûrement produit de meilleurs effets que la violence ; mais son ton menaçant & ses escadres , qui prétendent faire la police par-tout , n'en imposeront pas non plus aux Marchands Européens , s'ils trouvent leur compte à contrarier ses intérêts. Ils peseront leurs risques contre ses efforts. Inquiete & souffrante , ils auroient peut-être rougi de l'offenser ; menaçante , ils ne craindront point de la fâcher ; parce que chacun voit d'un coup-d'œil tout le mal qu'elle médite , ou qui est en son pouvoir , & que ce n'est plus qu'une affaire de calcul,

P. S. du 14 Mai. Une lettre de Boston , en date du 3 Avril , vient de m'être apportée ;

je ne fermerai point celle-ci sans vous en avoir dit le contenu. Je n'ai point de connoissance de nouvelles plus fraîches, arrivées d'aucune partie de l'Amérique. L'armée du Général Washington s'est considérablement accrue depuis le mois de Janvier, par les nouvelles levées. Il n'est nullement question qu'elle ait souffert par les maladies. Les contingens de troupes sont presque complets dans quelques états & très-avancés dans d'autres. Les Soldats se sont enrollés pour trois ans au moins, & un grand nombre pour la durée de la guerre; de sorte que le Général Washington peut compter sur une armée permanente. L'emprunt du Congrès s'est rempli très-rapidement, & les billets de loterie ont trouvé aussi un prompt débit. Loin que les revers de la dernière campagne ou les apprêts formidables des Anglois pour la prochaine, aient abatu le courage des Américains, ils sont plus résolus que jamais à maintenir leur indépendance: les excès inouis de brutalité & de barbarie des Anglois & des Hessois dans les Jerseys, ont révolté contre eux ceux des Américains dont la chaleur s'étoit refroidie ou qui paroissent disposés à les favoriser. Ce sont aujourd'hui ceux qui les poursuivent partout avec le plus d'acharnement. Tous ces désastres ont encore resserré les nœuds de la confédération. Il est arrivé à Boston une prise estimée quarante mille livres sterling, dont la cargaison consiste en habillemens

xlviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
pour des troupes. La plupart des bâtimens
pris par les Anglois, sont des caboteurs char-
gés de bois. L'ennemi n'a point paru à Ti-
condérago (Fort Carillon). Les frégates du
Congrès, au nombre de treize, montées
de 24 à 36 canons chacune, sont presque
toutes sorties des ports. On travaille à plu-
sieurs vaisseaux de 74 pièces de canon,
qui seront finis pour l'Automne. L'affaire
du 23 Février ne fera pas moins d'honneur
aux troupes Américaines que celle de Le-
xington. Les Anglois ont fui lâchement,
jusqu'à une distance considérable, devant
des milices & des recrues. On assure que le
Général Howe étoit au nombre des fuyards
& qu'il a manqué d'être pris. Il est sorti de
Charles-Town, dans la Caroline Méridio-
nale, jusqu'à vingt Corsaires de six à vingt
canons, & dont les équipages sont de 50 à
300 hommes. Depuis le mois de Décem-
bre jusqu'au 10 Février, il étoit entré 35
prises Angloises dans ce port. On armoit les
plus fortes pour la course. Un grand nom-
bre de vaisseaux Européens y étoient arrivés
avec des munitions & des marchandises de
toute espece. Il n'avoit paru aucun vaisseau
de guerre Anglois devant cette côte depuis
le départ de l'escadre du Chevalier Parker.
De fortes frégates Américaines croisent devant
pour intercepter la flotte partie d'Angle-
terre pour Quebec. La valeur des prises
faites sur les Anglois se monte déjà à plus
de cent millions de livres de France.

J'ARRIVE de la Chambre des Communes, ou l'ouverture du Budget (sic des moyens) avoit attiré une foule prodigieuse. Milord North, en sa qualité de Chancelier de l'Échiquier, depuis quatre heures jusqu'à six & un quart, s'est épuisé à détailler les prodiges qu'il a faits & les merveilles qu'il attend. Après avoir rappelé les divers articles du projet de dépense, montant à 12,386,259 l. 18 s. sterling (292,396,955 l. tournois) il a fait voir l'insuffisance des moyens ordinaires, dont le déficit seroit de 5,500,000 l. Il en a conciu qu'il lui falloit 5,500,000 l. sterling (129,532,787 l. tour.) de moyens extraordinaires, dont l'intérêt à 4 pour cent avec la prime, seroit de 225,000 l. sterl. (5,311,475 l. tournois). Il trouvera ces 5,500,000 l. par un emprunt de 5,000,000 à 4 pour cent pour dix ans; & par une loterie de 500,000 l. il compte faire gagner aux prêteurs 2 l. 1 s. par action. Chacune des cinquante mille actions de 100 l. doit être évaluée 95 l. Le prêteur recevra, outre son intérêt, une prime de 10 s. aussi pendant dix ans, évaluée 4 l. 1 s. & 3 l. pour le profit supposé sur chaque billet de 10 s. dans la loterie de 50,000 billets, dont les lots seront payés en argent. Le tout fait 102 l. 1 s. — Les intérêts des cinq millions se leveront premierement par une taxe annuelle de 21 s. sterl. (une guinée) sur tous les domestiques qui ne servent point à

155 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

l'agriculture ou au commerce. A leur occasion, Milord North a compté qu'il y avoit en Angleterre 199,000 maisons, dont plus de 100,000 ont douze fenêtres au moins. Il attend de cet impôt 100,000 l. sterl. Il sera perçu par les Commissaires de la taxe des terres, & ceux-ci taxeront arbitrairement les maîtres qui seront en retard pour leurs déclarations.

2.^o Un nouveau droit sur le verre & les glaces, qui doit rendre 45,000 l. en doublant celui sur l'importation de l'étranger, qui est par conséquent aujourd'hui de 1 s. 4 d. sterl. par livre pesant.

3.^o Un nouveau droit de 55,000 l. sur le Contrôle des Actes.

4.^o Un droit de 37,000 l. sur les ventes à l'encan, de 3 d. par l. sur les terres & vaisseaux, & de 6 d. sur les meubles. Ces quatre articles, qui dateront du 5 Juillet prochain, doivent rendre 237,000 l. sterl. Mais comme on supprime la taxe sur l'argenterie, dont la perception étoit trop difficile, on n'en retirera qu'un peu plus de l'intérêt de l'emprunt, savoir, 25,500 l. L'avis de Milord North, quand aux trois derniers articles, a prévalu sur celui de M. Jenkinson, qui leur préféroit une taxe sur les briques; mais il auroit fallu des Commis particuliers pour la percevoir. — Milord North a été fort sobre en figures oratoires: il a donné un peu plus que les autres années dans les faits & les calculs: il s'est plus étendu sur les Finances de la Grande-Bre-

tagne que sur celles de la France : il s'est permis moins de sarcasme & moins de faillies : il n'a point parlé en prophète : il s'est contenté de dire qu'il osoit espérer que dans cette campagne on acheveroit de soumettre l'Amérique : qu'il osoit croire que la France & l'Espagne n'avoient point de mauvaises intentions : il a beaucoup fait valoir l'agréable nouvelle qu'il venoit de recevoir de la restitution du Paquebot le *Prince d'Orange*, & de l'emprisonnement des Capteurs à Dunkerque, d'où il se flattoit qu'ils seroient livrés à la justice de l'Angleterre (sur ce dernier point Milord pourroit s'être trompé). M. Fox, M. Burke & le Colonel Johnson se sont élevés fortement contre le Ministre sur l'article de l'économie ; & le dernier a offert de prouver une usure révoltante sur le marché pour fournir du *Rum* aux troupes en Amérique. M. Jenkinson & Milord Germaine leur ont répondu. En général les débats n'ont pas été fort intéressans. L'impôt sur les domestiques fait grande sensation. On nomme un Lord qui entretient plus de deux cents *jaquets* dans diverses provinces, & qui aura deux cents guinées à payer pour ce seul objet. Au surplus, on dit que cette taxe n'est qu'un essai pour connoître le nombre des domestiques, & qu'elle pourra être portée plus haut par la suite.

P. S. du 17 Mai. — Le rapport du sub-

liij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

sive vient de se faire. Il a donné lieu à des débats plus animés que ceux du 14. M. Luttrell & le Colonel Barré ont porté de vives atteintes au Ministre. Le Colonel Johnson l'a forcé à s'expliquer sur le marché pour le *Rum* ; & on a beaucoup plâtré sur la bonne foi avec laquelle il a prétendu soutenir que l'armée auroit à cinq shellings & trois sols ce qui coûteroit six shellings au Fournissant. Les opposans ont trouvé cela si étrange , qu'ils ont demandé à Milord s'il ne se trompoit pas sur la valeur des monnoyes des pays respectifs. M. Hartley a exhorté Milord à mettre sa tête en sureté , la guerre d'Amérique étant très-périlleuse pour lui. Milord a répondu qu'il ne se dissimuloit point son danger : que c'étoit le moment le plus glorieux pour lui , puisqu'il se voyoit appuyé par la pluralité des suffrages de la Chambre : que personne , au surplus , ne vouloit de sa place , & que c'étoit ce qui lui donnoit le courage de rester. Milord Germaine a soutenu de dix-sept raisons l'opinion où il est que la campagne actuellement ouverte fera la conclusion de la guerre.

*Lettre d'un Banquier de Londres**à M. * * *, à Anvers.*

De Londres le 28 Juin 1777.

LA Virginie, Monsieur, dont je vais vous faire connoître les nouvelles Constitutions, étoit dans l'origine la principale & même l'unique Colonie des Anglois en Amérique. Son nom, que le Chevalier Walter Raleigh lui avoit donné pour lui mériter les attentions d'Elisabeth, fut d'abord commun à tout le vaste Continent Américain. Mais s'il honora ses riches découvertes, il ne leur porta point bonheur; car ce règne finit sans qu'elles pussent prendre les moindres accroissemens. Il peut être beau d'être Reine & Vierge; mais éloignons des Colonies toute idée de Virginité. Leur premier objet est d'être fécondes; &, avant tout, un bon mariage est ce qu'il leur faut. Toute Colonie est par essence une compagne; &, si je puis me permettre cet abus de la figure, j'augurerois mieux d'une Colonie fondée par une Compagnie que par les passageres caresses d'un Gouvernement. Aussi, la Virginie commença-t-elle à fleurir en 1606, lorsque la première Compagnie Angloise se fut formée à Londres, non pour chercher en Amérique des mines d'or ou d'argent, aux termes de la

N.º XXII.

liv. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Chartre d'Elisabeth, mais pour en tirer de vraies richesses par une sage culture. Les heureux effets de cette union se sont fait sentir sans interruption jusqu'à ce jour. Il est vrai qu'elle s'étoit formée sous de bien favorables auspices : le celebre François Bacon ayant, pour ainsi dire signé le contrat, par les instructions qu'il prit la peine d'écrire pour cette Colonie naissante, & qu'on lira toujours avec admiration dans le recueil de ses œuvres. Quelques clauses en furent rompues en 1625, par la dissolution des Compagnies qui l'exploitoient; mais quoiqu'elle ait continué à prospérer, elle a essuyé de tems à autres des tracasseries qui l'ont décidée à plaider en séparation. Après avoir vécu pendant près de deux siècles sous la domination d'un petit Royaume, la Colonie vierge, & en elle l'Amérique entière, demande à convoler; &, suivant les apparences, nous la verrons bientôt épouser le Continent Européen : sorte d'union beaucoup mieux assortie à l'état actuel de ses richesses & de sa grandeur. Ses articles, déjà déduits dans l'Acte de confédération générale, se reproduisent sous la forme qui lui est particuliere, dans le code législatif, dont vous allez lire ici la traduction.

CONSTITUTION

DE L'Â

VIRGINIE.

*En Convention (a) générale, cent douze
Membres y présens.*

A Williamsburgh, 15 Mai 1776.

CONSIDÉRANT que tous les efforts des Colonies-unies, toutes les représentations décentes, & toutes les demandes respectueuses qu'elles ont faites au Roi & au Parlement de la Grande-Bretagne, pour le rétablissement de la paix & de la sécurité de l'Amérique, sous le Gouvernement Britannique, & pour la réunion de ce Peuple

(a) On s'étoit servi jusqu'ici, en traduisant les Constitutions Américaines, de la périphrase, *Commission générale extraordinaire*, pour rendre le mot Anglois *Convention*; ici on adopte le mot Anglois lui-même, pour éviter l'embarras qu'a souvent causé la périphrase, en avertissant le Lecteur que les Américains ont donné ce nom de *Convention* au corps choisi pour la confection des Loix, & dont l'existence n'ayant que ce but, cesse au moment où la Constitution est faite.

lvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

avec la Mère-Patrie à des conditions raisonnables & justes, n'ont produit de la part d'une Administration impérieuse & vindicative, au lieu de la réparation des torts déjà faits & soufferts, qu'un accroissement d'insultes, d'oppression, d'entreprises, puissamment soutenues pour effectuer notre entière destruction : que par un dernier acte, ces Colonies ont été déclarées rebelles & hors de la protection de la Couronne Britannique : nos propriétés déclarées sujettes à confiscation : nos concitoyens, lorsqu'on a pu les réduire en captivité, forcés de concourir au meurtre & au pillage de leurs parens & de leurs compatriotes ; que toutes les rapines & vexations exercées par le passé sur les Américains, ont été déclarées justes & légales : que des flottes ont été équipées, des armées levées, & des troupes étrangères soudoyées pour aider à ces projets destructifs : que le Représentant du Roi dans cette Colonie a non seulement ôté tout pouvoir à notre Gouvernement de travailler pour notre sûreté ; mais que s'étant retiré à bord d'un vaisseau armé, il nous fait une guerre de pirate & de sauvage : tentant par tous les artifices possibles d'engager nos esclaves à se retirer vers lui : les excitant & les armant contre leurs Maîtres.

Dans cet état de péril extrême, il ne nous reste d'alternative qu'une soumission abjecte aux volontés de ces tirans, qui joignent l'in-

sulte à l'oppression, ou une séparation totale de la Couronne & du Gouvernement de la Grande-Bretagne, en unissant & employant les forces de toute l'Amérique pour sa propre défense, & en contractant des alliances avec des Puissances Etrangères pour notre commerce, & pour être secourus dans notre guerre.

Prenant en conséquence le Scrutateur des cœurs à témoin de la sincérité des déclarations ci-devant faites, qui expriment notre désir de conserver la liaison avec cette Nation; & protestant que nous n'avons été arrachés à cette inclination que par ses mauvais dessein, & par les loix éternelles qui obligent de pourvoir à sa propre conservation.

Il a été unanimement résolu : que les Délégués nommés pour représenter cette Colonie dans le Congrès général, recevraient pour instructions de proposer à ce Corps respectable de déclarer les Colonies-unies, Etats, absolument libres & indépendans de toute obéissance & de toute soumission à la Couronne ou au Parlement de la Grande Bretagne; & de donner le consentement de cette Colonie aux déclarations & aux mesures quelconques, qui seront jugées par le Congrès général convenables & nécessaires pour contracter des alliances étrangères, & former une confédération des Colonies, dans le tems & de la manière qui lui paroîtront

lviii] AFFAIRES DE ANGLETERRE

les meilleures ; pourvu que le pouvoir de faire un Gouvernement & de régler l'administration intérieure dans chaque Colonie , soit laissé à l'autorité législative de chacune d'elles respectivement.

Il est aussi unanimement résolu, qu'il sera nommé un Comité pour préparer une déclaration de droits , & le plan de Gouvernement qui paroîtra le plus propre à maintenir la paix & le bon ordre dans cette Colonie , & à assurer au Peuple une liberté solide & juste.

Signé Edmund Pendleton , Président.

John Pendleton , Clerc de la Convention.



CONSTITUTION

DE LA

VIRGINIE.

Déclaration expositive des droits qui doivent nous appartenir, à nous & à notre postérité, & qui doivent être regardés comme le fondement & la base du Gouvernement.

Faite par les Représentans du bon Peuple de la Virginie, assemblés en pleine & libre convention.

A Williamsburgh, premier Juin 1776.

I. **T**ous les hommes sont nés également libres & indépendans : ils ont des droits certains, essentiels & naturels, dont ils ne peuvent par aucun contrat priver ni dépouiller leur postérité : tels sont le droit de jouir de la vie & de la liberté avec les moyens d'acquérir & de posséder des propriétés, de chercher & d'obtenir le bonheur & la sûreté.

II. Toute autorité appartient au Peuple, & par conséquent émane de lui : les Magistrats sont ses mandataires, ses serviteurs, & lui sont comptables dans tous les tems.

IX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

III. Le Gouvernement est ou doit être institué pour l'avantage commun, pour la protection & la sûreté du peuple, de la nation ou de la Communauté. De toutes les diverses méthodes ou formes de Gouvernement, la meilleure est celle qui peut procurer au plus haut degré le bonheur & la sûreté, & qui est le plus réellement assurée contre le danger d'une mauvaise administration. Toutes les fois donc qu'un Gouvernement se trouvera insuffisant pour remplir ce but, ou qu'il lui sera contraire, la majorité de la Communauté a le droit indubitable, inaliénable & *inamissible* de le réformer, de le changer ou de l'abolir, de la manière qu'il jugera la plus propre à procurer l'avantage public.

IV. Aucun homme, ni aucun college ou association d'hommes ne peuvent avoir d'autres titres pour obtenir des avantages ou des privilèges particuliers, exclusifs & distincts de ceux de la Communauté, que la considération de services rendus au public; & ce titre n'étant ni transmissible aux descendans, ni héréditaire, l'idée d'un homme né Magistrat, Législateur ou Juge, est absurde & contre nature.

V. La puissance législative & la puissance exécutive de l'état, doivent être distinctes & séparées de l'autorité judiciaire : & afin que, devant supporter eux-mêmes les charges du peuple, & y participer, tout désir d'op-

pression puisse être réprimé dans les Membres des deux premières, ils doivent être, à des tems marqués, réduits à l'état privé, rentrer dans le corps de la Communauté d'où ils ont été tirés originairement ; & les places vacantes doivent être remplies par des élections fréquentes, certaines & régulières.

XI. Les élections des Membres qui doivent représenter le peuple dans l'Assemblée, doivent être libres ; & tout homme donnant preuve suffisante d'un intérêt permanent & de l'attachement qui en est la suite, pour l'avantage général de la Communauté, y a droit de suffrages.

VII. Aucune partie de la propriété d'un homme ne peut lui être enlevée, ni appliquée aux usages publics, sans son propre consentement, ou celui de ses représentans légitimes ; & le peuple n'est lié que par les loix qu'il a consenties de cette manière pour l'avantage commun.

VIII. Tout pouvoir de suspendre les loix ou d'arrêter leur exécution, en vertu de quelque autorité que ce soit, sans le consentement des Représentans du peuple, est une atteinte à leurs droits & ne doit point avoir lieu.

IX. Toutes loix ayant un effet rétroactif, & faites pour punir des délits commis avant qu'elles existassent, sont oppressives ; & il faut se garder d'en établir de semblables.

LXIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

X. Dans tous les procès pour crimes capitaux ou autres, tout homme a le droit de demander la cause & la nature de l'accusation qui lui est intentée: d'être confronté à ses accusateurs & aux témoins: de produire & réquérir la production des témoins & de tout ce qui est à sa décharge: d'exiger une procédure prompte par un Juré impartial de son voisinage, sans le consentement unanime duquel il ne puisse pas être déclaré coupable. Il ne peut être forcé à produire des preuves contre lui-même; & aucun homme ne peut être privé de sa liberté, qu'en vertu de la loi du pays, ou par le jugement de ses pairs.

XI. Il ne doit point être exigé de cautionnemens excessifs, ni imposé de trop fortes amendes, ni infligé de peines cruelles ou inusitées.

XII. Tous *Warrants* sont vexatoires & oppressifs, s'ils sont décernés sans preuves suffisantes, & si l'ordre ou la réquisition qu'ils portent à aucun Officier ou MESSAGER d'Etat, de faire des recherches dans des lieux suspects, d'arrêter une ou plusieurs personnes, ou de saisir leurs biens, ne contiennent pas une désignation & description spéciales des lieux, des personnes ou des choses qui en sont l'objet; & jamais il ne doit en être accordé de semblables.

XIII. Dans les procès qui intéressent la propriété, & dans les affaires personnelles,

l'ancienne procédure par Juré est préférable à toute autre, & doit être regardée comme sacrée.

XIV. La liberté de la presse est un des plus forts boulevards de la liberté de l'Etat, & ne peut être restreinte que dans les Gouvernemens despotiques.

XV. Une milice bien réglée, tirée du corps du peuple, & accoutumée aux armes, est la défense propre, naturelle & sûre d'un Etat libre : les armées toujours sur pied en tems de paix, doivent être évitées, comme dangereuses pour la liberté ; & dans tous les cas le militaire doit être tenu dans une subordination exacte à l'autorité civile, & toujours gouverné par elle.

XVI. Le peuple a droit à un Gouvernement uniforme ; ainsi il ne doit être légitimement élevé, ni établi aucun Gouvernement séparé ni indépendant de celui de la Virginie dans les limites de cet Etat.

XVII. Un peuple ne peut conserver un Gouvernement libre, & le bonheur de la liberté, que par une adhésion ferme & constante aux règles de la justice, de la modération, de la tempérance, de l'économie & de la vertu, & par un recours fréquent à ses principes fondamentaux.

XVIII. La Religion ou le culte qui est dû au Créateur, & la manière de s'en acquitter, doivent être uniquement dirigés par la raison & par la conviction, & jamais

IXIV AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

par la force ni par la violence : d'où il suit que tout homme doit jouir de la plus entière liberté de conscience, & de la liberté la plus entière aussi dans la forme de culte que sa conscience lui dicte; & qu'il ne doit être ni gêné, ni puni par le Magistrat, à moins que sous prétexte de Religion il ne troublât la paix, le bonheur ou la sûreté de la Société. C'est un devoir réciproque de tous les Citoyens de pratiquer la tolérance chrétienne, l'amour & la charité les uns envers les autres.

En convention générale, dans ses séances commencées & tenues au Capitole dans la Ville de Williamfburgh, le Lundi 6 Mai 1776, & continuées par des ajournemens jusqu'au 5 Juillet suivant.

*Constitution ou forme de Gouvernement
convenue & arrêtée par les Délégués
& Représentans des différens Comtés
& Corporations de Virginie.*

CONSIDÉRANT que Georges III. Roi de la Grande-Bretagne, revêtu jusques à présent de l'exercice souverain de l'Office Royal

de ce Gouvernement, a fait tous ses efforts pour le pervertir en une détestable & insupportable tyrannie :

En s'opposant, par son droit négatif, aux loix les plus salutaires & les plus nécessaires pour le bien public :

En refusant sa permission Royale pour la confection de loix d'une importance urgente & immédiate, à moins que l'on n'y insérât une clause expresse pour suspendre leur exécution, jusqu'à ce que son consentement Royal fût obtenu : & lorsqu'elles étoient ainsi suspendues, négligeant pendant plusieurs années d'y faire attention :

En refusant à certaines loix son consentement, à moins que les personnes à qui ces loix devoient être avantageuses, n'abandonnassent le droit inestimable de représentation dans la Législature :

En dissolvant fréquemment & continuellement le corps législatif, parce qu'il s'opposoit avec une fermeté courageuse à ses entreprises sur les droits du Peuple :

En refusant, après avoir dissous le corps législatif, d'en convoquer d'autres pendant un long tems, & laissant par là le corps politique sans législation & sans chef :

En s'efforçant d'arrêter l'accroissement de la population dans notre pays ; & en mettant dans cette vue des obstacles aux loix pour la naturalisation des Etrangers :

En entretenant chez nous, en tems de

lxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
paix, des armées sur pied & des vaisseaux
de guerre.

En affectant de rendre le militaire in-
dépendant de l'autorité civile & même su-
périeur à elle :

Griefs contre le Roi & le Parlement réunis.

En s'unissant avec d'autres pour nous sou-
mettre à une juridiction étrangère, & don-
nant son consentement à leurs prétendus
actes de législation :

Pour mettre en quartier au milieu de nous
de gros corps de troupes armées :

Pour interrompre notre commerce avec
toutes les parties du monde :

Pour imposer sur nous des taxes sans notre
consentement :

Pour nous priver du bénéfice de la pro-
cédure par Jurés :

Pour nous transporter au de-là des mers
& nous y faire juger sur des prétendus dé-
lits :

Pour suspendre l'autorité de nos propres
législatures, & se déclarer eux-mêmes revêtus
du pouvoir de nous donner des loix dans tous
les cas indéfiniment :

En exerçant le pillage sur nos mers : en
ravageant nos côtes, brûlant nos Villes &
massacrant notre Peuple :

En excitant la révolte de nos concitoyens
par l'appât des amendes & confiscations :

En invitant nos negres à s'élever en armes contre nous, & les y excitant : ces mêmes negres, dont par un usage inhumain de son droit négatif, il nous a empêché de prohiber, par une loi, l'introduction parmi nous :

En s'efforçant d'attirer sur les Habitans de nos frontieres les impitoyables Indiens sauvages, dont la maniere connue de faire la guerre est de tout massacrer sans distinction d'âge, de sexe, ni d'état :

En transportant dans ce moment même une nombreuse armée d'Etrangers mercenaires, pour achever l'ouvrage de mort, de destruction & de tyrannie déjà commencé, avec des circonstances de cruauté & de perfidie, indignes du Roi d'une Nation civilisée :

En répondant à nos demandes répétées pour le redressement de nos griefs, par des insultes répétées :

Enfin, en cessant de remplir à notre égard les devoirs ou les fonctions du Gouvernement : en nous rejetant pour ses sujets ; & nous déclarant hors de sa protection Royale.

Par lesquels différens Actes d'*autorité mal-faisante*, le Gouvernement de ce pays, tel qu'il étoit exercé par le passé sous les Rois de la Grande-Bretagne, est entièrement dissous.

En conséquence, Nous, les Délégués & Représentans du bon Peuple de Virginie, ayant murement réfléchi sur ce que dessus :

lxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
voyant avec une vive douleur à quel condition déplorable ce pays, autrefois heureux, seroit nécessairement réduit, si une forme régulière & convenable de Police civile, n'étoit promptement concertée & adoptée, & désirant nous conformer à la recommandation qui en a été faite par le Congrès général, nous ordonnons & déclarons que la forme de Gouvernement de Virginie sera pour l'avenir telle qu'il s'ensuit.

Section premiere.

Les Puissances Législative, Exécutrice & Judiciaire, formeront des départemens distincts & séparés, de manière que l'un des trois n'exerce jamais l'autorité qui devra proprement appartenir à l'autre; & la même personne n'exercera jamais d'emploi dans plus d'un de ces départemens à la fois: si ce n'est que les Juges des Cours de Comté pourront être élus pour l'une ou l'autre des Chambres de l'Assemblée.

Section deuxieme.

Le département de législation sera formé de deux corps distincts, qui composeront entre eux deux la législature complète. Ils s'assembleront une ou plusieurs fois chaque année, & s'appelleront *l'assemblée générale de Virginie*.

L'un

Section troisieme.

L'un de ces Corps se nommera *la Chambre des Délégués*, & sera composé de deux Représentans choisis annuellement pour chaque Comté, & pour le district de West-Augusta, parmi les habitans respectifs y résidans actuellement, & y étant Francs-Tenanciers, ou duement qualifiés suivant la loi; il entrera aussi dans cette Chambre un Représentant annuellement choisi pour la Ville de Williamburg, un autre pour le Bourg de Norfolk, & un pour chacune des Villes ou Bourgs à qui l'autorité législative accordera par la suite ce droit de représentation particulière; mais lorsque la population de quelque Ville ou Bourg sera diminuée, au point que pendant sept années successives, le nombre des Habitans y ayant droit de suffrage, soit moindre que la moitié du nombre des votans dans quelqu'un des Comtés de la Virginie, cette Ville ou ce Bourg cessera d'envoyer à l'assemblée un Délégué ou Représentant.

Section quatrieme.

L'autre Corps, partie de la législature, s'appellera *le Sénat*, & sera composé de vingt-quatre Membres, dont treize présens seront un nombre suffisant pour avoir de l'activité & traiter les affaires. Pour l'élection de ce Sénat,

LXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

la totalité des différens Comtés sera partagée en vingt-quatre districts ; & chaque Comté du district respectif , dans le même tems qu'il élira ses Délégués , élira aussi un Sénateur qui soit un Habitant actuellement résidant & Franc - Tenancier dans le district , ou duement qualifié suivant la loi , & qui ait plus de vingt cinq ans. Les Sheriffs de chaque Comté , dans l'espace de cinq jours au plus , après l'élection du dernier des Comtés du district , s'assembleront au lieu le plus commode ; & d'après l'examen des scrutins ainsi pris dans leurs Comtés respectifs , ils déclareront *Sénateur* le sujet qui aura eu la pluralité des voix dans la totalité du district. Pour que la composition de cette Assemblée change à tour de rôle , les districts seront divisés en quatre classes égales qui seront numérotées par le sort. A la fin de la première année , après l'élection générale , les six Membres élus par la première classe sortiront de place , & la vacance que cette sortie occasionnera , sera remplacée de la manière susdite par une nouvelle élection de la classe ou division suivante. Le tout passera d'une classe à l'autre suivant le numéro de chacune , & cette rotation continuera chaque année dans l'ordre ci - dessus prescrit.

Section cinquieme.

Le droit de suffrage aux élections des

Membres des deux Chambres, demeurera tel qu'il est actuellement exercé ; & chaque Chambre choisira son Orateur , nommera ses Officiers, établira ses regles de procédure, & enverra les lettres indicatives d'élection pour remplacer les vacances intermédiaires.

Section sixieme.

Toutes les loix seront d'abord proposées dans la Chambre des Délégués, & seront ensuite portées au Sénat pour y être approuvées ou rejetées, ou pour y éprouver des changemens avec le consentement de la Chambre des Délégués : à l'exception seulement des Bills de levée d'argent qui ne pourront point être changés par le Sénat, mais qui devront y être approuvés ou rejetés purement & simplement.

Section septieme.

Il sera élu annuellement un *Gouverneur* ou premier Magistrat par le scrutin réuni des deux Chambres : ce scrutin se prendra dans chaque Chambre respectivement : il sera déposé dans la salle de conférence, où les boîtes seront examinées conjointement par un Comité de chaque Chambre ; & il sera fait à chacune séparément rapport des nombres de voix, afin que la nomination puisse y être enregistrée. Telle sera la maniere

lxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
constante de prendre dans tous les cas le
scrutin réuni des deux Chambres. Le Gouverneur ne pourra pas conserver sa charge plus de trois années consécutives ; & il ne pourra être réélu qu'après avoir été hors de place pendant quatre ans. Il lui sera assigné pendant son exercice des appointemens suffisans , mais modiques. Il exercera de l'avis du Conseil d'Etat la puissance exécutive du Gouvernement conformément aux loix de cette République ; & il n'exercera sous aucun prétexte , aucune autorité , ni ne s'arrogera aucune prérogative en vertu d'aucunes loix , statuts ou coutumes d'Angleterre ; mais il aura le pouvoir d'accorder répit ou grace , de l'avis du Conseil d'Etat , excepté dans les cas où la poursuite du crime aura été faite au nom de la Chambre des Délégués , ou dans ceux sur lesquels la loi , par quelque disposition particulière en aura ordonné autrement : dans tous ces cas il ne pourra être accordé répit ou grace que par une résolution de la Chambre des Délégués.

Section huitieme.

L'une & l'autre Chambre de l'assemblée générale , pourront s'ajourner respectivement elles-mêmes ; le Gouverneur ne pourra ni proroger , ni ajourner l'assemblée durant la session , ni la dissoudre dans aucun tems ; mais il devra , s'il est nécessaire , & de l'avis

ET DE L'AMÉRIQUE. lxxiiij
du Conseil d'Etat, ou sur la demande du plus grand nombre des Membres de la Chambre des Délégués, la convoquer pour un terme plus prochain que celui auquel elle se feroit prorogée ou ajournée.

Section neuvieme.

Il sera choisi par le scrutin réuni des deux Chambres de l'assemblée, un *Conseil Privé* ou *Conseil d'Etat*, composé de huit personnes prises parmi les mêmes Membres de l'assemblée, ou tirées de l'universalité du peuple, à l'effet d'*assister le Gouverneur dans l'administration du Gouvernement*. Ce Conseil se choisira parmi ses propres Membres un Président, qui, en cas de mort, d'incapacité ou d'absence nécessaire du Gouverneur, fera les fonctions de Lieutenant du Gouverneur. La présence de quatre des Membres de ce Conseil suffira pour lui donner l'activité : leurs avis & résolutions seront écrits sur un registre & signés par les Membres présens, pour être ce registre présenté à l'assemblée générale lorsqu'elle le demandera : chaque Membre du Conseil pourra y insérer son avis contraire à la résolution qui aura passé à la pluralité. Ce Conseil nommera son Clerc (*Greffier*) qui aura des appointemens fixés par la loi, & qui prêtera serment de garder le secret sur les matieres que le Conseil lui prescrira de tenir cachées. Il sera destiné une somme

LXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
d'argent qui sera partagée chaque année entre les Membres du Conseil, à raison de leur assiduité : tant qu'ils resteront Membres de ce Conseil, ils ne pourront siéger dans l'une ni l'autre des Chambres de l'assemblée.

A la fin de chaque année, deux Membres de ce Conseil en seront retranchés par le scrutin réuni des deux Chambres de l'assemblée, & ne pourront pas être réélus pendant les trois années suivantes. Ces vacances, ainsi que celles occasionnées par mort ou par incapacité, seront remplies par une élection nouvelle dans la même forme.

Section dixième.

Les Délégués, pour la Virginie au Congrès Continental, seront choisis annuellement, ou destitués & remplacés dans l'intervalle par le scrutin réuni des deux Chambres de l'assemblée.

Section onzième.

Les Officiers actuels de Milice, seront continués, & les emplois vacans seront remplis par la nomination du Gouverneur, de l'avis du Conseil Privé, sur la recommandation des Cours des Comtés respectifs; mais le Gouverneur & le Conseil auront le pouvoir d'interdire tout Officier, d'ordonner

l'assemblée de cours martiales sur les plaintes de mauvaise conduite , ou d'incapacité , & de pourvoir au remplacement des emplois vacans dans le cas du service actuel. Le Gouverneur pourra assembler la Milice de l'avis du Conseil Privé ; & lorsqu'elle sera assemblée , il en aura seul le commandement sous les loix du Pays.

Section douzieme.

Les deux Chambres de l'assemblée nommeront , par leurs scrutins réunis , les Juges de la Cour Suprême des Appels & de la Cour générale , les Juges en Chancellerie , ceux de l'Amirauté , le Secrétaire & le Procureur Général , tous lesquels Officiers recevront leurs commissions du Gouverneur , & conserveront leurs Offices tant qu'ils se conduiront bien. En cas de mort , d'incapacité ou de démission , le Gouverneur , de l'avis du Conseil Privé , nommera pour remplir les offices vacans des sujets qui seront ensuite approuvés ou déplacés par les deux Chambres. Ces Officiers auront des appointemens fixes & suffisans ; & ils seront tous , ainsi que tous ceux qui occuperont des emplois lucratifs , & tous les Ministres de l'Evangile , quelque nom qu'ils portent , incapables d'être élus Membres de l'une ou de l'autre des Chambres de l'assemblée ou du Conseil Privé.

Section treizieme.

Le Gouverneur , de l'avis du Conseil Privé , nommera des Juges de paix pour les Comtés ; & dans les cas de vacances ou de nécessité d'augmenter par la suite le nombre de ces Officiers , ces nominations se feront sur la recommandation des Cours des Comtés respectifs. Le Secrétaire de la Virginie actuellement en place , & les Clercs de toutes les Cours de Comtés seront conservés. En cas de vacances , soit par mort , incapacité ou démission , il sera nommé un Secrétaire , comme il est prescrit ci-dessus , & les Clercs seront nommés par les Cours respectives. Les Clercs présens & à venir conserveront leurs places tant qu'ils se conduiront bien , ce qui sera jugé & déterminé dans la Cour générale. Les Sheriffs & Coroners seront nommés par les Cours respectives, approuvés par le Gouverneur de l'avis du Conseil Privé , & recevront leurs commissions du Gouverneur. Les Juges de paix nommeront des Connétables ; & tous les droits des Officiers susdits seront taxés par la loi.

Section quatorzieme.

Le Gouverneur , quand il sera hors de place , & toutes autres personnes ayant commis des délits contre l'Etat par malversa-

tion , corruption ou autres manœuvres capables de mettre en danger la sûreté de l'Etat , pourront être accusés par la Chambre des Délégués. Ces accusations seront poursuivies dans la Cour générale , conformément aux loix du pays, par le Procureur Général, ou par telles autres personnes que la Chambre pourra commettre à cet effet : dans les cas où ils seront trouvés coupables , les accusés, Gouverneur ou autres , seront déclarés incapables de posséder jamais aucun office sous l'autorité du Gouvernement , ou destitués de leurs offices pour un certain tems , ou condamnés aux peines ou amendes portées par la loi.

Section quinziesme.

Si tous , ou quelqu'un des Juges de la Cour générale , étoient , sur des présomptions fondées , dont la Chambre des Délégués devra juger la validité , prévenus de quelques-uns des délits ou crimes mentionnés ci-dessus , la Chambre des Délégués pourra accuser de la même maniere le Juge ou les Juges ainsi prévenus , & poursuivre l'affaire devant la Cour des appels ; & celui ou ceux qui seront déclarés coupables , seront punis de la maniere prescrite dans l'article précédent.

Section seiziesme.

Toutes les commissions & concessions

lxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

commenceront par ces mots, *au nom de la République de Virginie*: elles seront signées en certification par le Gouverneur, & le Sceau de la République y sera apposé. Tous les actes ou ordres des Juges porteront le même intitulé, & seront signés par les Clercs des différentes Cours. Enfin toutes les plaintes seront terminées par la formule: *contre la paix & la dignité de la République*.

Section dix-septieme.

Il sera nommé chaque année, un Trésorier, au scrutin réuni des deux Chambres de l'assemblée.

Section dix-huitieme.

Toutes les échûtes, amendes ou confiscations qui étoient ci-devant au profit du Roi, seront au profit de la République, à l'exception de celles que la Législature pourra abolir, ou sur lesquelles elle pourra autrement statuer.

Section dix-neuvieme.

Les territoires contenus dans les Chartres d'érection des Colonies du Maryland, de la Pennsylvanie & des Carolines Septentrionale & Méridionale, sont par la présente constitution, cédés, délaissés & confirmés

pour toujours aux Peuples de ces différentes Colonies, respectivement avec tous les droits de propriété, juridiction & gouvernement, & tous les autres droits quelconques qui ont pu être dans aucun tems jusques à présent réclamés par la Virginie : laquelle cependant se réserve la libre navigation, & l'usage des rivières Potomack & Pocomoke, ainsi que la propriété des côtes ou bords de ces rivières du côté de la Virginie, & de toutes les améliorations qui ont été ou qui pourront être faites sur ces côtes ou bords. L'étendue de la Virginie au Nord & à l'Ouest, demeurera à tous les autres égards, telle qu'elle a été fixée par la Charte du Roi Jacques Premier, en 1609, & par le traité de paix entre les Cours de la Grande Bretagne & de France, publié en 1763 : à moins que par un acte de la Législature de cet Etat, il ne soit concédé un ou plusieurs territoires, & établi des Gouvernemens à l'Ouest des Monts Alleghery. Et il ne sera acheté aucunes terres des Nations Indiennes que pour l'usage & l'avantage publics, & par l'autorité de l'Assemblée Générale.

Section vingtième.

Pour mettre en activité la présente forme de Gouvernement, les Représentants du peuple assemblés en convention générale, choisiront un Gouverneur & un Conseil Privé, &

LXXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

aussi ceux des autres Officiers dont l'élection doit par la suite appartenir aux deux Chambres, mais qu'il paroîtra nécessaire de nommer sur le champ. Le Sénat que le peuple aura élu pour la première fois, restera en charge jusqu'au dernier jour de Mars prochain, & les autres Officiers, jusqu'à la fin de la session suivante de l'Assemblée Générale. En cas de vacances, l'Orateur de l'une ou l'autre des Chambres, enverra les lettres pour indiquer les nouvelles élections.

Signé Edmund Pendleton, Président.

J. Tazewell, Clerc de la Convention.

Fin des Constitutions de la Virginie.

Vous serez sans doute bien aise, Monsieur, de trouver à la suite de cette forme de Gouvernement de la Virginie, la description du grand sceau de ce nouvel Etat.

La vertu ou le génie de la République, en Amazone, d'une main tenant une lance, sur laquelle il s'appuye, & de l'autre une épée. Sous ses pieds est la tyrannie, représentée par la figure d'un homme étendu à terre, près duquel est une couronne tombée de sa tête, & une chaîne rompue, dont une partie reste encore dans sa main gauche, la droite étant armée d'un fouet.

ET DE L'AMÉRIQUE. lxxxj

Sur l'exergue est écrit le mot *Virginie*, au-dessus de la tête de la Vertu, & au-dessous de l'homme renversé, on lit ces mots : *sic semper tyrannis*.

Le revers présente un groupe, dont la principale figure est la liberté, avec sa baguette & son bonnet (*pileus*).

D'un côté est Cérès, tenant d'une main la corne d'abondance, & de l'autre un épi de bled.

De l'autre côté est l'Eternité avec le Globe & le Phénix.

L'exergue porte ces mots :

Deus nobis hæc hostia fecit.

JE CROIS, Monsieur, qu'il vous sera agréable de connoître dans sa nouveauté une brochure politique, qui vient de sortir des mains du célèbre Edouard Burke, l'un des deux Députés de Bristol au Parlement. C'est une lettre qu'il écrit sur les affaires de l'Amérique aux deux Shériffs de cette Ville. M. Burke n'avoit point parlé dans la Chambre sur le Bill pour une suspension partielle de l'*habeas corpus*. On désiroit ici avec ardeur de savoir sa façon de penser sur cette opération. Il y a déjà une troisième édition de sa lettre, quoi qu'elle ne paroisse que depuis quelques jours. Je vais en extraire, pour aujourd'hui, ce qui concerne

lxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
le Bill en question. Dans ma première lettre
je vous rendrai compte du jugement que
porte M. Burke de la situation actuelle des
affaires de l'Angleterre & de l'Amérique.

M. BURKE envoie à Messieurs Farr &
Harris les deux actes passés dans la session
actuelle contre l'Amérique, savoir l'acte
pour autoriser l'Amirauté à donner des
lettres de marque, & celui qui suspend, à
certains égards, la loi de l'*habeas corpus*. Il
s'étend peu sur le premier, le regardant
comme l'effet naturel, & peut-être nécessaire,
des opérations du Gouvernement, & de la
situation actuelle de l'Angleterre. Il croit
remarquer dans la composition de l'autre une
malignité plus noire & des vues plus sinistres.
» Pendant que ce Bill occupoit le Parlement,
dit M. Burck, il a souffert une modification
qui met sous un plus grand jour les senti-
mens déclarés de ses auteurs. Le principal
reproche que j'ai à lui faire, porte sur ce
qu'il annonce, & tend à produire des effets
absolument contraires à tous les principes,
non-seulement de la police constitutionnelle
de la Grande-Bretagne, mais même de cette
espèce de justice *hostile* que la guerre la plus
animée ne doit jamais effacer entièrement
du souvenir d'un peuple civilisé «.

» Il a un premier objet essentiel, c'est de
donner au Ministère le pouvoir de retenir
en captivité, aussi long-tems qu'il voudra,
ceux qu'il plaît à cette loi de qualifier du

nom de pirates. J'entendrois, par cette dénomination, les Commandans & les matelots des Corsaires & vaisseaux de guerre Américains, qui dans le cours de cette malheureuse querelle, pourront tomber entre les mains du Gouvernement. Ils seront donc détenus en prison, comme coupables du crime de piraterie, en attendant un jugement ignominieux. » M. Burke observe qu'il manque d'abord à cette loi une définition exacte de son objet. » Les Américains qui nous font actuellement la guerre sur mer, peuvent être des rebelles; mais les appeller *pirates*, c'est confondre & la distinction naturelle des choses & l'ordre des crimes, c'est mettre sens dessus-dessous toute la jurisprudence. Aux yeux de la loi la piraterie peut être un délit moins grave que la rébellion: mais comme l'un & l'autre sont punis du même genre de mort, & emportent également la perte des biens & de l'honneur; je ne voudrois point faire perdre à mon semblable l'avantage de n'avoir point mérité son malheureux sort par une bassesse. Si je ne puis pas adoucir sa peine, il me répugneroit de donner une couleur infâme à son délit. Nous savons tous qu'il est tel crime, qu'une vertu mal entendue fait commettre, qui ne se compte point au rang des actions deshonorantes. Le Lord Coke, cet oracle de la loi Angloise, pensoit lui-même comme tout le monde, à cet égard, lors-

qu'il a prononcé, que les actions les plus criminelles peuvent bien être aussi les moins deshonorantes. Or, je vois ici la loi déguiser sa marche d'une manière qui n'est ni honorable pour la justice de l'Angleterre, ni nécessaire à sa sûreté. Si le Lord Balmérino n'eût fait autre chose que d'enlever les troupeaux de vingt tribus d'Ecosse, notre justice Angloise se seroit couverte d'opprobre, en condamnant comme rebelle, un voleur de bestiaux «.

Il paroît étonnant à M. Burke, que le Parlement ait pu qualifier de pirates des gens qu'une loi parlementaire avoit déclarés déchus de la protection de la loi. » Après avoir livré à nos vaisseaux de guerre, les vaisseaux & les marchandises des Américains pris à faire le commerce, (crime d'un genre tout nouveau) n'est-ce pas une inconséquence révoltante de traiter de piraterie, de trop justes représailles ? «

» Le second objet de l'Acte, est de retenir en Angleterre, pour y être jugés, ceux qui auront été coupables de rébellion en Amérique. Pour faire entendre ce point particulier, M. Burke rappelle un Acte qui remonte au regne d'Henri VIII. avant qu'il fût question d'aucunes Colonies Américaines, par lequel il est ordonné que les délits commis outre mer seront jugés en Angleterre. » Le Parlement jugea à propos, en 1769, d'informer le Roi, par une adresse, de l'interprétation

interprétation qu'il donnoit à cet Acte, suppliant Sa Majesté d'ordonner que les personnes accusées de rébellion en Amérique, fussent amenées en Angleterre pour y être jugées. Or, l'acte d'Henri VIII, ainsi interprété & appliqué, dépouille presque entièrement le sujet Anglois dans les Colonies, du privilège d'être jugé par ses Pairs. Je dis plus, un homme jugé d'après cette loi, le seroit sans avoir été entendu. Amené ici, à fond de cale, jetté dans un cachot, chargé de fers, sans aucune espece de secours, dans l'impossibilité d'invoquer les témoignages & de demander les confrontations qui lui seroient favorables, éloigné de toutes les circonstances locales qui l'aideroient à faire découvrir le parjure dans son accusateur, est-il possible qu'il soit bien jugé? Si la condamnation est prononcée, il sera exécuté dans les formes, mais jamais suivant le droit & la justice «.

» Si les Américains s'obstinent à nous faire reconnoître leur indépendance, est-il sage à nous de faire revivre une loi cruelle qui mettra dans le plus grand danger les prisonniers qu'ils nous feront : ou cherchons nous à nous consoler par des triomphes à Tyburn, des défaites de nos armées en Amérique « ?

» Si nous soumettons les Colonies, qui empêche qu'on n'y établisse des Tribunaux compétents pour le jugement des coupables?

lxxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
Mais si de pareils Tribunaux n'y existent pas, & que l'Amérique soumise persiste à croire que les revers ne sont point des crimes, nous appellerons les effets de notre victoire, du nom de paix, d'obéissance, ou de tel nom qu'il nous plaira; mais la guerre ne sera pas finie. L'animosité des esprits y sera toujours la même; & peut-être pire encore qu'elle n'a été..... Si les ruisseaux de sang que les Américains ont vû couler, ne suffisent pas pour subjuguier leur raison, les exécutions qui se feront sous un autre hémisphère, contre l'idée générale qu'ils ont de la justice, ne seront point capables de les ramener au sein du Gouvernement Britannique. Je déteste toute punition qui ne sert point à faire exemple. Nous avons des enfans rebelles; c'est au milieu d'eux que la rébellion doit être punie. L'exemple de leur châtiment présenté ici à nos yeux, ne peut pas plus opérer leur amendement, que l'exécution d'un negre maron dans nos îles ne sert à rendre les Colons plus humains envers leurs esclaves. Ces exécutions ne sont donc qu'une basse & odieuse vengeance, ou tout au plus une leçon pour ceux qui oseront jamais résister à une puissance éloignée, assez entreprenante pour disposer de leurs biens sans leur consentement, & renverser leurs droits sans qu'ils soient accusés ou entendus. Fasse le ciel que jamais l'Angleterre ne lise cette

leçon écrite dans le sang d'aucun de ses enfans « !

» Il y a eu jusqu'ici des échanges de prisonniers en Amérique. Cependant l'administration se réserve de punir comme des traîtres , ceux qui resteront entre ses mains à la fin des troubles. Est-il une injustice plus criante ? Si les prisonniers échangés n'ont pas été verbalement pardonnés, les cartels avoués ou sous-entendus, sont une fraude cruelle, dès qu'on ne rend point homme pour homme. Est-ce sur ceux que nous aurons de plus entre nos mains, que tombera la sévérité de la loi ? Alors c'est faire de la fortune & des accidents, & non des qualités morales des actions humaines, la règle de notre justice ; car le crime ne sera puni qu'en raison du tems où il aura été commis, & non en raison de son atrocité «.

» Voilà des conséquences capables de faire le tourment éternel de ceux qui confondent le malheur des dissensions civiles avec le crime de rébellion. Quand il existe une rébellion, bien réellement, (& c'est ce qui se connoît aussi aisément par les choses, qu'il est difficile de le définir par les mots) on ne voit point les Gouvernemens admettre des conventions propres à faire jouir les Rébelles du droit des gens. Dans l'impossibilité d'user envers eux de retour, on ne reçoit aucune faveur de leur part. Fut-il jamais question de capitulations, de paroles d'hon-

LXXXVIIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
neur & d'échanges de prisonniers, pendant les
dernieres rébellions qui éclaterent dans ce
Royaume? Nos Généraux s'en tenoient à
cette seule réponse : « *tout dépend du Roi ,
nous ne pouvons rien promettre* ». Je dis donc
que si les Américains sont de vrais Rébelles ,
nos Généraux n'ont pu transiger comme
ils ont fait avec eux , sans se rendre eux-
mêmes très reprenebles ».

De cette censure de l'acte comme sévissant
contre deux sortes d'hostilités , l'une sous le
nom de *piraterie* , l'autre sous celui de *rébel-
lion* , & comme donnant une fausse interpré-
tation à un acte de Henri VIII. M. Burke
passe à l'examen des moyens qu'il emploie
& qu'il trouve également condamnables.

« Le grand objet de cet acte est de suspen-
dre & le droit des Anglois & l'*habeas corpus* ;
(les seuls garants de la liberté & de la jus-
tice) relativement à tous ceux qui se seront
trouvés hors du Royaume ou à la mer ,
dans un certain intervalle de tems. Ils demeu-
rent intacts par rapport au reste des Peuples.
Voilà une distinction aussi mauvaise dans
son principe & bien plus fatale dans ses
conséquences , qu'une suspension générale
de l'acte d'*habeas corpus*. La liberté est le
droit général & incontestabl de tous les
Sujets, où elle ne l'est d'aucune. . . . Ce sont
les gens suspects qui ont besoin de la protec-
tion des loix : rien ne pouvoit contenir la
faction dominante , que ce grand & inva-

riable principe , dès qu'une loi est portée pour suspendre le cours ordinaire de la justice, toute la Nation doit être soumise à cette suspension. Alors l'allarme seroit générale : ce seroit une sorte d'appel à la Nation entière. Cette éclipse totale de la liberté, frapperait les yeux de chacun. On se mettroit en garde contre ses suites : on lui opposeroit une résistance plus efficace. C'est une extrémité à laquelle un Gouvernement craint de se porter. Mais s'il a la ressource de morceler la liberté, quand il ne peut point la détruire en sa totalité : s'il peut détacher les particuliers de l'intérêt général : si on lui laisse le moyen d'excepter de ses effets des hommes placés sous les circonstances qu'il lui plaît de désigner, alors ce n'est point l'acte d'*habeas corpus* qui est suspendu, c'est son principe même qui est renversé, c'est son intention qui est trompée ».

« Le nouvel acte est remarquable, en ce que c'est la première suspension partielle que l'on connoisse de la loi d'*habeas corpus*. Voilà une distinction établie entre les Peuples Britanniques. Jusqu'ici, tout homme mettant le pied sur le territoire d'Angleterre, un étranger même, un Negre esclave, devenoit libre en y abordant. Mais la ligne de séparation est tirée, & rien ne l'empêchera de s'étendre de plus en plus, d'après le principe de la raison d'Etat qui l'a fait imaginer. Il n'existe plus d'égalité parmi

nous, plus de concitoyens, si le Marinier qui descend sur la côte, n'y marche pas d'un pied aussi sûr que le Marchand qui se promène à la Bourse de Londres. D'autres loix peuvent porter préjudice à la Société : celle-ci tend à la dissoudre ; puisqu'elle détruit l'égalité qui en est l'essence. Aujourd'hui, tout Planteur de nos Isles, tout Habitant de la nouvelle Ecosse ou des deux Florides, toute personne revenant des Indes, ou de voyages entrepris pour cause de santé ou d'instruction, tout homme de mer ayant fait une campagne, se trouve, sans aucune autre cause, privé du bénéfice de l'*habeas corpus*. Il suffira qu'on lui prouve son retour d'outremer, pour qu'il subisse, comme étant hors de la protection de la loi une prison arbitraire. Peut-être même seroit-ce à lui à prouver qu'il n'a point été absent du Royaume ; car ce point n'est pas bien clairement déterminé par la loi, & c'est la subversion la plus complete de toute justice.

M. Burke, avoue à ses amis qu'il ne s'est point élevé contre ce Bill dans la Chambre des Communes, parce qu'il a vu l'opiniâtreté la plus décidée dans le parti qui soutient la guerre actuelle de l'Amérique. « Aux yeux de ce parti, les mauvais succès comme les bons, sont des raisons pour persister. Ainsi que beaucoup d'autres honnêtes gens, j' imagine que toute dispute enflammeroit plutôt le mal, qu'elle n'y porteroit remède : ma conscience me défend d'appuyer un avis

contraire au mien ; & de même je croirois commettre une imprudence en prétendant résister à une force irrésistible. C'est la raison qui empêche M. Burke d'assister avec la même assiduité que ci-devant aux séances de la Chambre ».

Après avoir ainsi rendu raison de sa conduite actuelle , il n'hésite point à déclarer qu'il forme le vœu ardent que la nouvelle loi produise au plutôt les plus dangereux effets. C'est, dit-il, en ne montrant point d'abord tout le mal qu'il peut faire , que le pouvoir arbitraire s'insinue chez les Peuples. Au premier Bill inconstitutionnel que le Gouvernement voudra faire passer , tous les honnêtes gens de son parti me diront , *vos prophéties étoient folles & vos craintes ridicules : voyez s'il est rien arrivé des maux affreux que vous aviez prédits.* M. Hume aura eu raison de dire que le bonheur du genre humain n'est pas plus troublé par le pouvoir arbitraire , que par les tremblemens de terre ; le tonnerre où les autres convulsions peu ordinaires de la nature.

DANS MA prochaine lettre , je mettrai sous vos yeux ce que M. Burke pense de la situation actuelle des affaires de l'Angleterre & de l'Amérique.

ENFIN , Monsieur , nous avons une relation Américaine de l'affaire du magasin de Peck's-kill , que la Cour a regardée comme

xcij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

si importante, qu'elle s'est empressée de la publier, pour que l'opération de Finances de Milord North parût se faire sous des auspices favorables. Si elle produit de grands effets, il sera dû au Ministère d'autant plus d'éloges, qu'il y aura appliqué de bien petits moyens. Voici un exposé simple de cette affaire. Vous y reconnoîtrez le langage naïf de la vérité. Les Américains ne pourront apprendre, sans une surprise extrême, que la nouvelle de cet événement a été accueillie de la Cour avec la même joie que la prise de Long-Island & du fort Washington, honoré depuis du nom de *Kniphausen*, auquel M. Burke prétend que des oreilles Angloises ne pourront jamais s'accoutumer.

Relation de l'affaire de Peck's-kill, écrite de Boston.

» UN Officier de distinction, arrivé en cette Ville Lundi dernier (31 Mars) de l'armée Américaine, près du Bourg de Peck's-kill, a apporté le détail authentique suivant, de l'expédition de l'armée Angloise en ce lieu, le Dimanche 23 Mars. Ce fut sur les onze heures du matin que la frégate *la Brune*, accompagnée de deux galeres, prises sur nous dans la campagne dernière, d'une petite frégate construite à New-York par l'ennemi, & de quatre bâtimens de transports, vint mouiller dans la baie de Peck's-

kill. Il étoit environ une heure après-midi lorsque l'ennemi fit débarquer sous le canon des galères, les cinquieme, vingt-troisieme, quarante-quatrieme & soixante-quatrieme régimens, avec quatre pieces d'artillerie & cinquante artilleurs. Ils prirent terre à l'anse de Lent, sur le côté Méridional de la baie, à un mille & demi du Bourg. Ils marcherent vers la hauteur de Cronk, au Sud-Est du Bourg & s'y formerent. Avant ce mouvement, des bateaux à rames gagnerent l'embarcadere du Nord, comme pour nous prendre en flanc ou nous tourner. Le nombre des bateaux fit juger au Général Macdougall, & à tout ce qu'il y avoit d'Officiers intelligens, que les forces de l'ennemi étoient de beaucoup supérieures aux nôtres. Mais le Général ayant résolu de s'en assurer avant de quitter le poste, d'où la retraite étoit facile, attendit que l'ennemi se fût approché de la portée du fusil. Lorsqu'il l'eut vû se former sur la hauteur, & déployer des forces trois fois plus nombreuses que les siennes, il ordonna de détruire toutes les munitions & provisions, & de faire couler le rum; & il fit partir la grosse artillerie: une seule piece de fer, du calibre de douze, étant restée faute de chevaux. L'ordre du départ pour les troupes ayant été donné en même-tems, la petite armée se retira en bon ordre, au corps de cazernes n°. 2. à deux milles & demi du Bourg de Peck's-kill.

xciv AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

Nous essayâmes une canonade de l'ennemi, & nous eûmes un homme blessé mortellement. L'armée Angloise s'établit en cet endroit pour s'assurer de l'entrée de la montagne & de quelques moulins où se trouvoient du grain & des farines appartenans au continent. Un piquet de cent hommes fut placé à un mille de notre poste. Le 24, sur les quatre heures après-midi, le Lieutenant-Colonel Willet, avec environ soixante hommes du régiment du Colonel Granscot, pénétra sans être découvert, jusqu'au flanc droit du piquet ennemi, tandis qu'un parti avoit été détaché vers sa gauche pour attirer de ce côté-là son attention. Cette expédition eut tout l'effet qu'on s'en étoit promis. Le Colonel Willet arriva sur le piquet Anglois avant qu'on l'eût apperçu, & il y eut une escarmouche de quinze minutes, dans laquelle les nôtres, ayant attaqué l'ennemi avec la plus grande fureur & la bayonnette au bout du fusil, l'obligèrent à fuir en désordre, laissant sur la place ses blessés & tués au nombre de neuf. Dans cette affaire nous n'avons eu que deux hommes blessés. Le même jour toute l'armée ennemie se rembarqua, sur la nouvelle qu'un renfort devoit nous arriver le soir. Dès le lendemain 25, au matin, les nôtres reprirent possession du Bourg de Peck'skill. Dans l'après midi, l'armée Angloise descendit la rivière, cherchant de côté & d'autres du bétail & des provisions. Notre prin-

La principale perte consiste dans le rum, la melasse & la farine, que nous avons fait détruire, & dans le sucre, brûlé par l'ennemi avec le magasin du commissaire «.

SI vous vous souvenez, Monsieur, des termes dans lesquels étoit conçue la dépêche écrite par le Chevalier Howe sur cette affaire, vous remarquerez qu'il n'y a rien eu d'exagéré dans les bruits qui ont couru de la prodigieuse diminution des Régimens Anglois. M. le Chevalier Howe a parlé de cinq cents hommes, comme étant le montant total du détachement. Dans la relation Américaine, vous venez de voir les noms des Corps. Ce sont quatre Régimens & soixante Artilleurs, sans compter les Mariniers, dont on fait que le détachement fut grossi après le débarquement. Voilà donc 500 hommes de troupes réglées qui en représentent 3200 à 800 hommes par Régiment. La diminution est de plus de cinq sixièmes. Sûrement encore, ce n'étoient pas les Régimens les moins complets, que le Général avoit choisis pour ce coup de main. Jugez du reste. Le Général Anglois a fait valoir la prise d'un canon de douze livres. *On s'empara, dit-il, d'un assez bon nombre d'uniformes, & sur-tout d'un canon de douze livres.* La relation Américaine vous apprend qu'il y avoit encore d'autres canons, que le Général Macdougall fit partir. M. le Chevalier Howe, à cet égard, a donc man-

xcvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE.

qué son objet, puisqu'il n'a pu en prendre qu'un , & encore un de fer. Il se seroit gardé de dire , *& sur-tout d'un canon de douze livres* , s'il eût rendu un compte fidèle de toute l'aventure. Il termine sa lettre ainsi , *ce qui nous flatte particulièrement , c'est que dans cette expédition qui s'est faite avec la plus grande rapidité , nous n'avons pas perdu un seul homme*. Il ne dit point , *qu'il n'a pas non plus tué un seul Américain* ; & il oublie de parler de son échec du 24. quoique bien certainement il dût appartenir à l'affaire de la veille dont il faisoit la suite & la conclusion. Avec l'addition de ces petites circonstances , l'avantage prétendu remporté le 23 Mars par l'armée Angloise à Peck's-kill , devient un vrai désavantage. Elles nous expliquent le mystère des rémercimens publics adressés au Général Américain Macdougall , & qu'il étoit si difficile d'arranger avec la relation du Général Howe. Mais pour ne pas dépouiller de toute gloire ce Général Anglois , il faut aussi convenir qu'il entend parfaitement l'usage des restrictions mentales.

J'ai l'honneur d'être , &c.

P. S. Il court ici un bruit que je ne prétens point vous garantir. Mais l'affaire du Paquebot de Hollande, étoit aumoins aussi incroyable. C'est que le vaisseau , le *Nassau* ,

de la Compagnie Angloise des Indes revenant de Madras avec une cargaison de trois millions tournois , a été pris par un Américain à quelque distance de l'Isle de Sainte-Helene.

P. S. du 31 Mai. Je serois impardonnable, Monsieur, de fermer ce paquet sans y joindre un précis des curieux débats d'hier au soir, dans la Chambre des pairs, où ils ont eu sept heures de durée. J'ai eu le bonheur d'être du petit nombre d'étrangers admis dans la Chambre ; & je crois avoir retenu tout ce qui s'y est dit d'essentiel. Milord Chatham ne s'y étoit pas montré depuis que son projet d'Acte pour pacifier les troubles d'Amérique avoit été rejeté, il y a je crois, deux ans. Il avoit fait demander le jour d'hier pour que la Chambre entendît une nouvelle proposition d'arrangement qu'il avoit à faire. C'est peut-être une dernière tentative qu'il a cru devoir à ses sentimens pour sa patrie ; & il est douteux qu'on le voye jamais reparoître dans le Parlement, ce nouvel effort de son zele n'ayant pas fait plus d'impression que les précédents sur un Ministère inébranlable dans ses résolutions. C'est ce qui rend extrêmement intéressant tout ce qui s'est passé dans cette séance.

*Débats de la Chambre des Lords, du Vendredi
30 Mai 1777.*

Sur les trois heures après midi, le Lord Chatham entra dans la Chambre, s'appuyant sur des béquilles. Après être monté à la place & avoir fait les excuses à la Chambre de la liberté qu'il avoit prise de faire demander à ouvrir un avis, il entra en matière, mais d'un ton de voix si bas, qu'il ne pût être entendu que de peu de personnes. A peine eut-il dit quelques mots sur la ruine imminente de l'Angleterre, que ce terrible arrêt sortit de sa bouche. *Si on s'obstine à poursuivre la guerre de l'Amérique: si au contraire on ne la cesse pas sur le champ, l'Angleterre va être perdue sans ressource. La plus prompte réconciliation entre les Américains & leur Mere-patrie, est le seul moyen de salut qui lui reste. Tout délai ne fût-il que de six semaines, rendra cette réconciliation impossible.*

Il fit une censure amère des prétendus pleins pouvoirs donnés aux Freres Howe pour traiter avec les Américains. Il compara l'Administration à une meute de chiens qui ont pris le change & qu'il faut remettre sur la voie. Il s'attacha à démontrer la barbarie des conditions exigées des Américains. « Jamais des hommes libres, dit-il, ne consentiront à rendre les armes: ils vous diront comme jadis les Lacédémoniens aux Perses,

nous les poserons à terre, mais venez vous-mêmes les ramasser ». Il parla des Américains étrangers dans les termes les plus méprisans, & il fit voir que rien n'étoit plus absurde que de prétendre conquérir un pays aussi vaste avec une poignée d'Anglois & d'Allemands.

Voici comme il s'explique sur la France. » Les François tirent tout le parti possible de notre guerre avec l'Amérique. Le commerce de nos Colonies s'est tourné de leur côté, & ils lui donnent tout l'encouragement qui est en leur pouvoir. On dit qu'il y a un Traité sur le tapis entre la France & l'Amérique. Si c'est un fait vrai, nos Ministres doivent, sans balancer, déclarer la guerre à la France. Il le faut, quand même nous n'aurions pas plus de cinq vaisseaux de guerre en état. La France trouve mieux son compte à éviter de rompre ouvertement avec nous, & à entretenir notre querelle Américaine; mais c'est ce qu'il nous importe de ne pas souffrir plus long-tems ».

Il fit encore quelques observations sur le refus que le Parlement avoit fait de recevoir les pétitions des Américains, & sur l'insuffisance des Commissions des deux Généraux plénipotentiaires, & ensuite il proposa sa motion conçue en ces termes : *qu'il soit présenté une humble adresse à Sa Majesté, où il sera dit que la Chambre, prenant en considération la déplorable situation où la Grande-Bretagne se voit réduite, par une guerre aussi*

C AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

contraire à ses intérêts que celle qu'elle fait aujourd'hui à l'Amérique, Sa Majesté est très-instantement suppliée de prendre les mesures les plus efficaces pour amener une prompte réconciliation, & redresser les griefs accumulés dont se plaignent les Américains, &c.

La motion de Milord Chatham fut d'abord combattue par le Lord Gower, (chef actuel du parti de Bedford) & ensuite appuyée par le Duc de Grafton, qui reprocha à l'Archevêque d'York de s'être permis dans un sermon d'indécentes déclamations contre les Américains, & d'avoir soutenu des principes destructifs de la révolution, & qui ne respiroient que le despotisme. - Ce Prélat répondit avec chaleur au Duc de Grafton, pour l'avis duquel se déclarerent le Duc de Manchester, & les Lords Shelburne, Cambden & Abingdon. Le lord Cambden parut persuadé que l'Angleterre étoit menacée d'une guerre très-prochaine avec la France & probablement aussi avec l'Espagne. Il fit les mêmes observations que Milord Chatham sur le déclin actuel du commerce de l'Angleterre; & il en ajouta d'intéressantes sur le prix des assurances qui est déjà excessif pour les Isles de l'Amérique & pour la Méditerranée. Il informa la Chambre, qu'actuellement il y a au pont de Londres, douze vaisseaux François, en chargement pour le Levant, où ils iront sous pavillon François, & dont le fret sera perdu pour l'Angleterre. » Enfin, dit-il, j'opine pour la
motion

motion de Milord Chatham & pour que nous ayons la guerre avec tout l'univers & la paix avec l'Amérique «.

A ces réflexions le Lord Shelburne , qui parla ensuite , en ajouta quelques-unes sur le mauvais état des Finances , & sur le produit des Doüanes , si considérablement diminué , d'après les états qu'il produisit que l'année 1776 ce produit se trouve de onze cents mille livres sterl. au-dessous de celles de 1773 , 1774 & 1775. Il déplora les pertes immenses que souffre la nation depuis que la France s'est emparée de son commerce avec l'Amérique , & que l'acte de navigation n'est plus d'aucune utilité. Il parla des secours de toute espèce que la France fournit aux Américains , tant en munitions qu'en Officiers , des armemens qui se font dans les Ports François par les Corsaires Américains , & des prises qui s'y sont vendues. « Ces procédés , dit-il , peuvent bien ne pas blesser la neutralité , mais ce ne sont pas non plus des preuves d'amitié. Si la France est favorablement disposée pour nous , qu'elle ferme ses Ports aux Américains , comme l'a fait le Portugal ».

Il parla des armemens actuels de la France & de l'Espagne. « Il y a , dit-il , dix-neuf vaisseaux de ligne tout équipés à Brest , &c. Deux mille matelots de la pêche de Terre-neuve ont été retenus , pour armer encore quatre vaisseaux au besoin. Les constitutions

cij AFFAIRES DEL' ANGLETERRE

de la marine de France lui permettent de lever en très-peu de tems assez d'hommes pour faire des armemens formidables , tandis qu'après six mois de presse , nos armemens sont si peu avancés , nos équipages si incomplets , que je n'oserois pas interpeller ici les (a) Ministres sur l'état actuel de nos affaires maritimes ».

Il prétendit favoir que les Agens Américains travaillent continuellement avec les Ministres de France ; & il ajouta que les assurances de cette Cour sur ses dispositions amicales ne méritoient aucune confiance tant qu'elle ne renverroit point M. Franklin & M. Deane , qui insultent à Paris l'Ambassadeur d'Angleterre. « Je ne me paye point , dit-il , des mauvaises défaites du Ministère de France qui voudroit nous faire croire que ce sont les Marchands qui assistent les Américains & qu'il ne peut point les en empêcher. Les Marchands François ne le feroient point s'ils n'y étoient excités & encouragés. Les Marchands François sont trop pauvres pour courir de tels risques , & il n'y en a pas un en état de faire un crédit de cinq mille livres sterling ».

Quant au Portugal , c'est l'avis de Mylord Shelburne que l'Espagne est actuellement en guerre avec cette Puissance , & qu'elle pourroit bien la forcer à entrer dans le pacte de famille ,

(a) Milord Sandwich va faire un voyage à Portsmouth pour voir si sa présence fera venir des matelots.

ce qui mettroit douze vaisseaux de ligne de plus du côté de la France & de l'Espagne.

Mylord Weymouth répondit au Lord Shelburne sur tous ces points, & fit voir que l'Angleterre devoit être parfaitement tranquille sur le compte de la France, de qui on avoit obtenu sans difficulté tout ce qu'on lui avoit demandé d'un ton sérieux.

Le Lord Chatham, en interprétation de sa motion, déclara que par le redressement des griefs des Américains il entendoit, que le Parlement révoqueroit sans délai, c'est-à-dire, sous peu de jours, tous les actes passés pour punir avec une sévérité excessive les Américains, savoir les actes de l'interdit de Boston, de la Charte, de Capture, &c. qui les avoient poussés au désespoir.

L'Archevêque d'York, qui n'avoit pu digérer la censure que le Duc de Grafton avoit faite de son Homélie, prit une seconde fois la parole pour en marquer à ce Seigneur son vif ressentiment. « Quoiqu'il soit, dit-il, dans mon naturel autant qu'il est du caractère de mon état d'aimer la paix; cependant je puis faire voir que je ne suis pas insensible aux outrages, & qu'il m'est aussi possible qu'à un autre de laver mon honneur offensé ». Cette sortie parut être prise de toute la Chambre pour un défi en bonnes regles, adressé au Duc de Grafton, par ce Lord spirituel.

Le Lord Onslow parla quelques momens pour justifier le marché de rum, du Lord North.

CIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Le Lord Mansfield soutint que longtemps avant les actes dont Mylord Chatham demandoit la révocation les Américains s'étoient déclarés indépendans , & avoient contesté au Parlement le droit de les taxer , & que par conséquent il ne résulteroit aucun bon effet de la motion de ce Lord.

Enfin on alla aux voix à neuf heures & demie , & la motion fut rejetée par une pluralité de 99 , contre 28.

ON VIENT de recevoir la nouvelle certaine que le vaisseau pris par la frégate du Roi le *Hound* , aux attéragés de la Jamaïque , & que l'on croyoit avoir été submergé , est heureusement arrivé dans cette Isle. Il y avoit sur ce vaisseau quelques Officiers Européens , & des munitions de guerre pour les Insurgens. L'Amiral Gayton demande aux Ministres ce qu'il doit faire de ces Officiers.

Suivant des lettres de la Côte d'Or en Afrique , les Américains ont enlevé ou pillé quantité de vaisseaux de la flotte de Bristol , de Liverpool & de Londres qui y est arrivée dans le mois de Mars. Le bruit couroit sur la Côte que trois vaisseaux qui transportoient aux Isles Angloises 900 Nègres , avoient été pris & conduits à Salem , où on avoit enregimenté ces Nègres pour les faire marcher parmi les troupes d'Amérique.

Les fonds baissent. Ils sont déjà retombés au-dessous du taux où ils étoient avant l'opération de Mylord North.

FIN.

*Lettre d'un Banquier de Londres ,
à M *** à Anvers.*

De Londres le 10 Juin 1777.

CE FUT, Monsieur, environ deux mois après le changement arrivé dans le Gouvernement de la Caroline Méridionale, que les Généraux Anglois de mer & de terre, firent sur cette Province l'essai du coup de main qui commença la campagne de 1776, aussi malheureusement que vous l'avez vû finir. L'attaque infructueuse de l'île de Sullivan, & la retraite humiliante de l'armée & de l'escadre, étoient un début d'un sinistre augure, qui devoit annoncer d'aussi fâcheux revers que la surprise de Trenton, la déroute de Princeton, & tous les échecs portés à l'armée du Roi pendant toute la durée de l'hiver dans le nouveau Jersey. Dans la première ferveur de leur zèle pour leur liberté renaissante, dans les premiers transports de leur joie, les Peuples de cette Colonie ne pouvoient point manquer d'opposer la plus vigoureuse résistance aux efforts que feroit la Cour pour les soumettre. Il est bien singulier qu'elle ait ignoré qu'il se préparoit des circonstances aussi contraires à ses vues; & que la Caroline Méridionale, qui alloit entrer en jouis-

sance des précieux avantages que les autres Colonies ne voyoient encore qu'en spéculation , ait été celle sur qui le Gouvernement ait voulu faire le premier essai de son plan de conquête & de réduction. Il a échoué de la maniere la plus désagréable pour les chefs de l'entreprise , chargés injustement du blâme de cette aventure , tandis qu'il ne devoit tomber que sur les Ministres seuls , qui auroient dû appercevoir les causes morales de la grande disproportion qui s'est trouvée entre les forces des uns & des autres. Si dans ces tems-là on eût eu connoissance de la Constitution que la Caroline Méridionale étoit sur le point de se donner , le succès en eût paru fort douteux à tous les bons spéculateurs. A ce sujet il est dû des hommages à la grande sagacité de Milord Sandwich. Vous pouvez vous souvenir , Monsieur , que dans les débats de la Chambre des Pairs , ce Ministre se défendit d'avoir eu aucune part à cette expédition. Il protesta qu'on ne devoit point le rendre responsable de l'événement ; & il finit par dire que quoique le plan en fût sans doute très-bon , *il ne pouvoit pas croire qu'il dût jamais remplir l'attente qu'on en avoit conçue.* Dans le tems on fut étonné qu'un Ministre si sage , pût condamner d'avance un projet dont on ne devoit apprendre l'exécution que dans quelques mois. Mais il est visible aujourd'hui qu'il avoit été informé de la révolution qui

s'étoit effectuée dans la Caroline, le 26 Mars, lorsqu'il tint, le 10 Mai dans la Chambre des Pairs, le langage inquiétant que je viens de vous rapporter. C'est ce qui vous paroitra vraisemblable, quand vous aurez lu ce nouveau système d'administration.



CONSTITUTION

OU forme de Gouvernement consentie & arrêtée par les Représentans de la Caroline Méridionale, dans un Congrès commencé & tenu à Charles-Town, le Mercredi premier jour de Novembre mil sept cent soixante-quinze, & continué par divers ajournemens jusqu'au Mardi vingt-six Mars mil sept cent soixante-seize.

D'AUTANT que le Parlement Britannique, réclamant depuis quelques années un droit de lier les Colonies Septentrionales en Amérique par la loi, dans tous les cas quelconques, a porté des statuts pour lever un revenu dans ces Colonies, & pour disposer de ce revenu ainsi qu'il le jugeroit à propos, sans le consentement & contre le gré des Colonistes; & comme il a paru à ceux-ci, que, n'étant point représentés dans le Parlement, un pareil droit étoit absolument inconstitutionnel, & qu'il étoit admis, il les réduiroit tout-à-coup du rang d'hommes libres à l'état d'esclavage le plus abject; en con-

sequence lefdites Colonies ont fait diverfes remontrances contre l'admiſſion de ces Actes, & elles ont préſenté des Requêtes pour en demander la révocation. Mais ces démarches n'ayant produit aucun effet, & le Parlement Britannique qui perſiſte toujours dans ſes mêmes prétentions, ayant établi depuis encore d'autres ſtatuts inſtitutionels & oppreſſifs, qui étendent le pouvoir des Cours d'Amirauté dans les Colonies au de-là de ſes anciennes limites, & leur attribuent la juridiſtion dans les cas ſemblables, à ceux qui, dans la Grande Bretagne, ſont jugés par des Jurés, de ſorte que toute perſonne eſt ſujette à être envoyée & jugée dans la Grande-Bretagne, pour une offenſe dont l'un de ſes ſtatuts a fait une offenſe capitale, & quoiqu'elle eût été commiſe dans les Colonies. — que le port de Boſton a été bloqué. — que les perſonnes prévenues de meurtre, dans la baie de Maſſachuſſett, ſeroient, au gré du Gouverneur, envoyées, pour recevoir leur jugement, dans toute autre Colonie ou même dans la Grande-Bretagne. — que la Conſtitution du Gouvernement établie par Charte dans cette Colonie, eſt changée dans ſes principaux points. — que les loix d'Angleterre & le Gouvernement libre dont la jouiſſance avoit été aſſurée aux Habitans de Quebec, par une proclamation du Roi, ont été abolis & remplacés par les Loix Françoises: qu'on

CX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

a établi dans cette Province la Religion Catholique Romaine (qui jusque là y étoit déjà exercée librement & tolérée), & un Gouvernement absolu ; & qu'on a étendu les limites de cette Province jusqu'aux frontières des établissemens Anglois, Protestans & libres, avec le dessein de faire servir tout un peuple professant des principes de Religion différens de ceux des Colonies voisines & soumis à un pouvoir arbitraire, comme d'instrument propre à intimider & à subjuguer les Colonies.

D'autant que les Délégués de toutes les Colonies de ce Continent, depuis la Nouvelle Ecosse, jusqu'à la Géorgie, assemblés en un Congrès général à Philadelphie, ont porté, de la maniere la plus respectueuse, leurs plaintes au pied du Thrône, suppliant humblement leur Souverain d'employer son autorité royale & son interposition pour le redressement de leurs griefs, occasionnés par les susdits statuts, & qu'ils ont assuré Sa Majesté que la bonne harmonie entre la Grande Bretagne & l'Amérique, désirée ardemment de la part des Colonies, se rétablirait par ce moyen sur le champ, & que les Colonies se reposoient sur la magnanimité & la justice du Roi & du Parlement, pour le redressement de beaucoup d'autres griefs qui les tenoient en souffrance :

D'autant aussi que ces plaintes ont été totalement négligées, & qu'il a été passé

des statuts encore plus cruels que ceux mentionnés ci dessus, & par lesquels on a défendu aux Colonies la communication entr'elles, en restreignant leur commerce, & en ôtant à des milliers d'habitans, par la défense de pêcher sur les côtes d'Amérique, les moyens de pourvoir à leur subsistance :

D'autant que des flottes & des armées considérables, ayant été envoyées en Amérique pour appuyer l'exécution de ces loix, & pour effectuer une entière & parfaite soumission à la volonté d'une administration despotique & corrompue, & en conséquence de ce, des hostilités ayant été commencées dans la baie de Massachussett par les troupes sous le commandement du Général Gage, il en est résulté que quantité de gens paisibles, sans appui & sans armes, ont été pillés & massacrés de gaieté de cœur; & enfin, comme il n'y a que trop lieu d'appréhender qu'il ne se commette de pareilles hostilités dans les autres Colonies; les Colonistes se sont vû réduits à la nécessité de prendre les armes pour repousser la force par la force, & pour défendre leurs personnes & leurs propriétés contre toutes ces invasions & déprédations illégales.

Néanmoins les Délégués desdites Colonies, assemblés dans un autre Congrès à Philadelphie, désirant fortement d'effectuer une réconciliation avec la Grande-Bretagne,

d'après des principes justes & constitutionnels ; ils ont supplié Sa Majesté de déterminer quelque moyen par lequel les supplications réunies de ses fideles Colonistes , pûssent amener une réconciliation heureuse & permanente , demandant en même tems qu'on prît des mesures pour empêcher l'effusion ultérieure de leur sang , & que tous les statuts qui tendent directement à plonger aucun des Colonistes dans la détresse , fussent révoqués. Mais comme au lieu d'accorder aux Colonistes la justice qu'ils avoient & qu'ils ont droit de demander ; cette guerre civile & contre nature , dans laquelle ils ont été précipités , & où ils se trouvent enveloppés , a été poursuivie avec une violence non interrompue : que les Gouverneurs & autres personnes , chargés de commission Royale dans les Colonies ; en rompant les promesses & les engagements les plus solennels , & en violant toutes obligations d'honneur , de justice & d'humanité , ont fait arrêter & emprisonner plusieurs particuliers honnêtes , dont les biens ont été saisis & retenus ou détruits , sans que ces particuliers eussent commis aucun crime ou encouru la confiscation de leurs biens. — qu'ils ont suscité des soulèvemens domestiques : accordé par proclamation la liberté aux valets & aux esclaves. — débauché ou enlevé des esclaves pour les armer contre leurs maîtres. — animé & encouragé les

Nations Sauvages à la guerre contre les Colonies. — suspendu les loix du pays pour leur substituer la loi martiale. — massacré quantité de Colonistes. — brûlé diverses Villes & menacé de brûler de même celles qui restoit. & qu'ils s'efforcent encore tous les jours, par une conduite qui a déjà souillé les armes Britanniques, & qui seroit capable de couvrir d'infamie mêmes des nations Sauvages, d'effectuer la ruine & la destruction des Colonies :

D'autant qu'il a été passé dernièrement un statut, par lequel, sous le prétexte que les dites Colonies étoient en rébellion ouverte, tout commerce & toute liaison avec elles a été interdit. — par lequel aussi tous vaisseaux appartenants aux Habitans des Colonies, & commerçant dans l'intérieur d'icelles ou faisant avec elles le commerce d'importation ou d'exportation, ensemble les cargaisons & effets à bord de ces vaisseaux, sont déclarés de bonne prise — que les Capitaines & les équipages de ces vaisseaux sont assujettis par force à servir à bord des vaisseaux du Roi contre leur pays & leurs plus chers amis. — que toute saisie & détention ou destruction des personnes & propriétés des Colonistes faites en aucun tems, pour prévenir ou faire cesser ladite prétendue rébellion, ou qui pourront être faites par la suite, en conséquence dudit Acte, ou pour le service du public, sont

CXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

autorisées; & que les personnes plaidant pour des dommages & intérêts dans de pareils cas, si elles perdent leurs procès, sont sujettes au payemens de dépens très-considérables:

D'autant aussi qu'il a été donné des ordres pour faire passer en Amérique des renforts considérables de troupes & de vaisseaux, qui y sont attendus journellement pour poursuivre la guerre contre chacune des Colonies unies, avec la plus grande vigueur:

D'autant qu'en conséquence d'un plan donné par les Gouverneurs, & qui paroît avoir été concerté entr'eux & les Ministres leurs maîtres, de retirer les Officiers ordinaires, & par-là de dissoudre les liens du Gouvernement & de faire naître l'anarchie & la confusion dans les Colonies; le Lord William Campbell, dernier Gouverneur, a dissous, le 15 Septembre dernier, l'assemblée générale de cette Colonie, & qu'il n'en a pas été convoqué d'autre depuis, quoique suivant les loix, il doit y avoir une assemblée générale au moins tous les six mois: que ce Lord, après avoir fait tous ses efforts pour ôter la liberté, les biens & la vie au bon peuple de cette Colonie, que par les devoirs de sa place il étoit obligé de protéger, s'est retiré de la Colonie, & a emporté avec lui le grand Sceau & les instructions Royales adressées aux Gouverneurs.

D'autant que les Juges des Cours de justice

de cette Colonie ont refusé d'exercer leurs fonctions respectives , de sorte qu'il est devenu indispensablement nécessaire , pendant la durée de la présente situation des affaires de l'Amérique , & jusqu'à ce qu'on puisse parvenir à accommoder les malheureux différends entre la Grande-Bretagne & l'Amérique (événemens que quoique calomniés & traités comme rebelles , nous désirons néanmoins encore avec la plus vive ardeur) de choisir d'un commun accord & pour le bien du Peuple , qui est *l'origine & le but de tout Gouvernement* , un moyen pour regler la police intérieure de cette Colonie : le Congrès étant revêtu de pouvoir compétent , & ayant délibéré sur tout ce qui est exposé ci-dessus , a arrêté en conséquence les articles suivans :

Section premiere.

Ce Congrès étant une libre & complete représentation du Peuple de cette Colonie , sera réputé & appelé désormais *l'Assemblée générale de la Caroline Méridionale* , & devra continuer comme telle , jusqu'au vingt-un d'Octobre prochain , & non plus long-tems.

Section deuxieme.

L'Assemblée générale choisira , au scrutin , dans son propre corps , un Conseil législa-

CXVJ AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

tif qui sera composé de treize membres (dont sept suffiront pour terminer une affaire) & qui subsistera aussi long-tems que l'Assemblée générale.

Section troisieme.

L'Assemblée générale & ledit Conseil législatif éliront conjointement au scrutin, dans leur corps ou parmi le peuple en général, un Président & Commandant en chef de la Colonie, & un Vice-Président.

Section quatrieme.

Si un Membre de l'Assemblée générale est élu Président & Commandant en chef ou Vice-Président, ou Membre du Conseil législatif, sa place dans l'Assemblée générale, deviendra vacante, & on choisira une autre personne pour la remplir; & si un Membre du Conseil législatif est élu Président & Commandant en chef, ou Vice-Président, il perdra sa place & on y nommera une autre personne.

Section cinquieme.

Il y aura un Conseil privé, dont le Vice-Président de la Colonie sera de droit Membre & Président, & qui sera composé de six autres Membres choisis par scrutin, dont trois par l'Assemblée générale & les trois

ET DE L'AMÉRIQUE. cxvij

autres par le Conseil législatif, pourvu toutes fois qu'aucun Officier de l'armée ou de la Marine, au service du Continent ou de cette Colonie, ne puisse être élu pour ce Conseil privé. Un Membre de l'Assemblée générale ou du Conseil législatif, qui aura été choisi pour être Membre du Conseil privé, ne perdra pas pour cela sa place dans l'Assemblée générale ou dans le Conseil législatif, à moins qu'il ne soit élu Vice-Président de la Colonie, auquel cas, on choisira une autre personne a sa place. Le Conseil privé (dont quatre Membres formeront un *quorum*, c'est-à-dire suffiront pour terminer une affaire) donnera son avis au Président & Commandant en chef, lorsque celui ci le demandera, mais le Président & Commandant ne sera pas obligé de consulter le Conseil privé, excepté dans les cas mentionnés ci-après.

Section sixieme.

Les qualités requises pour être Président & Commandant en chef ou Vice-Président de la Colonie, ainsi que pour être Membres du Conseil législatif & du Conseil privé, seront les mêmes que celles des Membres de l'Assemblée générale, & les uns & les autres, lorsqu'ils seront élus devront prêter un serment de qualification dans l'Assemblée générale.

Section septieme.

L'autorité législative résidera dans le Président & Commandant en chef, dans l'Assemblée générale & dans le Conseil législatif. Toutes les résolutions concernant les levées de deniers (Bills d'argent), pour le scrutin du Gouvernement seront l'affaire propre de l'Assemblée générale, & le Conseil législatif ne pourra ni changer, ni modifier les Bills; mais il aura la faculté de les rejeter. Tous les autres Bills ou Ordonnances pourront provenir, soit de l'Assemblée générale, soit du Conseil législatif; & ils pourront être changés, modifiés ou rejetés par l'un ou par l'autre. Les Bills ayant passé à l'Assemblée générale & au Conseil législatif, le Président & Commandant en chef pourra y donner son consentement ou les rejeter. Lorsqu'ils auront reçu son approbation, ils auront toute la force & toute la validité d'un acte de l'Assemblée générale de cette Colonie. L'Assemblée générale & le Conseil législatif respectivement jouiront de tous les privilèges qui ont pû être réclamés ou exercés par la Chambre des Communes de l'Assemblée; mais le Conseil législatif n'aura nullement le pouvoir d'expulser ses Membres.

Section huitieme.

L'Assemblée générale & le Conseil légis-

ET DE L'AMÉRIQUE. cxix

latif pourront s'ajourner eux-mêmes respectivement ; & le Président & Commandant en chef n'aura point le pouvoir de les ajourner , proroger ou dissoudre ; mais il lui sera libre de les convoquer s'il est nécessaire , avant le tems pour lequel ils se seront ajournés. Lorsqu'un Bill aura été rejeté , il pourra être rapporté de nouveau à une séance de l'Assemblée générale ou du Conseil législatif à la suite d'un ajournement , qui devra être au moins de trois jours.

Section neuvieme.

L'Assemblée générale & le Conseil législatif , choisiront eux-mêmes leurs Orateurs respectifs & leurs Officiers , comme bon leur semblera.

Section dixieme.

Lorsqu'un Membre de l'Assemblée générale ou du Conseil législatif acceptera une place lucrative ou commission quelconque (excepté dans la Milice) , il perdra sa séance dans l'Assemblée générale ou dans le Conseil législatif , & on fera aussitôt une nouvelle élection. Si elle retombe sur lui , rien ne l'empêchera de reprendre sa place.

Section onzieme.

Le dernier Lundi d'Octobre prochain &

CXXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

le lendemain, & désormais tous les deux ans, les mêmes jours les Membres de l'Assemblée générale seront élus pour s'assembler le premier Lundi du mois de Décembre suivant, & rester en fonction pendant deux ans, à compter dudit dernier Lundi d'Octobre. L'Assemblée générale sera composée du même nombre de Membres qui se trouve dans le présent congrès: chaque Paroisse & district devant avoir le même nombre de représentans qu'actuellement, savoir:

Les Paroisses de Saint Philippe & de Saint Michel, de Charles-Town, trente Membres.

La Paroisse de Christ-Church, six Membres.

La Paroisse de Saint John, Comté de Berkley, six Membres.

La Paroisse de Saint Andrew, six Membres.

La Paroisse de Saint George, Dorchester, six Membres.

La Paroisse de Saint James, Goose-Creek, six Membres.

La Paroisse de Saint Thomas & de Saint Denis, six Membres.

La Paroisse de Saint Paul, six Membres.

La Paroisse de Saint Barthelemei, six Membres.

La Paroisse de Sainte Helene, six Membres.

La Paroisse de Saint James, sur la riviere de Santée, six Membres.

La Paroisse

ET DE L'AMÉRIQUE. CXXJ

La Paroisse de Prince George, sur la riviere Wingaw, six Membres.

La Paroisse de Prince Frederick, six Membres.

La Paroisse de Saint John, dans le Comté de Colleton, six Membres.

La Paroisse de Saint Peter, six Membres.

La Paroisse de Prince William, six Membres.

La Paroisse de S. Stephen, six Membres.

Le District à l'Est de la riviere de Waterée, dix Membres.

Le District de Ninety-six (ou 96), dix Membres.

Le District de Saxe-Gotha, six Membres.

Le District entre les rivieres de Broad & Saludy, en trois divisions, savoir :

Le District d'en bas, quatre Membres : le District de la petite riviere, quatre Membres : le haut District ou District de Sparte, quatre membres.

Le District entre les rivieres Broad & Catawba, dix Membres.

Le District appelé New-acquisition, dix Membres.

La Paroisse de Saint Matthew, six Membres.

La Paroisse de Saint David, six Membres.

Le District entre la riviere Savannah & la fourche Septentrionale d'Edisto, six Membres.

L'élection desdits Membres se fera autant qu'il sera possible suivant ce qui est prescrit par l'Acte d'élection. Lorsqu'il n'y aura ni Eglise, ni Marguilliers dans un district ou Paroisse, l'Assemblée générale, quelque tems avant l'expiration des deux années, indiquera des lieux d'élection, & nommera des personnes pour recueillir les voix & lui en rendre compte. La qualification des Electeurs sera la même que celle qui est requise par la loi; mais les personnes possédant des biens, qui, suivant le tarif de la dernière taxe, sont taxables aux sommes mentionnées dans l'acte d'élection, auront droit de voter, quoique ces biens n'aient pas été taxés effectivement; pourvu que ces mêmes personnes aient les autres qualités requises par ledit Acte. Les Electeurs prêteront le serment de qualification, si l'Officier chargé de recueillir les voix l'exige. La qualification de la personne élue devra être telle qu'elle est mentionnée dans l'Acte d'élection, & il sera entendu qu'elle signifie que la personne élue n'a point de dettes.

Section douzieme.

Si une Paroisse ou District néglige ou refuse d'élire des Membres, & si ceux qui auront été élus ne se rendent point à l'Assemblée générale, ceux qui s'y seront rendus, auront les pouvoirs de l'Assemblée générale.

Il ne faudra pas moins de quarante-neuf Membres pour former une Chambre qui puisse traiter les affaires ; mais l'Orateur & sept Membres suffiront pour s'ajourner d'un jour à l'autre.

Section treizieme.

Aussitôt qu'il sera possible , après la premiere séance de l'Assemblée générale , on choisira le Président & Commandant en chef , & un Vice Président de la Colonie & du Conseil privé , en la maniere & pour le tems prescrites ci dessus ; & en attendant que ce choix soit fait , l'ancien Président & Commandant en chef & le Vice-Président de la Colonie & du Conseil privé , continueront de remplir les fonctions de leurs places respectives.

Section quatorzieme.

En cas de mort du Président & Commandant en chef , ou de son absence de la Colonie le Vice-Président de la Colonie succedera à sa place , & le Conseil privé choisira dans son propre corps un Vice-Président de la Colonie ; & en cas de mort du Vice-Président de la Colonie ou de son absence de la Colonie , un des Membres du Conseil privé sera choisi par ce Conseil , pour remplir les fonctions du Vice-Président ,

CXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
jusqu'à ce qu'il ait été nommé à ces places
respectivement par l'Assemblée générale &
le Conseil législatif, pour le reste du tems
pour lequel l'Officier mort ou absent avoit
été nommé.

Section quinzieme.

Les Délégués de cette Colonie au Congrès général, seront choisis conjointement par l'Assemblée générale & le Conseil législatif, au Scrutin dans l'Assemblée générale.

Section seizieme.

Le Vice Président de la Colonie & le Conseil privé ou le Vice-Président & la majorité du Conseil privé, qui se trouveront en place, exerceront les pouvoirs d'une Cour de Chancellerie. Il y aura un Ordinaire qui exercera les pouvoirs qui ont été exercés jusqu'à présent par cet Officier dans cette Colonie.

Section dix-septieme.

La Jurisdiction de la Cour d'Amirauté se bornera aux causes maritimes.

Section dix-huitieme.

Toutes les causes & tous les procès pen-

dants à aucune Cour de justice ou d'équité, pourront, si les deux parties y consentent être continués & terminés, sans qu'on soit obligé de les commencer *de novo*. Et les Juges des Cours de justice feront faire des listes de Jurés & convoqueront les Jurés, en se rapprochant le plus qu'il sera possible de ce qui est prescrit par les Actes de l'Assemblée générale dans de pareils cas.

Section dix-neuvieme.

Les Juges de Paix seront nommés par l'Assemblée générale ; & la durée de leur commission dépendra du bon plaisir du Président & Commandant en Chef. Ils n'auront point d'épices, excepté pour les poursuites qu'ils feront dans des cas de crimes capitaux ; & lorsqu'ils ne seront point en fonctions comme Juges de paix, ils ne pourront point jouir des privilèges accordés par la loi à cette magistrature.

Section vingtieme.

Tous les autres Officiers de justice seront choisis par scrutin par l'Assemblée générale & le Conseil législatif concurremment, & ils recevront (excepté les Juges de la Cour de la Chancellerie) leur commission du Président & Commandant en chef, qui les conservera tant qu'ils se comporteront bien ;

CXXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

mais ils pourront être destitués de leurs emplois à la réquisition de l'Assemblée générale & du Conseil législatif.

Section vingt-unième.

Les Shériffs, ayant les qualités requises par la loi, seront choisis de la même manière par l'Assemblée générale & le Conseil législatif, & recevront leur commission du Président & Commandant en chef, qui la leur donnera pour deux ans seulement.

Section vingt-deuxième.

Les Commissaires de la Trésorerie, le Secrétaire de la Colonie, celui qui tient le Registre des hypothèques & Contrats de vente, l'Avocat général & le Receveur des Poudres, seront choisis par scrutin par l'Assemblée générale & le Conseil législatif concurremment, & ils recevront leur commission du Président & Commandant en chef, qui les conservera dans leurs emplois tant qu'ils se comporteront bien; mais ils pourront en être destitués à la réquisition de l'Assemblée générale & du Conseil législatif.

Section vingt-troisième.

Tous les Officiers d'Etat major dans l'armée, & tous les Capitaines dans la Marine

seront choisis par scrutin par l'Assemblée générale & le Conseil législatif concurremment ; & ils recevront leur commission du Président & Commandant en chef, de qui tous les autres Officiers dans l'armée & dans la Marine recevront pareillement la leur.

Section vingt-quatrième.

En cas de vacance d'aucun des emplois ci-dessus, qui sont à la nomination de l'Assemblée générale & du Conseil législatif, le Président & Commandant en Chef, de l'avis & du consentement du Conseil privé, pourra nommer d'autres personnes à la place de celles qui seront venues à manquer, en attendant que l'Assemblée générale & le Conseil législatif procedent à une nouvelle élection pour les emplois vacans.

Section vingt-cinquième.

Le Président & Commandant en chef, de l'avis & du consentement du Conseil privé, pourra, pour le tems qu'il lui plaira, & en attendant d'autres résolutions à cet égard de la part de l'Assemblée générale & du Conseil législatif, nommer tous les autres Officiers nécessaires, excepté ceux que la loi prescrit de choisir autrement.

Section vingt-sixième.

Le Président & Commandant en chef

CXXVIII AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
n'aura nul pouvoir de faire la guerre ou la
paix, ou de conclure aucun traité définitif
sans le consentement de l'Assemblée générale & du Conseil législatif.

Section vingt-septieme.

Dans le cas où une Paroisse ou District négligeroit d'élire un Membre ou des Membres au jour de l'élection, ou s'il arrivoit qu'aucune personne choisie pour être Membre de l'Assemblée générale, refusât de produire ses qualités & de prendre séance, qu'elle vint à mourir ou à quitter la Colonie, ladite Assemblée générale fixera des jours convenables pour élire dans ces cas respectivement un ou plusieurs Membres de ladite Assemblée générale. A la mort de l'un des Membres du Conseil législatif ou du Conseil privé, il sera élu un autre Membre à sa place, en la maniere ci-dessus prescrite pour l'élection respective des Membres de l'un ou de l'autre de ces deux Conseils.

Section vingt-huitieme.

Les résolutions du Congrès Continental qui sont actuellement en vigueur dans cette Colonie, continueront à conserver leur force jusqu'à ce que le même Congrès vienne à les changer ou à les révoquer.

Section vingt-neuvieme.

Les résolutions du présent Congrès ou d'aucun Congrès précédent de cette Colonie, ainsi que toutes les loix qui y sont en vigueur actuellement & qui ne se trouvent point changées par la présente Constitution, continueront à subsister jusqu'à ce qu'elles viennent à être changées ou révoquées par la Législature de cette Colonie, à moins qu'elles ne soient que pour un certain tems, dans lequel cas elles expireront aux termes respectifs fixés pour leur durée.

Section trentieme.

L'autorité exécutive résidera dans la personne du Président & Commandant en chef, sous les clauses & restrictions mentionnées ci-dessus.

Section trente-unieme.

Le Président & Commandant en chef, le Vice Président & le Conseil privé de cette Colonie, auront respectivement les mêmes privileges personnels qui ont été alloués par acte d'Assemblée au Gouverneur, au Lieutenant Gouverneur & au Conseil privé.

Section trente-deuxieme.

Toutes les personnes actuellement en place, conserveront leurs commissions jus-

CXXX. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE.

qu'à ce qu'il se fasse une nouvelle nomination en la manière prescrite ci-dessus ; & alors toutes les commissions qui ne seront point dérivées de l'autorité du Congrès de cette Colonie , cesseront & seront nulles.

Section trente troisieme.

Toutes les personnes choisies & nommées pour un emploi ou une place de confiance , prêteront le serment suivant avant d'entrer en exercice de leurs fonctions :

Moi N. N. je fais serment que je soutiendrai , maintiendrai & défendrai autant qu'il sera en mon pouvoir la Constitution de la Caroline Méridionale , telle qu'elle a été établie par le Congrès le vingt-six Mars mil sept cent soixante-seize , jusqu'à ce que les différends entre la Grande-Bretagne & l'Amérique soient arrangés , ou que je serai relevé de mon serment par l'autorité législative de ladite Colonie : ainsi Dieu me soit en aide.

Toutes les autres personnes semblables prêteront un pareil serment.

Section trente-quatrieme.

Les salaires annuels suivans seront alloués aux Officiers publics nommés ci-après :

Le Président & Commandant en chef ,
neuf mille livres (argent de la Caroline).

ET DE L'AMÉRIQUE. CXXXJ

Le chef de justice & les Juges ses assistans, auront respectivement les salaires qui leur ont été assignés par acte de l'assemblée.

L'Avocat général, deux mille cent livres pour lui tenir lieu de toutes rétributions sur le trésor public à titre d'épices pour les poursuites dans les affaires criminelles.

L'Ordinaire mille liv. sterl.

Les trois Commissaires de la Trésorerie, deux mille liv. sterl. chacun.

Tous les autres Officiers publics auront les mêmes salaires qui leur ont été alloués respectivement par l'acte d'assemblée.

Par ordre du Congrès le 26 Mars 1776.

Wm Henri Drayton, Président.

Contre-signé, Peter Timothy, Secrétaire.

Fin des Constitutions de la Caroline.

VOICI, Monsieur, une suite de l'intéressante lettre de M. Burke. Vous y verrez des observations d'un très-grand sens & j'ose dire neuves, je ne dirai pas sur les principes, mais sur la nullité des principes de la guerre actuelle, & sur la réalité de ses effrayantes conséquences

Suite de la lettre de M. Edmond Burke.

L'ACTE, dont j'ai tant parlé, est un des

CXXXIJ. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

fruits de la guerre d'Amérique, guerre, selon moi, différente de toutes les autres, par la foule des calamités qu'elle a produites. Non-seulement l'équilibre de notre politique est dérangé, & le désordre s'est mis dans notre Empire; mais nos loix & l'esprit de notre législation sont menacés d'une subversion totale. Nous avons fait la guerre à nos Colonies & par les armes & par les loix. Comme les hostilités & les loix sont deux choses on ne peut pas moins sympathiques, nous n'avons pas fait un pas dans toute cette affaire, que nous n'ayons foulé aux pieds quelque maxime de justice ou quelque principe capital d'administration. Ne s'est-on pas mis au-dessus de toute règle, je ne dis pas des privilèges Britanniques seulement, mais de la justice générale? n'a-t-on pas établi les plus dangereux exemples par l'interdit de Boston, par le Bill de la Charte de la Baye de Massachusset, par celui de l'armée & par toute cette longue suite d'actes hostiles du Parlement, qui ont servi à commencer & à suivre la guerre d'Amérique? Si on avoit fait l'essai des principes d'un seul de ces actes sur le territoire de la Métropole, il y auroit péri en naissant. Mais en les éloignant de notre sol, ils ont pris racine dans nos loix; & nos derniers neveux se récrieront sur l'amertume de leurs fruits.

Mais le renversement des Loix n'est peut-être pas encore le plus dangereux effet de cette

querelle. Si les mœurs restoient intactes, elles corrigeroient les vices de la loi, & pourroient la tempérer. Mais toutes nos dernières opérations offrent trop peu de traits de cette générosité, de cette humanité, & de cette élévation d'ame qui distinguent autrefois la Nation Britannique. La guerre suspend l'effet des obligations morales; & ce qui est long-tems suspendu court risque d'être entièrement détruit. Les guerres Civiles sont celles dont la fatale influence agit le plus sur les mœurs du Peuple. Elles altèrent la politique, elles corrompent la morale, elles détruisent même les sentimens de justice & d'équité. En nous apprenant à regarder nos Concitoyens comme nos ennemis, tout le Corps de notre Nation nous devient insensiblement moins cher. Les noms d'affection & de parenté, qui cimentoient parmi nous une union douce & charitable, ne sont plus qu'un nouvel aliment pour les charmes & les fureurs de parti.

Quelle autre chose, que l'aveuglement qui provient de la phrénésie des guerres civiles, a pu faire regarder, par certains d'entre nous, la situation actuelle des affaires Britanniques, comme un sujet de triomphe pour eux-mêmes ou de complimens pour le Souverain? Rien assurément ne peut-être plus déplorable pour ceux qui se rappellent les jours florissans de cet Empire, que la joie insensée de quelques Anglois, au milieu du spectacle

CXXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

affreux que présentent nos affaires & notre conduite, & qui nous attire le mépris de toute l'Europe. Il semble que ce soit un sujet de satisfaction pour certaines gens de voir la Grande-Bretagne, cette Puissance accoutumée à être l'arbitre suprême des querelles de ses voisins qui venoient briguer ses suffrages, réduite à la situation avilissante de ne devoir sa sûreté qu'à leur compassion, se contenter d'assurances d'amitié dont elle connoît la fausseté, se plaindre d'hostilités dont elle n'ose témoigner son ressentiment, manquer à ses alliés, traiter avec hauteur ses Sujets, ramper devant ses ennemis, tandis que le Gouvernement de ce Pays libre ne trouve d'appui que dans les secours nécessaires de Payfans & de Serfs Allemands, & que trois millions de Sujets Britanniques implorent l'assistance de la France pour défendre les privilèges de la Constitution Angloise.

Ces révolutions me paroissent hors du cours naturel des événemens qui fait changer assez souvent la face des affaires. Il se peut faire que des esprits plus fermes les voient sans étonnement. Plusieurs peuvent même y trouver des sujets de complimens & d'*adresses congratulatoires*. . . . Pour moi je ne me sens point du tout disposé à me réjouir sur la nouvelle du carnage ou de la captivité d'un grand nombre de personnes dont les noms sont familiers à mon oreille depuis mon

enfance ; je ne trouve point délicieux qu'ils aient été massacrés par des Etrangers, dont les noms barbares me sont si peu connus, que je puis à peine les prononcer. La gloire acquise aux *Plaines-Blanches* par le Colonel *Raille*, n'a point de charmes pour moi ; & je conviens de bonne-foi que mon œil ne s'est point encore fait à voir le Fort (a) *Kniphausen* au milieu des Passemons Britanniques.

Ce pourroit être une sorte de consolation dans nos pertes morales, si notre raison s'éclaircit à mesure que nos principes d'honnêteté se détruisent. Dépourvus de sensibilité pour la gloire de notre Pays, nous pourrions au moins avec un sang froid philosophique, nous occuper un peu plus de nos intérêts comme Citoyens ou de nos affections particulières comme hommes.

Nos affaires sont sûrement dans un état déplorable, c'est ce dont je puis assurer les bonnes ames qui ont fait des vœux pour la guerre & dont les prières ont été si bien exaucés. A quoi sert l'abus que l'on fait des forces de la Grande-Bretagne, si ce n'est à prolonger un peu plus sa maladie ? Jusqu'à présent nos Troupes & les Allemands nos alliés, que nous avons été ramasser à force

(a) C'est le Fort Washington pris par capitulation le 16 Novembre par le Corps, aux ordres de ce Général Hessois.

CXXXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
d'argent dans vingt Etats différens , n'ont
eu affaire qu'aux forces mal préparées de nos
Colonies encore dans l'enfance. Mais l'Amé-
rique n'est point subjuguée. Il n'y a point
sur ce vaste Continent un seul Village qui
se soit soumis à la Grande-Bretagne par
affection ou par terreur. Vous possédez le
terrein sur lequel vous campez , & c'est tout.
Les limites des cantonnemens de vos Troupes
sont celles de vos Domaines. Vous répandez
la dévastation sans étendre la sphere de votre
autorité.....

Plusieurs raisons m'empêchent de mettre
sous les yeux du public toutes les circon-
stances de la situation dans laquelle vous
vous êtes trouvés relativement aux Puissances
Etrangères , pendant tout le cours de l'année
dernière. Pour vous dire si vous êtes entiè-
rement quittes de ce danger, il faudroit être
plus instruit que je ne le suis : il faudroit
savoir ce que vos Ministres même ne peu-
vent pas deviner. Mais quand même je pour-
rois compter sur ma propre sûreté, j'aurois
encore de la peine à pardonner à ceux qui
m'ont jetté dans une situation aussi périlleuse,
si j'avois eu le bonheur de devoir mon salut
à des incidens que, ni eux, ni moi nous ne
pouvions prévoir.....

Je ne suis point assez heureux pour pou-
voir prêter une main secourable à ceux qui
conduisent les affaires, mais je rougirois de
me trouver confondu avec une meute bruyante
pour

pour les pousser dans un mauvais pas. Un homme d'honneur doit se méfier de ses passions, lorsqu'il s'agit du sang de ses semblables. Il doit craindre de se voir un jour forcé de rendre un compte sévère pour s'être engagé si avant dans la partie sans la moindre connoissance du jeu. Il n'y a point d'excuses pour la présomptueuse ignorance qui se laisse conduire par des passions altieres.....

Je vois dans l'ardeur que l'on témoigne pour la guerre civile actuelle, diverses circonstances qui paroissent décéler bien de la pusillanimité. Les Souscripteurs des adresses offrent leurs bras, & ils se contentent de soudoyer des Allemands : ils promettent leur fortune particulière, & c'est leur pays qu'ils engagent. Ils ont tous le mérite de volontaires sans risquer leur personne ni leur argent ; & lorsque le bras féroce d'un soldat étranger fait couler comme l'eau le sang de leurs freres, ils triomphent & se félicitent comme s'ils avoient fait eux-mêmes quelque grand exploit. Je rougis du langage devenu à la mode depuis quelque tems, langage qui annonce tout au moins bien de la frivolité : je veux parler de ce cri général qui s'est élevé contre la poltronerie des Américains, comme si nous les méprisions de n'avoir pas fait payer assez cher aux troupes du Roi les avantages qu'elles ont remportés sur eux. Ce n'est ni respecter les decrets de la providence dispensative des événe-

xxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
mens , pour se ménager une ressource honnête
dans les révolutions auxquelles sont sujettes
toutes les affaires. Une telle conduite ne
laisse point de milieu entre l'orgueil de la vic-
toire & l'infamie d'une défaite. Elle tend à alié-
ner de plus en plus les esprits , & à élever un
schisme éternel dans le sein de la Nation
Britannique. Ceux qui ne désirent point la
séparation , ne devoient pas détruire ces
liens d'estime & de considération réciproques,
qui peuvent seuls joindre ensemble les parties
de ce grand édifice.....

J'anticipe dans mon idée sur le moment,
qui couronnera les travaux des Troupes
étrangères. C'est à ce moment qui doit enfin
arriver , que toute cette masse de foiblesse &
de violence paroîtra dans tout son jour. Si
nous sommes chassés de l'Amérique , les
Partisans du Gouvernement militaire resteront
dans leur erreur. Ils ne cesseront pas de se
remplir l'imagination des conséquences heu-
reuses qui auroient pu résulter du succès ,
parce que personne ne pourra prouver le con-
traire par des faits. Mais s'il faut que l'épée
réussisse à faire tout ce qui est au pouvoir de
l'épée , le succès de leurs armes & la dres-
truction de leur politique seront une seule
& même chose. Vous ne tirerez jamais aucun
revenu d'Amérique. Seulement le Ministère
aura de plus quelques moyens de corruption
sans aucun soulagement pour les charges
publiques. Est-ce pour cela que nous faisons
la guerre , & une telle guerre ?

Je ne puis penser qu'en tremblant à la difficulté de relever les fondemens de cet Empire, qui pour le plaisir de conquérir ce qui étoit à nous, a été volontairement & légèrement renversé par une faction de Cour. Aucun de ces Messieurs qui se montrent si empressés à gouverner tout le genre humain, à t-il fait preuve des premières qualités nécessaires pour l'administration, de quelque connoissance de l'objet & des difficultés dont est semée la carrière à laquelle ils se sont destinés?

Je crois connoître les affaires de l'Amérique. Si je me trompe; mon ignorance est invincible, car je n'ai épargné aucunes peines pour posséder cette matiere; & j'assure de la maniere la plus positive, ceux de mes constituans qui ont quelque sorte de confiance dans mes talens & dans mon intégrité, que tout le mal provient de ce qu'on s'est entièrement trompé sur l'objet: que le moyen de posséder l'Amérique, de nous réconcilier avec elle, de la recouvrer après la séparation, de la garder après la victoire, ont toujours dépendu & doivent toujours dépendre d'une renonciation totale à cette soumission infinie dont les esprits violens se sont si fort entêtés; il faut abandonner toutes les maximes d'après lesquelles nous avons fait & continué cette guerre. Il n'y a que ce moyen (car je ne veux pas vous tromper)

cxl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

qui puisse nous rétablir dans notre première situation.....

Vos déclarations contre la rebellion , n'ont pas donné à vos armées une bayonette ou une charge de poudre de plus , mais je crains bien qu'elles n'aient fait prendre à plus d'une personne les armes contre vous.

Ce langage outrageant qui a été encouragé & accrédité par tous les moyens possibles , a déjà produit des maux infinis. Pendant très-long-tems & même au milieu des désolations de la guerre & des insultes de loix hostiles cumulées , les Chefs des Américains ont paru n'arriver qu'avec les plus grandes difficultés , jusqu'au point de déterminer les Peuples à déclarer leur indépendance absolue. Mais la Gazette de la Cour a effectué ce que les prôneurs de l'indépendance avoient tenté en vain. Lorsque cette vile compilation , où se trouvent confondues les injures & les flatteries , fut donnée comme une preuve des sentimens de tous les Habitans de la Grande-Bretagne , il se fit alors un grand changement en Amérique. Le courant de l'affection populaire qui s'étoit toujours porté vers la mere patrie , commença aussi-tôt à changer de direction & à se précipiter vers le point opposé. Au lieu de cacher à ses compatriotes ces extravagantes déclarations d'inimitié , l'Auteur (a)

(a) M. Adam , Auteur du *Sens Commun*.

du fameux Pamphlet , qui a préparé les esprits à l'indépendance , a insisté fortement sur le nombre & la vigueur de ces adresses , & il en a tiré l'argument le plus favorable à son opinion.....

On prétend que vous n'avez commencé à leur retirer votre affection , que depuis leur résistance , & que si les Colonies se mettent à votre merci , elles doivent s'attendre à toutes sortes d'égards & même d'indulgence de votre part. Mais ceux qui insistent sur la continuation de la guerre pour effectuer cette soumission , s'engagent-ils , après tout ce qui s'est passé , à répondre qu'à l'avenir on fera un usage aussi modéré d'un pouvoir qui n'est borné par aucuns pactes & retenu par aucunes terreurs ? Nous apprendront-ils ce qu'ils entendent par indulgence ? N'appellent-ils point en ce moment la guerre actuelle avec toutes ses horreurs , une opération douce & pleine d'humanité ?

Je ne sache aucun Conquérant qui ait déclaré vouloir faire un usage cruel & odieux de ses conquêtes. Non , l'homme le plus vain ose à peine confier à son propre cœur ces effrayans secrets de l'ambition. Mais ils seront connus un jour ; & un Souverain qui fait profession de réduire ses Sujets par l'odieuse secours d'un bras étranger , n'a jamais eu pour eux aucune sorte de bonne volonté.....

Le Lord Howe & son frere sont autori-

cxlij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
fés par un acte du Parlement, à rétablir la
paix du Roi & la liberté du Commerce en
faveur de tout homme & de tout district qui
se soumettra. Cela est-il fait? On n'a cessé
de nous dire dans la Gazette de la Cour
que la Ville de New-York, l'Isle Longue &
celle des Etats s'étoient soumises volontai-
rement & avec plaisir, & que plusieurs de
leurs Habitans sont remplis du zele pour la
cause de l'Administration. A-t-on rendu
sur le champ la liberté du Commerce à ces
Pays? L'ont-ils même à présent? L'effet de
la douceur & de l'humanité des Commissaires
n'est-il pas en quelque sorte détruit par des
instructions également contraires au caractère
de ces Commissaires & à l'esprit de la foi
Parlementaire? M. Tryon, qui fait
sonner si haut la fidélité de New-York, ville
dont il est Gouverneur, n'est-il pas obligé de
s'adresser aux Ministres pour avoir la per-
mission de protéger les fideles Sujets du Roi,
& de leur accorder à titre de grace (non
les droits & privilèges de liberté qu'on leur
conteste) mais les droits communs de l'hu-
manité? Pourquoi les Commissaires ne les
rétablissent-ils pas sur le champ? N'est-ce
pas expressement pour cet objet qu'ils ont
été nommés Commissaires? Mais nous ver-
rons assez à quoi tout cela mene. On veut que
le Commerce d'Amérique se fasse, *en vertu de*
permissions & de graces particulieres, c'est-à-dire
qu'on en fait des *affaires* pour récompenser

ceux qui attisent le feu de la guerre. Ils seront informés du tems auquel ils doivent envoyer leurs marchandises. Le Commerce d'Amérique, d'affaire Nationale va devenir un monopole personnel : une clique de Marchands sera récompensées pour un prétendu zèle dont une autre clique est la dupe ; c'est ainsi que les cris de la fraude & de la crédulité étouffent la voix de la raison , & que toute l'absurdité , & toutes les horreurs de la guerre sont palliées & prolongées.

Si je n'avois pas assez vécu pour être peu surpris de tout ce qui arrive , je n'aurois pu voir qu'avec étonnement la rage constante de certaines personnes qui , non contentes de porter le fer & le feu en Amérique , sont animées de la même fureur contre ceux de leurs voisins , dont le seul crime est de leur avoir charitablement souhaité des sentimens plus raisonnables , & d'avoir gémi de les voir ainsi toujours sacrifier leurs intérêts à leur passion. Tant de fureur contre d'honnêtes gens qui ne leur opposent que des opinions , me persuade que dans le fond ils ne sont rien moins que convaincus de leur bon droit.

Il m'est impossible d'appercevoir ce que nous gagnerons à persuader aux Colonies , qu'elles n'ont pas un seul ami dans la Grande-Bretagne. Suivant moi , il n'y a pas un homme (excepté ceux qui préfèrent l'intérêt de quelque misérable faction à l'existence

de leur pays) qui ne fasse même des vœux pour que les Américains gagnent de tems à autre divers avantages , même d'une nature propre à nous inquiéter , & cela par le secours d'une classe d'hommes quelconque dans ce Royaume , plutôt que de les voir forcés de chercher dans les bras de la France une protection contre la fureur des mercenaires étrangers & les dévastations des Sauvages.

Si les Colonies ont remarqué que dans la Grande-Bretagne la masse du Peuple est liée au Gouvernement, & que toute dispute avec le Ministère devient nécessairement une querelle avec la Nation ; elles doivent cesser de vouloir vivre avec vous sur le pied d'une égalité cordiale & fraternelle. Quelque foible que cette relation puisse paroître à certaines personnes , le coup qui achèvera de la briser sera le coup fatal pour nous. Les Américains séparés d'avec nous , chercheront d'autres liaisons : il y a très-peu de Peuples dans le monde qui ne préfèrent un allié utile à un insolent maître.

Les rebelles ont d'abord attendu de ce Pays la réparation de leurs griefs. D'abord ils ont adressé les plus humbles prières au Gouvernement qui les a rejetées avec dédain : ensuite ils ont interrompu leur Commerce avec nous , moyen plus efficace peut-être , mais que notre opulence nous a fait également mépriser. Quand ils ont vu que les prières

& les menaces étoient infructueuses & qu'on avoit pris la ferme résolution de les réduire à une soumission indéfinie par la force des armes , ils se sont portés aux dernières extrémités. N'attendant plus aucun bien de nous , ils ont mis toute leur confiance en eux-mêmes ; & lorsqu'ils ont senti que seuls ils n'étoient pas assez forts , ils ont demandé du secours à la France. Ils se sont de plus en plus éloignés de l'Angleterre à mesure qu'ils ont éprouvé plus d'insultes & de dédains de notre part. A présent que l'Amérique ne tire plus de nous aucun secours, l'Amérique est totalement perdue pour la Grande-Bretagne.

Pour continuer de tenir la multitude dans une erreur favorable aux vues du Ministère , & pour prévenir tous les moyens qui pouvoient rétablir entre les deux Peuples l'ancienne concorde , on a voulu profiter même de la situation malheureuse à laquelle nous sommes réduits , & cette circonstance nous a été présentée comme une raison de poursuivre cette même guerre dont elle est le fruit. On nous dit qu'étant en guerre avec les Colonies , quellesqu'aient pu être auparavant nos dispositions , tous les liens de correspondance sont actuellement rompus : & que le seul parti que la prudence nous laisse , c'est de mettre le Gouvernement en état de les réduire. D'après ce principe , plus une Administration nous a fait souffrir de maux , plus

cxlvj AFFAIRES DEL'ANGLETERRE
nous devons mettre de confiance en elle.
Le grand point de nos Ministres doit être
de nous engager dans une guerre : de ce
moment leur pouvoir est en sûreté, & le
rideau est tiré sur-tous leurs torts.

Mais est-il bien vrai que le Gouvernement
doive toujours être soutenu à main armée,
& qu'il ne soit jamais permis de lui suggé-
rer des moyens de paix. Je fais que le cri
des Peuples à plus d'une fois forcé les Mi-
nistres à assurer par les armes l'honneur Na-
tional contre les Puissances étrangères. Mais
la Nation a montré sa sagesse d'une manière
bien plus éclatante, lorsqu'elle a forcé ces
mêmes Ministres de travailler pour ses in-
térêts par un traité. Nous savons tous que
le vœu de la Nation a contraint les Conseils
du Roi Charles II, à cesser *la guerre*
avec la Hollande, guerre qui, si l'on en ex-
cepte celle que nous faisons actuellement,
est la plus absurde que nous ayons jamais
eue. Nos peres considérant la Hollande comme
une sorte de dépendance de ce Royaume,
ont craint que des hostilités inconsidérées ne la
forçassent de se mettre sous la protection ou
sous le joug de la France. Ils s'arrêtèrent peu
au jargon de Cour de ce tems-là : ils ne
se laisserent point enflammer par la préten-
due rivalité des Hollandois pour le com-
merce : par le massacre des Anglois à Am-
boyne, représenté sur nos Théâtres pour
provoquer le ressentiment de la Nation ; ni par

les déclamations des Ecrivains de la Cour contre l'ingratitude des Provinces-Unies qui avoient reçu tant de bienfaits de la Grande-Bretagne, & qui lui devoient leur existence. Tous ces artifices n'ont pu les distraire de leurs véritables intérêts : on eut beau leur dire que la guerre étoit commencée, qu'il falloit la continuer, & que la cause de la querelle disparoissoit dans ses conséquences. La Nation Angloise étoit alors comme actuellement invitée à rendre le Gouvernement fort & redoutable : elle jugea qu'il valoit beaucoup mieux le rendre sage & honnête.

Lorsque j'étois parmi mes Concitoyens (à Bristol) pendant les assises de l'été dernier, je me souviens que des gens de tout état témoignent alors le plus vif desir de la paix, & qu'ils se flattoient qu'elle pourroit être le fruit de la commission de Milord Howe. Il est bon de remarquer que ceux qui montroient le plus de zele pour les mesures de la Cour, étoient aussi ceux qui supposoient le plus d'étendue aux pouvoirs de cette commission. Quand je leur dis que le Lord Howe n'avoit point de pouvoir pour traiter ou pour promettre satisfaction sur aucun point quelconque de la contestation, à peine purent-ils me croire, tant ils avoient d'envie de voir la fin de cette guerre par le moyen d'un accommodement. Autant que j'ai pu m'en appercevoir, c'étoit alors la disposition générale des esprits

dans le Royaume. Il est bon d'observer que dans ce tems-là les troupes du Roi avoient été obligées d'évacuer Boston. L'avantage de la dernière campagne étoit resté aux Américains. Si on desiroit si fort que les Commissaires eussent la plus grande plénitude de pouvoirs, quand notre fortune étoit douteuse, comment se peut-il qu'on ne se soit plus soucié de savoir si leurs pouvoirs avoient toute l'étendue possible depuis que les armes de Sa Majesté ont eu de si brillans succès ? Est-ce que le moment de la victoire n'est pas le tems le plus propre pour traiter avec honneur & avec avantage ? Attendons nous, pour proposer des termes d'accommodement à notre ennemi, que nos affaires soient en assez mauvaise posture pour qu'une pareille démarche ne puisse être attribuée qu'à notre frayeur ? N'avons-nous pas déjà assez d'inconséquences de ce genre à nous reprocher ? Une même Gazette de la Cour, (a) a annoncé la honteuse évacuation de Boston par nos troupes, & la Commission de Sa Majesté pour traiter de la paix avec les Colonies. Par une fatalité encore plus contrariante, il n'a été envoyé de Commission en Amérique pour pacifier les troubles, que plusieurs mois après l'acte passé au Parlement, pour retirer notre protection aux Colonies, & pour faire le partage des propriétés de leurs Navigateurs.

(a) Du 3 Mai 1776.

sans possibilité de restitution, entre les Officiers & les Matelots de notre Marine. La soumission la plus abjecte de la part des Colonies, ne pourroit pas leur obtenir cette restitution.....

Personne ne doute que le Parlement n'ait l'autorité législative la plus complète dans ce Royaume ; cependant il est une infinité de choses indubitablement comprises dans l'idée abstraite de cette autorité, qui ne portent point en elles d'injustice absolue, & qui étant contraires aux opinions & aux sentimens des Peuples, sont aussi peu susceptibles d'être mises à exécution, que si à leur égard le Parlement n'avoit eu aucune espèce de droits quelconques. Je ne vois point par quelle raison abstraite le même pouvoir qui établit & révoqua les Tribunaux tyranniques du regne des Stuarts, ne pourroit pas leur donner de nouveau l'existence : d'autant plus que ces Tribunaux, instruits par leur ancienne destinée, exerceroient peut-être leur autorité avec quelque degré de justice. Mais l'extravagance qui feroit cette tentative, ne feroit pas moins frappante que la compétence qui lui en donneroit le droit. La Religion est sans contredit hors de l'atteinte de toute *législature* humaine : cependant la Religion dominante en Angleterre a subi diverses altérations en vertu d'actes du Parlement. Que d'après cela, le Roi & le Parlement essayent de changer la Religion, ils y trou-

veront la même impossibilité, que le Roi Jacques a été forcé de reconnoître, lorsque, lui tout seul, il a voulu l'entreprendre. Le vrai objet de la *législature*, est de suivre & non de contraindre le goût des Peuples : de tracer une marche, de donner une forme extérieure, une sensation spécifique au sentiment général d'une Communauté. Toute autorité qui voudra passer plus avant, ne fera que se compromettre, sur quelque excellente base que ses droits puissent être appuyés.

Il en est de même de l'exercice de tous les pouvoirs qui résident dans telle partie que se soit de notre Constitution, & de l'existence d'aucune d'entre ces parties. La voix négative du Roi est une des plus incontestables prérogatives de sa Couronne. Hélas que ne l'a-t-il mise en usage, relativement aux Bills qui vont perdre sa malheureuse patrie ! Il s'abstient pourtant de se servir de ce droit, parce que son inaction entretient son existence, qui peut quelque jour sauver la constitution, elle même, dans quelque occasion où il seroit souverainement intéressant de la faire valoir. L'assemblée du Clergé Anglican ne se tient plus que pour la forme. Après le compliment ordinaire au Roi, elle se sépare & on n'en entend plus parler. C'est cependant une partie de notre Constitution, qui peut-être mise en activité quand un besoin sérieux le requerra, & lorsque ceux qui conjureront l'ombre de Samuel, seront résolus à en subir les conséquences. Il est fort

sage d'en permettre l'existence légale ; mais il est encore plus sage de ne lui laisser que cette existence là. Tant il est vrai que la prudence (qui est l'ange tutelaire de ce bas monde) doit dominer avec une autorité absolue sur-tout exercice de pouvoir. J'ai cependant vu cette même prudence, cette loi de la raison qui ordonne de se conformer aux circonstances absolument négligée & méprisée dans toute cette malheureuse affaire de l'Amérique , comme la chose du monde la plus folle & la plus ridicule. Un Gouvernement n'est point un être de spéculation : c'est un affaire de pratique dont le seul bonheur du genre humain est le but , & non le spectacle d'une uniformité qui ne peut exister que dans les cervaux creux de quelques politiques. Or s'il est un fait parfaitement évident sous le soleil , c'est que « les dispositions des Peuples d'Amérique sont entièrement éloignées de toute espèce de Gouvernement qui ne se concilieroit point avec leur liberté ». Si vous me demandez ce que j'entens par un Gouvernement libre , je vous répondrai que dans la pratique , ce doit être celui que les Peuples croient être ainsi ; & que ce sont les Peuples qui sont les seuls juges naturels, légitimes & compétens sur ce point. S'il existe quelque Souverain à qui ils aient accordé plus d'autorité que ne le comportoit l'idée exacte d'une liberté parfaite , celui qu'ils en ont gratifié doit les remercier d'une si grande marque de confiance : il ne

faut pas qu'il parte de-là pour leur prouver qu'ils ont mal raisonné, & que puisqu'ils ont été si loin, ils doivent n'avoir plus d'autre jouissance que son bon plaisir.

La liberté civile n'est point, Messieurs, comme on a essayé de vous le persuader, un être caché dans les profondeurs d'une science occulte: c'est un bienfait du ciel, & non une spéculation abstraite. Tout ce qu'on en peut dire de juste & de raisonnable, est à la portée des entendemens les plus ordinaires de ceux qui en jouissent & de ceux qui en font jouir. Sans ressemblance aucune avec les proportions de géométrie & de métaphysique qui n'admettent point de milieu & qui ne peuvent être que vraies ou fausses: la liberté sociale & civile ainsi que toutes les choses ordinaires de la vie, est diversement mêlée & modifiée: elle se prête à différens degrés de jouissance: elle prend diverses formes selon la nature & les circonstances de chaque Communauté. La liberté extrême, qui tout à la fois est sa perfection abstraite & son défaut réel, n'a lieu ou ne devrait avoir lieu nulle part. Pour que la liberté soit une vraie jouissance, il faut qu'elle soit limitée.... C'est un bien qu'il faut améliorer & non un mal à réprimer..... Mais qu'elle soit avantageuse ou non, du moins est-il certain que la paix est désirable, & dans le cours des choses humaines, la paix ne peut guères s'obtenir qu'au

qu'au moyen d'un peu de tolérance & d'indulgence Le sabbat , quoique d'institution divine , fut fait pour l'homme & non l'homme pour le sabbat. Or le Gouvernement ne pouvant point prétendre à une origine plus ancienne & plus respectable , il convient donc qu'il sache se prêter aux circonstances & au caractère des Peuples , & qu'il ne s'attache point à les faire plier par la violence à sa théorie de soumission.... Je suis très-assuré d'une chose , c'est que ce procès ne peut finir que par un compromis , & qu'un jugement ne peut nous procurer ni le retour , ni le maintien de la paix.

M. Burke termine cette intéressante lettre par un éloge de l'Administration du Marquis de Rockingham , & de la pacification de 1766. Il rappelle cette expression remarquable du Congrès , au sujet de la révocation de l'acte du Timbre ou Contrôle des Actes. « Les Colonies , dit cette Assemblée , rendirent toute leur confiance à la Mere Patrie ». On a dû à la sagesse du Marquis de Rockingham le bonheur d'éviter une guerre Civile dans un tems où elle nous eût été infiniment plus fatale , qu'à l'époque où les troubles actuels ont commencé. M. Burke se félicite de ce qu'opinant pour la première fois dans le Parlement , il donna sa voix pour cette pacification ; mais il vouloit que le Parlement cédât à titre de grace & d'affection , & non sur le pied de restitution. L'acte passé pour maintenir l'autorité législative du Parlement,

ne produisit aucun murmure. « Si ce pouvoir indéfini , poursuit-il , est devenu odieux depuis : s'il a fait soulever toutes les Colonies , c'est parce que la *confiance entiere* dont a parlé le Congrès étoit perdue. C'est parce que l'effection maternelle , en qui reposoit la sûreté des privilèges de l'Amérique , s'est tournée en haine & en persécution ».

Si on demande à M. Burke , pourquoi il a insisté depuis sur la révocation de toutes les loix coercitives : pourquoi il veut qu'on mutile , par une loi positive, l'intégrité du pouvoir législatif du Parlement , & qu'on en retranche le droit de taxation , il répond que les affaires ayant pris une nouvelle face , il faut suivre un autre système : que c'est le cas de couper un bras , une jambe , pour sauver le tronc : qu'il feroit de plus grands sacrifices encore , s'il étoit nécessaire : qu'il n'est rien qu'il ne préférât aux horreurs & à l'inutilité d'une guerre Civile : que s'il faut que les Américains soient indépendans , il aime mieux que ce soit sans guerre que par une guerre : qu'il attendroit infiniment plus d'avantage de l'Amérique , Puissance séparée & indépendante , que de l'Amérique réduite à l'obéissance par une conquête.

Enfin , M. Burke s'applaudit d'avoir toujours été de l'opinion des hommes qui méritent le plus d'éloges pour l'honnêteté & la droiture de leur ame ; les Savile , les Dowdeswell , les Wentworth , les Bentinck , les Lenox , les Manchester , les Keppel , les

Saunders, & sur-tout la famille entière des Cavendish, chez qui toutes les vertus sont héréditaires, grands hommes, dit-il, qui par la valeur ont étendue votre nom & votre Empire, & qui ont défendu vos libertés dans un champ non moins glorieux, le Parlement.

Vous aurez remarqué, Monsieur, dans ces extraits de la lettre de Mr. Burke, des vues très-neuves sur la législation & sur la justice, ainsi sur que la liberté. Pour moi j'y ai retrouvé, avec un plaisir que je ne puis vous exprimer, l'opinion dont je ne me suis point départi depuis la déclaration de l'indépendance, savoir, qu'il ne reste plus à l'Angleterre que le moyen d'une alliance avec l'Amérique, pour se tirer avec avantage du mauvais pas dans lequel ses Ministres l'ont engagée; & que telle autre issue que cette querelle puisse avoir, soumission, réduction ou arrangement, l'Angleterre ne pourra plus compter l'Amérique au nombre de ses possessions utiles.

Il vient d'arriver à Falmouth un vaisseau sur lequel on assure qu'est revenu le Lord Percy qui étoit resté à l'Isle de Rhode-Island, avec les Troupes que le Général Howe n'en n'avoit pas retirées. La Gazette de la Cour n'annonce aucune nouvelle importante qu'il ait apportée. Il se débite seulement qu'un détachement Anglois aux ordres du Gouverneur de New-York, a fait une

clvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

excursion heureuse dans le Connecticut ; mais le parti Américain lui conteste ce succès.

On prétend aussi que les dépêches des Généraux sont d'une date très-fraîche, du 12 Mai. Cela ne peut qu'irriter encore plus l'impatient curiosité des gens de l'un & de l'autre parti. En attendant qu'on sache de quel côté se tourneront les efforts des deux Freres & s'ils attaqueront Philadelphie par terre ou par mer, le bruit se répand que le Lord Howe, Commandant de la Marine, demande son rappel. Ce seroit un événement des plus contraires pour la Cour, qui a fait le plus grand fonds sur le concert dans les sentimens & les opérations qu'on avoit droit d'attendre de l'union des deux Freres. On apprend journellement divers petits détails qui ne peuvent qu'ajouter aux inquiétudes & au déplaisir du parti ministériel. Par exemple, il a été vérifié que toutes les armes prises aux Américains & apportées à New-York, ont été fabriquées en Angleterre, où les Hollandois & d'autres les ont achetées pour en charger des vaisseaux fretés pour l'Amérique. On a découvert aussi qu'il y a dans Londres mêmes des Négocians qui signent des polices d'assurance pour les vaisseaux qui trafiquent avec divers Ports du continent d'Europe.

J'ai l'honneur d'être, &c.

*Lettre d'un Banquier de Londres
à M. * * *, à Anvers.*

De Londres le 28 Juin 1777.

JE me suis engagé, Monsieur, par ma lettre du 8 Novembre dernier à vous donner connoissance d'un Mémoire que j'essayai de faire il y a deux ans sur la Marine Angloise militaire & marchande, & spécialement sur les Matelots, de qui l'une & l'autre tiennent l'existence. Depuis que je vous ai annoncé cet écrit, qui fut composé dans des circonstances différentes à bien des égards de l'état actuel des choses, je n'ai trouvé que très-peu de changemens à y faire; au moins d'après mes élémens & la portée de ma vue. Cette réserve étoit nécessaire, car l'erreur, triste appanage de notre foiblesse à tous, est un *majorat*, un droit d'aînesse sans partage, pour un Ecrivain politique à qui nulle autre source n'est ouverte que celle des écrits publics. C'est, vous le savez, une espece d'arène où les ténèbres du mensonge font regner une nuit éternelle. Je crois cependant que par le long usage, mes yeux se sont faits à démêler & à reconnoître les objets qui tourbillonnent dans ce cahos obscur. Je m'attache à les saisir dans leur vol rapide : heureux, après m'être égaré long-tems à la poursuite

clxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

de mille phantômes, quand je fais la rencontre d'une vérité. Tout cela, figures à part, signifie que je ne vous garantis que le soin avec lequel j'ai choisi & appareillé mes matériaux, sans prétendre que j'aie porté la main sur les meilleurs possibles, qui seroient les registres de commerce & de navigation qu'on tient dans les Bureaux du Ministère. Je suppose que les Auteurs de qui j'ai emprunté mes calculs ont eû accès à ce sanctuaire. On les a cités au Parlement & on voit leurs résultats se rapporter avec ceux qui se manifestent quand quelque grand événement souleve pour un instant le voile dont la vérité s'enveloppe. Je ne puis point leur donner un plus haut degré d'autenticité. C'est dans vos propres réflexions qu'ils trouveront la juste mesure de confiance qui leur appartient. Les événemens survenus depuis le commencement de l'année présente, me fourniront la matière de quelques observations nouvelles que je placerai à la suite de mon Mémoire. Le vrai moment d'examiner la grande question qui y est traitée, est celui où le Parlement d'Angleterre vient de s'en occuper. Vous savez que la Chambre des Communes a refusé de prendre connoissance d'un projet que M. Temple Luttrell, soutenu de tout le parti de l'opposition, demandoit à lui présenter, & que l'on disoit très-propre à fournir des Matelots à la Marine du Roi sans employer la presse, moyen

aussi odieux & aussi barbare qu'il est illégal & impolitique. Cherchons à voir si le Parlement est suffisamment fondé dans l'appréhension qu'il a eue de faire des changemens importans à une méthode reconnue mauvaise ; & si en la conservant après l'épuisement que l'espece des matelots a éprouvé même depuis la paix, il peut se flatter d'en trouver un nombre suffisant pour les besoins de son commerce & pour le maintien d'un système défensif proportionné à l'étendue de Domaines Britanniques.

MEMOIRE

composé en 1775, sur le nombre des gens de mer que l'Angleterre employe à son commerce en tems de paix, & sur les ressources qu'elle auroit pour former les équipages de ses escadres en cas de guerre.

DEPUIS la naissance de la Marine Angloise, dont l'époque peut être fixée au regne de Henri VIII, l'intérêt du commerce a toujours contrarié celui du service militaire sur l'article de la formation des équipages; & l'Administration n'a pu armer ses vaisseaux dans les tems de guerre, que par le secours de la presse. Le Ministère du Roi Guillaume avoit introduit les classes pour qu'on eût toujours un fonds de trente mille Matelots: celui de la Reine Anne, par un acte de la neuvième année de son regne, a été forcé d'abandonner cette méthode; & elle a laissé dans les esprits des préventions fâcheuses qui font désespérer que les classes reprennent jamais faveur quand même on leur rendroit tous les privilèges que Guillaume y avoit attachés. Les classes passent ici pour un système constant d'oppression, en-

core plus odieux que celui de la presse qui n'a lieu que passagèrement, & qu'il n'est communément permis d'exercer que sur les gens de mer. On croit de plus qu'elles seroient très-inéfficaces, vu le caractère indocile du peuple Anglois; parce qu'il faudroit tout de même employer la violence contre les gens classés pour les déterminer à prendre du service sur les vaisseaux, & que l'intérêt des aspirans au Parlement qui soutient les contrebandiers contre les efforts de la loi, agiroit aussi efficacement pour soustraire à celle des classes les gens de mer. En effet, ne voit-on pas les Ministres eux-mêmes faire rechercher & acheter les suffrages des gens de mer comme des autres dans les tems d'élections?

Lorsque l'Angleterre se prépare à une guerre, le Gouvernement forme des dépôts & distribue, dans différens ports du Royaume, des enrôleurs qui courent après tous les gens de mer qu'ils peuvent enlever ou débaucher au commerce. Il donne en même tems des engagements très chers à ceux qui viennent s'offrir de bonne volonté. D'un autre côté, les armateurs font les plus grands efforts pour lever environ quinze mille hommes nécessaires pour la course; & il ne reste de ressource au commerce que de tripler & quadrupler ses salaires pour ne pas manquer de sujets.

La disette d'hommes qui résulte de ce con-

clxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
cours de besoins, en rend le prix excessif;
& il a été calculé que chaque Matelot vo-
lontaire ou forcé coûtoit au Gouvernement
de quinze à trente livres sterling. Alors l'A-
mirauté fait prendre des hommes de terre
qui de plus de trois ans ne peuvent deve-
nir de bons Matelots, & qui le plus sou-
vent périssent à la peine. Et, comme la
défection est toujours plus fréquente en
raison de la violence exercée dans les en-
rôlemens, il devient d'une difficulté extrême
à la Marine de former & de conserver ses
équipages.

C'est une chose généralement connue en
Angleterre que trois ou quatre ans après la
paix de 1748, à laquelle il y avoit eu une
réforme de 60,000 matelots, on fut plusieurs
mois à lever quinze cens hommes dont on
avoit un besoin pressant. La preuve en existe
encore dans les enrôlemens ordonnés à la
suite de l'affaire des îles Malouines, en 1770,
qui furent si dispendieux & si lents qu'il se
passa près de trois mois avant qu'on pût (a)

(a) Depuis le premier Novembre 1770, jusqu'au 27
Janvier 1771, la presse & les enrôlemens volontaires ne
procurent pour le service du Roi que 15,312 hommes,
quoique la presse eût été poussée avec la plus gran-
de vivacité & qu'on donnât des gratifications exces-
sives pour les gens de bonne volonté. On a supputé
dans le tems que ces 15,312 hommes avoient coûté
chacun 15 liv. sterl. au Gouvernement. C'est le compte
le plus modéré; car certains calculateurs l'ont porté
à 30 livres

trouver quinze mille trois cents douze hommes, qui, à quinze livres sterl. par homme, (calcul très-moderé) doivent avoir coûté la somme de 229,680 liv. st. (5,420,954 liv. tournois.)

L'Amirauté dans ces cas-là ne connoît d'autre ressource que de borner l'augmentation de salaire que les Marchands se voyent obligés d'accorder à leurs Matelots. En même tems, le Roi faisant usage de la faculté que lui donne un acte passé en 1740, permet par une proclamation aux Marchands de faire entrer les trois quarts de Matelots étrangers dans la composition de leurs équipages, & de suspendre à cet égard & la loi de navigation & celles qui l'ont modifiée, dont la premiere restreint à un sixieme les étrangers qu'il sera permis d'employer dans les tems ordinaires, & les autres étendent ce nombre jusqu'au quart.

Comme les Puissances étrangères ne manquent gueres dans ces momens-là de rappeler chez elles tous leurs Matelots nationaux; le commerce Anglois ne peut plus

Aujourd'hui encore (Mars 1775) qu'il s'agit de lever un nombre additionnel de deux mille matelots pour l'expédition contre l'Amérique, les maisons de rendez-vous, indiquées au nombre de cinq, ne donnent que très-lentement le nombre nécessaire; & le salaire du matelot marchand qui est ordinairement de 27 shellings par mois sur la Tamise, est déjà monté à 40 shellings.

qu'avec une peine extrême fuivre la navigation malgré la forte paye & les diverses prérogatives (a) qu'il offre aux matelots étrangers. Il en résulte que le commerce, tant national que de voiture, s'échappe presque en totalité des mains des Anglois. Les étrangers, quoiqu'en payant tous les droits qui ont été imaginés pour les en écarter, tirent encore un bénéfice considérable de ces deux branches de commerce. Enfin, l'Etat s'estime encore heureux de ce qu'ils viennent charger dans ses ports les articles à l'exportation desquels il a attaché le plus de privilèges. C'est ainsi que le commerce Anglois, par le manque de matelots, souffre une diminution considérable en même tems qu'il procure l'accroissement du commerce étranger, qui ensuite ne se resserre pas aussi promptement qu'il s'est étendu. On est frappé de la différence en comparant d'après Postlewaith & Hanway le tonnage étranger, en 1743, avec celui des années 1749 & 1754, sans qu'il y ait d'autre raison que l'accroissement prodigieux obtenu par le commerce étranger à la faveur de la guerre.

D'après ces détails on ne s'étonnera point d'un fait que toute l'Angleterre fait à mer-

(a) Les principales de ces prérogatives consistent dans la naturalisation au bout de deux ans, avec quelques exceptions, & dans l'exemption de la presse à perpétuité.

veille: c'est qu'il lui est impossible, quelque énormes que soient ses dépenses, de se former des équipages de guerre suffisans avant la révolution de cinq ou six années. Ce n'est qu'au bout de ce terme qu'elle dispose d'un nombre de matelots proportionné au plus grand nombre de bons vaisseaux qu'elle puisse avoir; c'est-à-dire de 82,000 hommes pour armer quatre-vingt-deux vaisseaux de lignes, & le nombre correspondant de frégates (je compte ici suivant la maniere de Milord Anson & de Milord Chatham & d'après Milord Sandwich lui-même dans les débats du 10 Février 1775.)

Il est vrai qu'en raison de la durée de la paix, l'Angleterre doit reprendre une partie des avantages que la guerre lui avoit fait perdre. C'est ce qui, sans doute, est arrivé dans la paix actuelle autant qu'on peut en juger par une assertion de M. Buller, un des Commissaires de l'Amirauté, dans la dernière session du précédent Parlement. Ce Ministre a déclaré dans la Chambre basse que le nombre des matelots du commerce de la Grande-Bretagne, employés en 1763, étoit de 37,000, & que ce même nombre, en 1774, se trouvoit être de 49,000. Je me suis procuré le même compte pour quelques autres années.

En 1764 il étoit de42,034.

En 1765.....38,272.

CLXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

En 1766.....44,599.

En 1767.....44,658.

En 1768.....39,951.

N. B. Les années intermédiaires me manquent.

En 1773.....49,000.

Cette connoissance du nombre des matelots de la Grande-Bretagne & de l'Irlande, ne peut avoir été prise que sur les registres où se portent les six deniers par mois qui se retiennent dans les ports pour les Invalides de la Marine, sur la paye de tout matelot formé. Comme il n'est question ici que des livres tenus dans les ports (a) de la Grande-Bretagne & de l'Irlande, & des seuls matelots de leur com-

(a) Cette Loi a été passée sous la Reine Anne à l'effet de maintenir l'établissement de l'Hôpital de Greenwich. D'abord elle ne s'étendoit point à l'Amérique. Mais George II, dans le commencement de son regne, répara cet oubli. Il fut établi des Collecteurs dans les différents ports de l'Amérique, pour lever ce droit sur tous les gens de mer, employés soit sur l'Océan, soit dans les ports, havres ou criques, soit au cabotage, ou enfin sur les rivières, & sous les mêmes peines pécuniaires que dans la Grande-Bretagne à défaut de payement. C'est aussi par le moyen des registres de l'Amérique Septentrionale qu'on sait que le nombre de ses matelots, vers l'année 1772, étoit de 33,000, pour équiper environ deux mille bâtimens de toute grandeur.

merce : comme il y a d'ailleurs beaucoup d'exemptions, tant pour les pêcheries de cabotage, que pour les navigations des rivières, pour l'approvisionnement de Londres, & enfin pour tous les apprentifs ; ces registres ne nous donnent pas même le vrai nombre des matelots du commerce des trois Royaumes. Ils nous indiquent seulement le nombre d'hommes sur lesquels la presse & les enrôlemens s'exerceroient avec le plus de promptitude & d'efficacité aux approches d'une guerre ; & toute la lumière que nous en recevons relativement à cette partie, c'est que le nombre de cette espece de matelots Anglois est augmenté de douze mille depuis la paix, & la navigation propre de la G. B. d'environ un quart. Or, tout ce qu'il est possible d'en conclure, c'est que s'il survenoit une guerre, l'Angleterre feroit ses enrôlemens avec un peu plus de facilité aujourd'hui, qu'elle ne les eût fait en 1764. Mais on verra que malgré cette augmentation elle feroit encore bien loin de se trouver dans une condition seulement aussi avantageuse que dans la guerre dernière.

Mon objet est donc de faciliter le calcul des moyens que l'Angleterre auroit pour armer plus efficacement & plus promptement ses escadres, non seulement dans les mers Britanniques, mais dans toutes les autres parties du monde. Or, comme je ne pouvois pas admettre pour unique élément de mes calculs l'asser-

clxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
tion de M. Buller qui vient d'être rapportée, je me suis vu obligé d'étendre mes recherches sur le nombre des matelots que le commerce Anglois employe jusques dans ses branches les plus éloignées, & de compiler tout ce que j'ai amassé de discussions Parlementaires, d'états de commerce, d'écrits politiques sur l'Angleterre, pour en relever de quoi faire un compte d'approximation, avec l'aide duquel il fût possible de mesurer les premiers efforts des Anglois quand ils entreront en guerre, & les moyens qui leur resteront pour la continuer.

La division de ce plan est simple. Il roule sur ces deux points.

I.^o Le Commerce Anglois fournira-t-il assez d'hommes pour armer, en moins de 6 années, quatre-vingt-deux vaisseaux de ligne avec le nombre proportionné de frégates, &c. ce que j'appelle avec le Ministère Anglois même l'extrême force de l'Angleterre? 2.^o L'Etat tirera-t-il du commerce les secours nécessaires pour soutenir ses efforts & pour réparer promptement ses pertes? Pour fixer mes idées relativement au premier point, j'ai composé le tableau de commerce qu'on trouvera à la suite de ce Mémoire. Je vais expliquer ici les articles de ce tableau, & supputer le nombre de gens de mer Anglois, qui sont employés par-tout où l'Angleterre fait le commerce. Je rendrai raison en même tems de tous les détails de mon opération.

Voici une premiere base pour appuyer mon calcul du nombre des matelots employés au cabotage, & aux voyages qui ne sont pas de long cours. Lorsque le Gouvernement fait des marchés pour des transports de troupes ou de munitions, il exige pour la sûreté de ses effets, ainsi que pour l'expédition du voyage, & la célérité du chargement & du déchargement, que le nombre des matelots soit de sept hommes par cent tonneaux. Il est vrai que je ne puis pas adopter ce nombre indistinctement pour l'espece entiere de la petite navigation. Il est même telles branches de cette navigation pour lesquelles je serai forcé de le diminuer, de même qu'il en est aussi qui m'obligeront à en chercher un plus fort. On conçoit que si le Gouvernement en fait une condition de rigueur de ses marchés, c'est une preuve que ce n'est point-là le pied de l'armement ordinaire du Marchand; car la cupidité doit porter l'Armateur à diminuer ses frais sur cet article autant qu'il est possible.

De même par rapport à l'Amérique, je serai obligé d'observer que le commerce entre les Iles & le Continent se fait avec deux tiers de noirs contre un tiers de blancs; & enfin que les bâtimens d'Amérique ont une mâture différente de ceux d'Europe, & qui est faite pour qu'on puisse y employer moins de monde. Il en sera de même encore par

CLXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
rapport à l'Inde, où ce sont les Lascars qui
font presque entièrement la navigation.

Je commence donc par observer, quant à
l'Europe, que les vaisseaux charbonniers qui
entrent dans mon état pour le nombre de
mille, & pour un assez gros tonnage, ont
la permission de prendre plus de mousses par
proportion que de matelots, & même en tems
de guerre des hommes de terre qui ne pour-
roient servir à aucune autre espèce de na-
vigation, & avec lesquels ils font des mar-
chés particuliers que le Gouvernement ap-
prouve. Je pourrois donc, d'après ces diffé-
rentes considérations, réduire le nombre
pour le calcul général, à cinq hom-
mes par cent tonneaux; mais je fais aussi
quels encouragemens la Reine Anne a don-
nés pour que les Marchands embarquassent
des enfans, qui, à la vérité, gagnent très-
peu, mais qui ajoutent au nombre, & que
même il y a beaucoup de vaisseaux Anglois
qui en ont jusqu'à trois & quatre, lesquels
y rendent presque autant de services que les
vrais matelots. Je fais encore qu'il y a des
branches de commerce, & des pêcheries sur
les côtes qui exigent beaucoup de bras. Ainsi
j'établirai mes calculs pour les petites navi-
gations, comme le cabotage, le charbon &
les mers voisines, sur le terme moyen entre
sept & cinq, en choisissant le nombre de six.
Je le porterai à huit, à neuf, & même plus

haut selon les autres especes de navigations ; & après avoir observé que les Anglois , quoiqu'en général ils mettent plus d'hommes sur leurs vaisseaux que les Hollandois , en mettent cependant moins que les François , je demanderai qu'il me soit permis d'espérer qu'on se contentera de trouver dans le résultat de mes comptes une vraisemblance raisonnable , sans exiger une précision scrupuleuse pour les détails.

N.º I. *Cabotage.*

On compte dans la Grande-Bretagne 21 grands Ports , 28 du second rang , & 108 petites anes où sont situés des petits Ports de commerce.

Dans tous ces Ports , & en général sur toute l'étendue des côtes , il y a une infinité de barques & de petits bâtimens faisant le cabotage ou la contrebande.

D'après M. Hanway & d'autres calculateurs , j'ai adopté un tonnage moyen de quarante-cinq tonneaux pour réduire au nombre fixe de quatre mille cette multitude de bâtimens & de barques qui est peut-être de six , sept ou huit mille , parmi lesquels il y en a beaucoup sans doute qui portent plus de 45 tonneaux , de même qu'il y en a une grande quantité aussi qui en ont beaucoup moins. Il m'est pareillement impossible de compter ici tous les bateliers de la Tamise , qui sont en nombre prodigieux , quoiqu'à la vérité

clxxvj AFFAIRES DE L' ANGLETERRE
ce compte nous fût inutile puisque l'on fait
que la plupart de ces matelots sont ou *free-*
men de Londres ou exempts de la Presse par
des permissions du Roi ou des Membres du
Parlement, ou employés à l'approvisionnement
de Londres, ce qui les en exempte encore.
Il est vrai qu'il en reste toujours beaucoup
sur lesquels on peut exercer la presse; mais
comme je ne puis pas déterminer ce nom-
bre, je les ferai entrer dans les quatre mille
bâtimens que je donne ici au cabotage, dé-
signation sous laquelle je comprends pareil-
lement les batteaux contrebandiers. Cet ar-
ticle me donne douze (a) mille matelots.

N.º II. Commerce du Charbon.

D'après des calculs très-sûrs, le Port de
Newcastle & ses environs, Sunderland, Blyth,
&c., expédient chaque année environ quatre

(a) Je n'imagine point qu'on puisse compter comme
matelots tous les Habitans des lieux, grands & petits,
situés sur les côtes, & qui font la contrebande. On
en fait monter le nombre à trente mille dans les deux
Provinces de Cornwall & de Devonshire seulement.
C'est en les comprenant dans ses calculs que M. Young,
dans son ouvrage intitulé, *Tournée en Angleterre*,
porte à plus de cent mille les seuls matelots du ca-
botage. Les Habitans d'une côte peuvent être tous
marins, mais ils ne sont pas pour cela tous matelots.
Je me conforme aux calculs les plus raisonnables,
en fixant à douze mille le nombre des vrais matelots
exerçant le cabotage, & qui pourroient être sujets à
la presse.

mille

mille bâtimens ; mais comme ils font la plupart cinq à six voyages, tant dans l'été pour les bois, &c. qu'ils vont chercher en Norwege, que dans le reste de l'année pour l'exportation du charbon, il a été convenu qu'on ne pourroit en compter que huit cens constamment employés avec le tonnage moyen de 240 tonneaux. Voilà comme les calculateurs Anglois comptoient dans l'année 1759. Je me suis cru fondé, attendu les grands progrès que le commerce Anglois a faits depuis, & d'après les calculs de M. Buller, à porter ce nombre à mille ; & il me donne quatorze mille matelots sur le pied de six hommes par cent tonneaux, parce que ce commerce employe beaucoup de mousses & d'hommes de terre. On sait qu'à cet égard il a divers privileges, & même l'exemption de la Presse, étant regardé comme un article de navigation extrêmement précieux à la subsistance & au commerce, & celui qui après la pêche de Terre-Neuve forme le plus de gens de mer. Je compterai la moitié de ce nombre pour le Comté de Cumberland, qui seul employe deux mille matelots, & pour l'Ecosse. La somme totale sera de 21,000 hommes pour quinze cents bâtimens.

N.º III. *Vaisseaux d'Irlande.*

L'Irlande employe quatre cents vaisseaux à quatre-vingt-dix tonneaux, pour son commerce avec la Grande-Bretagne ou avec les

clxxviiij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
autres Etats de l'Europe. Je parlerai ci-après
des vaisseaux Irlandois qui font le commerce
d'Amérique dont j'ai la certitude que le tonnage
est de deux cents quatre-vingt-huit tonneaux.
Ce nombre de vaisseaux pour l'Irlande est
relevé des états que je tiens des arrivées & des
expéditions des vaisseaux de ce Royaume.

N.^o IV. *Les Iles de Jersey, Guernesey, &c.*

IL faudroit porter cet article beaucoup
plus haut que quatre-vingt vaisseaux, si on
vouloit y faire entrer toutes les barques de
ces Iles qui font la contrebande seule-
ment entre l'Angleterre & la Bretagne. On
sait que depuis huit à neuf ans la contre-
bande est diminuée dans l'Isle de Man, par
l'acquisition que le Roi en a faite du Sei-
gneur Propriétaire. Les Iles Angloises de
Jersey & de Guernesey en ont profité, & elle
s'y accroît prodigieusement encore tous les
jours. Ces Iles fournissent beaucoup de Bon-
neterie à l'Angleterre : elles envoient à la
pêche de Terre-Neuve ; elles exportent &
voiturent des grains. Je crois que le nom-
bre de quatre-vingt bâtimens à soixante &
dix tonneaux n'est pas excessif pour le com-
merce légitime de ces îles. Quant aux ma-
relots de la contrebande, j'ai demandé la
permission de les comprendre dans l'article
du cabotage. Au reste, ce ne sont pas les
Contrebandiers qui s'offrent le plus volon-
tiers pour servir sur les vaisseaux ; & il n'y

ET DE L'AMÉRIQUE. cxxxix

a pas grand secours à attendre de gens que leur intérêt entretient dans une guerre perpétuelle avec les loix de leur pays.

N.^o V. *Pêche du Hareng.*

On fait que les Hollandois ont enlevé presque totalement aux Anglois cette branche de commerce que ceux-ci paroissent désespérer de recouvrer, n'ayant ni l'industrie ni l'économie qui y est nécessaire. J'ai fixé le nombre de tonneaux à 4,000, d'après M. Hanway, en donnant seize hommes à chaque buze qui sert à cette pêcherie.

N.^o VI. *Pêche de la Baleine.*

En 1771, la Grande-Bretagne a envoyé à cette Pêcherie cinquante-neuf vaisseaux : les Hollandois cent six ; & les Hambourgeois quarante trois.

D'après l'idée qui me reste des autres années, j'ai pris le nombre de soixante pour l'année commune, parce que je fais que les Hollandois y ont toujours la supériorité, & que les Hambourgeois sont presque les émules des Anglois. Je ne comprends point ici la pêcherie des Américains, & particulièrement de ceux de la Nouvelle-Angleterre, & de l'île de Nantuket : elle doit faire partie de leur pêcherie de Terre-Neuve.

N.^o VII. *Pêcherie de Terre-Neuve.*

L'Angleterre envoie une escadre chaque

année pour protéger la Pêcherie Angloise de Terre-Neuve, & contenir celle de France dans les bornes où le traité l'a resserrée. Ce sont les quatre Provinces de la Nouvelle-Angleterre qui font la plus grande partie de la pêche de la morue tant sur leurs propres côtes que sur le grand banc, à l'île de Nantucket, & à celle de Terre Neuve: les Provinces occidentales de l'Angleterre & l'Irlande font le reste.

En 1755, Boston vendoit pour plus de deux millions tournois de morue sèche aux François; & cependant la pêcherie de la France n'étoit pas à beaucoup près aussi restreinte alors qu'elle l'est depuis que les Anglois ont acquis Louisbourg & le Canada; & depuis le traité de 1763. Lors du traité d'Utrecht, la France y envoyoit huit cens navires qui occupoient près de 40,000 personnes tant mariniers que manœuvriers & artisans, & formoient tous les ans 3000 matelots. En comptant, comme nous allons le faire, sur l'autorité de ce qui vient d'être dit dans le Parlement Britannique, nous trouvons que la Pêcherie générale Angloise tant d'Amérique que d'Europe, qui a en partie remplacé celle de la France, se monte aujourd'hui au nombre de 857 vaisseaux, & de 85,000 tonneaux.

Cette branche de la navigation Angloise s'est encore considérablement augmentée depuis la paix par l'avantage que les Anglois

ont eu de pouvoir se maintenir dans la possession presque exclusive du banc de Terre-Neuve, & des lieux les plus propres à curer & à sécher le poisson. Les débats de la Chambre des Communes, du 10 Février 1775 à l'occasion de la résolution prise par le Gouvernement, d'interdire aux Américains la pêche de Terre-Neuve, nous fournissent les élémens d'un calcul pour trouver le nombre d'hommes qui y est employé. Le parti de l'opposition s'est écrié que cet acte de rigueur alloit faire perdre l'emploi de vingt mille hommes tant matelots que pêcheurs; & il a eu seulement en vue la Pêcherie de la Nouvelle-Angleterre, tant de la morue que de la baleine, puisqu'il n'y avoit que cette Colonie qui fût sous l'interdit. Voilà une donnée : tachons de l'apprécier. D'abord, l'opposition peut être soupçonnée d'avoir enflé le nombre : en second lieu elle peut y comprendre les autres branches de navigation de la Nouvelle-Angleterre, que la pêche de Terre-Neuve met en activité, telles que l'expédition du poisson salé, des fanons & des huiles pour les Iles & pour l'Europe : objets qui doivent se trouver dans d'autres parties de ce compte. Enfin, dans ce nombre de vingt mille hommes, pour la Nouvelle Angleterre seulement; sont compris les journaliers pêcheurs & artisans qui sont en nombre bien plus considérable que les ma-

clxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
matelots , & même plus nombreux des deux (a)
tiers , de sorte que sur les vingt mille hom-
mes il ne doit gueres y avoir que sept mille
matelots. J'ai cru remarquer dans les divers
calculs des Anglois , tant du tonnage que du
produit des pêcheries , que celle de la Nou-
velle-Angleterre représentoit sept douziemes
de la pêcheerie Angloise générale tant de

(a) Cette estimation qui fixe le nombre des bons
Matelots à un tiers de la totalité , n'est point hazar-
dée , puisqu'il vient d'être dit dans le Parlement que
les armemens de l'Angleterre Occidentale pour Ter-
reneuve , en y comprenant les apprentifs , qu'on ap-
pelle *green men* , étoient d'un homme pour deux ton-
neaux ; ce qui revient à cinquante hommes pour cent
tonneaux. Or je compte quatorze Matelots par cha-
que Bâtiment de cent tonneaux pour l'une & l'autre
Pêcheries : & quatorze n'est qu'un peu moins du tiers
de cinquante. Les Négocians qui ont été entendus à
la Chambre des Pairs le 16 Mars 1775 , ont déclaré ,
qu'il n'y avoit sur chaque Bâtiment de cent tonneaux
que six bons Mâtelots , & que le reste consistoit en Ma-
nœuvriers ; ainsi , je puis sans scrupule m'arrêter au
nombre de quatorze qui est plus du double , & ne
compter comme Matelot aucun des Journaliers & au-
tres.

Dans la même séance du 16 Mars, le Négociant Jenkins
a déclaré devant les Pairs que la Nouvelle-Angleterre &
Nantucket pouvoient ensemble occuper à la Pêche ,
cent quatre-vingt Bâtiments de deux cents tonneaux ,
sans compter les Chaloupes , ni ceux qui transportent
le poisson au marché , & environ huit mille hommes.
Cette assertion ne me paroît pas trop éloignée de mon
compte , qui en porte sept mille pour la Nouvelle-
Angleterre.

l'Amérique que des Royaumes Britanniques. En partant de cette base on trouvera douze mille matelots pour la totalité de la pêche-rie Angloise. Ces douze mille matelots, à quatorze hommes par cent tonneaux, me donnent 85713 tonneaux, qui à cent tonneaux par vaisseau, produisent huit cents cinquante-sept vaisseaux.

Des cinq douzièmes restants, les autres Colonies de l'Amérique peuvent en avoir un, & il s'en trouve quatre, ou un tiers de la totalité, pour l'île de Terre-Neuve & pour les Etats Britanniques d'Europe, c'est à-dire l'Irlande, les ports de l'Ouest, & les îles de Jersey & de (a) Guernsey. Tous ces ports

(a) Terre-neuve est ici réunie à l'Europe, parce que cette Île est presque entièrement peuplée d'Irlandois, qui, en grande partie, s'y transportent d'Irlande chaque année pour la pêche.

Ces quatre douzièmes ou ce tiers ont été estimés dans la séance du 16 Mars se monter à trente-six mille tonneaux, & à environ trois mille Matelots, dans le nombre de vingt mille hommes de toute espèce, occupés à la pêche pour le compte de la Vieille-Angleterre. C'est le résultat de la déclaration, tant des sieurs Lister & Davis, Négociants de Poole & de Dartmouth, les ports d'Angleterre qui sont le plus adonnés à cette pêcherie, que des Capitaines Shuldham & Palliser qui l'ont commandée, pendant plusieurs années. Suivant moi, le nombre des Matelots de la Pêcherie Européenne peut être de quatre mille. Je ne crois pas être bien éloigné du but. Ces Messieurs ont estimé le produit net de la Pêcherie générale, tant de l'Amérique que de la Vieille-Angleterre, à cinq cents mille liv. st.

y envoient des vivres, des hardes & des ustensiles de pêche pour les Terre-neuviers; & leurs vaisseaux n'y font gueres que la pêche errante pour la morue verte, ou l'achat des morues sèches de la pêche de l'Amérique. Les Terre-neuviers font la pêche sédentaire.

Les huit cens cinquante-sept vaisseaux, & les douze mille matelots de la pêche de Terre-Neuve doivent être censés employés en grande partie dans le reste de l'année aux diverses branches de navigation que ce commerce occasionne. Ceux des Etats Britanniques, ainsi que ceux de l'Amérique, distribuent le poisson, les huiles, &c. tant aux îles que dans différens pays de l'Europe, & y chargent les articles de ces pays qu'ils prennent en échange; c'est ce qu'il sera bon d'observer quand nous supputerons les autres branches du commerce, tant de la Grande-Bretagne que de ses Colonies.

Après avoir fait ce compte sur la donnée

& le sieur Jenkins avoit porté la portion de l'Amérique à deux cents quatre-vingt mille liv. st. Ceci justifie encore mon calcul des sept douzièmes dans la totalité de la Pêche pour la Nouvelle-Angleterre, puisque les trois cinquièmes ou les sept douzièmes ne diffèrent pas beaucoup. Il est vrai que par ce calcul le douzième réservé pour les Colonies plus méridionales se trouve fondu dans les sept de la Nouvelle-Angleterre, mais il n'en peut résulter qu'une légère différence.

ET DE L'AMÉRIQUE clxxxv

de l'opposition, dans les débats du 10 Février, je vois mon calcul justifié en grande partie par les éclaircissemens que la Chambre des Communes à tirés le 28 Février, & la Chambre des Pairs le 16 Mars 1775, des principaux armateurs de la pêche de Terre Neuve. Les déclarations du 28 Février ont roulé sur la pêche de la Nouvelle-Angleterre ; & elles nous ont appris que cette pêche peut occuper cinq cens vaisseaux, y compris les chaloupes, avec un tonnage moyen de cent tonneaux par vaisseau, ce qui donne cinquante mille tonneaux, quatorze hommes par cent tonneaux, & sept mille hommes. Or, ce compte étant de sept douzièmes de la totalité, les vaisseaux employés par les autres Colonies, c'est-à dire, le Canada, Louisbourg, Nantucket, la Nouvelle-York, &c. doivent être au nombre de cent quarante-trois, & les matelots de deux mille ; & ceux de Terre - Neuve & de la Vieille - Angleterre pour les quatre autres douzièmes de deux cents quatorze, & les matelots de trois mille. Ce compte doit donner pour la totalité de la pêche huit cent cinquante-sept vaisseaux au tonnage moyen de cent tonneaux, 85,713 tonneaux & 12,000 matelots (a). C'est avec l'aide des comptes que

(a) Suivant les Déclarations du 16 Mars 1775, la pêche de la Nouvelle Angleterre est de 150 vaisseaux & de 6,000 matelots, & la vente de 280,000 l.

clxxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

les négocians ont fournis au Parlement que la proportion des hommes relativement au

sterl. ce qui, sur le pied de 200 tonneaux fait un tonnage de 30,000 tonneaux.

Celle de Nantucket est de 32 vaisseaux à 200 tonneaux, faisant 6,400 tonneaux & 2432 hommes à 38 hommes par cent tonneaux; mais en ne comptant que les vrais matelots, 1,088 hommes à 17 hommes par cent tonneaux, & une vente de 59,733 l.

Celle de Terre-neuve & des parties occidentales de l'Angleterre est de 180 vaisseaux, à 200 tonneaux, faisant 36,000 tonneaux & 3,600 matelots à 10 hommes par cent tonneaux, & une vente de 336,000 l.

Dans ce calcul ne sont point comprises les chaloupes ni les vaisseaux des autres Colonies, objets pour lesquels il doit rester environ 66 bâtimens à 200 tonneaux, faisant 13,200 tonneaux & à 10 hommes par cent tonneaux 1,320 hommes, & la vente 123,200 l.

Si on double ce nombre de bâtimens qui est de 428 pour avoir un tonnage moyen de cent tonneaux, on trouvera 856 vaisseaux. Ces deux manieres de compter ne different point assez entr'elles pour que celle qui est venue la derniere à ma connoissance, ait dû me faire abandonner l'autre.

	Vaisf.	Ton.	Hommes.	Vente.
Nouvelle Angleterre	150	30,000	6,000	280,000
Nantucket ...	32	6,400	1,200	59,733
Les autres Colonies Angloises.	66	13,200	1,320	123,200
Terre-neuve & les Royaumes Britanniques	180	36,000	3,600	336,000
A 200 tonneaux.	428	85,600	12,120	798,933
A 100 tonneaux.	856			

nombre de tonneaux s'est trouvée être de douze à quatorze hommes pour cent tonneaux sur le général. Ils nous ont appris aussi que la pêcherie propre à l'île de Terre Neuve, qui est presque entièrement peuplée d'Irlandois pêcheurs, doit être comptée avec la pêcherie des Ports Occidentaux de l'Angleterre, & avec celle d'Irlande, & entièrement distinguée des pêcheries Américaines, ainsi que cela se vérifiera par les mesures qui viennent d'être prises pour attribuer entièrement la pêcherie de Terre-Neuve aux Ports Occidentaux de l'Angleterre, à l'Irlande, &c. au préjudice des nouveaux Angletterriens. Ils nous ont confirmé de plus qu'il ne falloit comprendre dans le nombre des hommes employés à cette pêcherie, ni les hommes employés à terre pour curer le poisson, ni les vaisseaux & les hommes qui en font le commerce avec les îles ou avec l'Europe. Enfin, si j'ai compté sept douzièmes pour la Nouvelle-Angleterre, c'est qu'elle fait la pêcherie toute l'année, & qu'elle la fait tant sur ses propres côtes que tout le long des deux Amériques jusqu'à l'île Falkland; & que de plus elle fait aussi la pêche de la baleine.

Observez que dans ce nombre total de 428 vaisseaux, il y en a 248 pour les trois premiers articles, qui font la pêcherie d'Amérique; ce qui fait juste les $\frac{7}{12}$ & qu'il en reste $\frac{5}{12}$ pour l'article quatrième de Terre-neuve & de l'Europe.

Je ne quitterai point cet article sans observer que non seulement les matelots Américains employés à la pêche sont exempts de la presse, mais que les Commandants Shulldham & Pallisser ont déclaré qu'il étoit très-difficile d'en engager pour le service du Roi, & qu'il seroit bien plus avantageux pour le service de former des matelots Anglois, par le moyen de la pêche, que de former des pêcheurs Américains. Un de ces deux Officiers a dit que pendant plus de trente ans qu'il avoit navigué avec des matelots des pays les plus éloignés, & de tous les endroits où il y a des mariniers, même des plus petites rivières, il ne se souvenoit point d'avoir vu un seul matelot ou mouffe qui vînt des pêcheries de la Nouvelle - Angleterre, sur les bancs de Terre-Neuve.

N.^o VIII. *Commerce de la Grande-Bretagne avec l'Amérique Septentrionale, & de l'Amérique Septentrionale avec l'Europe.*

Un état de ce commerce, que les papiers Anglois ont donné en 1772, porte ce nombre à 1078 vaisseaux, & le nombre des matelots à 28,910, ce qui seroit trouver à neuf hommes par cent tonneaux un tonnage de 321,222 tonneaux, & 297 tonneaux pour le tonnage moyen des 1078 vaisseaux. Cependant je suis fondé à croire ce tonnage un peu trop fort, au moins d'après les états

qui ont été donnés du tonnage des vaisseaux d'Irlande pour l'Amérique à l'occasion des émigrans où l'on voit que le tonnage moyen de ces vaisseaux étoit de 288 tonneaux. Mais j'ai déjà observé que les constructions Américaines donnent la facilité d'employer moins d'hommes ; ainsi je ne tiendrai point de compte de cette différence, & je ne chercherai point un tonnage moyen plus fort pour trouver un plus grand nombre de matelots. Je le laisserai sur le pied de neuf hommes par cent tonneaux.

Pour des raisons que je vais rapporter, j'ai augmenté cet article de 200 vaisseaux, ce qui me donne le nombre de 1278 vaisseaux, qui peuvent faire, l'un parmi l'autre deux voyages par an.

	<i>Vaisseaux</i>
Je vois que le port de Bristol, en	
Angleterre, peut en occuper.....	60.
Liverpool.....	40.
Glasgow & Edimbourg.....	70.
Hull & Newcastle.....	12.
Les ports d'Angleterre où l'on construit à cause des bois, des chanvres & goudrons, tirés d'Amérique, &c.	200.
Londres & les autres Ports.....	364.
Le reste sera pour les vaisseaux que l'Amérique expédie pour l'Europe, avec des bleds, farines, riz, &c....	532.

TOTAL.

1,278.

CXC AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

	<i>Vaisseaux</i>
Dans ce nombre de vaisseaux la (a) ~~~~~	
Nouvelle Angleterre en employe...	200.
(b) La Nouvelle-York.....	185.
(c) La Pensylvanie & la Nouvelle	
Jersey	175.
(d) La Virginie & le Maryland..	175.
(e) La Caroline Méridionale...	195.
(f) Les autres Colonies & Provinces	148.
Les divers Ports qui expédient des	
mâts, du goudron, du chanvre, &c.	
pour l'Angleterre, (presque tous de	
la Baye de Massachussets) (g).....	200.
TOTAL.	1278.

Voilà le compte, par le détail, à peu-près comme le présente M. Hanway pour

(a) Du poisson, de l'huile, des bois de futaille & charpente.

(b) Des bestiaux & chevaux, des vaisseaux, des pelleteries, & des potasses.

(c) Des bois de futaille & de charpente, des salaisons.

(d) Des bestiaux, des grains, des fourrures, des chevaux, du poisson, du tabac & du chanvre.

(e) Des bestiaux, des grains, des salaisons, des pelleteries du tabac & du chanvre.

(f) Du riz, du maïs, des planches, des pelleteries & des bestiaux.

(g) La valeur totale des exportations de l'Angleterre pour l'Amérique Septentrionale, étoit en 1764 de 2,700,000 liv. Elle pouvoit être en 1773 de 2,800,000 liv. Sur cette somme on compte qu'il y a

l'année 1759, excepté que j'ai porté 200 vaisseaux de plus pour les bois & les munitions navales qui se tirent aujourd'hui de l'Amérique, & que M. Hanway avoit placés avec les vaisseaux de la Baltique, parce qu'alors les Anglois tiroient de Suede la plupart des munitions navales & sur-tout le goudron que l'Amérique fournit aujourd'hui à beaucoup meilleur marché. Je l'ai laissé subsister ainsi, par la considération que le commerce des Colonies a été presque toujours dans un état de souffrance depuis la paix, par les nouvelles entraves que la Métropole s'est efforcée de donner à ses Colonies. Il n'est pas douteux que cet article ne prenne un accroissement considérable aussitôt que les affaires seront arrangées, sur-tout si elles le sont à la satisfaction des Américains, qui dans toute leur résistance, n'ont en vue que l'agrandissement de leur commerce, par celui de leur liberté.

Il est constant que depuis la paix la Suede a beaucoup perdu du commerce que l'Angleterre faisoit avec elle pour les bois, chanvres & goudrons, & que ces articles se tirent aujourd'hui en plus grande partie d'Améri-

800,000 liv. pour la Nouvelle Angleterre & Nantucket; & le produit net des pêcheries de ces deux Colonies est de 200,000 liv. La Nouvelle Angleterre elle seule a donc plus d'un tiers dans le commerce de l'Amérique, & dans ce tiers & plus, la valeur de la pêche entre pour un quart.

cxcij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
que. Je ne hazarde donc rien en portant
200 vaisseaux de plus que ne faisoit M.
Hanway.

Il faut d'ailleurs observer que dans le
nombre de 1278 vaisseaux pour tout le con-
tinent de l'Amérique, à 300 tonneaux l'un
dans l'autre, je ne comprends point, rela-
tivement à l'Europe Angloise, les vaisseaux
de la pêche de Terre-neuve & du com-
merce qu'elle occasionne, dont j'ai composé
l'article précédent, ni ceux qui viennent des
Isles Angloises enlever les productions du
continent en échange des leurs, & qui entrent
dans l'article qui va suivre. Je n'y comprends
de vaisseaux de la pêche de la morue sur
le Banc, que ceux de la Nouvelle Angle-
terre, parce que les déclarations faites à la
Chambre des Communes m'ont appris à distin-
guer, par rapport à cette Colonie, le com-
merce du poisson, qui constitue presque toute
sa navigation, d'avec sa pêche qu'elle fait
toute l'année.

N^o. I X. *Commerce des Indes Occidentales ou
Isles Angloises de l'Amérique.*

Ce commerce ayant reçu du Gouverne-
ment Anglois, depuis la paix, autant d'en-
couragement, que celui du continent a éprou-
vé de contrariétés & de traverses, je n'ai
pas hésité à doubler le nombre de vaisseaux
donné en 1759 par M. Hanway. Les pro-
ductions des Isles Angloises & la consom-
mation

mation des sucres , &c. en Europe ont augmenté de près de moitié depuis une vingtaine d'années, ainsi qu'on en peut juger tant par les navires Anglois qui sont reçus dans les Isles Françoises avec des passeports, que par ceux qui s'y introduisent clandestinement pour y jeter des negres & en tirer des productions ou des especes. On fait que les Anglois vendent aux Isles Françoises des bois tant de charpente que de futailles, des sailons, des grains, des chevaux, &c. Mais je comprends ici les barques qui vont des Isles au Continent Américain, ainsi que le commerce d'Afrique; & je ne compte que neuf hommes pour cent tonneaux à cause de l'usage où sont les Navigateurs Anglois qui font le commerce des Isles avec l'Amérique, d'employer dans leurs équipages deux tiers de negres que l'on ne peut point compter comme matelots.

N.^o 10. INDE.

Le compte des vaisseaux de l'Inde & celui de leur tonnage & équipage me sont assez connus. Je ne porte leurs équipages qu'au nombre de 99 hommes, parce qu'en effet c'est à ce nombre qu'ils sont bornés, pour se soustraire à la nécessité où les mettroit l'ordonnance d'avoir un Chapelain si le nombre étoit de cent.

Je compte en outre deux mille quatre cents hommes de mer pour environ douze

CXCIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
cents vaisseaux du cabotage de l'Inde, entre
Suratte, Bombay, Calicutta, Madras,
Bencalis & la Chine. Il ne m'est pas possible
d'en estimer le tonnage. Il n'y a gueres que
deux Anglois sur chacun de ces douze cents
vaisseaux. Toute cette navigation se fait par
des Lascars.

N^o. 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18.

Tous les articles portés sous ces numéros
sont tirés de M. Hanway. Il ne m'a pas paru
qu'ils eussent pris une augmentation consi-
dérable depuis 1759. Premièrement parce
qu'on a pu juger par les tableaux de com-
merce donnés en 1773 & 1774, à l'occasion
des Manufactures de laineries & de toiles,
que ces deux branches étoient plutôt dans
un état de souffrance que de prospérité.

2^o. Parce que depuis l'année 1765 jus-
qu'en 1775, l'exportation des grains à pres-
que toujours été défendue.

3^o. Parce qu'il s'est établi diverses Ma-
nufactures en Portugal au préjudice de celles
d'Angleterre.

4^o. Parce que les Etrangers continuent
à enlever d'Angleterre une grande quantité
de ses Manufactures sur les bâtimens avec
lesquels ils y portent les productions de leurs
pays respectifs.

5^o. Parce que j'ai compté en général des
équipages plus forts que M. Hanway.

Quant au nombre d'hommes, j'ai cru pou-

voir compter seulement six hommes par cent tonneaux pour le commerce du Nord, de la Baltique & de la Hollande; huit hommes pour celui de Flandres & de France: huit pour l'Italie & le Levant; & sept pour le Portugal & l'Espagne.

J'observerai par rapport à la mer Baltique, N.^o 12. que le nombre de quatre cent vaisseaux auquel j'ai fait monter cet article, se trouve conforme avec la notice donnée par les Gazettes Danoises, du nombre des vaisseaux Anglois qui ont passé le Sund en 1774. Il est de 2400 environ, ce qui divisé par trois pour la quantité de voyages, donne 800 vaisseaux, qu'il faut ensuite réduire à la moitié, parce que chaque vaisseau est porté deux fois sur les Registres, le droit se payant pour la sortie comme pour l'entrée. Quatre cents vaisseaux Anglois qui ont fait chacun trois voyages dans la Baltique, auront été inscrits six fois sur les Registres du Sund & doivent produire le nombre de 2400 vaisseaux.

Par la supputation de tous ces articles, je trouve 10,695 vaisseaux, 1,471,879 tonneaux & 121,526 Matelots de commerce.

En 1732, suivant M. Postlewaith, le nombre total des vaisseaux du commerce Anglois sur tout le globe étoit de 8889, & il y comprenoit tout le cabotage de l'Angleterre. C'est ce même tonnage que nous portons aujourd'hui à dix mille cent quatre-

CXCVJ A E F A I R E S D E L' A N G L E T E R R E
vingt-quinze. Mais quoique l'augmentation paroisse modique, elle doit être néanmoins considérable, parce qu'on fait que généralement la construction Angloise a diminué quant au nombre & augmenté quant au tonnage. On a vu dans l'année 1773 la Compagnie des Indes adopter enfin ce système & abandonner l'ancien auquel elle avoit tenu plus long-tems que les Marchands particuliers, ce qui arrive toujours dans les affaires des communautés.

M. Hanway faisoit le même compte en 1759, époque où les Etrangers avoient, comme je l'ai dit, enlevé aux Anglois une grande partie de leur commerce. Ce calculateur trouvoit 6000 vaisseaux & 700,000 tonneaux, & de ce compte il excluait les barques & chaloupes qui garnissent en nombre infini les côtes de l'Angleterre & de l'Amérique, & celles qui font le commerce entre l'Amérique & les Isles. Or, si après douze ans de paix & dix-sept ans après la supputation de M. Hanway : si, dis-je, en comptant les barques & chaloupes de toutes les côtes tant de l'Amérique que de la Grande-Bretagne, je ne puis trouver que 10,695 bâtimens donnant pour tonnage 1,471,879, ce qui est en tonneaux près du double de l'année 1759, suivant M. Hanway ; je ne crois pas avoir outré mes conjectures. En effet, il faut d'abord retirer aux Etrangers une bonne partie de ce que

la guerre avoit fait passer en leurs mains du commerce Anglois. Il faut ensuite ajouter au compte toutes les barques & chaloupes que M. Hanway ne comptoit pas. Enfin, on ne peut pas se dispenser d'y porter l'augmentation des Matelots du commerce particulier de l'Angleterre, qui est dans la proportion de 3 à 4, — en raison de 37,000 à 49,000, suivant la donnée de M. Buller. Il paroît, d'après le dénombrement porté sur mon tableau du commerce Anglois, que ce commerce occupe 121,526 matelots. C'est au moins ce qu'il est permis de supposer, d'après le développement qui vient d'être fait de chaque branche de ce commerce ; mais quoique ce nombre (a) soit en appa-

(a) Le Dictionnaire de Commerce & de Politique (production nouvelle de 1775) fait ainsi le même calcul.

Cabotage & commerce de l'Europe à 150 tonneaux.....	Vaif.	Tonneaux.	Hommes.
Amérique & Indes Occidentales, à 300 tonneaux.....	3,000.	450,000.	30,000.
Pêcherie de Terre-neuve, à 200 ton...	433.	150,000.	12,300.
Autres pêcheries..	171.	34,200.	7,500.
Inde, à 300 ton..	25.	7,500.	2,500.
N. B. Il convient qu'il porte trop peu pour le tonnage & le nombre de vaisseaux de ce dernier article.	3,629.	621,700.	64,800.

cxcvii] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
 rence très considérable , puisqu'il excède de
 39,204 celui de 82,322 , auquel M. Hanway

Anderson, dans sa déduction du commerce Anglois, compte pour tous les vaisseaux Anglois employés à Terre-neuve, aux Indes & aux Colonies, ce qu'il exprime,

	Vais.	Tonneaux.	Hommes
Par le dehors, à 200 tonneaux.....	3,000.	600,000.	30.000.
Le cabotage & commerce de l'Europe...	3,000.	450,000.	30,000.
Pêcheries.....			12,500
	6,000	1,050,000.	72,500.

L'Auteur du Dictionnaire de Politique observe à l'occasion de ce compte d'Anderson, qu'il croiroit plutôt que le nombre des Matelots de Commerce est de plus de cent mille, appuyant cette supposition sur le Commerce immense que l'Angleterre faisoit encore pendant la dernière guerre, quoique la Marine militaire employât près de quatre-vingt-deux mille matelots. Il ajoute que le sieur Young, Auteur très-accrédité, porte le nombre des seuls Matelots du Cabotage à plus de cent mille, mais qu'il le trouve excessif.

Il observe aussi que pour ce calcul, on ne peut plus faire usage d'anciens élémens, d'autant qu'il est très-vraisemblable que le tonnage est devenu depuis la guerre beaucoup plus considérable qu'il n'avoit jamais été dans aucun tems de paix. Il réfute ceux qui bornoient en 1754, le tonnage général à trois cens vingt mille tonneaux, parce qu'on ne trouve par ce compte qu'un tonnage moyen de quatre-vingt tonneaux, ce qui n'est pas admissible.

Enfin, il rapporte pour justifier au moins le compte d'Anderson qui trouvoit six mille Vaisseaux en 1763,

le fixoit dans l'année 1759, on le jugera encore insuffisant, relativement aux besoins d'une guerre, si on se rappelle que dans cette même année, outre les (a) 82,322 hommes employés par le commerce, la Marine Militaire en occupoit 77,265 & les Corsaires 15,000, ce qui fait en tout 174,587 hommes; au lieu qu'aujourd'hui (1775) quoique le nombre des matelots de commerce se soit accru à la faveur d'une longue paix dans la proportion de 37,000 à 49,000 sur le seul commerce de l'Europe; ainsi qu'on l'a appris de M. Buller, cependant si on joint le nombre de 18,000 hommes de mer effectifs employés pour la Marine militaire, avec celui que l'on trouve pour le commerce général, le nombre total est moindre que dans l'année 1759. Telles sont les conséquences nécessaires d'une consommation d'hommes aussi prodigieuse que celle de la dernière guerre, qui a coûté à l'Angleterre, en huit années de tems, 132,196 matelots,

que le Docteur Campbell, grand Calculateur Politique, qui estime la masse entière du Commerce de l'Europe au nombre de vingt mille, & la distribue en vingt parties, en attribue six à l'Angleterre. A ce sujet, il remarque que quand des calculs trouvés par des routes toutes différentes se trouvent être les mêmes; c'est une forte induction pour croire qu'on n'est pas loin de toucher au but.

(a) Voyez le tableau (C).

sur le nombre de 184,893 , qu'elle est parvenue à lever aux dépens de son commerce. Telles sont les suites de l'avantage que le commerce étranger a pris sur le commerce Anglois dans deux guerres consécutives où le Gouvernement a fait , & sur tout dans la dernière, des efforts qui ont excédé toutes ses facultés. Voilà ce qui est résulté de la dépopulation des campagnes & du dépérissement des principales Manufactures causés par l'excessive cherté de tous les besoins de la vie : voilà ce qu'a produit une cherté occasionnée par une dette énorme, dont les intérêts absorbent toutes les ressources de l'Etat. Voilà où l'Angleterre est réduite par le maintien d'un système de guerre en pleine paix, qu'elle n'a pû soutenir qu'en surchargeant les terres par une taxe de 3 sols par livre, & en détournant le fonds d'amortissement de sa destination, pour l'employer en sa totalité au service de l'année. C'est-à-présent que se manifeste sensiblement le danger de l'augmentation du nombre des matelots pour la Marine militaire, qui ont été de 16,000 hommes pendant sept ans, après la paix & depuis l'année 1771 de 40,000, ensuite de 25,000, puis de 24,000, de 20,000 & de 18.000, au lieu que ce nombre n'auroit dû être que de 10,000, comme dans les tems de paix précédens.

J'ai déjà dit que s'il survenoit une guerre, l'Angleterre ne pourroit pas avoir avant la

cinquieme ou fixieme année le nombre d'hommes fuffifant pour armer les 82 vaisfeaux de ligne. Un état que je joins ici fous la cote (A) fait voir qu'elle n'a eu ce nombre, & encore incomplet, qu'à la fixieme année de la dernière guerre; Or, il eft incontestable qu'elle perd infiniment à ne pas l'avoir dès la première; car elle poufferoit les opérations avec un tout autre avantage fi elle employoit, en débutant, 80,000 hommes, au lieu de se voir bornée à 40, 50 & 60 mille hommes pendant cinq ou fix ans.

Ajoutez à tout cela qu'il eft encore douteux qu'elle y parvînt facilement, fi dans l'intervalle les armes de les ennemis avoient quelques succès; & fi la France obfervoit de ne pas laisser multiplier les petits corsaires, dont les équipages, en grande partie, finissent par augmenter les recrues des Anglois.

C'est ici, je crois, le lieu d'examiner si même ce nombre de 82,000 matelots de guerre fuffiroit à toutes les stations que l'Angleterre auroit à garnir, & à la défense des Ports & Côtes. Commençons par lui fupposer une guerre contre la France feule, & ne perdons point de vue que 82 bons vaisfeaux de ligne, avec les frégates, &c. & 82,000 matelots de guerre font très-certainement l'extrême force de la Marine Angloife.

Voici une esquisse de l'emploi qu'une guerre

ccij **AFFAIRES DEL' ANGLETERRE**
sur mer , contre la France seule , donneroit à
la Marine Angloise. Nous lui joindrons l'Es-
 pagne dans un tableau séparé.

Vais. de ligne.

Escadre du Canada , de l'Amérique
 septentrionale & de Terre-neuve..... 6.

N. B. En tems de paix cette division
 est toujours de deux vaisseaux de force.

Comme dans la guerre der- niere.	{	Dela Jamaïque	8.
		Des Isles du Vent & del'A- frique.	3.
		Convoi pour le Commerce de l'Amérique & des Isles...	4.

Escadre du Golfe de Biscaye , comme
 dans l'année 1759.....23.

De la Méditerranée & du Levant...17.

De l'Inde.....12.

Convoi pour l'Inde..... 2.

Garde des Dunes..... 1.

Reste pour Portsmouth, Plimouth, la
 Tamise, l'Ecosse, l'Irlande, &c..... 4.

82.

Quatre-vingt deux mille Matelots.

Emploi qu'une guerre sur mer , contre la France
& l'Espagne , donneroit à la Marine An-
gloise.

Vais. de ligne.

Escadre du Canada , de l'Amérique
 septentrionale & de Terre-neuve..... 6.

De la Jamaïque & ses dépendances. 12.

ET DE L'AMÉRIQUE. cciiij

N. B. L'Espagne a toujours une forte escadre à la Havanne.

Des Isles du Vent & de l'Afrique.. 10.

Convoi pour l'Amérique, les Isles & l'Afrique, continuellement en route. 6.

Escadre du Golfe de Biscaye, en deux divisions, devant Brest & le Ferrol.. 30.

N. B. Celle de 1759, devant Brest, étoit de vingt-trois.

Escadres dans la Méditerranée pour garder Gibraltar & Minorque, croiser, convoier au Levant, &c. bloquer Carthagene & Toulon..... 30.

De l'Inde..... 12.

Convoi pour l'Inde..... 2.

TOTAL : 106.

Etil n'y a pas un seul vaisseau pour la garde de l'Angleterre, quoique la répartition au-dehors soit déjà de vingt-quatre vaisseaux de ligne plus forte que le nombre de quatre-vingt-deux vaisseaux que les Anglois eux-mêmes regardent comme leur force extrême. C'est-à-dire qu'il leur manquera toujours vingt-quatre vaisseaux de ligne & vingt-quatre mille hommes, pour pouvoir se défendre par tout au-dehors seulement; & qu'en outre l'Angleterre seroit absolument abandonnée au premier envahisseur. Ce double tableau, par lequel on voit si clairement qu'il manqueroit à l'Angleterre plus de trente vaisseaux & de trente mille hommes pour se défendre chez elle, & infiniment plus si

l'Espagne étoit de la partie , mene tout droit à calculer à-peu-près la force des secours qu'elle seroit obligée de chercher dans ses alliances maritimes. Mais cette discussion n'est point de mon objet , il me suffit de l'avoir indiquée.

Si on objecte que par ce système défensif les établissemens Anglois sur tout le globe , sont suffisamment gardés , je réponds que la France le déconcertera toujours dès qu'elle fera marcher seulement trente mille hommes sur les côtes de Picardie & de Normandie. Alors la plupart des vaisseaux Anglois étant réservés pour la garde des Ports comme le seul boulevard contre une invasion , (le désastre le plus redouté des Anglois & le plus justement) les autres Mers resteront libres ou seront aussi mal défendues que le fut la station de la Méditerranée par l'escadre de l'Amiral Bing , qu'on ne lui donna aussi insuffisante , quoiqu'elle fût de treize vaisseaux , que parce que toutes les têtes étoient renversées depuis que 60,000 hommes s'étoient portés sur les côtes de France.

Aux quatre ou cinq vaisseaux de ligne qui resteroient dans les ports pour la garde des trois Royaumes & des Mers Britanniques , on ajoutera , si l'on veut , les vaisseaux de ligne en construction , ou les vieux vaisseaux hors de service. Les Anglois ne manqueront pas alors d'enfler leurs états , mais on pourroit être bien certain que les quarante ou

cinquante noms que ces états produiroient ne seroient qu'un vain fantôme ; & qu'à peine resteroit-il assez de matelots pour compléter les 82,000 & armer les quatre à cinq vaisseaux que je regarderois comme les seuls réels , & pour remplir dans l'année suivante les pertes immenses qu'un service aussi actif & aussi étendu auroit occasionnés. Que feroit si l'Angleterre se voit menacée d'une invasion dès le début d'une guerre, avant qu'elle ait pû se former seulement la moitié du nombre de matelots nécessaire pour le système que je viens de lui supposer , ou bien au bout de sept ou huit années de guerre quand sa consommation d'hommes aura déjà été de cent trente mille hommes , & que ses rôles ne seront plus remplis que d'apprentifs & de sujets impropres au service , & toutes les facultés d'ailleurs épuisées ? La même considération doit s'appliquer aux vaisseaux , puisque s'il est vrai que dans les quatre-vingt-deux il y en ait toujours une trentaine de mauvais , même en pleine paix , ce nombre s'augmenteroit encore par les fatigues des campagnes , la guerre , & que les constructions & réparations , si multipliées qu'elles soient , suffiroient à peine pour tenir les quatre-vingt-deux vaisseaux en question toujours complets.

Voilà donc à quoi se réduit cette puissante Marine Angloise , qui coûte des sommes si prodigieuses à entretenir , & qui depuis la

ccvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
paix, tout en se détruisant continuellement,
a empêché l'Angleterre d'entamer efficacement
la liquidation de ses dettes & d'acquies-
cir les moyens de la mettre en œuvre. Il
est de fait que depuis l'année 1763 jusqu'en
1775, elle a coûté d'entretien en argent de
France 672,356,180 l.

Je crois avoir démontré que par l'effet
de l'extrême épuisement qui est résulté
pour l'Angleterre de la guerre dernière,
& de son nouveau système de paix, il lui
seroit impossible, même en cinq années, de
mettre sur pied toutes ses forces navales.
J'ai fait voir, par occasion, que toutes ses for-
ces étant en activité, elle ne pourroit encore
que difficilement résister à ses ennemis. Il me
reste à examiner si dans cet état des choses elle
peut espérer de tirer de son commerce les
secours nécessaires pour continuer ses efforts
& réparer promptement ses pertes.

J'ai avancé, d'après M. Hanway, que les
Corsaires employoient environ quinze mille
hommes; mais ce ne sont pas tous bons
matelots. Les hommes de terre composent
la majeure partie de leurs équipages; le petit
nombre de leurs bons matelots est bientôt
épuisé par les fatigues de la course, ainsi que
sur les vaisseaux de Roi, par le service des
campagnes & des rades; & comme il n'y en
a jamais assez pour faire reposer ceux qui sont
fatigués, la consommation en est beaucoup
plus grande. Il en résulte que dans huit

années de guerre, la Nation perd seulement par les maladies, plus de cent trente mille hommes, comme on le voit par l'état cotté (C). Pour ménager & conserver les matelots, il faudroit en avoir assez pour que le même homme ne servît que deux ans sur quatre, ou trois sur cinq. On est persuadé en Angleterre que le systême des classes de France lui permet de faire reposer ses matelots & même de donner à ses vaisseaux des équipages plus forts. On y approuve aussi l'usage que l'on dit être suivi dans les Isles Françoises de faire toujours embarquer deux hommes de terre par huit matelots, ce, qui fait un accroissement continuel de six hommes sur trente par chaque vaisseau de trois cents tonneaux. Enfin M. Hanway assure que la France avoit avant la dernière guerre cent trois mille matelots enregistrés. Mais ces détails me sont étrangers ; & je ne citerois aucun Anglois comme autorité sur ce qui regarde la France.

Le Gouvernement Anglois ne connoît point de méthode pour conserver ses matelots de guerre, que le retour de la paix fait licencier. Nous avons vu qu'il a essayé inutilement de celle des classes. Dans d'autres tems on a proposé divers plans, savoir, de retenir en demi-payé un certain nombre de matelots, de les employer aux travaux des Ports, de rendre les Maîtres comptables des matelots qu'ils embarquent, d'obliger

les Maîtres à prendre un certain nombre de matelots payés par l'Etat & beaucoup d'autres projets , parmi lesquels il faut distinguer celui que M. Hanway a donné & expliqué bien au long en 1759 , qui consistoit à payer aux Armateurs une gratification pour augmenter d'un ou de deux matelots leurs équipages ordinaires , ce qui devoit produire le nombre d'environ douze mille matelots de plus que le commerce auroit entretenu pendant la paix. Mais tous ces systêmes ont été rejettés tour à tour , & toujours par la crainte que l'on a eue de donner au Gouvernement , ou trop d'influence relativement aux élections , ou trop d'empire sur la liberté & sur les propriétés.

Je ne vois d'établissement de cette espece qui ait un succès qu'on puisse juger permanent , comme agréable à la Nation , que la société de Marine que quelques citoyens ont formée vers le commencement de la dernière guerre. Cette société , dont les efforts sont secondés par une pareille association dans la Ville de Dublin qui recrute pour elle , fait ramasser tous les enfans ou hommes sans aveu & sans pain. Elle les nettoye , les habille , les substantive & les distribue en tems de guerre sur les vaisseaux du Roi , & en tems de paix sur les vaisseaux Marchands qui lui en demandent. Elle ne se soutient , il est vrai , que par des contributions charitables

ritables (a); mais l'objet est si national, & ces contributions sont appliquées avec une si sage & si rigoureuse économie au succès de son institution, qu'elle effectue des choses prodigieuses. Elle a fourni à la Marine du Roi, dans la guerre, dix mille sujets qui seroient pèris de misère, ou des suites de la débauche. Depuis la paix son zèle ne s'est point ralenti, quoiqu'il soit contrarié par les circonstances, puisque n'ayant point le droit de contraindre, elle ne peut qu'offrir les sujets qu'elle eleve, aux Marchands qui ne se soucient guere de se charger d'apprentifs & qui font naviguer, comme on le fait, avec le moins de monde qu'il leur est possible. Cependant, quoique la Marine du Roi, à la paix, lui ait rendu (b) le reste des mousses qu'elle lui avoit donnés, elle en reçoit toujours quelques-uns; mais elle est bornée à cet égard au nombre de cinq cent mousses : aussi ce n'est qu'un foible moyen pour le soutien de la société. Au reste cet établissement paroît si religieusement administré & si fort du goût de la Nation, qu'il n'est pas

(a) Un Particulier lui a légué un fonds de dix mille livres sterling, dont elle ne peut toucher que la rente.

(b) Ce reste étoit de 350 mousses : elle en avoit reçu environ cinq mille. Il est à croire qu'elle en garda 500. C'est donc près de 4,000 qui ont été consommés. La Société mit ces 350 en apprentissage.

douteux que dans le cas d'une guerre il ne devînt une ressource intéressante pour la Marine militaire. Mais , après tout , ce ne seroit qu'un secours du moment ; Et ce qu'elle donneroit aux vaisseaux du Roi , le commerce ne l'auroit pas , ni ne pourroit espérer d'en profiter. La société enfin n'a point entrepris d'augmenter la population que tout le régime actuel tend à détruire.

Par le compte que j'ai fait & qui est présenté en tableau sur l'état coté (D) , il est visible que malgré les accroissemens que le commerce Anglois a dû prendre & qu'il a pris en douze années de paix , l'Angleterre a aujourd'hui beaucoup moins de matelots qu'elle n'en avoit dans l'année 1759. Or , si elle étoit obligée d'entrer en guerre , certainement elle ne retireroit point de son commerce les secours nécessaires pour soutenir ses efforts & pour réparer ses pertes. Qu'on se rappelle tout ce qui s'est passé , toutes les calamités que l'Angleterre a éprouvées depuis la dernière guerre : c'est précisément ce qui lui arriveroit encore , & bien plus infailliblement , puisqu'il est démontré qu'en hommes comme en finances , il ne lui reste que de bien foibles moyens.

Moins il reste , en tems de guerre , de matelots pour le commerce , plus il en coûte au Gouvernement pour le fret de ses bâtimens de transport , objet sur lequel il y a

eu dans la guerre dernière une profusion de dépenses qu'on peut dire énorme : plus est grand le nombre de bâtimens étrangers qu'il faut employer pour ces transports , tandis que les bâtimens Anglois pourrissent dans les ports où ils ont été construits ; plus enfin les Etrangers s'engraissent de la subsistance que les actes de navigation assuroient exclusivement aux sujets Anglois. Le produit des Douanes diminue dans la même proportion , tant par les gratifications que les Etrangers enlèvent , que par la suspension de nombre de parties du commerce national que ces gratifications devoient encourager , & que la disette d'hommes ou leur prix excessif empêchent l'Armateur de (a) continuer. La diminution qu'éprouvent en même tems les consommations , porte un égal préjudice au revenu de l'accise. Dans de si fâcheuses circonstances les besoins de la guerre obligent à des emprunts énormes ; & au bout de huit années de guerre , peut-être encore malgré les succès les plus glorieux & les plus riches conquêtes , la dette de l'Etat se trouve accrue de près de quatre-vingt millions sterling , son commerce presque anéanti ,

(a) Il y a actuellement sur la Tamise plus de quarante vaisseaux Hollandois en chargement pour des pays où les seuls Anglois avoient le privilège de porter leurs marchandises.

ccxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
sa population diminuée , les émigrations
augmentées dans une proportion effrayante,
les grains & les denrées de toute espèce
excessivement encheris, les terres sans va-
leur comme le commerce, puisqu'il est vrai
que les intérêts de l'un sont inséparables de
ceux de l'autre : point de matelots pour ar-
mer les vaisseaux : point d'argent pour sou-
tenir une puissante marine ; enfin une détresse
si excessive dans toutes les parties , que l'Etat
se croit obligé de porter atteinte aux droits
les plus sacrés de ses Colonies & de ses
Compagnies de commerce , & de sacrifier les
plus précieux de ses intérêts réels à l'espoir
trompeur d'accélérer, par ce fatal moyen ,
sa libération. Voilà ce qui ne manqueroit
pas d'arriver encore, si l'Angleterre essuioit
une guerre pareille à la dernière. Pour se
relever elle chercheroit à faire porter sur
l'Amérique tout le poids du mal , ou bien
ce seroit sur la Compagnie des Indes ou sur
la Banque.

L'Angleterre est sans doute une Nation
puissante , pleine de courage & d'esprit mar-
tial ; mais le commerce & la guerre ne mar-
chent point sur la même ligne : tôt ou tard
elle sera contrainte d'opter. Quand elle
se sera épuisée pour soutenir une guerre ,
& qu'elle voudra en tems de paix avoir
l'air de donner le ton à l'Europe , &
se faire compter parmi les Puissances du

ET DE L'AMÉRIQUE. ccxiij
premier rang , on pourra dire d'elle que c'est
un sujet tombé en consommation , qui ne peut
conserver un faux air d'embonpoint qu'aux
dépens de sa propre substance. Encore est-ce
une question aujourd'hui (1775) de savoir
si elle aura conservé ses Colonies quand il
lui arrivera de rentrer en guerre ; & si tous
ses prodigieux succès , dans la guerre der-
niere, ne seront pas payés de la perte de
son commerce de l'Amérique & de trois
millions de sujets.

Fin du Mémoire.

CCXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
(A)

ÉTAT des Matelots & Soldats de Marine employés au service de l'Angleterre, année par année inclusivement, depuis l'année 1754, jusqu'à l'année 1763.

N. B. On garantit l'authenticité de cet Etat (A) & du suivant (B).

AN N É E S.	Nombre voté par le Parlement.	Nombre des Effectifs.
1754	10,000	9,797
1755	12,000	29,268
1756	50,000	50,037
1757	55,000	60,548
1758	60,000	70,014
1759	60,000	77,265
1760	70,000	80,137
1761	70,000	81,929
1762	70,000	81,929
1763	30,000	19,855



ETAT du Commerce Anglois, en Europe & dans les autres Parties du Monde avec le nombre des vaisseaux qu'il emploie constamment (c'est-à-dire, sur le pied d'un seul voyage par an), leur port moyen en tonneaux, & la force de leurs équipages en bons Matelots.

N. B. Toutes ces notions sont tirées des Discussions Parlementaires, ainsi que des meilleurs écrits sur le Commerce Anglois & des Registres des Ports.

	Nombre des vaisseaux.	Tonnage moyen	Total du tonnage	NOMBRE d'hommes par vaisseau.	Total des Hommes
1 Le cabotage sur les côtes de la Grande-Bretagne, la contrebande & les Mariniers de la Tamise sujets à la presse.....	4,000	45	180,000	3	12,000
<i>N. B. On renferme dans ce nombre toutes les barques & chaloupes dont on peut imaginer que la quantité est très-confidérable.</i>					
2 Commerce du Charbon.....	1,500	360	360,000	14	21,000
<i>N. B. Comme ces vaisseaux font cinq à six voyages par an, on est obligé d'en fixer le nombre, avec les Calculateurs Anglois, à 1,500.</i>					
3 Vaisseaux d'Irlande.....	400	90	36,000	6	2,400
4 Les Isles de Jersey, de Guernsey, de Man, &c....	80	70	5,600	5	400
5 Pêcherie du Hareng.....	50	80	4,000	16	800
6 Pêcherie de la Baleine.....	60	260	15,600	36	2,160
7 Pêcheries de Terre-neuve. tant de la Nouvelle Angleterre, pendant toute l'année, que des Royaumes Britanniques pendant six mois.....	857	100	85,713	14	12,000
8 Vaisseaux qui font le commerce entre les Royaumes Britanniques & l'Amérique Septentrionale inclusivement depuis la Baie d'Hudson, jusqu'à la Floride Occidentale, & entre l'Amérique Septentrionale & l'Europe.....	1,278	297	379,566	27	34,506
9 Vaisseaux qui font le commerce entre les Royaumes Britanniques & les Indes Occidentales, ce qui comprend aussi l'Afrique, ainsi qu'entre les Indes Occidentales & l'Amérique Septentrionale.	1,000	200	200,000	16	16,000
10 L'Inde & la Chine.....	60	700	42,000	99	5,940
11 Cabotage de l'Inde.....	2,4000
12 La Norvege, sur le pied de quatre à cinq voyages par an.....	50	300	15,000	18	900
<i>N. B. Ce sont les vaisseaux qui vont chercher les bois & les munitions navales.</i>					
13 La Mer Baltique, sur le pied de trois voyages par an.....	400	160	64,000	10	4,000
<i>N. B. Ce sont les vaisseaux qui portent dans cette Mer les productions des Colonies Angloises & de l'Inde, & en rapportent les munitions navales, les grains, &c.</i>					
14 Bremen, Hambourg & la Hollande.....	10	120	1,200	7	70
<i>N. B. Ce sont les vaisseaux qui portent sur le Continent les Manufactures Angloises & qui font plusieurs voyages dans l'année.</i>					
15 Bremen, Hambourg & la Hollande.....	150	80	1,200	6	900
<i>N. B. Ce sont ceux qui portent les productions des Isles de l'Amérique, de l'Inde, &c.</i>					
16 Commerce de France & de Flandres.....	200	50	10,000	4	800
17 Commerce de Portugal.....	150	120	18,000	8	1,200
18 Commerce d'Espagne.....	300	100	30,000	7	2,100
19 Commerce d'Italie & du Levant.....	150	160	24,000	13	1,950
TOTAL		10,695	1,471,879		121,526

ETAT du nombre d'hommes levés pour le service de la Marine d'Angleterre, depuis l'année 1755, jusqu'à l'année 1762, & de ceux qui ont péri pendant le même tems.

Nombre des hommes levés.	Nombre des hommes perdus.	Nombre des tués.	Morts, de maladie ou accident.
184,893	133,708	1,512	132,196

ETAT des gens de mer employés tant pour le service du Commerce que pour la Marine du Roi, à trois époques, depuis l'année 1747.

Années	Marine du Roi. Matelots & Soldats effectifs.	Matelots des Corsaires.	Matelots de Commerce, calculés sur le tonnage.	Total des Matelots Anglois, de guerre & de Commerce.	Matelots étrangers employés au préjudice des Anglois calculés aussi d'après le tonnage.
1747	40,000	15,000	82,322	137,322	5,160
1759	77,265	15,000	82,322	174,587	6,000
1775	18,000	121,526	139,526	5,280

Il est visible, par ce tableau, que si en 1759 l'Angleterre avoit 174,587 matelots, elle est aujourd'hui (1775) bien éloignée de faire les mêmes efforts que dans ce tems-là, puisqu'on ne peut lui trouver que 139,526, quoiqu'on ait alloué diverses augmentations dans son commerce, & qu'on ait même doublé certaines parties

LES divers tableaux que vous venez de voir, Monsieur, & qui sont en grande partie authentiques, ne vous paroissent-ils pas justifier les conjectures que j'ai osé hasarder sur l'événement de toute nouvelle guerre maritime que l'Angleterre auroit en Europe? Mes calculs étoient si justes, notamment sur le nombre général des Matelots de Commerce, porté sur mon tableau cotté (D), à 121,526, que je me suis rencontré sur ce point, à très peu de chose près, avec M. Temple Luttrell & M. Tomlinson, qui l'ont jugé être de cent-vingt mille, ainsi que vous le verrez dans les débats de la dernière session du Parlement sur cet objet important. Si de ce nombre vous rabattez environ trente mille matelots Américains qu'on ne peut plus compter du côté de l'Angleterre, il ne lui restera que quatre-vingt-dix mille matelots de Commerce, qui joints aux quarante-cinq mille hommes octroyés pour le service de mer de l'année courante, ne donnent que le nombre de cent trente-cinq mille hommes. Ce sont deux mille & quelques hommes de moins que l'Angleterre n'avoit en 1747. Cela s'appelle être reculé de plus de trente ans, & avoir perdu tout le fruit du prodigieux accroissement de commerce qui avoit porté ce nombre en 1759, au fort de la dernière guerre, à près de cent soixante & quinze mille, & au moyen duquel il devoit être aujourd'hui de cent soixante-

fix mille cinq cents vingt fix. Aussi cette disette d'hommes a-t-elle fait manquer le grand armement de quarante trois vaisseaux de ligne indiqué pour le 15 Mai dernier & qui devoit étonner l'Europe. Il n'a pas été possible de fournir, même l'armement moyen à plus de vingt vaisseaux de ligne, dont treize à quatorze croisent isolés & dispersés en haute mer, sans former un corps d'escadre, sans pouvoir être rappelés ou rassemblés au besoin, parce qu'ils n'ont point de rendez-vous ni même de chef; car l'Amiral Keppel vient de partir pour les Eaux de Spa, après avoir été visiter le *Victory*, de 100 pieces de canons qu'il devoit monter & qui est encore dans la Tamise. Les équipemens de ces vingt vaisseaux se font même si difficilement, qu'un de leur nombre, dans le port de Plimouth, a été obligé, (ce fait est du 19 Juin), d'enlever l'équipage du Corsaire l'*Elisabeth*, Capitaine Hume, armé contre les Américains, avec des lettres de marque de l'Amirauté; & cela se fait journellement.

Il est sensible, Monsieur, que l'Angleterre étant à sa troisième année d'une guerre des plus animées, sa situation actuelle correspond à l'année 1757, sur le tableau cotté (A), pour le nombre des gens de mer effectifs. En conséquence, les prodigieux armemens qui bordent les côtes de l'Amérique, doivent faire monter le nombre total des gens de mer actuellement em-

CCXVIIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ployés au moins à (a) soixante mille, au lieu de quarante-cinq mille qui est le nombre voté. Cependant l'épuisement que la dernière guerre a causé à l'Angleterre, tient sa marine dans un tel état de foiblesse, qu'il est douteux que ce nombre pût s'accroître davantage si la guerre continuoit & suivre la progression des années 1758, 1759, &c. La défection actuelle des matelots Américains, feroit à l'Angleterre un tort positif & négatif de plus de trente mille hommes; & pour se défendre ou pour attaquer, elle auroit trente vaisseaux de ligne de moins sur les quatre-vingt-deux qui composent son extrême force. Quand cette différence ne seroit que de vingt, n'est-ce pas un affoiblissement énorme, si on considère que quatre-vingt-deux vaisseaux de ligne complètement armés sont insuffisans pour les nombreuses stations qu'elle auroit à garder, dans une guerre contre des Nations qui ont parfaitement réparé leurs forces, & qui ne laisseront point à l'Angleterre l'avantage de leur porter le premier coup. Songez, d'un autre côté, que la dette na-

(a) Ce seroit quinze mille à rabattre sur ce qui reste pour le commerce & les Corsaires. Cet excédant se paye par extraordinaire, & forme en partie l'accroissement annuel de la dette de la Marine. Avec soixante mille matelots de guerre, l'Angleterre en manque même pour armer complètement ses vingt vaisseaux de garde.

tionale est actuellement de plus de trois milliards & demi de livres tournois : qu'elle est absolument dépourvue de troupes de terre pour sa garde & sa défense, même en Irlande : que les plus belles branches de ses revenus & de son commerce, se dessèchent & dépérissent : qu'elle ne pourroit pas continuer son commerce sans le secours des bâtimens étrangers ; & qu'elle ne le fait qu'au titre le plus onéreux avec les Etats du Nord, dont l'Amérique l'avoit aidée à se passer. Assurément de telles circonstances sont bien faites pour rehausser aux yeux de toute l'Europe, & faire chérir de leurs Sujets respectifs la modération plus qu'humaine de deux Monarques, dont on fait que les forces navales n'ont jamais été plus redoutables qu'aujourd'hui, ni l'union plus intime ; & qui auroient de si justes raisons à faire valoir pour écraser une Puissance qui n'eût dû en aucun tems devenir leur rivale & qui étoit parvenue à leur faire craindre sa tyrannie mercantile.

Les Peuples Anglois sentent-ils, comme ils le doivent, la générosité & la noblesse d'un tel procédé ? Rendent-ils justice au mérite des sacrifices que la vraie grandeur fait faire ? A en juger par leurs écrits publics, ils se montrent plutôt aigris par de prétendus griefs pour des secours donnés secrètement aux Américains ; tandis que ceux-ci gémissent de ce que la France & l'Espagne ont refusé de leur tendre les bras. Ils ne sont

CCXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

pas plus équitables dans leurs actions, puisqu'ils ne cessent d'inquiéter les deux Cours, par la témérité de leurs entreprises, comme s'ils prétendoient les punir de ce qu'elles ne cherchent (a) point à leur plaire en faisant aussi la guerre à leurs propres sujets. Ce ne sont point là de simples allégations ; & les faits les plus constans attestent que l'esprit qui anime aujourd'hui la Nation Angloise, est souverainement ingrat & injuste envers la France & l'Espagne, relativement au système de ces deux Gouvernemens. Dans ces circonstances, l'honneur de mon pays & l'intérêt de la vérité, me décident à vous envoyer, Monsieur, pour votre recueil, deux mémoires qui viennent de m'être adressés d'Embden précisément sur la conduite des Puissances de Bourbon. Je ne ferai point le premier qui aurai mis au jour les motifs pressans qu'on offre à la considération de ces Puissances pour les déterminer à faire sans délai la guerre la plus vive à l'Angleterre. Une des dernières (b) Gazettes de Leyde a

(a) Les Anglois voudroient, qu'à l'instar du Portugal la France ou l'Espagne déclaraissent la guerre à l'Amérique, ou sévissent contre leurs sujets s'ils assistoient les Américains à leurs risques & périls. Que pourroit faire de plus une de ces deux Puissances en faveur de l'autre, qui se trouveroit dans le cas où est l'Angleterre ?

(b) N°. L. Supplément, Art. de Leyde, du 24 Juin. *Lettre d'un Américain présentement en Europe.*

publié un écrit d'un Américain qui prouve l'urgente nécessité de cette guerre, pour prévenir une alliance fatale à la liberté de l'Europe. On soutient par les considérations les plus fortes dans ceux que vous allez lire, que non-seulement la gloire, l'intérêt & le repos des Puissances de Bourbon, mais même leur amour de la paix, & du bien général de l'humanité exigent d'elles le sacrifice d'une trop scrupuleuse délicatesse. Comme il est impossible aux Anglois de dire que la volonté ou les ressources manquent chez l'une ou l'autre des deux Nations, ou que leurs forces navales ne soient pas sur le pied le plus respectable, les Partisans du Ministère Anglois apprendront enfin quel tribut de respect & de reconnoissance ils doivent aux Conseils des deux Cours pour des procédés, pour une continence qu'on ne peut attendre que d'une vraie supériorité de sentimens & de vertu. On soupçonne les Ministres Anglois d'avoir composé le mémoire répandu à Londres pour exciter toutes les Puissances à concourir à l'anéantissement de l'Amérique; ils vont voir ici par combien de raisons ces mêmes Puissances devraient se réunir pour exterminer l'Angleterre : *sub judice lis est.*

PREMIER MEMOIRE.

Peut-être est-ce la résolution actuelle de la Cour de France, (& ce seroit sans doute aux yeux de bien des gens, une résolution sage)

d'éviter , du moins d'ici à quelque tems , de prendre aucune part dans la contestation présente entre la Grande Bretagne & les Etats unis de l'Amérique septentrionale , présumant que la puissance Angloise s'épuisera elle-même , au point d'offrir à la France dans quelque tems , une conjoncture plus favorable pour commencer avantageusement la guerre. Cependant cette politique est trop subtile , trop précaire & trop désavantageuse pour être encore longtems celle d'un gouvernement éclairé. Elle est fondée sur deux suppositions dont chacune est non-seulement incertaine , mais encore très-peu vraisemblable.

D'abord la France auroit tort de se persuader que la Grande Bretagne deviendra bientôt , dans le fait , beaucoup plus foible & moins en état de résister aux entreprises d'une Puissance Européenne qu'elle ne l'est à présent. Sans doute l'Angleterre augmentera sa dette publique ; mais il ne résultera point de cette augmentation qu'elle soit moins formidable. Aussi longtems qu'elle jouira de la paix en Europe , elle ne sentira point immédiatement l'affoiblissement résultant de sa dette nationale ; parce qu'elle pourra toujours emprunter autant d'argent qu'elle le jugera à propos. Elle ne cessera de grossir journellement le nombre de ses troupes & de ses vaisseaux de guerre. En les employant contre les Etats unis d'Amérique , elle augmentera considérablement le courage , la discipline & l'expérience

de ce qui compose ses forces de terre & de mer ; tandis que celles de France entretenues à presqu'aussi grands frais , languiront dans l'inexpérience & l'oisiveté. La Grande Bretagne quoique plus chargée de dettes aujourd'hui que l'été dernier , est cependant plus en état à présent qu'elle ne l'étoit alors , de faire la guerre : de la même manière que dans la guerre précédente, quoique sa dette se fût accrue de près de 80 millions (a) *sterling* , elle étoit plus formidable à la fin de la guerre qu'au commencement.

Prétendre que la présente guerre entre la Grande Bretagne & les Etats unis doit certainement durer un tems considérable, sans que la France s'en mêle, est une supposition encore moins probable que la première. Le Gouvernement Britannique a tout à perdre & rien à espérer en continuant cette guerre par-delà la campagne actuelle. Aussi se propose t'il, & très-sagement, de faire ses plus grands & ses derniers efforts pour recouvrer, dans cette année, la souveraineté de l'Amérique. Ses Ministres espèrent que les hazards de la guerre leur procureront quelques succès, qui joints aux besoins & aux souffrances des Colonies, pourront engager

(a) *Note de l'Editeur.* Les Calculateurs politiques pourront remarquer qu'à la fin de la guerre dernière l'Angleterre avoit 80 vaisseaux de ligne équipés, 80 mille matelots & 80 millions *sterling* de dettes provenant de la guerre.

celles-ci à rentrer avec plus ou moins de restriction sous la dépendance de la Grande Bretagne. Ils sentent, que si le cours de cette campagne ne peut rien produire de décisif pour la réduction de l'Amérique, il n'y a rien à attendre de tous les efforts ultérieurs; & qu'une plus longue continuation d'hostilités ne peut qu'augmenter & prolonger les risques d'une guerre en Europe. En conséquence, leur projet, après avoir tenté le sort de cette campagne, & quelle qu'en soit l'issue, est de mettre fin à la guerre aux meilleures conditions qu'ils pourront obtenir; & s'il est absolument impraticable de réduire les Américains à l'état de sujets, de reconnoître leur indépendance, & de s'assurer par un traité d'alliance leur amitié & la jouissance de leur commerce. Cette détermination fixe & sérieuse du Ministère Britannique, s'est pleinement manifestée par les derniers débats dans la Chambre des Pairs, à l'occasion de la proposition du Lord Chatham. On peut en être d'autant plus sûr, que ce parti est le seul raisonnable. D'ailleurs cette certitude est encore confirmée par des informations particulières & authentiques.

La France ne peut donc prévenir la réconciliation prompte des Colonies avec la Grande Bretagne, soit comme sujettes, soit comme alliées, qu'en formant au plutôt avec elles des engagements qui ferment la porte à toutes autres liaisons : où les Colonies trouvent l'as-

surance des secours & du commerce dont elles ont besoin ; & qui les mettent en état de repousser les attaques , & de rejeter les offres de la Grande Bretagne.

Il ne faut pas oublier que la première résistance des Colonies n'a pas eu pour objet l'indépendance , mais seulement le redressement des griefs ; & que même , encore à présent , plusieurs de leurs habitans se contenteroient de demeurer sujets de la Couronne Britannique avec quelques restrictions. Le plus grand nombre d'entre eux , il est vrai , se sont déclarés pour l'indépendance ; mais ils se sont principalement portés à cette démarche dans la confiance que la France connoissant & poursuivant ses plus importans intérêts , les appuyeroit bientôt ouvertement & d'une manière efficace. Lorsqu'ils se trouveront trompés dans leur attente , lorsqu'ils verront que plusieurs Etats de l'Europe aident avec ardeur la Grande Bretagne à les subjuguier , qu'un autre Etat a publiquement interdit & proscrit le commerce avec eux ; & que même les plus affectionnés se contentent de demeurer spectateurs oisifs de la querelle , & leur refusent jusqu'à une reconnaissance verbale de l'indépendance qu'ils réclament , il est bien probable que désespérant d'être secourus au dehors , & pressés par le sentiment de leurs besoins & de leurs maux intérieurs , ils pourront pencher à accepter les conditions que le Gouvernement Britannique sera disposé par son intérêt à leur offrir.

Le Lord George Germaine a déclaré dernièrement dans la Chambre des Communes, que ses espérances de terminer la guerre d'Amérique dans le cours de cette année, étoient principalement fondées sur le découragement & le désespoir qui se répandroient parmi les Américains, lorsqu'ils sauroient que la France ne leur donnera aucun secours. Les émissaires & les adhérens de la Grande Bretagne n'épargneront rien pour étendre & pour accroître ce désespoir & ce découragement. Déjà ils ont commencé à insinuer que la France également ennemie des deux parties, fomentoit les contestations actuelles, dans la seule vûe de les faire servir mutuellement d'instrumens à leur propre destruction, & sans vouloir que les Colonies devinssent jamais indépendantes.

Si par ces artifices, ou par d'autres semblables, la Grande Bretagne parvient à triompher de l'affection des Américains pour la France, & à se les unir à elle-même, ce dernier Royaume perdra sans retour l'occasion la plus favorable qui se soit jamais présentée à aucune Nation, d'accroître sa propre richesse & sa puissance, en humiliant & affoiblissant l'ennemi le plus formidable, le plus insolent & le plus invétéré. C'est une occasion qu'aucune prudence humaine n'auroit pû amener; & que le patriote le plus zélé pour la France pouvoit à peine espérer de voir naître dans ce siècle. *Quod nemo Divûm promittere auderet, in tempus attulit ultro.*

Mais ce n'est pas seulement l'occasion de s'enrichir elle-même , & d'humilier la Grande Bretagne, que perdra la France en continuant de rester dans l'inaction : elle mettra encore dans le plus grand danger la sûreté au moins , de toutes ses possessions américaines. Le Ministère Britannique fait , ou croit savoir que la France a déjà secrètement aidé les Américains dans leur résistance ; & non-seulement ce Ministère , mais le Roi & la Nation Britannique sont déjà aussi animés contre les François , que si la guerre avoit été déclarée ouvertement. A la vérité on a déjà trop (*) fait pour les Américains en France, si l'intention de la Cour n'est pas de reconnoître l'indépendance. Ne donnant point aux Etats unis un secours vraiment efficace, il auroit mieux valu ne leur en donner aucun. La Nation angloise , naturellement ennemie de la France, envisage & soupire après le rétablissement de la paix avec l'Amérique , afin de pouvoir tourner ses armes contre ce Royaume , & satisfaire à la fois sa vengeance & ses intérêts. Elle est bien déterminée à faire

(*) *Note de l'Editeur.* Mylord Shelburne , dans la Chambre haute , le 30 Mai dernier , a dit qu'il n'y avoit pas un seul Négociant en France en état d'avancer cinq mille livres sterling aux Américains. N'est-ce pas un défi capable de faire perdre de vue aux Négocians François , toutes les considérations qui pourroient ou devroient les rendre indifférens sur le sort des Américains ?

ccxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

succéder immédiatement la guerre contre la France, à sa réconciliation avec ses Colonies. Tel est maintenant le langage de toute la Nation, & en particulier des Chefs de ce qu'on appelle en Angleterre la *Minorité*. Le sage, le paisible Lord Cambden lui même, il y a peu de jours, (le 30 mai) a conclu un discours très-long & très-applaudi dans la Chambre des Pairs, en souhaitant ardemment *la paix avec l'Amérique & la guerre avec tout le reste du monde*. A la vérité, le ministère a prudemment évité de s'expliquer ouvertement sur ses desseins. — Mais quiconque réfléchira sur les considérations précédentes & sur le vif ressentiment dont on fait que le Roi de la Grande Bretagne est si excessivement susceptible, ne pourra douter qu'aussitôt que la paix sera faite avec l'Amérique, quelles qu'en puissent être les conditions, toutes les forces que la Grande Bretagne a maintenant sur le continent de l'Amérique, ne soient sur le champ transportées aux Indes occidentales & employées à conquérir les Isles à sucre françaises, pour indemniser l'Angleterre des pertes & des frais que la guerre présente lui aura causés, & pour la venger des encouragemens & des secours qu'on impute à la France d'avoir donnés en secret aux Colonies contre leur Métropole. — Certainement il ne reste pas au ministère Britannique d'autre moyen de calmer les esprits irrités, & de faire supporter patiemment à la Nation la

perte de ses espérances trompées par l'événement de la guerre américaine. On lui avoit promis que l'Amérique rendroit toutes les dépenses employées à la subjuguer; mais une telle promesse ne peut jamais être remplie; car, quand l'Amérique seroit réduite au dernier degré de l'asservissement, il lui seroit impossible d'ici à longtems de fournir aucun revenu à la Grande Bretagne. — Dès lors le Gouvernement anglois doit chercher à se dédommager d'un autre côté, des dépenses de cette guerre, & en même tems à assouvir la haine & les ressentimens de la Nation, en employant contre les possessions américaines de la France, ces mêmes troupes étrangères, de l'entretien desquelles l'Angleterre ne peut se décharger qu'après avoir averti longtems d'avance leurs Souverains respectifs.

Les esprits des deux Nations Française & Britannique, sont maintenant trop irrités; & il naîtra journellement trop de sujets de dispute pour que la guerre entre ces deux Couronnes, puisse être longtems évitée. Il semble donc que l'intérêt évident de la France, est de la commencer incessamment, avant que la Grande Bretagne ait eu le tems de se préparer & de se fortifier davantage elle-même, & pendant que les Colonies n'étant point encore subjuguées, elles ont à la fois le pouvoir & la volonté de donner aux armes françoises l'assistance la plus efficace & la plus décisive.

Manuscript.

Dans un mémoire précédent, d'après les seules lumières du bon sens, d'après des nouvelles particulières très authentiques, & l'opinion générale des gens de tous les partis en Angleterre, que la guerre contre les Etats unis, finiroit cette année, on a fait voir que si la Grande Bretagne manquoit de les réduire sous sa domination, elle désespéreroit de pouvoir jamais y parvenir; & qu'elle prendroit le parti de faire une alliance avec eux, pour recouvrer autant qu'il seroit possible, leur amitié & leur commerce.

De fortes raisons & des avis sûrs, nous fondent pareillement à croire que lorsque la Grande Bretagne fera sa paix avec les Etats unis, elle entrera aussi-tôt en guerre avec la France. C'est aujourd'hui le vœu de l'Opposition à Londres; & le ministère lui-même ne tardera pas à juger que cette guerre est nécessaire à sa propre conservation. Le peuple d'Angleterre s'est laissé entraîner dans la guerre américaine, parce qu'on lui promettoit que les Colonies seroient bientôt réduites, & qu'on en tireroit un revenu considérable. La première partie de cette promesse s'est déjà évanouie: & il en sera de même de l'autre; car si les Colonies ne sont pas subjuguées, on ne tirera d'elles aucun revenu; & si elles le sont, il est certain qu'elles se trouveront trop épuisées pour pouvoir de longtems payer au-

cun subside. C'est ce que savent très-bien les Ministres anglois; mais toutes les fois qu'ils ont paru reconnoître cette triste vérité, & qu'ils ont voulu abandonner l'idée de tirer un revenu de l'Amérique, la Chambre des Communes, & particulièrement les propriétaires des terres, dans cette Chambre, ont pris l'alarme, & ont fait craindre une révolte générale. Ainsi il éclatera beaucoup de mécontentemens & d'animosités dans la Nation angloise, lorsqu'elle saura, à n'en pouvoir douter, qu'elle a été trompée par ses Ministres, & qu'elle ne doit attendre ni revenu ni aucun autre bénéfice qui puisse la dédommager du sang & de l'or prodigués si follement dans la guerre actuelle. Il est donc clair que pour détourner la vengeance publique de dessus leurs têtes, les Ministres seront dans la nécessité de chercher à lui offrir d'autres victimes, & d'attribuer leurs mauvais succès à l'encouragement & aux secours secrets qu'ils imputent à la France d'avoir donnés aux Américains. C'est ce qu'ils ne manqueront pas de publier & de faire sonner bien haut, tant pour excuser leurs propres fautes, que pour faire tourner le ressentiment du Peuple contre cette Puissance. L'intention où sont les Ministres anglois, de suivre ce plan de conduite, s'est déjà manifestée par plusieurs procédés & publications: par divers avis ministériels adressés aux Commerçans anglois, concernant les corsaires américains qui ont paru dans la

Manche : par l'escorte que le ministère s'est fait demander , pour le commerce des Toiles d'Irlande à Liverpool , & qu'il a donnée si foible (le Wasp de 8 canons), qu'on voit bien qu'il est plus occupé d'animer les peuples contre les Américains & leurs prétendus amis , que de les garantir du danger qui les menace ; par les bruits qu'il s'attache à semer des efforts réunis de la France & de l'Espagne , pour attirer le Portugal dans le pacte de famille ; & enfin par le silence même du Roi , dans le discours de la clôture de la session , sur les dispositions des Puissances étrangères , le seul depuis plusieurs années , où il n'ait pas dit à ses chers Sujets qu'il avoit le plaisir de leur répondre des sentimens pacifiques de ses voisins. Cette animosité dont les Anglois s'enflamment si aisément contre la Nation françoise , a déjà éclaté en plusieurs endroits ; & le soin que prend le Gouvernement d'exciter cette animosité , est une preuve bien plus certaine de ses dispositions à la guerre , qu'aucune augmentation qu'il pourroit faire dans ses armemens de mer , où que les vingt nouveaux régimens qu'on fait qu'il est prêt de lever dans la Grande Bretagne & l'Irlande.

En quelque tems que la Grande Bretagne se décide à commencer une nouvelle guerre , elle débutera indubitablement comme dans la dernière , c'est-à-dire par quelque hostilité soudaine & inattendue , qui puisse assurer le succès définitif de la guerre , & affoiblir son

ennemi. Sa situation actuelle favoriseroit merveilleusement une telle manière de procéder. Ses auxiliaires Allemands ne sont pas seulement engagés pour être transportés en Amérique ; mais ils y sont. Ses forces de terre & de mer y sont déjà rassemblées, & y forment l'armée la plus formidable. Si elles échouent dans cette campagne, le Ministère anglois hâtera-t'il sa propre chute & son déshonneur en les rappelant en Europe ? N'aimera-t'il pas mieux donner des ordres à ses plénipotentiaires, pour faire la meilleure paix possible avec les Etats unis, & se servir de ces forces terribles pour tomber tout-à-coup sur les Possessions américaines des François & des Espagnols ? La plupart seroient conquises avant même qu'on eût appris ici le projet des Anglois. Cette conduite fourniroit aux Ministres Britaniques, le moyen de pourvoir à leur propre sûreté, & les maintiendrait dans leurs places, en même tems qu'elle satisferoit l'avarice & le ressentiment de la Nation. Cet heureux début & une guerre entreprise de cette manière, empêcheroient une baisse considérable dans les fonds anglois, & seroient trouver des matelots avec beaucoup plus de facilité que pour aller en course contre de prétendus pirates qui n'ont que la mort à donner ou à recevoir. Pour la commencer ainsi, le Ministère anglois n'auroit besoin d'autre prétexte que la secrète assistance que la France est supposée avoir donnée aux Etats unis.

On se flatte en Angleterre que les finances de la France sont en trop mauvais ordre pour qu'elle puisse s'engager dans une guerre. Mais quelque degré de vérité qu'il y ait dans cette assertion, on n'y voit aucune raison qui puisse retarder l'opération des causes déterminantes d'après lesquelles le Ministère Anglois doit commencer la guerre : au contraire, c'est ce qui l'encouragera plutôt à la faire. L'insensibilité de la France, son indolence ne raccommoderont point ses finances, si réellement elles sont si dérangées ; & elles n'empêcheront pas que les Anglois ne l'attaquent. Des embarras & des dangers réels veulent être prévenus avec promptitude & confiance. *Obstus principis* est une sage maxime. Ce n'est qu'en faisant promptement la guerre que la France pourra s'assurer pour l'avenir une paix permanente. Si l'on attaquoit actuellement la Grande Bretagne, tandis qu'une grande partie de ses forces est employée contre les Etats unis, bientôt on la mettroit hors d'état de troubler jamais les Puissances de l'Europe.

Une simple déclaration de guerre de la France contre la Grande Bretagne dans la circonstance actuelle ; rendroit la perte de l'Amérique inévitable pour les Anglois aux yeux de tout l'Univers, & les mettroit par conséquent dans l'impossibilité de faire le moindre emprunt. La nécessité les forceroit donc à se soumettre sur le champ. Cette guerre seroit donc non-seulement très courte, mais

très-peu dispendieuse. Dans un moment où la Grande Bretagne est aussi occupée avec l'Amérique, la France n'auroit pas besoin d'autres efforts que ceux qu'elle est en état de faire actuellement par un usage vigoureux de ses forces de terre & de mer. Tout l'argent qui pourroit être nécessaire, se trouveroit aisément avant le commencement des hostilités, au lieu que si on laisse l'Angleterre faire d'abord sa paix avec l'Amérique, pour ensuite attaquer la France, il faudra des sommes beaucoup plus considérables, & les emprunts deviendront impraticables.

La Grande Bretagne paroît n'avoir aucun allié dont elle puisse espérer quelque secours considérable, si on l'attaque actuellement. La Russie elle-même restera probablement dans l'inaction, d'autant plus qu'elle est trop éloignée pour faire aucun mal à la France ou à l'Espagne; & que d'ailleurs il est probable qu'elle aura assez d'affaires sur les bras chez elle. Une guerre avec l'Angleterre actuellement, ne pourroit manquer d'être courte & heureuse; & il paroît que c'est le seul moyen honorable, sage & sûr, pour prévenir l'effusion de sang & la perte immense d'argent qu'entraîneroit une guerre longue & douteuse, lorsqu'une fois la Grande Bretagne auroit fait sa paix avec l'Amérique.

La querelle actuelle de l'Angleterre avec l'Amérique paroît avoir été désignée par la Providence pour l'élévation & la gloire de la

France. Le Ciel , dans la disposition des affaires humaines , a rarement offert à une Nation une occasion aussi favorable de s'aggrandir & d'humilier ses adversaires ; & ce moment si beau ne se présentera pas une seconde fois. C'est à ceux qui vivent à cette époque que l'honneur en est offert. Les principes vertueux qui peuvent le leur faire dédaigner , suffiront-ils pour les justifier aux yeux de la postérité , si elle a lieu de se plaindre de l'événement ?

Si on objecte que la France n'a pas de justes motifs pour faire la guerre à l'Angleterre ; je répondrai d'abord , que les hommes ont un tel fond de raison , qu'il ne leur en manque gueres pour faire tout ce qui leur plaît. Les Nations sont toujours adroites à imaginer des prétextes spécieux pour les guerres qu'elles veulent faire par des motifs d'intérêt , ou par des raisons encore plus condamnables. Mais on ne s'y laisse plus tromper , & très-peu de personnes prennent garde aux raisons qu'alléguent les Etats pour justifier leur conduite. On se donne encore moins la peine de chercher si elle est conforme aux strictes regles de la morale.

Si une guerre est entreprise d'après les principes d'une sage politique , & que ses opérations réussissent , elle est toujours applaudie comme juste & glorieuse. Les Nations qui se sont alliées contre Louis XIV , n'avoient jamais eu & ne prétendoient avoir aucun juste sujet de plainte contre lui : elles publioient

seulement qu'elles redoutoient le trop grand accroissement de son pouvoir. Une pareille allarme justifieroit une semblable alliance , pour séparer l'Amérique de la Grande Bretagne , & pour rendre libre un commerce dont celle-ci voudroit avoir le monopole.

Mais après la maniere inexcusable dont l'Angleterre a commencé la dernière guerre , manquera-t-elle jamais de bonnes raisons pour la renouveler ? En s'emparant comme elle l'a fait , contre tout droit & justice , des vaisseaux & des matelots françois , ce qui en grande partie a ruiné la Marine de France , en la mettant dans l'impossibilité de défendre ses possessions , l'Angleterre a pour jamais investi la France non-seulement du droit mais de l'obligation de faire tous ses efforts pour les recouvrer aussitôt que l'occasion s'en présentera ; & le moment est certainement arrivé.

Mais si l'on croyoit qu'il ne fût pas convenable d'alléguer d'anciens griefs , il seroit aisé de trouver des causes de rupture beaucoup plus récentes. L'arrogance des Officiers de Marine anglois , & de leurs Matelots , s'est déjà manifestée en différens endroits , par des actes de violence , qui , au moyen de justes représailles de la part de la France , seroient multipliés & aggravés par les Anglois au point d'autoriser de reste la France à la guerre.

Si , malgré tout cela , le Gouvernement de France aime mieux établir sa sûreté sur les futurs contingents , plutôt que de la rendre

CCXXXVIIIj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
stable par une guerre courte & heureuse, ce
qu'il y auroit de mieux à faire dans cette cir-
constance, ce seroit d'engager quelques-unes
des Puissances de l'Europe à reconnoître l'in-
dépendance des Etats unis. Il y auroit peut-
être moyen de déterminer l'Empereur, les
Rois d'Espagne, des deux Siciles, de Suede
& de Prusse, ainsi que le Grand Duc de Tos-
cane, à faire cette démarche de concert avec
la France. En supposant qu'il n'y eût que
quelques-uns de ces Etats qui voulussent s'y
prêter, ils seroient encore en trop grand
nombre pour que la Grande Bretagne pût leur
déclarer la guerre à tous à la fois; & si cette
déclaration étoit faite de la même maniere &
en même tems par ces Puissances, leur attaque
seroit tellement égale, que la Grande Bre-
tagne n'auroit point de prétexte pour s'en
prendre à l'une plutôt qu'à l'autre. Une telle
Reconnoissance ranimeroit le courage des
Etats unis, au point de leur faire rejeter
routes les propositions d'accommodement
avec la Grande Bretagne. Toute l'Europe
verroit par-là que cette Puissance a perdu
pour toujours la totalité de son ancien com-
merce & de ses possessions en Amérique,
& par conséquent qu'elle doit par la suite se
trouver hors d'état de payer même l'intérêt
de ses dettes publiques. Elle verroit son cré-
dit ruiné, & elle se trouveroit dans l'impuif-
sance non-seulement de commencer une
guerre en Europe, mais de continuer celle

qui subsiste en Amérique. Une telle déclaration n'exposeroit donc à aucuns risques les Puissances qui y concourroient ; mais au contraire elle contribueroit à leur sûreté : & comme elle ne couteroit rien que des mots , les Etats unis ont certainement droit d'attendre un secours aussi léger de la part de ceux qui tireront de si grands avantages de leur séparation de la Grande Bretagne.

Mais si on prend un autre parti , & si on souffre que la Grande Bretagne soit le premier Etat qui reconnoisse l'indépendance des Etats unis , ne sera-t'il pas naturel qu'ils ne se croient que très foiblement obligés aux autres Puissances , & qu'ils donnent de nouveau à la Grande Bretagne une plus grande part dans leur commerce & dans leur amitié , qu'il ne sera de l'intérêt de la France & de l'Espagne, dont la prospérité & même la sûreté pourront être compromises par cet arrangement ?

Fin du second Mémoire.

PUISSE LA FORCE de ces raisons apprendre au Peuple Anglois , à rendre un juste hommage à la magnanimité de deux Puissances qui dédaignent de tirer avantage de sa détresse , & qui donnent l'exemple d'une modération si capable ou si digne au moins d'assurer la paix de l'Europe !

J'ai l'honneur d'être , &c.

P. S. du 5 Juillet.

La nouvelle vient d'arriver, & celle-ci ne fera point annoncée par la Gazette de la Cour, que le vaisseau l'*Amphitrite*, parti d'Europe avec un chargement considérable d'artillerie, de munitions, d'habits, &c. a fait la plus heureuse traversée, & qu'il est entré dans le Port de Portsmouth de la Baye de Massachusets, deux heures avant l'apparition de deux Vaisseaux de guerre anglois devant la rade. L'*Amphitrite* avoit aussi à bord un grand nombre d'Officiers expérimentés, de diverses nations, & surtout des Ingénieurs & des Artilleurs. Cette nouvelle a fait baisser les fonds anglois. Les 3 p. $\frac{2}{3}$. consolidés, sont retombés à 78.

Il ne s'étoit encore rien passé d'intéressant le 4 Juin entre les deux armées, dans les Jerseys. Les troupes angloises ne sont nulle part en Amérique, hors de la portée du secours de leurs Vaisseaux.

Les Vaisseaux de garde dans les Ports d'Angleterre, restent toujours sans Matelots. Tout ce que l'on a pu s'en procurer par la presse, est employé sur les gros Vaisseaux de ligne, qui sont en croisière contre les petits Corsaires américains.

*Lettre d'un Banquier de Londres,
à M *** à Anvers.*

De Londres le 28 Juillet 1777.

VOUS avez lu, Monsieur, les spéculations que je m'amusai à faire sur la Marine Angloise dans l'année 1775. Je ne me laisserai point de répéter que je ne puis rien garantir au de-là de mes bonnes intentions & du regret que j'aurois d'avoir mis une matiere de cette importance sous un jour faux & trompeur. Mais s'il s'offre, après deux années révolues, un témoignage non suspect de la justesse de mes calculs: si le discours de M. Temple Luttrell au Parlement le 11 Mars dernier, vient merveilleusement à l'appui de mes assertions, un événement tout à la fois si favorable à mon dessein & si satisfaisant, n'est-il pas d'un trop haut prix pour moi, par les droits qu'il me donne sur votre confiance, pour que je puisse négliger d'en faire usage? Me voilà donc engagé à vous traduire les débats intéressans qui ont eu lieu à l'occasion du Bill que M. Luttrell vouloit présenter pour substituer à la presse une méthode sujette à beaucoup moins d'inconvéniens. Je crois même ne pouvoir me dispenser d'y joindre aussi le Bill, quoiqu'il n'ait point été admis. Par où, jusqu'ici a-t-on cru les Anglois redoutables;

si ce n'est par leur Marine? Et comment, y voyant plus d'illusion que de réalité, & animé comme je le suis du désir que tout le monde en soit convaincu, pourrois je laisser tomber dans un éternel oubli des documens aussi précieux que ceux que vous allez voir, qui fixeront irrévocablement votre opinion sur le degré que l'Angleterre doit occuper dans l'échelle des Puissances, & d'après lesquels vous jugerez si c'est avec raison qu'elle prétend à l'empire des mers, & à faire la loi par-tout en vertu de cet axiome si connu: *qui mare tenet necesse est rerum potiri.*

Débats de la Chambre des Communes du 11

Mars 1777, concernant les Matelots.

M. Temple Luttrell (conformément à l'avis qu'il en avoit donné quelques jours auparavant) a proposé un Bill aux fins de mieux équiper les vaisseaux en tems de guerre.

Discours de M. Luttrell.

C'est une maxime fondamentale, & je le dis avec l'excellent Auteur de l'Esprit des Loix, que toutes les fois qu'on propose une loi qui promet à un Etat plus de bien que de mal, cette loi doit être reçue. Les effets anti-constitutionnels, l'oppression & l'inefficacité de la methode actuelle de lever des hommes pour la marine par le moyen de la presse, ne sont que trop connus de toute

la Nation. Un Officier de mérite dans la Marine (le Gouverneur Johnstone) si distingué dans cette Chambre, & dont le caractère public & particulier honore réellement la nature humaine, a eu occasion de traiter cette matière. Voici ses expressions à ce sujet : » la presse, dit-il, deshonne le Gouvernement, répugne à l'esprit de notre constitution, & viole les loix de l'humanité : tout projet tendant à remédier à ce mal, doit être entendu avec patience & discuté avec candeur ». Il est impossible que ces remarques ne paroissent pas justes & déterminantes à quiconque prendra la peine d'y réfléchir. N'est-ce pas une chose abominable, dans un pays libre comme le nôtre, de voir souvent au milieu de la nuit une foule de matelots, ivres, armés de fusils & de coutelas, entrer dans les maisons des paisibles Habitans pour enlever un homme honnête & innocent, l'arracher du sein de sa famille, & le transporter à bord d'une allége de presse, & de là sur un vaisseau de garde, où il est jetté à fond de calle, pêle-mêle avec une troupe de bandits, exposé à tous les dangers de la contagion physique & morale d'une pareille société, pour être ensuite traîné sur les mers sans savoir où on le mène, ni combien de tems durera son esclavage ? Ce qu'il y a de pire encore, c'est que ce malheureux enlevé par surprise, n'a seulement pas le tems ni la permission

de dire un tendre adieu à sa femme & à ses enfans , & qu'il ne peut même penser à leur subsistance future lorsqu'ils seront privés de son secours. C'est dans cet état qu'on lui fait prendre un nouveau genre de vie & peut-être celui auquel sa constitution & ses facultés naturelles le rendoient le moins propre.

N'est-ce pas un sujet sérieux de reproches pour une Nation sage & généreuse comme la nôtre , de ne s'être jamais occupée des moyens de remédier à un mal aussi effrayant & aussi étendu ? Que de tumultes , d'alarmes & de désordres dans toutes les Villes , Bourgs & Villages , qui ne sont éloignés que de dix à douze milles de la presse ! Quelle foule d'inconvéniens pour toutes les classes de citoyens , dans toute l'étendue de la Grande-Bretagne !

En 1770 , le Lord-Maire de Londres représenta au Bureau de l'Amirauté , que la Ville de Londres étoit si infestée par les Recors de la presse , que les Marchands & les Domestiques ne pouvoient faire leurs affaires ordinaires. Un Particulier d'Yorkshire ci-devant Membre du Parlement , me mande que la terreur qu'imprime la presse dans cette partie de l'Angleterre , est telle que tous les Ouvriers qu'il emploie se sont dispersés , & qu'il n'a pas été possible d'en engager la moitié à reprendre leur ouvrage , que le Régisseur ne les eût assurés de la protection de son

maître. Encore n'osent-ils point aller coucher chez eux ; & ils demandent la permission de passer la nuit sur la paille , dans les écuries & autres bâtimens extérieurs du manoir Seigneurial.

Dans les parties Occidentales de l'Angleterre , la presse cause un si grand préjudice au Public , que j'ai appris par une lettre d'Exeter du 24 Février , que pendant quinze jours on n'avoit point vu de poisson dans cette Ville : événement presque inoui. Un autre de mes correspondans me dépeint les miseres des côtes voisines sous des couleurs si noires , qu'on croiroit qu'il est question de la famine , de la peste ou de quelqu'autre fléau de cette nature. Les marchés ont été abandonnés : le prix de toutes les choses de premiere nécessité a prodigieusement haussé : & nombre de familles , parmi les dernières classes des citoyens , se sont trouvées tout à-coup réduites à la plus affreuse misere , parce que leurs Chefs ne pouvoient plus vaquer avec sûreté aux travaux & aux occupations , sur lesquels étoit fondée la subsistance de leurs femmes & de leurs enfans. A quels excès n'a-t-on point porté cette pratique anti-constitutionnelle de la Presse dans la Ville de Leicester ? Les hommes les moins propres au service de la mer ont été enlevés , garottés & jettés les fers aux pieds & aux mains dans le panier d'un carosse public , pour être ainsi conduits à Londres sous la

conduite d'un Sergent de milice, & contre les principes les plus sacrés de la Constitution. Il est bon d'observer que ce transport fait d'une manière si barbare pour ces malheureux, & si dispendieuse, n'a servi qu'à leur faire rendre la liberté, parce qu'on les a trouvés entièrement incapables de faire le service pour lequel ils étoient destinés ? Les tumultes qui se sont élevés dans cette Capitale même de l'Empire au sujet de la presse, & les procès qui en ont été la suite doivent donner beaucoup d'embarras & d'inquiétude tant au Gouvernement qu'au Peuple. Sur plusieurs côtes au Nord-Est de l'Angleterre, il regne actuellement une sédition dangereuse parmi des corps considérables de Gens de Mer. Ces désordres ont été occasionnés par les violences des gens de la presse, & il ne se passe point de jour qu'on ne reçoive la nouvelle que des innocens en ont été les victimes. A Bethnal-Green, à Spitalfields & aux environs, la Presse a enlevé cent-vingt hommes sans distinction d'âge ni d'état, dont soixante & dix-huit, après avoir éprouvé toutes sortes de miseres & laissé leurs familles dans la désolation, ont été renvoyés comme inhabiles au service.

Après ce tableau succinct des calamités & des vexations qu'on a fait éprouver à de pauvres Artistes & Laboureurs, qui ne

s'étoient jamais voués & n'avoient peut-être jamais pensé à la profession de matelots, je vais jeter un coup d'œil rapide sur les cruautés qu'on exerce contre les Marins de profession. Non-seulement ils sont surpris & enlevés avec la même violence que les gens de terre ; mais lorsqu'ils sont pris à bord de vaisseaux Marchands, ils sont souvent trompés par des billets frauduleux ou imparfaits pour les arrérages de ce qui leur est dû par l'Armateur. Plusieurs braves Officiers ont été tués eux & leurs gens, ou cruellement maltraités en exerçant cette affreuse partie de leurs fonctions. Quantité de matelots ont été noyés en tentant de se sauver à la nage de leurs vaisseaux ; ou bien ils ont été tués par les sentinelles en voulant s'échapper à la faveur de la nuit ; parce qu'ils étoient poussés au désespoir, par l'affreuse idée que peut-être jamais il ne recouvreroient leur liberté.

Je me rappelle un certain Robert Fosper, Aide-canonier, appartenant au vaisseau de guerre *la Résolution*, qui ayant été retenu par force au service du Roi, sans avoir eu un seul congé pendant plus de dix-sept ans, a tenté deux fois de se pendre, & n'a été sauvé de la mort que pour être cruellement rendu à un esclavage aussi horrible. Tous nos Marins savent une infinité d'autres événemens tragiques encore plus effrayans.

Il y en a que cette suite continuelle de vexations & de servitude, prive de la raison & de la vie ; tandis que d'autres, avant qu'on puisse les transporter sur le vaisseau, se blessent & s'estropient eux mêmes pour être hors d'état de faire le service de mer.

Quel ravage les fièvres & les autres maladies contagieuses ne font-elles pas pendant la presse ! Elles sont occasionnées par le mauvais air des matelots serrés les uns contre les autres dans les prisons, ou trop longtemps renfermés à bord d'un allége. En 1771, pendant qu'on faisoit la presse, le nombre des malades dans l'Hôpital d'Haslar près de Gosport, se montoit au mois de Mars à quatorze cent dix-huit. Des Ecrivains, bien informés des usages de la police de la mer, ont observé que les suites funestes d'une presse prolongée ont détruit plus de matelots Anglois, que les deux ou trois premières années d'une guerre étrangère ; & un homme instruit (M. le Docteur Lynd) appelle les vaisseaux de garde en station à l'entrée de la Tamise, pour recevoir les Matelots pressés, un foyer de contagion pour toute la flotte, par l'introduction des sujets levés de ces prisons infectes & couverts de maladies de peau & d'éruptions putrides.

En 1770, & au commencement de 1771, l'Officier à qui je dois la meilleure partie du

plan que je vais proposer, a vu des vaisseaux de deux à trois cents tonneaux abandonnés en mer, sur lesquels il ne restoit que le Maître avec trois, ou quatre mousses, & où les passagers, la cargaison, & le bien des Propriétaires & des Assureurs, couroit un danger égal. Il y avoit environ quatre cents bâtimens exposés, dans cet état, au milieu de l'Océan, pendant une presse qu'on pouffoit avec vigueur. On ne voyoit sur ces vaisseaux ni vergues abaissées, ni mâts de hune amenés. Ils étoient la plupart très-chargés & sans bras suffisans pour lever l'ancre, par l'effet de l'appréhension générale qui s'étoit répandue parmi les matelots, qu'on ne les obligeât de partir sur le champ pour un voyage de long cours, sans pouvoir espérer d'être jamais relâchés.

Les Propriétaires des vaisseaux, ainsi abandonnés à la merci des vagues, ont souvent donné depuis vingt-cinq jusqu'à trente guinées à de vieux matelots pour conduire leurs bâtimens dans un lieu de sûreté, se trouvant ainsi forcés de renoncer au projet de leur voyage.

Le Public est encore menacé d'un danger plus funeste; lorsque les matelots appartenans à des vaisseaux qui reviennent du Levant & des Places sujettes à la peste, rompent leur quarantaine, aimant mieux s'exposer au danger des châtimens portés par la Loi, que d'être enlevés par la presse

ccl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
pour servir un tems illimité hors de leur patrie. Le commerce supporte ordinairement une taxe très-lourde pendant tout le tems que la presse est en activité, en partie par la paye exorbitante qu'exigent les matelots, & en partie par la disette d'hommes pour naviguer leurs bâtimens. Considérez aussi la quantité infinie des pauvres gens appartenans aux Marins, dont les Paroisses, dans toute l'étendue de ces Royaumes, sont chargées, pendant que les ordres de presse subsistent, ou en conséquence d'un service illimité. Je suis convaincu qu'aucunes mesures compulsatoires, aucun encouragement ou appât quelconque donné aux gens de mer, aucune augmentation de gratification, ne procurera le nombre de matelots nécessaires pour la guerre sans la limitation de la servitude.

Les moyens qui déplaisent aux Peuples sont toujours beaucoup plus longs & plus dispendieux que ceux où il concourt avec le Gouvernement; & comme le contentement est la conséquence naturelle d'un service pris volontairement, cette satisfaction produit un zele qui rend cinquante hommes capables de faire plus de service réel, que n'en feroient soixante & dix qui n'auroient pas la même bonne volonté.

Pendant la presse, outre l'augmentation considérable des gratifications, le Gouvernement est encore obligé d'employer à ce service

quatre à cinq mille matelots. Joignez à cette dépense celle des vaisseaux de garde pour recevoir les hommes pressés, des allèges & de divers autres services: vous trouverez par un calcul modéré, que chaque homme pressé & engagé pour le service, coûte à la Nation trente livres sterling. Je ne parle point d'un nombre à peu-près égal de matelots employés à la presse, qui deviennent peu utiles au service de mer, par la nécessité où l'on est de mettre sur les vaisseaux de garde, pour la sûreté des enrôlés, plusieurs de ceux auxquels on peut se fier, & d'envoyer les autres à bord des vaisseaux Marchands où on ne peut pas envoyer des hommes pressés.

Chez nous la presse manque son objet, tant relativement au nombre qu'à l'expédition. Les François, au moyen de leurs classes, arment quarante vaisseaux de ligne avec beaucoup plus de célérité que nous ne le pouvons faire. Nous l'avons vu au commencement des guerres précédentes; & avec cet avantage, les François seroient parvenus à consommer notre ruine dans les Indes; au commencement de la guerre de 1755, sans les efforts singuliers de nos matelots & la bravoure du Chevalier George Pocock, qui attaqua l'ennemi à plusieurs reprises, quoiqu'avec des forces bien inférieures. En 1770, lorsque la Grande-Bretagne & l'Irlande furent remplies des alarmes d'une

guerre prochaine, il fut donné des ordres de presse qui subsisterent pendant cinq mois. Vous prîtes alors le rebut des prisons & la canaille des Bourgs & des Hameaux; & malgré cela vous eûtes de la peine à former le nombre additionnel de huit mille hommes de mer, dans lequel, à la vérité, je ne comprends ni les Officiers avec leurs domestiques, ni les Soldats de Marine. Nous avons voté pour le service de la Marine de la présente année 1777, 45000 hommes, y compris 10,000 soldats de marine. Les plus sûrs témoignages (a) qu'on puisse citer comme autorité, depuis que cette Chambre s'est vu refuser les comptes hebdomadaires (ce qui est sans exemple & contre toute règle) nous donnent lieu d'espérer & même de compter que tout le nombre voté sera levé par l'effet de cet ordre de presse. Ajoutez à cela que quarante vaisseaux de ligne devoient être en état de mettre à la mer & être complètement armés avant la fin de Février. Or, ces quarante vaisseaux de ligne demandent plus de 24,000 hommes. Nous sommes actuellement dans le mois de Mars. Il y a quatre à cinq mois que la presse est en activité, nous avons tout au plus 14,000 hom. de mer dans la Grande-Bretagne, & oc-

(a) Voyez les débats des Lords de cette session 31 Octobre 1776, les discours des Comtes de Sandwich & de Bristol.

cupés au service intérieur : environ autant dans l'Amérique Septentrionale ; & 4700 tant dans la Méditerranée que dans les Indes & aux Isles de l'Amérique : en tout 32 à 33,000 hommes. Encore sur ce nombre y a-t-il dix mille soldats de marine , & plus de 7,000 Officiers ou domestiques. Des 16,000 qui restent , comptons en un tiers , ou plus , savoir , 5,340 , comme bons marins , & de cette espèce il y en a à peine 2,400 dans la Grande-Bretagne : tout le surplus est composé de matelots ordinaires ou d'hommes de terre. Il y a donc actuellement dans la Grande-Bretagne tout au plus 7 à 8,000 matelots de la Marine Royale , non compris les Officiers de tout rang , les Domestiques & les Soldats de Marine.

Telle est la vérité , relativement à l'état actuel de notre marine , & ce seroit un soin plus digne de la sagesse du Parlement de remédier à ce déficit , que de faire de vains efforts pour en dérober la connoissance aux Cours de Bourbon & à leurs Agens ou Emissaires. Je conviens que vous avez un bel étalage de guidons & de flammes à Spithhead ; mais avec tout cet appareil magnifique , vos vaisseaux ne peuvent , qu'avec les plus grandes peines , résister aux coups de vents de l'Equinoxe , & ils sont encore bien moins en état de mettre à la mer & d'aller chercher l'ennemi ; Il est vrai que ce sera

toujours un joli coup-d'œil dans les belles journées de l'Eté où nous allons entrer.

On m'a répondu que les vaisseaux de garde ont un grand nombre de surnuméraires, ce qui, dans l'acception usuelle de ce terme, signifie un nombre d'hommes excédant le complet d'un vaisseau ; mais ce n'est là qu'un subterfuge comme beaucoup d'autres, qui servent à tromper le Parlement, au lieu de lui donner, avec candeur & loyauté, toutes les informations dont il peut avoir besoin. On ose vous parler de surnuméraires dans le tems même où les vaisseaux qui ont ordre de les porter sur leurs états, manquent de quelques centaines de matelots pour former le complet de leurs équipages, qui seroit nécessaire en cas d'action. Sur cette longue liste de vaisseaux de ligne mis en commission, par de là votre établissement de paix, y en a-t-il un seul d'armé ? Le *Monarque* lui-même, qu'on a tant vanté, comme ayant été le plutôt prêt de notre prétendue flotte d'observation, comment a-t-il été équipé à Portsmouth ? Le seroit-il sans le secours des ouvriers que le zèle du Commandant l'a engagé à employer hors des heures de chantier, & à ses propres dépens, pour l'équiper & le mettre en radé ? Et comment ce vaisseau s'est-il rendu à Spithead lorsqu'il a été prêt ? Par le moyen des matelots des autres vaisseaux, matelots qu'il a été obligé de garder jusqu'à

ce que le vaisseau ait été sûrement mouillé. Le reste de votre escadre s'est rendu à Spithead dans un état semblable & même pire. Je crois que le dernier qui y est arrivé étoit le *Saint-Albans*, vaisseau de 64 canons. Il a appareillé de Portsmouth le 28 Eévrier, portant sur ses états de revue environ 177 hommes, y compris les Officiers, les Domestiques, les Mousses & les Marmitons. Sur ce nombre il n'avoit que 24 ou 25 bons matelots. Cependant si ce manque d'hommes devoit être suppléé par le zele ou même par la munificence particuliere du Capitaine qui commande ce vaisseau, je suis sûr, d'après la connoissance de son caractère (a), qu'une allégation aussi défavorable n'auroit aucun fondement. Les chiffres seuls, indépendamment de la qualité des recrues, paroissent être le premier objet de l'Amirauté & des Capitaines enrôleurs. Ils ne veulent que mettre sur le papier un compte imposant, & présenter un état bien nourri au Parlement & à la Nation. Cependant quand des recrues faites par la violence, après avoir été transportées à bord des vaisseaux de Sa Majesté, se trouvent hors d'état de rendre aucun service, elles sont aussitôt envoyées comme malades à l'hôpital où de tems-en-tems elles sont visitées par certains Commandans de

(a) Ce Capitaine s'appelle Onslow.

la Marine Royale , qui ont ordre de l'Amiral du département de réformer toutes les recrues qu'ils trouvent incapables de servir. Un de mes amis a vû , il n'y a pas long-tems , soixante & dix de ces malheureux renvoyés à la fois en une matinée.

Surement ce ne sera pas dans cette Chambre qu'on me fera cette objection fausse & injurieuse que j'ai entendu souvent faire dans la Société de la part des ignorans , qu'il n'y a que la crainte qui puisse répondre du service public d'un matelot. En ce cas le Bill que je demande la permission de proposer , y apporteroit un remede convenable. Il est fondé sur les principes les plus conformes à la stricte justice & à la Constitution ; il n'en peut résulter que gloire & économie pour le Public ; & d'après l'établissement actuel de la flotte , il épargnera tous les ans à la Nation une somme considérable. Le Bill est avantageux aux Capitaines ainsi qu'aux Propriétaires des vaisseaux Marchands & à toutes les personnes quelconques intéressées dans le commerce. Il procurera un bénéfice considérable aux matelots en augmentant ses gages , en bornant le tems de son service , & en lui assurant un sort lorsque les infirmités de l'âge le rendront incapable de service. Si ce Bill est passé en acte , vous aurez une pépiniere de matelots mieux portans , plus vigoureux , plus propres à leur métier , & sur-tout plus contents & plus

zelés ; & cette précieuse portion de sujets dont l'adresse & les exploits sur l'élément , gardien de cet Empire , assurent sa liberté , son opulence & sa réputation militaire , n'offrira plus à notre pitié les seuls esclaves qui existent sous la sanction de la loi , du moins dans la Grande-Bretagne.

Ces principes & les prévoyances de ce Bill ont été discutés & approuvés par les gens du métier , tels que des Marchands , des Propriétaires de vaisseaux , & de simples Mariniers ; ce qui sera mis en évidence par les lettres originales & les témoignages qui sont entrés mes mains , & dont je prendrai la liberté de lire quelques fragmens à la Chambre.

L'idée & les détails de ce projet sont principalement l'ouvrage d'un Officier de Marine homme d'esprit , qui a une expérience de près de 28 ans de service , tant dans la Marine Royale que dans la Marine Marchande. L'amour de son métier & de son pays , & une sensibilité profonde pour les maux de ses compatriotes , sont les motifs qui l'ont engagé il y a environ sept ans , à entreprendre cette glorieuse tâche. Le tems considérable pendant lequel il a été employé à lever des hommes pour la Marine , l'a rendu témoin oculaire , de calamités générales , & de souffrances particulières qui ont déchiré son cœur. En conséquence , depuis 1770 il n'a cessé d'appliquer son attention & ses talens à un objet aussi in-

cclviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
réressant pour le bien public. Sa santé
& ses affaires ont été prodigieusement
dérangées par les voyages en différens ports
de ce Royaume, pour être plus à portée de
connoître les intérêts & les sentimens de
tous les gens attachés à la marine, sans
compter les frais d'une correspondance de
lettres très-étendue à ce sujet. Enfin, quel-
que puisse être le sort de ce Bill, on ne peut
assez donner d'éloges à son zèle & à son
travail, ainsi qu'au courage & à la perse-
verance, au moyen desquels, malgré un grand
nombre de sujets de découragement, il n'a
cessé de faire à cet ouvrage des changemens
& des additions qui l'ont porté à un point
de perfection, dont il étoit bien loin de se
flatter lui-même lorsqu'il l'a entrepris. Ce-
pendant, quelque confiance que nous puis-
sions mettre, lui & moi, dans les suffrages
qu'il a reçus des connoisseurs, nous croyons
qu'il pourra se trouver dans ce Bill quelques
articles que la pénétration de la Chambre
pourra lui faire croire susceptibles de chan-
gement, lorsqu'il sera soumis à son examen.
Contens si on est convaincu de la convenance
& de la nécessité urgente des principes gé-
néraux de ce Bill, nous en soumettrons vo-
lontiers les détails au jugement du Parle-
ment. Cependant lorsqu'on discutera le Bill
article par article, je me flatte, d'après
l'examen réfléchi avec lequel chacun d'eux
a été examiné, que je serai en état de le-

ver beaucoup de difficultés, qui au premier aspect pourroient paroître embarrassantes.

La raison, l'équité, l'intérêt de la Nation, le vœu & le cri de toutes les classes de citoyens dans les trois Royaumes, demandent hautement ce Bill ; & j'espère qu'aucune animosité ou jalousie personnelle, aucune humeur de faction, aucune crainte de retranchement ou de diminutions de droits (a) ne lui suscitera des ennemis pour en détruire l'effet.

Il n'y a pas d'honnête homme qui ne sente dans son cœur une forte répugnance pour cette méthode de presse actuellement en usage, méthode aussi contraire aux principes de la justice, qu'à ceux de la Constitution, & qui n'apperçoive le danger imminent où elle met tout ce qu'il y a dans le Royaume de Manufacturiers, d'Artistes & de Cultivateurs.

Je me flatte que ces considérations tendront à accélérer le remède dont on a besoin. Il seroit inutile de m'étendre d'avantage sur les principes généraux du Bill & sur sa Constitution particulière. Je me bornerai donc à produire les preuves de l'opinion favorable qu'en ont conçue les personnes tant dans la Marine que dans le

(a) Les droits du Bureau de l'Amirauté pour les protections pendant une presse, montent à environ 14,000 liv. sterl. par an.

Commerce, dont l'autorité doit avoir le plus de poids ; & je ne rougirai pas même de m'appuyer du suffrage des simples matelots.

Lorsque je considère les grandes pertes que nous avons faites depuis peu de nos plus florissantes pépinières de matelots ; de cette foule de gens de mer que nous envoyoit sans cesse la population & le commerce de l'Amérique septentrionale ; lorsque je songe que cet accroissement considérable de notre ancienne puissance peut passer à nos ennemis à la première guerre juste ou injuste qu'un Prince étranger quelconque jugera à propos de nous déclarer, je ne puis douter un instant que notre salut, comme Nation, ne dépende de quelque moyen prompt, nouveau & efficace, d'armer nos flottes & de les rendre réellement formidables, en donnant un encouragement convenable aux habiles marins, & en engageant les gens qui composent le bas peuple à destiner d'eux-mêmes leurs enfans à une profession qui constitue le seul boulevard naturel & solide de nos libertés, de nos richesses & de notre gloire.

Fin du discours.

Après ce discours, M. Luttrell fit lecture de différens certificats en faveur du projet de M. Tomlinson, dont les principaux points forment la base de son Bill. La première pièce produite a été un extrait

d'une lettre écrite au Lieutenant Tomlinson, par le Capitaine Edouard Thompson, Officier aussi distingué par ses talens littéraires que par ses connoissances & son rang dans la Marine.

« Je vous assure que mon plus cher orgueil est l'intérêt public. Je n'hésite point à préférer votre plan à tout autre, & même au mien, car j'ai beaucoup écrit sur cette matière ».

L'autre lettre étoit d'un Officier très-expérimenté qui commandoit, il n'y a pas long tems, à Portsmouth un vaisseau de 74 canons. Il écrit au Capitaine Tomlinson dans les termes suivans : « je n'ai point perdu de vue votre excellent ouvrage ; j'en parle souvent avec ceux qui peuvent vous être de quelque utilité. Nous croyons tous que l'Administration sera forcée d'adopter votre plan beaucoup plutôt peut-être que vous ne l'imaginez. La grande difficulté que nous trouvons actuellement à nous procurer des matelots, fait assez voir la pauvreté du Pays, ainsi que celle de tous les argumens par lesquels on voudroit empêcher la Grande-Bretagne de profiter de vos lumieres. Les tems sont si difficiles que l'on fera dans la nécessité absolue de recourir à vous en pleine paix. Le Lord Sandwich peut se promettre tout le plaisir qu'il voudra à ses revues & inspections de matelots ; mais je suis sûr qu'à présent ses revues ne seront plus si amusantes ».

quand il éprouvera chaque jour de nouvelles difficultés pour armer la flotte par la méthode ordinaire.

M. Luttrell ajouta qu'il prendroit la liberté de rapporter ce qui avoit été écrit à M. Tomlinson par l'Amiral Howe; & comme ce témoignage fait voir que l'urbanité & l'excellent cœur de ce Lord, sont égaux à sa valeur, M. Luttrell a cru qu'il ne pourroit lui savoir mauvais gré d'avoir usé en son absence d'une autorité aussi respectable. Si j'avois su votre adresse, je n'aurois pas tardé si long-tems à vous remercier de votre lettre du 30, à laquelle étoit joint votre *INGENIEUR* projet pour armer nos escadres en tems de guerre, sans avoir recours à la méthode ordinaire de la presse, qui n'est pas moins désagréable pour l'Officier qui l'exécute, qu'elle est cruelle pour l'infortuné matelot qui entre ainsi de force au service. Il seroit inutile, poursuivit M. Luttrell, d'occuper plus long-tems la Chambre de la suite d'une correspondance de cette nature, quoique j'aie une infinité d'autres lettres contenant les témoignages les plus favorables pour le projet de M. Tomlinson de la part de beaucoup d'autres Officiers de marque & notamment d'un Capitaine de vaisseau de Sa Majesté actuellement en commission, qui ayant vu un grand nombre de services fort différens, a souvent déclaré la ferme opinion où il étoit qu'il seroit impossible d'armer nos vaisseaux sans recourir à la presse. Cepen-

dant, après avoir lu le projet de M. Tomlinson, cet Officier s'est rétracté; & il est convenu que ce projet étoit très-praticable & qu'il en résulteroit des avantages infinis pour la Marine Royale & Marchande. Les pieces suivantes contiennent les opinions du Commerce

M. Richard Maitland, ci-devant riche Marchand de Londres, donna son avis sur ce plan dans les termes suivans au Comte de Dartmouth, alors premier Lord du Commerce & des Plantations: » je ne puis pas m'imaginer que les Marchands aient rien à objecter contre un acte du Parlement qui seroit établi sur le plan du Lieutenant Tomlinson. Il me paroît si bien calculé pour promouvoir les intérêts du commerce, qu'à mon sens il l'emporte sur tout ce que j'ai jamais vu & entendu dire (quoique j'aye été consulté sur beaucoup de projets écrits dans les mêmes vues) & que je suis persuadé que tous les Marchands en général en tireroient les plus grands avantages. Je me flatte de connoître assez passablement les points capitaux du service naval, & je me suis fait plus d'une objection en lisant le projet de M. Tomlinson; mais par les réponses aux objections établies dans ce plan, tous mes doutes se trouvent levés de la maniere la plus ample & la plus satisfaisante, non pas superficiellement, mais solidement & en détail. Enfin M. Tomlinson en décrivant l'état de

ccxix AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
détresse sous lequel gémissent le commerce
& la navigation dans les tems de presse , n'a
rien aggravé ni exagéré , mais il a parlé
suivant la plus exacte vérité «. Plusieurs
personnes bien instruites de la nature du com-
merce du charbon , & intéressées dans la navi-
gation : d'autres aussi qui ont navigué plusieurs
années comme Patrons ou propriétaires de
vaisseaux de Sunderland & de Shields ont
écrit à M. Tomlinson les lettres suivantes :

Premiere lettre de Shields.

» Je me suis donné tous les mouvemens
possibles pour faire circuler votre plan , &
j'ai la satisfaction de vous annoncer qu'il a
obtenu une approbation générale «.

Deuxieme lettre de Shields.

» Lorsque je suis arrivé chez moi j'ai
donné toute la publicité possible à votre
plan pour équiper les vaisseaux , tant à
Shields que dans ses environs , & j'ai reçu
fort à propos les nouvelles copies que vous
m'avez envoyées. Avant de me rembarquer
j'ai eu la satisfaction d'apprendre qu'elles
avoient été lues presque par tous les pro-
priétaires & patrons de vaisseaux qui étoient
capables d'en juger , & j'ai le plaisir de vous
assurer que votre plan a été généralement
approuvé à Shields «.

Les trois lettres suivantes sont d'un mem-
bre du Comité du commerce à Sunderland ,
lequel a beaucoup navigué.

Premiere lettre de Sunderland.

» Il y a huit jours que j'ai mis sous les yeux d'une très respectable Assemblée à notre Comité, votre plan rectifié ; & il a été généralement approuvé par tous ceux qui étoient présents. De ce nombre a été C. B. qui m'a dit que depuis les changemens que vous avez faits, il lui paroît si parfait, que non-seulement il le signeroit, mais qu'il feroit tout au monde pour le faire réussir. Depuis, il m'a informé qu'il en avoit parlé à notre Sheriff, qui en étoit si enthousiasmé, qu'il a promis d'en écrire à plusieurs Membres du Parlement, au Chevalier William Meredith, &c. J'espere être secondé de la plus part de nos Magistrats, & j'usurai du peu de crédit que j'ai pour faire agréer un plan le plus digne que je connoisse d'encouragement & de protection «.

Deuxieme lettre de Sunderland.

» Depuis ma dernière lettre, les matelots ont été requis de s'assembler dans la grande Salle de cette Ville (Sunderland) ; il s'y en est trouvé un grand nombre. Lorsque votre plan leur a été lu, ils ont paru très-persuadés des nombreux avantages qui en résulteroient pour eux, si son exécution avoit lieu ; & plusieurs ont témoigné vivement combien ils l'approuvoient ; mais ils ne se sont point souciés de signer leurs noms,

de peur que ce plan ne masquât quelque secret dessein à leur préjudice ; & parce que ce projet leur étant proposé dans les conjonctures présentes , ils ne le regardent que comme un expédient provisionel pour équiper les vaisseaux qui vont en Amérique «.

Troisième lettre de Sunderland.

» J'ai envoyé votre papier signé par tous les propriétaires de vaisseaux &c. de cette Place (Sunderland) ; votre plan est aussi approuvé généralement à Shields «.

Ce qui suit est une copie de ce qui a été signé à Sunderland par cent soixante-trois personnes des plus instruites de cette Ville : » Nous soussignés , qui sommes à présent , ou qui avons été plusieurs années propriétaires & Maîtres de vaisseaux dans le commerce de charbon & dans d'autres branches , après avoir lu & examiné un plan du Lieutenant Tomlinson pour équiper la Marine Royale dans un cas urgent , sans avoir recours à l'usage ordinaire de presser les matelots ; nous estimons que ledit plan tend si directement & si essentiellement à promouvoir les intérêts du commerce en général & celui du charbon en particulier , que nous formons les vœux les plus sincères pour qu'il réussisse au Parlement ; & nous croyons , d'après notre expérience , qu'il présente aux matelots un encouragement qui

les portera à servir avec zèle & avec plaisir dans la Marine de Sa Majesté, lorsque la sûreté du Royaume ou l'honneur de la Couronne requerront leurs services. Et dans la pleine confiance de la grande utilité dudit plan, nous avons signé ces présentes le 14 Janvier 1776 «.

Un écrit exactement semblable à ce dernier a été signé par environ cent propriétaires & patrons de vaisseaux des ports de Shields & de Newcastle, outre le nombre ci-dessus de cent soixante-trois personnes de Sunderland. Un particulier de Newcastle, auteur d'un Essai sur le commerce qui a paru depuis peu, & qui a eu du succès, dit : » il y auroit lieu de croire qu'une nation qui possède un grand nombre de gens de mer doit en manquer rarement pour équiper sa Marine. Cependant, en Angleterre, nous sommes obligés d'avoir recours à l'usage despotique & dispendieux de presser. Il est probable que les principales causes qui empêchent les matelots d'entrer dans la Marine Royale, sont l'incertitude de pouvoir obtenir leur congé, & la grande augmentation de gages dans le service marchand aussitôt qu'il est question d'une presse, & tant que dure le besoin d'hommes dans la Marine. Le Lieutenant Tomlinson obvie à ces inconvéniens dans son excellent projet qui, à ce qu'on espère, sera bientôt mis sous les yeux de la législation «.

Un digne Alderman de Liverpool , qui passe dans cette grande Ville de commerce pour avoir été le principal auteur de tous les derniers encouragemens qu'on y a donnés à la navigation , après avoir mûrement examiné le premier plan de M. Tomlinson , lui a écrit ce qui suit : » J'ai entendu beaucoup de projets pour prévenir la presse ; & de tous ceux qui sont venus à ma connoissance , je n'en vois point qui approche du but comme le vôtre , sur-tout en ce que vous n'obligez point les matelots à remonter sur le vaisseau , après trois ans de service. J'en ai parlé à un matelot de Sunderland qui est harpeneur dans un vaisseau Groenlandois à moi appartenant ; & il m'a répondu brusquement : *Maître , si les matelots obtenoient leur liberté après trois ans de service , la Marine Royale ne manqueroit jamais d'hommes.* L'Alderman continue ainsi : » j'ai eu tant d'occasions de voir les ruineux effets de la presse dans ce port , pendant le tems que huit Capitaines ont été chargés de cette commission , que je suis sûr que les matelots qui y ont été pressés & remis aux vaisseaux de garde , coutoient quarante livres sterling par homme , attendu qu'il s'en échappoit un grand nombre , & quelquefois tout l'équipage d'une allege , & que beaucoup de vaisseaux marchands se perdoient avec leurs cargaisons , faute de matelots. Je ne puis y penser sans être navré de douleur ; & il n'y a personne

qui désire aussi ardemment que moi qu'on puisse trouver les moyens de prévenir les calamités qui accompagnent la presse. A ne considérer que moi, j'aimerois mieux voir le commerce souffrir pour un tems, que le Gouvernement en danger, faute de matelots : cependant il seroit très-avantageux d'empêcher les calamités dont je viens de parler.

Cet Alderman plein du désir de perfectionner un projet de cette nature, fit sept objections à certaines clauses du premier plan de M. Tomlinson ; & presque les mêmes objections ayant été faites de la part des autres Ports de mer, ces clauses furent toutes rectifiées dans une nouvelle édition : M. Luttrell n'a fait en conséquence aucune mention de ces objections.

M. Luttrell informa la Chambre que comme il étoit nécessaire d'établir sur les plus solides bases l'autenticité d'une pièce aussi essentielle que celle qu'il alloit produire, il avoit fait venir une personne qui, d'après ses propres connoissances, pourroit confirmer les motifs volontaires & non forcés qui avoient occasionné la signature de cinq cents treize hommes de mer en une seule assemblée, en faveur des principes sur lesquels le Bill en question est fondé.

Il observa que pour obtenir ces signatures on n'avoit pas fait jouer les manœuvres qu'employent ordinairement les Ministres ; & que ceux qui avoient signé n'ayant en

vue que leur avantage immédiat & leur propre félicité, il eût été assez difficile d'obtenir leur consentement pour quelque chose qu'ils auroient jugé leur être contraire.

Il ajouta que M. Hanse Newsam, le particulier qu'il avoit fait venir & qui attendoit en dehors, étoit un homme dont la probité étoit garantie par un très-respectable Juge de Paix du voisinage : (M. Luttrell produisit les lettres) que cet homme feroit voir au Parlement que ces gens de mer n'avoient été gagnés ni par argent, ni par boisson, ni par aucune influence illégale; mais qu'ils avoient agi d'après leur propre opinion : & un sentiment réel de ce qui tendoit à leur intérêt particulier aussi bien qu'à l'avantage de leur pays : qu'il attesterait en outre que plusieurs autres milliers de matelots auroient pareillement signé s'ils n'avoient pas craint que le Bill n'eût un mauvais succès, & qu'ensuite les signatures ne servissent à les faire contraindre de servir sous un régime tyrannique.

Un autre fait important devoit être certifié par ce témoin : c'est qu'il y a une infinité de matelots dans les parties intérieures des Provinces septentrionales, qui auroient consenti volontiers & de bon cœur à servir aux conditions du plan sur lequel le Bill est fondé. M. Luttrell ajouta qu'il eût désiré aussi faire appeler à la Barre de la Chambre des témoins qui auroient certifié le fait suivant :

ce qui auroit déconcerté ceux des Membres du Parlement qui ont assuré hardiment que les matelots avoient la liberté de choisir leurs vaisseaux, & que c'étoit sans raison qu'ils se plaignoient de leur servitude.

Plusieurs matelots de l'équipage du vaisseau de guerre le *Glasgow*, après avoir été cinq ans en Amérique, & avoir soutenu contre le Commodore *Hopkins* un combat qu'on a présenté comme une victoire signalée; malgré la demande qu'ils ont faite de retourner sur le même vaisseau & sous les Officiers auxquels ils étoient attachés par leurs travaux & leurs triomphes communs, ou bien d'entrer à bord de quelque'un des vaisseaux du port de Plimouth destinés à faire campagne, & qui n'étoient pas à moitié équipés, ont été inhumainement forcés, sans qu'un seul pût mettre pied à terre, de retourner en Amérique, sur un mauvais bâtiment de transport, service le plus ignominieux qu'on puisse imaginer pour des matelots de leur espece, avec des Officiers inconnus, un double service & la perspective d'être pris par des Américains. Les matelots de l'équipage d'un autre vaisseau de guerre revenu il y a quelques mois d'une campagne, & dégrée à Deptford, ont sollicité inutilement, après une absence de cinq ans, deux années de paye seulement & un congé d'un mois pour aller voir leurs parens; & pour donner à l'Amirauté une sorte d'assurance qu'ils retourneront.

roient sur les vaisseaux quelconques qui leur feroient indiqués, après l'expiration de ce mois, ils offrirent de laisser trois années de paye entre les mains du Gouvernement; mais on eut la cruauté de leur refuser cette demande si raisonnable & si légitime; ils furent enlevés de leurs vaisseaux & mis à bord du Prince George de 90 canons, pour servir sur tel vaisseau qui leur seroit destiné.

LE CÔTÉ ministériel de la Chambre demandant hautement qu'on allât aux voix, & l'Orateur paroissant ne se pas soucier de faire paroître à la Barre le témoin invoqué, M. Luttrell conclut, en faisant la proposition suivante : » qu'il soit permis de passer un Bill tendant à équiper plus facilement & plus efficacement la Marine Royale en tems de guerre, & à encourager les matelots & les navigateurs à entrer volontiers au service de Sa Majesté, &c. &c.

Le Chevalier Edouard Astley appuya la proposition, & fit voir qu'il étoit cruel d'enlever des matelots à leurs femmes & à leurs enfans après de longs voyages dans les Indes occidentales. Il dit que c'étoit un usage inhumain, tyrannique & barbare; & que quand il seroit légal il ne pourroit être justifié que par un principe de nécessité: qu'il étoit du devoir de la Législation de chercher quelque moyen de se dispenser de cet usage. Il implora le concours de toute la Chambre, se flattant que si elle mettoit de côté toute animosité

animosité de parti, elle se réuniroit pour opérer le bien public qui devoit être la règle fondamentale de ses délibérations. Puis, il ajouta : » reconnoissez-vous que l'usage actuel de presser est tyrannique ? qu'il est insuffisant pour satisfaire aux besoins de l'Etat ? qu'il produit autant de maux pour le public que pour les particuliers ? Si cela est ainsi, comment est-il possible qu'on laisse échapper l'occasion d'y remédier ? Le principe sur lequel la question a été présentée est évidemment incontestable : il ne reste plus qu'à examiner les moyens de redressement. J'espère donc que tous ceux qui ont réfléchi sur cette matière, donneront librement leur avis, & que tous les Membres de la Chambre travailleront à arrêter les maux qui affligent journellement un des Corps les plus méritans de l'Etat, & à dissiper les trop justes allarmes qui assiegent tout Anglois qui a le malheur d'être matelot. Le plan que l'on propose est d'un Officier de la Marine : il peut être susceptible d'être amélioré. La Chambre peut le rejeter ou l'adopter en partie ou en entier. Elle n'est point tenue d'adhérer à aucune manière particulière de remédier au mal. Y remédier est son seul objet ; il importe peu de quelle manière.

M. Buller répondit à M. Luttrell sur les faits par lui rapportés : il en nia plusieurs, ainsi que la plupart des conséquences qu'il en avoit tirées. M. Luttrell

cclxxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
ayant demandé si quelque vaisseau de guerre
équipé depuis les derniers ordres de la presse
avoit eu son complet d'hommes à bord , M.
Buller répondit affirmativement & assura ,
d'après les derniers états , qu'en général tous
les vaisseaux mis en commission depuis la
presse avoient eu leur complet presque entier.

M. Luttrell revint à sa première assertion
& dit : qu'il étoit prêt à abandonner son
projet si M. Buller, ou tout autre Commis-
saire de la Marine dans la Chambre, nom-
moit un seul vaisseau qui, suivant les der-
nières revues reçues à l'Amirauté, eût son
complet entier, ayant été mis en commis-
sion depuis les ordres de la presse. Il re-
vint sur plusieurs points intéressans, rela-
tivement à ce qui manquoit à bord de l'es-
cadre royale, & pressa les Lords de l'Ami-
rauté de décider la question en produisant
les Etats de la dernière semaine, qui, jus-
qu'à l'administration actuelle de la Marine,
n'avoient jamais été refusés au Parlement,
sur la demande de l'une ou l'autre partie
de la Chambre.

Le Chevalier Hugh Palliser s'excusa de
donner une réponse positive sur les complètes
entiers des vaisseaux ; mais il assura que toute
l'escadre qu'on équipoit actuellement, seroit
complètement armée en très-peu de tems,
& bien avant qu'aucune force navale pût
fortir des Ports de France ou d'Espagne ,
& qu'elle seroit à tous égards bien supérieure

en force à tout ce que ces deux Puissances, ou l'une des deux pourroient, armer ou équiper avec les plus grands efforts.

Le Chevalier Younge se déclara en faveur de la proposition, s'appuyant sur l'utilité du nouveau projet, sur la cruauté avec laquelle on traitoit les matelots Anglois, sur les craintes & les peines auxquels ils étoient exposés, tant qu'ils étoient sujets à être arrachés à leurs femmes, à leurs enfans & à tout ce qu'ils ont de plus cher. Il fit voir que, suivant le nouveau projet, le fardeau ne tomberoit que sur les jeunes gens qui entreroient d'autant plus volontiers dans le service, qu'ils y seroient encouragés par l'espérance de ne point manquer de pain sur la fin de leurs jours.

Le Gouverneur Johnstone parla en homme du métier. Il déclara qu'il désapprouvoit, qu'il avoit même en horreur l'usage actuel d'équiper les vaisseaux par le moyen de la presse. Il observa en outre que quand même la Chambre ne seroit déterminée par aucun motif d'humanité en faveur du projet du Lieutenant Tomlinson, la méthode de la presse étoit si lente & si inefficace, qu'il n'en falloit pas davantage pour qu'on dût chercher quelque autre méthode plus expéditive & plus salutaire : qu'il seconderoit la proposition, parce qu'elle paroïssoit tendre au bien : que ce n'étoit point un de ces projets qu'on présentoit pour être adoptés ou

cclxxvj AFFAIRES DEL'ANGLETERRE
rejetés totalement : qu'aucun Membre de
la Chambre n'étoit obligé de s'y tenir :
qu'au contraire il étoit du devoir de chacun
de ses Membres en particulier de méditer
profondément & de donner son avis sur la
question, afin que M. Luttrell, qui avoit
tant mérité du public pour avoir entrepris
seulement de lui être utile, pût rendre le
Bill aussi parfait qu'il seroit possible lors-
qu'on le présenteroit à la Chambre. Il assura
qu'il n'avoit point vu le projet ; & que quant
aux objets du Bill, il ne les connoissoit
que par la teneur de la motion ; que né-
anmoins il désiroit que la Chambre le prît
en considération pour faire un premier pas
vers la réforme d'un abus du pouvoir lé-
gal ou d'une violation des lois, dont on se
plaignoit si hautement, (la méthode de la
presse ne pouvant être qualifiée que d'une
de ces deux manieres).

Le Lord Mulgrave convint que rien n'étoit
plus juste que l'observation de M. Luttrell
prise de Montesquieu, que lorsqu'on pro-
pose quelque loi qui promet plus de bien
que de mal à un Etat, cette loi doit tou-
jours être reçue. Mais il dit qu'il n'étoit pas
moins vrai que des institutions qui après
un long & invariable usage ont été trou-
vées utiles, ne devoient pas être changées
légerement sur une apparence de griefs qui
n'existent pas, ou ne sont presque rien vis-
à-vis des avantages que produisent les

effets qui naissent de ces griefs. Tel est, poursuivit-il, le cas de la Presse qui a toujours été pratiquée en Angleterre dans les tems de guerre, ou d'apparence de guerre ; de sorte que l'état florissant de notre commerce & la supériorité que notre marine a toujours conservée, sont les meilleures preuves des avantages de cette méthode. » Ainsi, poursuivit il, la Chambre doit être très-circonspecte à admettre aucun projet qui puisse faire voir au public qu'elle désapprouve la méthode actuelle, à moins que chacun ne soit convaincu qu'elle adopte un plan dont il résulte plus d'avantages & moins d'inconvéniens : sans quoi elle ne risqueroit pas moins que la destruction de notre commerce & l'anéantissement de notre marine «.

» Si la méthode actuelle étoit contraire à la Constitution, ce seroit une forte raison pour moi de méditer sur tout projet quelconque qui donneroit quelque espérance d'écarter une objection si allarmante dans un pays libre, ou si cette matiere n'avoit jamais été discutée auparavant, ce seroit encore une raison pour examiner avec la plus grande attention tout projet plausible qui se présenteroit ; mais comme ni l'un ni l'autre de ces deux cas n'existe dans la motion actuelle, je dois m'y opposer «.

» Je n'ai jamais regardé comme contraire à la Constitution une opération qui dérive d'un des principes fondamentaux de la Consti-

titution de tout peuple libre & guerrier, que c'est le devoir de tout individu de défendre son pays lorsqu'il est attaqué, de protéger ses libertés & d'assurer son honneur. Anciennement, par la Constitution de l'Angleterre, plusieurs biens fonds étoient tenus, à condition que les propriétaires serviroient le Roi lorsqu'il feroit en guerre; & que dans les cas d'invasion, tout le monde feroit forcé de prendre les armes. Les gens de mer ont été obligés de tout tems de soutenir le commerce & de protéger les côtes. Par les reglemens de milice, les hommes sont contraints de servir pendant trois ans; & dans ce service ils gagnent beaucoup moins que dans leurs professions. La grande disproportion entre le nombre des habitans & celui des hommes de milice nécessaires, & la certitude de trouver ces hommes ont rendu ce service limité, & ont fait imaginer de les tirer au sort; mais ceux sur qui le sort tombe sont nécessairement pressés; & on peut alleguer en leur faveur toutes les vexations si emphatiquement décrites, & qu'on prétend si mal à propos avoir été exercées envers les matelots enlevés à leurs familles & privés des moyens de les soutenir. Tout ce qui a été dit des vexations auxquelles les hommes de terre sont exposés, n'a rien de commun avec les ordres donnés pour la presse, lesquels autorisent seulement la presse des matelots; & si l'on en a abusé, les parties lé-

zées peuvent avoir recours à la justice. elles y trouveront une satisfaction légale : Je suis très - aise de voir que M. Luttrell n'ait prouvé aucun abus de cette nature de la part des Officiers de Marine. L'histoire des hommes de Leicester , sur laquelle on s'est tant récrié , n'a nul rapport , soit avec les Officiers de Marine , soit avec les gens de la presse : c'est un fait qui regarde les Juges du Pays & un Sergent de milice , dans l'exécution d'un des actes du Parlement contre les vagabonds «.

» Il dit que nul objet n'avoit été plus mûrement considéré , ni plus sagement assuré que l'encouragement des matelots & l'équipement de la marine : qu'il y avoit eu plus de vingt différents actes passés à ce sujet depuis l'époque de l'acte d'enregistrement en 1696 , jusqu'au tems présent «.

» Alors il fit voir divers avantages procurés par ces actes. Il ajouta qu'il ne pouvoit s'empêcher d'observer que jusqu'ici , quand cette matiere avoit été prise en considération au Parlement , il ne s'étoit jamais élevé le moindre doute sur la nécessité & la convenance de presser ; mais qu'au contraire , pendant le Ministère Whig de la Reine Anne , période où la constitution fut aussi bien entendue & aussi strictement observée qu'en aucun tems de l'Histoire de notre Nation , un Comité nommé en 1705 , pour délibérer sur la méthode la plus pro-

pre à équiper la marine, a pris diverses résolutions en faveur de la méthode de presser, pour autoriser les Juges de paix à chercher les matelots, pour découvrir ceux qui se cachent, pour offrir des récompenses aux personnes qui les dénonceroient, & pour infliger des amendes à ceux qui les cacheroient. Le projet actuel n'a pas même le mérite de la nouveauté; car on en proposa un tout semblable dans une brochure publiée par M. Hodges sous le regne du Roi Guillaume, l'année avant l'acte d'enregistrement, tandis que cette affaire étoit sous les yeux du Parlement. Si on réfléchissoit sur les motifs qui nécessitent la presse, on ne tarderoit pas à se convaincre qu'il n'est pas probable, ni même possible, d'équiper la marine en tems de guerre par d'autres moyens. Le projet de M. Luttrell semble dériver du principe que le service du Roi est assez désagréable aux matelots pour qu'on imagine quelque encouragement qui les porte à y entrer: mais le contraire est évidemment vrai; car il est notoire que sur l'établissement de paix ordinaire la marine est toujours équipée par des volontaires. En effet, quoique la paye de chaque individu dans la Marine Royale soit moindre que dans la Marine Marchande, cependant; comme la première n'est pas sujette aux déductions & aux supercheries qui se trouvent dans la dernière: comme l'emploi est permanent, le service moins rude,

les provisions meilleures , & que les matelots y ont la perspective de s'avancer quand ils le méritent , & la certitude d'un fort lorsqu'ils ne sont plus en état de servir , soit par accident ou par infirmité , les gens de mer préfèrent la Marine Royale à la Marine Marchande. Il n'est pas difficile de rendre raison du changement de sentimens en tems de guerre : tout le monde connoit l'effet que produit sur le prix de la main d'œuvre la demande d'un plus grand nombre d'ouvriers dans chaque branche de commerce : or , cet effet se fait sentir visiblement lors d'un armement. Les Marchands sont obligés de donner de plus forts salaires pour engager les gens à quitter leurs professions ordinaires ; & dans ces circonstances on ne doit pas s'attendre qu'il y ait autre chose que la force qui puisse faire entrer les matelots dans la marine Royale avec la paye ordinaire. Le sort de l'Acte d'enregistrement ou des classes (qui après une épreuve de quinze ans & après avoir couté plus de 500,000 liv. fut révoqué comme n'ayant point produit de bons effets , mais ayant encore occasionné beaucoup de dépenses , de vexations & de désordres) prouve l'inefficacité de toutes nouvelles méthodes , si on les met dans la balance vis-à-vis de la tentation d'une augmentation considérable de gages.

Les moyens proposés par ce plan sont impraticables , dangereux pour l'Etat , &

ccclxxxij **AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**
préjudiciables aux matelots. Indépendamment du danger & de l'impossibilité qu'il y auroit de licencier des hommes, pour en recevoir d'autres à leur place au moment d'un service pressé, ou lorsqu'on est dans des pays éloignés, on trouvera toute sorte de difficultés à limiter la durée du service en tems de guerre; si l'on considère que tout le fonds des matelots dans la Marine Marchande; en tems de paix, n'excede pas soixante mille, & que le nombre employé en tems de guerre dans la Marine Royale seulement, monte à 80,000, Il ne faut pas moins que les gages énormes donnés par les Marchands pour tenter les matelots étrangers & les naturels du pays, pour les enlever à d'autres occupations & pour les engager à servir sur leurs vaisseaux, indépendamment des sages reglemens & encouragemens donnés par la législation pour fournir ce fonds, sans que tout cela puisse suffire à un remplacement successif. Ce Royaume n'est point en état de faire une pareille augmentation de paye dans la Marine; & M. Tomlinson paroît ne pas l'ignorer. Aussi propose-t-il une limitation de paye dans les vaisseaux Marchands; ce qui, loin de tendre à équiper la marine, détruiroit la source où elle va puiser, & feroit beaucoup de tort aux matelots au lieu de leur être avantageuse. Aujourd'hui ceux qui ne sont entrés au service que par la presse, reçoivent leur paye

comme s'il n'y avoit point eu de presse, quoique ce soit à la presse qu'il faille attribuer l'augmentation de gages ; & tout matelot qui échappe à la presse , trouve son profit dans l'augmentation des gages marchands en proportion du tems dont il a devancé celui où il auroit été pressé. Le pouvoir de presser n'ouvre point la porte aux abus ; & les Officiers ne cherchent à enlever que ceux qui doivent être les objets de la presse. Ce n'est point, comme on l'a dit avec tant d'emphase , *ce n'est point arracher le sujet innocent de sa maison où il trouve les moyens de subsister , pour lui faire adopter un nouveau genre de vie auquel son corps & ses facultés ne sont nullement propres , & pour lequel son Créateur ne l'a point formé.* Ce n'est point l'homme de terre , foible , timide & infirme que l'on presse, mais le matelot actif , robuste, brave & expérimenté. Et quoiqu'il soit assez naturel pour de telles gens de préférer de gros salaires au service de leur pays , je crois que ce n'est point les traiter durement que de les forcer , lorsqu'on est en guerre , à défendre un commerce auquel ils doivent leur subsistance en tems de paix , afin d'assurer l'honneur de leur pays , de partager les dépouilles de ses ennemis & de soutenir par leurs actions le droit qu'ils ont *au nom de Matelots Anglois qui se fait* (a) *respecter dans*

(a) Voilà une opinion que le Ministère Anglois

cclxxxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
toutes les parties du monde. Enfin , voici maintenant l'état de la question : La Chambre veut-elle s'en tenir à une méthode autorisée par l'esprit de la Constitution , & justifiée par l'heureuse épreuve qu'on en a faite dans toutes les guerres de cette Nation , ou adopter la nouvelle proposition au risque de perdre notre Commerce & notre Marine ?

Le Chevalier George Saville prit la parole. Voici la première fois que j'aye entendu assurer dans un même débat que ni la paix ni la guerre n'étoient un tems propre à la réforme. Quelques uns ont dit que la guerre n'étoit pas le moment où il convînt d'innover ou de réformer : d'autres ont prétendu la même chose pour la saison de la paix. Moi je demande la permission de rétorquer par un exemple , à l'appui de mon opinion sur cette espèce de logique ministérielle. Un Particulier qui avoit une pompe à sa disposition , offrit de la vendre à son voisin pour préserver sa maison du feu. Le voisin répondit qu'il n'en avoit pas besoin parce que le feu n'étoit pas à sa maison. Quelque tems après le feu y prit , & il courut chez le Propriétaire de

cherche à établir , non sans entendre à merveille ses intérêts. Les autres Nations la laisseront-elles s'accréditer chez elles , & ne prendront-elles pas plutôt toutes les mesures possibles pour que leurs matelots ne s'accoutument point à voir dans le matelot Anglois un être supérieur à eux ? Cela seroit de conséquence dans une guerre.

la pompe pour la lui acheter ; mais celui-ci lui déclara qu'il l'avoit vendue «.

M. Luttrell se leva de nouveau pour répliquer au Lord Mulgrave , & il observa qu'il ne doutoit point que le vaisseau de ce Lord n'eût été complètement équipé : qu'il savoit que les matelots avoient reçu de très-fortes gratifications à bord de l'*Ardent* , en supplément à ce qui étoit octroyé par la Couronne ; & que ce vaisseau étoit peut-être le mieux équipé de tous les vaisseaux de garde de l'ancien établissement de paix , lorsque ce Lord en fut nommé Capitaine. » Aujourd'hui , poursuivit-il , j'espère que la Chambre est pleinement convaincue qu'aucun autre vaisseau de ligne mis en commission depuis l'ordre de la presse , n'est assez complètement équipé pour oser mettre en mer «.

M. Townshend se leva ensuite : » je n'avois jamais entendu faire les plus légères objections contre le principe du Bill dont il s'agit ; & c'est aussi la première fois que j'entens parler en faveur de l'usage actuel de presser pour le service de mer. Parmi tous les grands Ministres qui depuis un siècle ont été à la tête des affaires du Royaume , il n'y en a pas eu un seul qui n'ait reconnu la nécessité de porter une loi pour arrêter le mal auquel on se propose de remédier par un Bill de la nature de celui qui est sur le tapis. Il peut y avoir des manières différentes de penser , quant aux mesures proposées par le Bill ; mais il n'y en a jamais eu quant à

CCXXXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

l'avantage de pourvoir la marine d'un certain nombre de matelots , dans un certain période , quand il est probable que la guerre approche , ou lorsqu'on commence à y être engagé.

M. le Procureur Général (Wedderburne) dit que malgré la connoissance qu'il avoit des formes Parlementaires , il n'avoit jamais vu présenter une proposition pour passer un Bill sans expliquer en même tems à la Chambre les chefs & les points principaux du Bill , afin de la mettre en état , avant toutes choses , de juger de sa nature ; que ceux qui avoient fait la présente motion s'étoient évidemment écartés de la regle fondamentale & de l'usage Parlementaire , & qu'il persistoit à s'opposer à la proposition.

La motion lue de nouveau , la Chambre alla aux voix ; & il se trouva , y compris les Membres nommés pour les compter (M. Luttrell ; le Chevalier Edouard Astley) 54 pour l'affirmative ; (M. Buller ; M. Penton , tous deux Lords de l'Amirauté) 108 pour la négative.

QUOIQUE ce Bill ait été rejeté , & malgré sa longueur , je me serois reproché , Monsieur , de ne pas en enrichir votre Recueil. Il y sera vu avec plaisir par les lecteurs curieux de connoître à fond la constitution navale de l'Angleterre. Je me suis seulement dispensé d'y joindre les modeles de certificats , d'autant plus qu'ils sont tracés dans le Bill.

BILL pour procurer avec plus d'efficacité & de facilité l'équipement de la Marine Royale , & pour encourager les Matelots & gens de mer à entrer volontairement au service de Sa Majesté , &c.

P R E A M B U L E.

L'AVANTAGE & la prospérité des Etats de Sa Majesté exigent que tout l'encouragement possible & légitime soit donné aux matelots & autres , pour s'enrôler volontairement dans la Marine Royale ; or le tems illimité pendant lequel les matelots & gens de mer sont forcés de servir à bord des vaisseaux de la flotte de Sa Majesté , leur causant au contraire un découragement sensible , & prévenant plus qu'aucune autre chose contre le service , il devient indispensable de faire sans autre délai de nouveaux reglemens & de nouvelles dispositions pour les matelots & gens de mer.

Section premiere.

Qu'il soit statué , comme il est statué par le présent Acte , qu'à commencer du jour de l'émission d'icelui tout bon matelot qui s'enrôlera volontairement , & qui sera reçu pour servir à bord de la Marine Royale de la maniere & pour le tems limité & prescrit ci-après , recevra trente shellings de gages par mois de vingt-huit jours , & qu'il ne sera pas obligé de servir plus long-tems que l'espace de trois ans , à commencer du jour où il aura passé sa

cclxxxviiij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

premiere revue à bord de quelqu'un des vaisseaux de guerre de Sa Majesté.

Note. La paie des matelots servant dans la Marine Royale, n'a pas été augmentée depuis le règne de Guillaume III.

La clause portant que le service ne commencera qu'au jour qu'ils auront passé la revue à bord, engagera les matelots à se rendre promptement aux départemens.

Section deuxieme.

Qu'il soit statué que tout matelot ordinaire qui, à compter du jour de l'émission du présent Acte, s'offrira volontairement & qui sera reçu pour servir à bord de la Marine Royale de la maniere & dans le tems ci-après limité & prescrit, recevra vingt-quatre shellings de gages par mois de vingt-huit jours, & ne sera obligé de servir que l'espace de cinq années, à compier du jour qu'il aura passé sa premiere revue, à bord de quelqu'un des vaisseaux de guerre de Sa Majesté.

Note. Comme les matelots ordinaires doivent encore apprendre une partie de leur métier, il est reconnu généralement, qu'il est raisonnable & nécessaire qu'ils servent plus long-tems que ceux qui sont formés; & comme il n'y a pas de lieu plus convenable pour se former qu'un vaisseau de guerre, ils auront l'avantage de s'y perfectionner dans toutes les parties de leur profession.

Section troisieme.

Qu'il soit en outre statué pour l'encouragement des hommes de terre bien constitués, qu'à compter du jour de l'émission du présent Acte tout homme de terre bien constitué, âgé de vingt-un ans ou plus, & au-dessous de l'âge de trente-huit ans qui s'offrira volontairement & qui sera reçu pour servir à bord de la Marine Royale aura vingt-deux shellings de gages par mois de vingt-huit jours, & ne sera obligé de servir que six ans à compter du jour de sa premiere.

ET DE L'AMERIQUE. CCLXXXIX

miere revue à bord de quelqu'un des vaisseaux de guerre de Sa Majesté.

N. B. On a établi distinctement ces trois classes de bons matelots, de matelots ordinaires, & de gens de terre bien constitués, d'après les reglemens actuels de la Marine Royale.

Note. Les gens de terre entrant dans la marine à vingt-un ans, se trouveront exempts à l'âge de vingt-sept ans de l'obligation de servir leur patrie; & alors ils jouiront de plusieurs prérogatives qu'ils n'auroient jamais pu esperer d'obtenir en restant à terre.

Section quatrieme.

Pourvu cependant & bien entendu que, si quelque matelot après avoir servi dans la Marine Royale tout le tems requis par le présent Acte, désiroit de s'enrôler de nouveau pour le service de mer, & qu'à sa propre sollicitation il fût reçu ou continué à bord de quelqu'un des vaisseaux de guerre de Sa Majesté, ce nouvel engagement sera regardé comme obligeant ce matelot à servir trois autres années, si on a besoin de lui sans interruption pendant ces trois années, à moins que les Lords Commissaires de l'Amirauté ne jugent à propos de lui donner son congé plutôt. Mais pendant ce service volontaire additionnel, il recevra trente-deux shellings six deniers de gages par mois de vingt-huit jours, à compter du jour de son nouvel engagement jusqu'à celui de son congé; & il sera exempt, lorsqu'il sera à terre, de remplir une place dans un Juré ou d'autres Offices de Paroisse.

Note. 1°. Des Marchands, des Propriétaires de vaisseaux, des matelots ainsi que des gens attachés par profession à la Marine Royale, ont long-tems délibéré entr'eux pour fixer le tems nécessaire pendant lequel les trois classes doivent servir, & après plusieurs débats la majorité des opinions s'est déclarée en faveur des termes fixés ci-dessus dans les sections deuxième & troisième.

CCXC AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

2°. Il ne peut y avoir de danger que la flotte se trouve dé-garnie ou en détresse par le manque de bons matelots au bout des trois premières années ; car si aucun de ceux qui sont en droit d'avoir leur congé ne vouloit prendre un nouvel en-gagement, (quoiqu'on ait lieu de supposer le contraire si l'on considère les encouragemens extraordinaires que leur pré-sentent les clauses subséquentes du Bill) les matelots ordinaires seront devenus nécessairement des matelots habiles & formés, après trois ans de service. Les hommes de terre, pendant le même intervalle, seront devenus aussi de bons matelots ordi-naires, & il y aura une succession régulière & continuelle de ces trois classes par le moyen des volontaires, des apprentis & des autres ressources connues.

3°. L'Auteur du Pamphlet intitulé : *Les Droits des Mate-lots revendiqués*, avance qu'il y a dans la Grande-Bretagne 120,000 matelots ou gens connus sous la dénomination de marins & d'hommes de mer. D'autres portent ce nombre à 130,000. Si cela est ainsi, on peut compter de recruter une fois tous les trois ans dix mille matelots tant habiles qu'ordinaires, en sup-posant qu'on eût besoin d'en trouver dix mille, ce qui n'est pas vraisemblable. Mais il est évident par la note ci-dessus que les gens de terre seuls suffiroient pour rendre ce nombre complet si les matelots devenoient rares ; supposition qui seroit absurde, attendu les encouragemens donnés à la pro-fession maritime.

4°. En 1759, lorsque nous remportâmes nos plus importantes victoires sur mer, le Gouvernement vota 60,000 matelots, y compris environ 15,000 soldats de marine, & en outre à-peu-près le même nombre d'Officiers de divers rangs, de domesti-ques, &c. & environ 700 hommes pour le service de l'Ar-tillerie de mer. Il est très-probable que dans toute autre guerre à venir on ne votera plus année commune que 60,000 matelots. Or, par ce Bill il y aura peu de dépense à faire pour lever ce nombre, & il ne sera pas nécessaire de donner des grati-fications. Une personne qui occupe actuellement une place dis-tinguée au département de la marine, est convenue que les hommes levés par la presse pour la Marine Royale ont coûté au Gouvernement 30 liv. sterl. l'un portant l'autre. Or, si dans la première année de guerre, lorsqu'on aura voté 60,000 hommes, on en leve seulement 10,000 par la presse, ce sera une dépense de 300,000 liv. indépendamment des levées addi-tionnelles de chacune des années suivantes pour remplir les vui-des occasionnés par les morts, la désertion, &c. qu'on doit évaluer au moins à 3,000 hommes qui seront levés de cette ma-nière. A raison de 30 livres par homme, c'est encore une dé-pense de 90,000 livres par an. Supposons que la guerre dure cinq ans, la somme totale de la dépense pour la presse mon-tera à 660,000 livres. Cependant les gages additionnels ac-

cordés par ce Bill pour les Officiers subalternes, les marelots habiles & ordinaires, & pour des gens de terre, en supposant que ce nombre de 60,000 hommes dût être employé pendant cinq ans, ne monteroit tout au plus qu'à 310,000 liv. Il est donc évident que suivant ce calcul il y auroit en tems de guerre une épargne de 300,000 liv. au moins en cinq ans. Si l'on vouloit approfondir cette matiere, il seroit aisé de démontrer que les épargnes iroient encore bien plus haut que ce que nous disons. Le commerce perd au moins un million sterl. dans le tems de la presse, indépendamment du haut prix qu'il faut payer le charbon de terre, & divers autres objets de premiere nécessité. Il s'établit aussi une taxe continuelle sur le Marchand particulier, provenant des productions que vend l'Amirauté. D'après tout cela nous croions que toutes les personnes attachées au service de la Marine en général, conviendront qu'un vaisseau de 74 canons avec 600 hommes, & équipés suivant le projet du présent Bill fera dans l'opinion de tout Capitaine expérimenté de la Marine Royale dans un meilleur état, tant pour la navigation, que pour combattre l'ennemi, que s'il y avoit 650 hommes conformément à la maniere présente de completer les équipages. En cas de guerre nous pourrions avoir au moins 24 vaisseaux de 74 canons employés, ce qui feroit une épargne de 1,200 hommes ou de 62,400 liv. sterl. par an, sur le pied de l'allocation Parlementaire de 4 liv. par mois pour chaque homme. Cette épargne, pendant cinq années de guerre, se monteroit à 312,000 liv. Lorsqu'on ne vote que 16,000 hommes pour l'établissement ordinaire de paix, la dépense de l'augmentation n'iroit point au de-là de 20,000 liv. par an. Quoique ce soit un fait incontestable, des personnes qui n'observent point, ne voudront pas croire que sur les trente-huit dernieres années il y en a eu vingt-deux dans lesquelles la Nation a été plus ou moins fatiguée par la presse.

Section cinquieme.

Qu'il soit statué en outre qu'à l'expiration du terme entier du service ou des services obligatoires ou volontaires mentionnés ci-dessus, tout matelot ou homme de mer recevra sa démission à sa réquisition, conformément à la forme de la cédula jointe à cet Acte, laquelle réquisition sera de même faite ou signifiée à l'expiration du terme au Capitaine ou au Commandant du vaisseau ou des vaisseaux auxquels ces matelots appartiendront, ou de l'équipage duquel ils feront partie, & s'ils sont dans quelque port de

ccxcij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

la Grande-Bretagne ou d'Irlande, ils recevront leur démission & liberté, pour un certain tems qui sera déterminé à la discretion du Capitaine ou de tel autre Officier sous le commandement duquel ils serviront actuellement; mais ce tems déterminé pour leur congé ne pourra jamais, sous quelque prétexte que ce soit, excéder l'espace de quarante jours, à compter du jour de leur réquisition. Cependant comme les circonstances extraordinaires des tems, ou quelque nécessité inévitable peuvent exiger indispensablement qu'on garde plus long-tems que le terme stipulé ou proposé par cet Acte les matelots des stations du dehors, il sera permis de retenir ces matelots ainsi employés dans une station étrangère au de-là de l'espace de quarante jours, bien entendu qu'on devra faire cesser cette nécessité le plutôt qu'il sera possible, & chaque matelot recevra pendant cette prolongation de service & pas plus long-tems trente cinq shellings de gages par mois de vingt-huit jours.

Note. L'encouragement additionnel accordé aux matelots qui s'enrôlent de nouveau, ne peut occasionner qu'une très-petite dépense pour la Nation; & parmi plusieurs autres avantages, il en pourra résulter que les Marchands eleveront pour leur service plus de matelots qu'ils ne feroient sans cela.

Section sixieme.

Et comme en tems de guerre les Capitaines des vaisseaux de Sa Majesté se trouvent très-souvent obligés, à cause de la rareté de *Midshipmen*, de Quartiers-Mâtres & d'autres bas Officiers, d'avancer à ces grades des bons matelots, il est statué, pour donner plus d'encouragement aux matelots qui voudront contracter un nouvel engagement & qui seront reçus après l'expiration du terme limité de leur service dans la Marine Royale, que les Capitaines & Commandans des vaisseaux de guerre de Sa Majesté qui auront à bord des matelots méritant cette promotion, donneront, dans tous les cas, la préférence aux mate-

lots qui auront servi pendant le terme limité dans la Marine Royale. Et pour exciter encore plus efficacement les matelots à s'engager de nouveau au service du Roi, & les porter à se rendre dignes d'être avancés au grade d'Officiers subalternes, ainsi que pour encourager tous les Contre-Mâîtres, *Midshipmen* & autres Officiers subalternes qui pourront être nommés pour servir à bord des vaisseaux de Sa Majesté; Il est statué en outre qu'à compter du jour de la promulgation de cet Acte, la paye desdits Contre-Mâîtres, *Midshipmen* & Officiers subalternes, sera réglée de la manière énoncée dans la table annexée au présent acte, au moyen de quoi les gages dans tous les vaisseaux au-dessous du second rang seront augmentés considérablement.

Note. Les matelots d'élite sont découragés d'entrer comme Officiers subalternes dans de petits vaisseaux de guerre, où, disent-ils, les gages même d'un Quartier-Maître ou d'un aide Canonier ne rapportent de net que 24 sols 6 deniers par mois, tandis que leur travail est infiniment plus dur que dans un vaisseau du premier rang, sur lequel ces mêmes Officiers subalternes ont 33 l. 6 d. net par mois.

L'encouragement proposé dans cette section, écarte entièrement cette objection.

Section septieme.

Pour encourager plus efficacement les matelots, gens de mer & de terre mariés, à s'enrôler volontairement dans le service naval de Sa Majesté, & pour empêcher que leurs femmes & leurs familles ne se trouvent dans la détresse & ne deviennent à charge à leurs Paroisses; Il est statué que ces matelots gens de mer & de terre mariés, qui s'enrôleront volontairement & qui seront reçus pour servir à bord des vaisseaux de guerre de Sa Majesté, pourront faire passer à leurs femmes ou enfans deux mois de gages à la fin de chaque demi année, à mesure que leur paye sera échue, de sorte qu'il ne restera que quatre mois de gages en arriere, au lieu de six mois lors-

CCXCIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

qu'il en sera dû douze, d'après ce qui est prescrit par un Acte de la trente-unième année du règne de George II, qui autorise les matelots servant dans la Marine Royale à faire passer leurs gages à leurs femmes & à leurs familles; & l'argent sera envoyé de la manière stipulée par ledit Acte. Et tous ces matelots, gens de mer ou de terre, qui s'enrôleront volontairement pour servir dans la Marine Royale, comme il est dit ci-dessus, recevront pour un nouvel encouragement deux mois de gages d'avance, qui seront payés pour l'usage de leurs femmes ou enfans par le Collecteur de la Douane ou de l'Accise le plus voisin des lieux respectifs de leur résidence, lorsque leurs maris auront reçu trois montres à bord des vaisseaux de Sa Majesté, & cela sur un certificat conformément à la cédule &c., avec un certificat authentique de la main du Pasteur, ou d'un des Marguilliers ou des Inspecteurs de la Paroisse où ces matelots se sont mariés, & où leurs enfans sont nés, lequel portera qu'elle est la femme légitime & qu'ils sont les enfans légitimes dudit matelot, homme de mer ou de terre & de leurs femmes respectives. Ces Pasteur, Marguilliers ou Inspecteurs sont requis, & il leur est ordonné de délivrer ce certificat ainsi signé sans exiger aucuns honoraires ou autre rétribution quelconque; & ledit certificat servira de caution & de décharge audit Collecteur des Douanes ou Accise auprès des Commissaires ou Trésorier de la Marine Royale, qu'on autorise par ces présentes sur la présentation de ce certificat, à ordonner en conséquence le paiement de ces gages. Tout Collecteur qui refusera ou négligera de payer, comme il est dit ci-dessus, encourra une amende de vingt livres en faveur de chaque personne qui le poursuivra pour cet effet, laquelle amende sera recouvrée par une action pour dette dans tous les Tribunaux de Sa Majesté.

Section huitieme.

Et comme les matelots & gens de mer, prétendant tirer avantage des tems de guerre, insistent sur des gages exorbitans, au moyen de quoi le commerce de cette Nation a toujours éprouvé de grandes difficultés, & l'équipement de la Marine Royale a essuyé des grands préjudices, il est statué, afin d'écarter à l'avenir ces difficultés & ces empêchemens, qu'à commencer du jour de la promulgation de ce Bill, aucune personne ni aucun corps politique ou civil ne pourra par lui-même, ni par aucune autre personne quelconque donner, payer ou ordonner de payer directement ni indirectement par voie de don, prêt, prime, dépôt, ou toute autre invention quelconque, à aucun matelot ordinaire ou homme de mer, employé ou à être employé comme tel à bord des vaisseaux Marchands, & qu'aucun matelot, marinier, ou homme de mer, comme il est dit ci-dessus, ni aucune autre personne en leur faveur ne pourront ni directement, ni indirectement prendre ni recevoir plus de gages, ni s'engager autrement que sur le pied de 40 shellings par mois de calendrier, pour tous les voyages où les matelots sont employés pour un tems déterminé, excepté dans les cas où les matelots & gens de mer sont accoutumés de s'engager pour le voyage, comme il se pratique pour le commerce de charbon & le cabotage: ce qui sera réglé de la maniere suivante par rapport à ceux des matelots & gens de mer qui sont sujets Britanniques, c'est-à-dire: aucune personne, ou corps politique ou civil, comme il est dit ci-dessus, ne pourra donner ni payer, ni convenir de donner ou de payer à aucun matelot ou homme de mer ordinaire plus de trois livres de gages pour un voyage, à partir d'aucun port dans le détroit du Forth, ou des ports de Leith, Blyth, Hartley, Shields, Newcastle, Sunderland, Hull ou Lynn, pour venir à Londres, & le retour;

CCXCVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

& aucune personne, comme il est dit ci-dessus, ne pourra donner ou payer à aucun matelot ou homme de mer plus de 40 shellings pour un voyage à partir du port de Whitehaven pour aller à Dublin & le retour, ou d'aucun port des côtes de Cumberland, Lancashire, & Pays de Galles pour Dublin & le retour; & tous les marchés, conventions, obligations, écrits, instrumens, actes & cautions de quelque nature qu'ils soient pour payer ou recevoir de plus forts gages ou payes que ceux énoncés ci-dessus, contraires aux vues & au sens de cet Acte, à commencer du jour de la promulgation dudit Acte sont déclarés nuls, & seront nuls & de nul effet à tous égards. Et si quelque personne ou corps donne ou paye, ou convient de donner ou payer à quelque matelot ou autre, plus de gages que ceux qui sont énoncés ci-dessus, contre les vrais esprit & intention de l'Acte, cette personne ou corps civil encourra une amende de 50 livres pour chaque offense commise de cette manière, en violation des vrais esprit & sens de cet Acte, laquelle amende sera demandée par les poursuivans en vertu du Bill de dettes, par plainte ou information dans les Cours du Recorder de Sa Majesté à Westminster, ou dans la Cour de l'Echiquier dans la partie de la Grande-Bretagne appelée Ecosse. Tout Maître de navire commettant cette offense, sur la preuve juridique qui en sera faite pardevant quelqu'un des Juges de paix de Sa Majesté, encourra une amende de 50 livres, laquelle sera recouvrée de la manière ci-dessus énoncée; & tout matelot ou homme de mer contrevenant de cette manière, & étant juridiquement convaincu de cette offense, sera condamné à dix livres d'amende, ou à trois mois de prison. Pour empêcher & prévenir plus efficacement qu'on n'abuse desdites injonctions, ou qu'on ne les évite, il est statué que les Marchands, Propriétaires de navires ou toute autre personne pour eux, ne pourront, après la promulgation de l'Acte, contracter avec aucun matelot ou homme de mer,

ni les engager pour servir sur mer, par mois, par voyage ou autrement que sur une convention écrite ou imprimée, dans laquelle seront exprimés les gages que ce matelot ou homme de mer doit recevoir. Cette convention ne pourra se faire qu'en présence au moins d'un témoin digne de foi, dont la profession & la résidence seront énoncées dans ladite convention; & aucun Maître de navire ou Propriétaire ne sera obligé à payer aucuns gages gagnés au service Marchand, ni les matelots ou les gens de mer ne pourront les exiger en justice qu'en vertu d'une telle convention. Pourvu cependant qu'aucune des clauses inférées ici, ne s'étende & ne soit censée s'étendre sur les matelots qui auront rempli actuellement le terme requis par cet Acte pour leur service dans la Marine Royale, & qu'ils produiront un certificat de ce service, suivant la forme jointe à la cédule ci-annexé.

Note. On trouve un exemple de fixation de gages des matelots dans un Acte du Parlement de la quatorzième année de George II, Chap. XXXVIII, Sect. 14. où il est ordonné que les Particuliers ni les Corps ne donneront que trente-cinq shellings par mois aux matelots. Et même quand il n'y auroit point d'exemple, la convenance & l'utilité de ce règlement sont évidentes.

Un Auteur qui a publié depuis peu un plan pour conserver le commerce maritime & la puissance de cette nation en tems de guerre, dit: » que les consommateurs des denrées & marchandises dans ce Royaume ont perdu, pendant la dernière guerre, plusieurs millions, ce qui doit être attribué au prix exorbitant des gages payés aux matelots, &c. à la stagnation de notre navigation, & à la disette des matelots, ainsi qu'aux opérations tardives & aux retours du commerce.

Section neuvième.

Et il est en outre arrêté que pour ce qui regarde tous les matelots qui auront rempli tout le tems fixé par cet Acte, il sera donné à tous & chacun d'eux un certificat qui leur sera expédié gratis le jour de leur licenciement, suivant la forme prescrite dans

CCXCVIIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

la cédule jointe à cet Acte. On mentionnera dans ce certificat le tems qu'ils auront servi, & les noms des vaisseaux à bord desquels ils auront servi; on y donnera pareillement le signalement du matelot auquel ce certificat sera délivré, pour qu'il ne soit plus appelé pour servir dans la Marine Royale, en aucun tems & en aucun lieu. Ou si l'on vient à retirer de commission un ou plusieurs vaisseaux de guerre de Sa Majesté, il sera délivré aux matelots ou autres gens de mer qui n'auront point rempli le tems du service fixé par l'Acte des certificats suivant la forme prescrite, qui constateront qu'ils ont rempli telle partie du terme prescrit; & lorsqu'ils l'auront rempli par leur service ultérieur dans la marine de Sa Majesté de la maniere ainsi prescrite, ils pourront jouir de tous les avantages portés par le présent Acte, de la même maniere que s'ils eussent rempli tout le tems de leur service, sans interruption, ce qui sera certifié, comme il est dit ci-dessus, lorsque le tems de leur service expirera. Et il sera permis à tout Marchand, Propriétaire ou autres Personne ou Personnes de donner à tous les matelots qui produiront de tels certificats, pourvu qu'on les reconnoisse à l'âge & au signalement portés dans le certificat, les gages convenus entre les parties; notwithstanding toute disposition du présent Acte à ce contraire.

Section dixieme.

Et d'autant que plusieurs anciens matelots peuvent être réduits à la misere, soit par l'âge ou par les infirmités, & devenir à charge aux Paroisses, faute de pouvoir gagner leur vie, il est en outre ordonné que tous les bons matelots qui seront entrés au service de la Marine Royale, ayant moins de quarante-quatre ans, pourront prétendre à recevoir à cinquante ans les pensions suivantes & à en jouir, & tous ceux qui y seront entrés âgés de plus de quarante-trois ans, recevront les pensions ci-après assignées

ET DE L'AMÉRIQUE. CCXCIX

dans quatre ans , à compter du jour où ils pourront prétendre à leur premier licenciement : savoir, cinq livres sterl. par an pour tous ceux au-dessus de cinquante ans , qui auront servi trois ans comme bons matelots : six livres sterl. par an pour tous ceux au-dessus de cinquante ans , qui auront servi quatre ans comme bons matelots ; sept livres par an pour tous ceux au-dessus de cinquante ans , qui auront servi cinq ans comme bons matelots ; & huit livres par an pour tous ceux au-dessus de cinquante ans , qui auront servi six ans comme bons matelots sur quelqu'un des vaisseaux de guerre appartenants à la Marine Royale , lesquels pensions leur seront payées à eux ou à leurs fondés de procuration , même quand ils seroient pensionnaires de la caisse à Chatham , en deux termes de six mois en six mois par le Trésorier de la Marine de Sa Majesté aux échéances , moitié le 2 Janvier & moitié le premier Juillet ; & ils seront tenus de se représenter les jours ordinaires d'appel une fois chaque mois. Mais lesdits fondés de procuration devront produire en même tems un certificat signé du Pasteur ou de l'Inspecteur des pauvres de la Paroisse où ils résident , qui atteste que tel matelot est vivant. Ce certificat sera dressé dans la forme prescrite dans la cédula ci-jointe & à mesure qu'il se trouvera des vuides dans l'Hôpital Royal à Greenwich , ils seront remplis par les anciens matelots qui se trouveront avoir des pensions sur cet établissement ; & dans ce cas , lorsqu'ils y seront entrés , la pension qui leur est accordée par le présent Acte cessera de courir du jour où ils seront admis dans ledit Hôpital de Greenwich.

Note. Les pensions mentionnées dans cette section, sont destinées pour les bons matelots, les matelots ordinaires & les gens de terre indistinctement ; mais pour empêcher les matelots vieux & infirmes d'entrer dans le service , uniquement dans la vue d'obtenir la pension , on propose de ne point faire jouir de la pension tous les matelots qui auront plus de quarante-trois ans lorsqu'ils entreront au service avant quatre ans écoulés après le jour qu'ils auront pu prétendre à leur licenciement , & après avoir complété entièrement le tems du service prescrit.

Section onzieme.

Et d'autant qu'il peut survenir telles circonstances où, non seulement la force, mais même la sûreté de cette Nation, exigent que la Marine Royale soit promptement fournie d'un nombre compétent de matelots & de marins pour un service général ou particulier, & que les grands encouragemens & avantages qui leur sont accordés par cet Acte, sont censés ne regarder que les matelots & marins qui entreront de bon gré au service de la Marine Royale lorsqu'ils en seront requis, il est ordonné qu'à compter du jour où le présent Acte sera passé, & par la suite, au commencement d'une guerre, ou lorsqu'il s'agira d'un armement, le Conseil de Sa Majesté publiera une proclamation par laquelle les matelots & marins seront requis de monter aussitôt à bord de la flotte Royale, & avec cette proclamation on publiera les sections 12 & 13, 27 & 28 du présent Acte, pour servir d'aiguillon & d'encouragement aux matelots : & il sera envoyé aussitôt des copies de ladite proclamation, &c. au Pasteur ou Marguilliers, & au premier Magistrat de chaque Ville, Bourg, Corporation ou District dans la Grande-Bretagne, qui les feront afficher sur le champ à la porte de l'Eglise ou Chapelle, ou sur la place, ou les places les plus fréquentées dans ces Villes, Bourgs, Corporations & Districts ; & les Lords Commissaires de l'Amirauté enverront des Officiers intelligens dans toutes les Cités, Bourgs & principales Villes & Ports de mer de la Grande-Bretagne & de l'Irlande, pour recevoir & enrôler les matelots, marins & gens de terre qu'ils jugeront propres pour le service de Sa Majesté, & qui se présenteront volontairement pour servir dans la Marine Royale dans l'espace de vingt-huit jours après la publication de cette proclamation dans la Gazette de Londres. Tous lesquels matelots, gens de mer & de terre qui se seront ainsi offerts & qui

seront reçus dans l'espace de vingt-huit jours, comme il est dit ci-dessus, auront droit de prétendre pleinement à la jouissance de tous & chacun les privilèges, bénéfices, avantages & immunités portés dans cet Acte, tant par rapport à leur terme limité de service qu'autrement.

Note. 1^o. Cette section offre aux matelots, pour les encourager à entrer volontairement au service de la marine, des avantages & des privilèges qu'ils n'ont pas encore eus jusqu'à présent, & elle met le Gouvernement à l'abri de tous reproches s'il se trouve forcé de mettre la section douzième à exécution.

2^o. Ces Officiers enrôleurs seroient peut-être deux Lieutenans dans chaque port principal, & un dans chacun des moindres ports & par-tout où les matelots sont supposés avoir un rendez-vous. Comme il y a toujours eu deux, trois ou quatre Lieutenans dans tous les principaux ports de la Grande-Bretagne & de l'Irlande, indépendamment des Capitaines enrôleurs & de plusieurs allèges, &c. commandés par les Lieutenans, il n'y a de déduction à faire pour aucune dépense à ce sujet.

Section douzième.

Et d'autant que par un Acte du Parlement passé dès la seconde année du règne du Roi Richard II, tous les Sherrifs, Maires & Baillis dans les franchises & au dehors, ont été autorisés à faire arrêter & détenir tous les gens de mer fugitifs: il est en conséquence ordonné qu'après l'expiration de vingt-huit jours, à compter du tems de la publication, de la proclamation Royale, comme il est dit ci-dessus, pour l'équipement de la marine, si quelques matelots ou gens de mer, au mépris de cette proclamation royale, se retiroient, se cachotent ou se transportoient de leur plein gré, volontairement & par mutinerie dans quelques endroits écartés, & ne se présentoient point d'eux-mêmes pour entrer au service de la Marine de Sa Majesté, de la manière & dans le tems susdits, c'est-à-dire dans l'espace de vingt-huit jours; après la publication de la susdite proclamation de Sa Majesté dans le Conseil, ces

cccij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

matelots ou gens de mer seront & sont réputés, à tous égards gens de mer fugitifs; & tous les Juges de paix, Commissaires & autres Officiers de paix inférieurs par l'autorité d'un ou de plusieurs Juges de paix de Sa Majesté, arrêteront ou feront arrêter tous ces matelots & gens de mer, lesquels seront conduits le plutôt possible au port le plus proche où il se trouvera des vaisseaux de guerre de Sa Majesté, & ce Juge ou ces Juges de paix de Sa Majesté, en vertu du pouvoir & de l'autorité desquels ces matelots ou gens de mer auront été arrêtés & transportés, fixeront les sommes qui seront accordées par chaque mille ou autrement pour transporter ou escorter ces matelots fuyards, & donneront tels autres ordres qu'ils jugeront convenables pour procéder en ce cas d'une manière plus régulière (a); & chaque Juge ou Juges feront payer la somme de quarante shellings pour chaque matelot ou homme de mer, ainsi pris au Commissaire ou Officier de paix qui l'arrêtera ou les arrêtera par l'Inspecteur des pauvres de la Paroisse, lequel sera autorisé, en réglant ses comptes pour la Paroisse, à tirer sur le Trésorier de la Marine de Sa Majesté pour le montant des sommes qu'il aura pu avancer sur lesdits comptes, & le traité ou les traités qu'il fera, seront aussi endossés par le Juge ou les Juges qui auront ordonné le paiement, ce qui sera d'une autorité suffisante pour le faire accepter. La susdite somme de quarante shellings sera prise sur la masse des gages du vaisseau sur lequel ce matelot sera embarqué. Il est en outre ordonné que chaque matelot qui pourra se trouver au dehors ou à la mer, lors de la publication de cette proclamation pour l'équipement de la Marine Royale, sera obligé de se présenter chez l'Officier enrôleur de l'endroit où il débarquera d'abord, ou

(a) Voyez la section XVI. cap. 5. dix-septième année du regne de George II.

chez le principal Officier des revenus de Sa Majesté, pout y faire inscrire son nom dans l'espace de quarante huit heures, après son arrivée dans quelque port de la Grande-Bretagne où la proclamation de Sa Majesté pour l'équipement de la Marine sera en vigueur : s'il néglige de le faire il sera regardé comme matelot fuyard, & encourra les peines portées contre ce délit. Mais s'il se fait inscrire de la maniere & dans le tems susdit, & prête le serment de la cédule ci-jointe il lui sera accordé dix jours pour obtenir ses gages & regler ses affaires. Pour que personne ne puisse prétendre cause d'ignorance de cette proclamation, il en sera donné connoissance à l'équipage de chaque vaisseau ou bâtiment Marchand aussitôt après son arrivée, par les Officiers des revenus dans les ports où il peut se faire qu'il n'y ait point de vaisseau, allege ou autre bâtiment de guerre appartenant à Sa Majesté.

Note. Nous ne pouvons pas supposer que les matelots refusent de servir dans la Marine Royale après les encouragemens qui leur sont donnés dans les onze sections précédentes.

Section treizieme.

Et pour découvrir ces matelots ou gens de mer qui se cacheroient ou ne se présenteroient point pour servir, il est en outre ordonné que tous les gens de mer qui peuvent se trouver dans quelque partie de la Grande-Bretagne, & qui négligeront de profiter des bénéfices & avantages promis aux matelots, laissant écouler les vingt-huit jours après la publication de la susdite proclamation royale, seront arrêtés & condamnés à servir dans la Marine Royale pendant toute la durée de la guerre ou plus longtems au gré des Lords Commissaires de l'Amirauté. Mais les matelots ou gens de mer, qui peuvent être malades & qui enverroient la déclaration de leurs noms & des lieux de leur demeure dans le cours de vingt-huit jours après la publication

de ladite proclamation royale, à l'Officier enrôleur le plus proche du lieu de leur résidence, seront soignés par le chirurgien des hôpitaux de ce port jusqu'à ce qu'ils soient en état de pouvoir être envoyés à bord de quelqu'un des vaisseaux de guerre de Sa Majesté. Mais de peur qu'il ne se présente des imposteurs qui cherchent à profiter des soins & des bons traitemens qui ne sont destinés que pour le matelot, le tems du service de matelot ne commencera à courir qu'après la premiere revue qu'il passera à bord. Chaque matelot ou homme de mer qui ne se présentera pas de bon gré dans l'espace des vingt-huit jours, comme il est dit ci-dessus (excepté ceux qui peuvent être au dehors ou en mer) étant matelot & marin sujets à servir dans le vrai sens & détermination de cet Acte, en est déclaré indigne ; par conséquent ils ne pourront point jouir d'aucun des bénéfices, privileges & avantages promis dans la section sixieme & dixieme de cet Acte, & ces mêmes matelots ou marins ne pourront point prétendre à une exemption de servir pendant toute la durée de la guerre & pendant tel autre terme que pourront leur prescrire les Lords Cominitaires de l'Amirauté, nonobstant toute clause du présent Acte, ou toute loi ou statut à ce contraire.

Section quatorzieme

Et il est en outre statué que toutes les fois qu'il sera ordonné d'armer en guerre, chaque Officier breveté de la Marine Royale, sera autorisé à visiter tout bâtiment ou vaisseau Anglois qu'il rencontrera à la mer, & à prendre les noms & signalement de tous les gens de mer, qui se trouveront à bord de ces vaisseaux ou bâtimens, avec les noms des lieux de leur résidence ; & il sera permis à cet Officier de proposer le serment porté dans la cédule ci-jointe à toute personne qui se trouvera à bord de ce vaisseau ou bâtiment (excepté le Maître, le Contre-Maître, le Charpentier & les Apprentifs, ayant des lettres de protection signées

gnées par les Lords Commissaires de l'Amirauté, suivant la forme prescrite dans la cédule lequell serment étant prêté par les matelots & reçu par lui respectivement, il leur permettra de se rendre (si c'est dans la Grande-Bretagne) dans le port où le vaisseau devra mouiller; & ledit Officier donnera à tous & chacun d'eux une lettre de congé, munie de l'empreinte du sceau du Bureau de la Marine, qui atteste qu'ils ont prêté le serment susdit, laquelle lettre ces matelots remettront respectivement à leur arrivée à l'Officier enrôleur de ce port. Mais pour qu'on puisse s'assurer d'une manière plus efficace de ces volontaires & les détourner de tout projet de désertion, aucun Maître de vaisseau ou bâtiment ne payera les gages dus à ces matelots, &c. sous peine de les payer deux fois, jusqu'à ce qu'il ait fait savoir à l'Officier enrôleur ou au principal Officier des revenus de Sa Majesté (dans un port où il n'y auroit point d'Officier enrôleur) que ces matelots sont entrés au service de la Marine de Sa Majesté, & au rapport qu'il fera à l'Officier des revenus, il joindra aussi une liste des noms des matelots ainsi enrôlés, avec leur âge & le lieu de leur naissance; alors cet Officier ou ces Officiers ou l'un d'eux, feront payer par le Maître dudit vaisseau ou bâtiment les gages qui seront dus à ce matelot ou à ces matelots ou gens de mer, & ce vaisseau ou bâtiment ne pourra point s'avancer dans le port du débarquement que ces arrangemens ne soient entierement terminés. Et en cas d'absence de l'Officier enrôleur, le principal Officier des revenus ordonnera à tout matelot ou matelots, ainsi enrôlés, de se rendre au port du Roi le plus voisin: il datera le commencement de leur congé sur leur billet: il y mettra sa signature, & allouera un nombre convenable de jours pour se rendre au port du Roi, prescrit sur le pied de vingt milles par jour. Il payera aussi à ces matelots, &c. leur argent de route sur le pied de deux deniers sterl. par mille; mais partout où il y aura quelque Officier enrôleur, tous ces

cccviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

arrangemens & autres de cette nature seront faits par ledit Officier, afin que les Officiers des revenus ne s'en trouvent point chargés, excepté dans les cas de nécessité absolue. Tout vaisseau ou bâtiment qui iroit dans quelque port étranger ou de la Grande-Bretagne, ayant à bord un acquit en regle de la Douane du port où il auroit pris son chargement, s'il est visité par quelque Officier & qu'il se trouve ne pas avoir sur son bord plus de matelots que ceux qu'il a engagés pour son service, aura la permission de continuer son voyage sans être inquiété ni molesté, après avoir montré lefdits acquits.

Section quinzieme.

Pour éviter tout subterfuge, au moyen duquel un matelot pourroit chercher à se soustraire à l'objet de cet Acte, aucuns Capitaines de vaisseaux, moindres de quinze tonneaux mesure de Roi, qui n'auroient point servi Sa Majesté le terme de trois années entieres, en qualité de bons matelots, ne seront dispensés du devoir, après le jour de 177

Note. Parce que ces petits vaisseaux ne sont propres qu'à servir d'alleges aux gros vaisseaux contrebandiers, & à les mettre en état de verser leurs cargaisons sur la côte avec plus de facilité & moins de risque.

Section seizieme.

Toute personne qui retirera quelque homme de mer après les vingt-huit jours, à compter du moment de la publication de ladite proclamation, encourra une amende de vingt livres pour la premiere offense, moitié de laquelle somme sera donnée au dénonciateur, & l'autre moitié aux pauvres de la Paroisse, ou bien subira une prison de trois mois; & pour la seconde offense de la même nature, elle sera emprisonnée pendant six mois, le délit étant clairement prouvé devant un des Juges de paix pour la Province, la subdivision ou la division, ou ce matelot

ou homme de mer, aura ainsi été caché, sur le serment de deux témoins dignes de foi. Il sera permis à toute personne de poursuivre le délinquant, & les frais de poursuite seront levés par contrainte sur les biens, meubles & immeubles du délinquant.

Section dix-septieme.

Si quelque homme déserte du service de la Marine de Sa Majesté, sous tel prétexte que ce soit, il sera donné un signalement de sa personne, de son âge, de sa taille & du lieu de sa naissance, par un avis inséré dans trois différentes gazettes du soir de Londres, lequel avis sera répété trois fois dans chacune avec offre d'une récompense de cinq livres sterl. pour celui qui l'arrêtera ; & les fraix d'avertissement seront payés par le Trésorier de la Marine de Sa Majesté sur les gages qui seront dus au déserteur lors de sa désertion ; & s'il est pris, la récompense sera levée sur la masse de ses gages ; dans le cas où ceux qui se seront trouvés lui être dus avant sa désertion, ne seroient pas suffisans pour cet effet. Outre ces déductions de ses gages, il servira tout le tems que jugeront à propos les Lords Commissaires de l'Amirauté.

Note. Nous présumons qu'on n'aura rien à objecter sur tous les articles précédens, l'utilité qui en résulte, devant frapper ceux mêmes qui connoissent le moins la matiere. Il est vrai qu'en faisant regarder comme une partie de la punition des déserteurs, la prolongation de leur service, ou risque peut-être de donner aux matelots une mauvaise impression sur la Marine, mais on répondra, les matelots ont, d'ancienne date, leur propre opinion sur la marine, & des préjugés, d'où aucun raisonnement ne les fera revenir. L'expérience peut seule les convaincre, & les convaincre en effet, si ce Bill passe en loi, que la Marine Royale est le service le plus avantageux auquel ils puissent entrer.

Section dix-huitieme.

Pour qu'il ne résulte aucun inconvénient, (de ceux

CCCIX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

qu'on peut prévenir) qui porte préjudice aux matelots engagés au service du Roi, sur les vaisseaux de guerre, soit dans les Indes orientales ou dans toute autre station au dehors, lorsqu'un Capitaine ou Commandant de la flotte royale aura, à bord du vaisseau qu'il commande, des hommes qui auront servi le tems prescrit par le présent Bill, il lui sera permis de faire faire, sur tout vaisseau ou bâtiment Marchand qui arrivera dans la même station, la revue des matelots dont il sera monté; & lorsqu'il trouvera des matelots qui n'auront pas servi le tems prescrit par le Bill, il sera autorisé à engager ces matelots pour le service du Roi, en donnant à leur place un égal nombre d'hommes qui auront servi le Roi, le tems prescrit par l'Acte, & ce seront les Patrons de ces bâtimens qui régleront les gages des matelots que le Capitaine ou Commandant de vaisseau de Roi aura réformés.

Section dix-neuvieme.

Lorsque les circonstances particulieres du service exigeront qu'un simple matelot, un matelot ordinaire, ou un homme de terre passe d'un vaisseau à un autre, soit dans la Grande-Bretagne, soit dehors, le Capitaine donnera à chacun de ceux ainsi transférés, un certificat suivant le modele, & signé de lui, du Lieutenant de vaisseau, du Maître d'équipage & du Munitionnaire, dans lequel sera exprimé le tems que chacun aura servi dans le vaisseau ou floup, &c. d'où ils seront tirés. On donnera un certificat de même forme à chacun de ceux qui auront été licenciés, les distinguant, suivant le modele. Ces certificats devront être imprimés & auront l'empreinte du sceau de la Marine, & ils feront foi du tems qu'un homme aura servi. Tout matelot qui demandera son congé, produira, à qui il appartiendra, ces certificats comme des témoignages suffisans. Et afin qu'aucun bâtiment ou vaisseau de guerre, appartenant à Sa Majesté, ne manque de ces modeles d'Actes,

ET DE L'AMÉRIQUE. CCCX

le Commissaire de la Marine qui est aussi Greffier des Actes, fournira chaque vaisseau d'un certain nombre de ces modèles, selon ce qui sera réglé par les Lords Commissaires de l'Amirauté. Quant au paiement des hommes qui seront transférés ou licenciés, il se fera, aux termes de l'Acte du Parlement passé dans la trente-unième année du règne de feu Sa Majesté, intitulé: *Acte d'encouragement pour les Matelots employés dans la Marine Royale, &c.* Mais pour prévenir toute espèce de fraude, ou tromperie, que pourroient faire ceux qui publieroient ou présenteroient de faux certificats frauduleusement fabriqués, ou même de vrais certificats illégitimement obtenus, quiconque sera légalement convaincu de ces fraudes, sera regardé comme coupable de faux & puni suivant les statuts concernant ces sortes de délits.

Section vingtième.

Afin de lever un fond pour fournir aux dépenses prescrites par la section dixième, il sera fait une retenue de six deniers par chaque mois de calendrier, sur la paye de chaque bon matelot, matelot ordinaire & homme de terre servant dans la Marine, au-delà de ce qui est déjà retenu pour l'Hôpital de Greenwich & pour la Caisse de Chatham.

Section vingt-unième.

Et comme en vertu des Actes du Parlement actuellement en vigueur, pour encourager le service des matelots sur les côtes & dans le commerce du charbon, &c. l'Amirauté accorde des protections pour trois ans, aux personnes qui s'engagent pour apprentis, n'ayant jamais été sur mer auparavant, il est ici statué qu'avant que ces sortes de protections soient accordées à l'avenir, les Lords Commissaires de l'Amirauté exigeront qu'on dépose au Bureau de l'Amirauté un certificat contenant un témoignage authentique, tant de la part du Maître que de l'apprentif,

CCCX] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

du tems précis où ce dernier a commencé à servir sur mer, & s'il avoit plus de treize ans lorsqu'il a réclamé la protection. Le Patron sera tenu de jurer, autant qu'il pourra en être informé, de ce qu'il fait sur ce point, & on fera prêter à l'apprentif un serment formel sur le tems qu'il aura servi sur mer. Et afin que les Lords Commissaires de l'Amirauté soient en état de former une juste appréciation du nombre de matelots élevés au service de la Grande Bretagne, il y aura sur tous les brevets d'apprentissage les noms des parties, ainsi que la date & le terme du tems de service, enregistrés dans les bureaux de l'Amirauté, & le certificat de cet enregistrement sera écrit sur le dos de l'Acte, signé par trois Lords de l'Amirauté, avec la signature ordinaire du Secrétaire ou du Vice-Secrétaire. Ces Actes tiendront lieu à ces Apprentifs des protections qui ont eu lieu jusqu'à présent, pendant l'apprentissage; ils seront appelés certificats, & seront suivant la forme du modèle, nonobstant toute loi ou statut à ce contraire; & pour tout droit, le Bureau ne pourra pas exiger au de-là de cinq shellings par chaque Acte.

Section vingt-deuxieme.

Pour empêcher qu'on n'en impose en prenant pour apprentifs des jeunes gens qui auront déjà servi sur mer, les termes suivans de service seront réglés à proportion de l'âge, savoir ceux qui auront commencé leur apprentissage au-dessous de l'âge de 14 ans, seront, dès le & après le jour de 177, exempts de toute obligation de servir le Roi pendant 7 ans: les Apprentifs engagés à 14 ans, & au-dessous de 15, pendant 6 ans: à 15 & au-dessous de 16, à 5 ans: à 16 & au-dessous de 17, à 4 ans: à 17 & au-dessus, à 3 ans: quant à ceux qui auront été en mer avant 13 ans, & avant d'avoir signé de pareils Actes, le terme de leur protection sera fixé suivant les regles ci-dessus exprimées: à l'égard de tous ceux qui ayant 18 ans & au-dessus, auront été sur mer, dans des bâtimens

à voiles quarrées, plus d'un an & moins de deux, on ne leur donnera de protection que pour deux ans, & tous ceux qui auront été deux ans en mer, & moins de trois, & qui auront plus de 18 ans, n'auront de protection que pour un an : ceux qui auront été sur mer dans des bâtimens à voiles quarrées pendant trois ans, & qui auront 20 ans accomplis, ne pourront obtenir, sous quelque prétexte que ce soit, aucun acte de protection. Et toutes ces circonstances, ainsi que le tems du service, seront certifiées sous serment, suivant les regles ci-dessus mentionnées. Ceux qui feroient un faux serment en ce cas, seroient punis suivant les loix portées contre le parjure.

Section vingt-troisième.

Pour que les Lords Commissaires de l'Amirauté puissent toujours former une juste appréciation de l'état des bâtimens Marchands employés en tems de guerre, il est statué que le Patron, le Contre-Maitre & le Charpentier de chaque bâtiment seront obligés de prendre au Bureau de l'Amirauté un certificat qui contiendra le signalement de leurs personnes & de leur âge, & qui ne sera renouvelé qu'en cas de déplacement ou de mort d'un des trois : le Bureau ne pourra pas prendre au de-là de deux shellings & demi pour chaque certificat. Et pour éviter toute fraude, un des propriétaires pour le moins, de chaque bâtiment ou vaisseau, fera serment qu'une telle personne est employée comme Patron, Contre-Maitre, ou Charpentier, dans le bâtiment pour lequel on prend ces certificats, lesquels seront conformes au modèle. Et aucun bâtiment qui aura une charge moindre de 200 tonneaux, mesure marchande ; ne pourra protéger un Charpentier, excepté dans les voyages de long cours

Note. Il faut observer que les Charpentiers de vaisseaux Marchands n'ont jamais été protégés qu'en commun avec les matelots : c'est pourquoi une protection continuelle sera un avantage considérable pour les vaisseaux Marchands, & une grace pour ceux

cccxiij AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

de cette classe qui ne l'avoient jamais obtenue jusqu'à présent.

Section vingt-quatrieme.

Afin que les gens de mer soient informés de l'encouragement qu'ils trouveront s'ils se mettent volontairement au service de Sa Majesté, & des suites fâcheuses qui résulteroient de leur obstination à refuser de prendre service, sur-tout s'ils cherchoient à s'y soustraire en se cachant au moment où l'Etat a besoin de leurs secours, il est ici statué qu'on enverra des extraits imprimés du présent Bill, aux Pasteurs ou Anciens, & aux principaux Magistrats de chaque Paroisse de la Grande-Bretagne, qui les feront lire dans leurs Eglises respectives, le premier Dimanche après Noël, le jour de Pâques, & le jour de la Pentecôte, & les feront afficher dans quelque lieu public de chaque Paroisse. Il sera spécifié dans cet extrait que dans tous les tems où l'on aura besoin de matelots & de gens de mer pour le service de la Marine Royale, on en avertira le Public par une proclamation qui sera insérée dans la Gazette de Londres; & il sera envoyé dans tous les Ports de mer des Officiers préposés pour recevoir les matelots, &c. On enregistra les noms de ceux qui se présenteront pour ce service, on leur livrera les billets de congé relatifs à ce qui est exprimé dans la onzieme section, on leur donnera l'argent nécessaire pour leur conduite, & on leur désignera le port où ils devront se rendre pour y servir à bord des vaisseaux, ainsi qu'il sera ordonné par l'Officier Commandant.

Section vingt-cinquieme.

Tous les Apprentifs qui peuvent être gens de mer sont requis par le présent Bill de donner leurs noms à l'Officier enrôleur le plus proche dans les vingt-huit jours après l'expiration de leur apprentissage, si c'est dans la Grande-Bretagne; & si c'est ailleurs dans les

les quarante-huit heures, après leur arrivée, tant que la proclamation du Roi, pour équiper sa marine, sera en vigueur. Si leurs services sont requis dans la Marine Royale, ils se rendront à celui des Ports du Roi qu'il leur aura été désigné par l'Officier enrôleur. Et si quelqu'un de ces hommes de mer néglige de le faire, il sera arrêté comme fuyard, & il sera condamné à servir dans la Marine Royale aussi longtemps que les Lords Commissaires de l'Amirauté le voudront sans qu'il puisse jouir d'aucun des bénéfices, privilèges, ni avantages désignés dans les sections sixième & dixième du présent Acte.

Note. On pourroit donner pour cet article les mêmes motifs que pour l'article douze; mais ici il sont avertis & aucun ne pourra dire qu'il n'a pas eu la facilité de se présenter pour volontaire.

Section vingt-sixième.

Il est encore réglé que tous les matelots & gens de mer, dans leurs classes respectives & suivant leur capacité, qui au tems de la promulgation de cet Acte seront actuellement à la paye du Roi, ou qui seront arrêtés pour le service de la Marine Royale, seront tous compris dans les effets de l'Acte suivant toute son étendue, & chacun d'eux aura droit aux bénéfices & aux avantages portés & exprimés dans ledit Acte.

Note. Combien des gens auroient désiré que le produit des prises fût partagé plus également qu'il ne l'est à présent! Or comme on pouvoit s'attendre à voir une clause à ce sujet dans le présent Bill, on observera que le droit de partager l'argent des prises est une prérogative Royale, c'est pourquoi on ne peut pas offrir une distribution plus égale que celle qui a lieu actuellement.

La clause suivante avoit été réservée par M. Luttrell, en cas que le Bill fût jugé inadmissible, à moins que les pouvoirs qui émanent d'une proclamation du Roi pour équiper promptement la flotte, n'y fussent maintenus comme une dernière ressource, si le Bill ne se trouvoit pas, après un mûr examen, assez expéditif & efficace dans tous les cas possibles.

Il est encore statué que dans le présent Acte, rien ne

s'étendra, ni ne sera entendu s'étendre aux circonstances d'une invasion étrangère ou d'une rébellion actuelle dans les Domaines du Roi dans la Grande-Bretagne ou en Irlande; mais que dans une situation aussi critique & aussi allarmante, qui menace de destruction la présente constitution de ces Royaumes, tous les pouvoirs exercés ci-devant, en vertu de la prérogative Royale, de l'avis du Conseil Privé, ou sous la sanction du Parlement, s'exerceront de la même manière qu'auparavant, nonobstant toute disposition du présent Acte à ce contraire «.

Fin du Bill.

JE NE doute point, Monsieur, que vous ne joigniez votre suffrage à celui de tous les Marins éclairés qui ont approuvé ce Bill & encouragé son Auteur à le proposer au Parlement. Il me paroît qu'en effet il a de très-grands avantages sur l'usage de la presse, auquel certain parti se montre si attaché, quoiqu'il ait trop souvent lieu de se plaindre de son inefficacité. Vous dirai-je qu'on impute cette prédilection à un vil motif d'intérêt? L'Amirauté leve, dit-on, à son profit, un impôt sur les exemptions ou permissions qu'elle a le droit de délivrer; les principaux personnages de ce département perdroient ce bénéfice, qui est assez considérable (25,000 l. sterl. par an.) si on recourroit à quelqu'autre moyen que celui de la presse pour faire des matelots. J'ai entendu assurer sérieusement que cette considération est la cause déterminante de la persévérance avec laquelle la majorité a résisté aux efforts des vrais amis de la patrie en faveur du nouveau Bill. Cela n'est croyable que dans un pays absolument perdu de réputation, sur l'article de l'intérêt, & où une pluralité corrompue

passé pour s'être entêtée à la réduction de l'Amérique, par l'infâme appât des fortunes particulières qui se font sur les entreprises, fournitures & agences qui, dit-on, excèdent déjà de beaucoup toutes celles des précédentes guerres sur le continent d'Europe.

Permettez moi, Monsieur, de vous re-parler ici d'une assertion contenue dans ma dernière lettre (*page ccxvij*) concernant le nombre effectif des matelots employés actuellement par l'Angleterre. En l'assimilant à celui de l'année 1757, troisième année de la guerre dernière, comme celle-ci l'est de la guerre actuelle, j'ai dit que les prodigieux armemens qui bordent les côtes de l'Amérique, où s'est porté tout l'effort de l'Angleterre, devoient faire monter le nombre des gens de mer actuellement employés, c'est-à-dire en paye, à 60,000, au lieu de 45,000 qui est le nombre voté. Il me paroît convenable d'appuyer mon opinion, à ce sujet, de quelques détails. Je serai le plus sommaire qu'il me sera possible.

Premièrement. Les vaisseaux de ligne de 60 canons & au-dessus, actuellement en croisière en Europe ou en Amérique, sont au nombre de 29. (je parle d'après des états exactement tenus & suivis) & les équipages se montent à 16,750 hommes, sur le pied de guerre.

2.^o Quinze vaisseaux de ligne de garde, à 600 hom. l'un dans l'autre, ce qui fait 90,000 hommes.

N. B. Le nombre des vaisseaux de garde doit être de 20 ; mais il y en a 5 d'employés dans les 29 ci-dessus, à un service différent.

3.^o Quinze autres vaisseaux de ligne mis en commission, & dont les Ministres assurent que les équipages sont

cccxvij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

complètement formés , aussi à 600 hommes, 9,000 hommes. Observez bien je vous prie que je ne dis pas que tous ces hommes soient effectifs ; mais j'entens que le Parlement les payera comme effectifs , sur les états qui lui seront fournis de l'accroissement de la dette de la Marine. Il a été de notoriété publique que ce nombre de vaisseaux a été mis en commission ; le reste suit naturellement.

4.^o Les frégates inclusivement de 50 à 20 canons, au nombre de 81 , occupent 17,290 hommes.

5.^o Les corvettes , &c. inclusivement depuis 18 canons jusqu'à 8 , au nombre de 66 , 5,560 hom.

6.^o Environ le même nombre de petits bâtimens armés pour le compte du Roi en Amérique , & qui ne sont point sur les états de la Marine , 3,000 hommes.

7.^o Les Gardes marines, faisant le service des ports de Chatham , de Portsmouth & de Plimouth , (sur le nombre voté de 11,000 , dont plus de la moitié sont en mer ou en Amérique.) Supposons que ce qui reste dans les trois ports n'excede pas 4,000 hommes.

Ces sept articles donnent 63,900 hommes , que j'ai portés pour 60,000.

Vous retrouverez encore ici le compte de mille hommes par vaisseau de ligne , puisque suivant les Ministres Anglois , il n'y a pas à présent moins de 60 vaisseaux de ligne , tant employés qu'en commission , & dont les équipages seront payés comme complets. C'est une indication que je croirois assez juste , du nombre d'hommes de mer qui sera demandé au Parlement dans la prochaine session , si la guerre continue.

Il s'offre aujourd'hui une preuve de ce que j'ai avancé de l'incomplet des équipages. L'armateur Américain le *Hancock* qui a pris la frégate du Roi le *Fox* , de 28 canons , sur le grand banc , ne lui a trouvé que 170 hommes , au lieu de 200 qu'elle eût dû avoir. C'est près d'un septieme de moins que le complet. Il n'y avoit pas deux mois qu'elle étoit sortie des ports. On assure que tous les armemens sont sur le même pied.

J'ai l'honneur d'être , &c.

TABLE RAISONNÉE

*Des Cahiers XXI, XXII, XXIII,
XXIV & XXV.*

Formant le Tome V. des Affaires de
l'Angleterre & de l'Amérique.

A

AMÉRIQUE. Constitution de l'Etat de Delavarre, N^o. *XXI*, p. j. — Discours de William Livingston, Gouverneur du Nouveau Jersey, le 25 Février 1777, *ibid.* p. xxxij. — Excès commis par les troupes Angloises dans les Jerseys, *ibid.* p. xxxij. — Jugement sur le discours du Roi en ouvrant la session de 1776-7, *ibid.* p. xxxv. — Ancien état de la Virginie. L'Amérique entiere portoit ce nom, N^o. *XXII*. p. liij. — Constitution de la Virginie, *ibid.* p. lv. — Relation Américaine de l'affaire de Peck's-kill, du 23 Mars, *ibid.* p. xcij. — Prodigious diminution des Régimens Anglois, *ibid.* p. xcv. — Forme de Gouvernement de la Caroline Méridionale, N^o. *XXIII*. p. cvij.

B

BOURBON. (Cours de) Conduite qu'elles pourroient tenir, & dangers du plan qu'elles ont adopté, exposé dans deux Mémoires, N^o. *XXIV*. p. ccxx.

C

CONVENTION. Mot adopté pour exprimer le Corps choisi pour la confection des Loix, N^o. *XXII*. p. lv.

F

FINANCES. Précis de l'emprunt pour 1777, & nouveaux droits établis, *N^o. XXI. p. xlix.*

L

LÉGISLATURE. Mot hazardé pour exprimer le Corps Législatif, mieux que par le mot Législation, *N^o. XXI. p. v.*

M

MARINE. Son état en 1770, *N^o. XXII. p. 45.* Mémoire, &c. *N^o. XXIV. p. clxiv.* — Débats du 11 Mars 1777 sur le nouveau Bill pour les matelots, *N^o. XXV.* Lettre d'un Banquier, *R. c. p. ccxlij.* — Discours de M. Luttrell, *ibid. p. ccxlij.* — Bill *R. c. p. cclxxxvij.* — Eclaircissement sur l'affertion qu'il y a soixante mille matelots actuellement en paye, quoiqu'il n'y ait que 45,000 hommes votés, *N^o. XXV. p. cccxvj.*

MINISTÈRE. Suffolk (le Comte de). Son portrait, *N^o. XXI. p. 9.* — Ellis (Wellbore). Son portrait, *ibid. p. 23.* — Ce que c'est que les amis du Roi, *ibid. p. 25.* — Réponse de Milord North sur la menace qui lui est faite par M. Hartley, *ibid. p. liij.* — Milord Germaine soutient que la campagne actuelle terminera la guerre, *ibid.* — Portrait du Comte de Sandwich, *N^o. XXII. p. 39.* — Portrait du Lord North, *N^o. XXIII. p. 66.* — Portrait du Comte de Weymouth, *N^o. XXV. p. 101.*

O

OPPPOSITION. Fox (Charles). Son portrait, *N^o. XXI. p. 1.* — Shelburne (le Lord), son portrait,

ibid. p. 15. -- Dunning (John), son portrait , *ibid.* p. 32. — Portrait du Duc de Richmond , N^o. *XXII.* p. 53 — Extrait d'un écrit de M. Edmond Burke sur la loi qui suspend , relativement aux troubles actuels , & en certains cas , l'Acte d'*habeas corpus* , *ibid.* p. lxxxj. — Motion & discours du Lord Chatham chez les Pairs , le 30 Mai , pour une prompte réconciliation avec l'Amérique , rejetée à la pluralité de 99 voix contre 28. — Singulier jugement porté sur Milord North , relativement à la campagne de 1777 , N^o. *XXIII.* p. 83. — Portrait du Général Conway , *ibid.* p. 86.

P

*P*ARLEMENT. Précis des débats du 30 Mai , N^o. *XXII.* p. xcviij.

W

*W*ARRANT. Ce que c'est , N^o. *XXI.* p. vij.

*W*HIGS ET *TORYS*. Sur la fin du règne de George II. N^o. *XXIII.* p. 89

I N D E X.

B

- BARRINGTON (le Lord) *N^o. XXI. p. 26.*
 BRISTOL (le Lord) *N^o. XXIII. p. 74.*
 BURKE (Edouard) *N^o. XXII. p. lxxxj.*
 BUTE (le Lord) *N^o. XXI. p. 26.*

C

- CAMDEN (le Lord) *N^o. XXI, p. 6. — N^o.
 XXIII, p. 72. — Ibid. p. 74.*
 CHATAM (le Comte de) *N^o. XXII. p. 53.*
 CLARE (le Lord) *N^o. XXI. p. 26. — N^o.
 XXIII, p. 72. — Ibid. p. 76.*
 CONWAY (le Général) *N^o. XXIII. p. 74 —
 Ibid. p. 86.*

D

- DUNING (John) *N^o. XXI. p. 32.*

E

- ELLIOT (le Chevalier Gilbert) *N^o. XXI. p. 26.*
 ELLIS, (Welbore) *N^o. XXI. p. 23. — Ibid.
 p. 26.*

F

- FOX (Charles) *N^o. XXI. p. 1.*

INDEX.

I

G

GERMAINE (le Lord Georges) N^o. XXII. p. 37.

Ibid. p. 61.

GOWER (le Lord) N^o. XXIII. p. 72.

GRAFTON (le Duc de) N^o. XXIII. p. 72. —

Ibid. p. 74.

H

HAWKE (le Chevalier) N^o. XXII. p. 40. —

Ibid. p. 43.

HAY (le Chevalier George) N^o. XXII. p. 35.

HILLSBOROUGH (le Lord) N^o. XXII. p. 40. —

Ibid. p. 56. — N^o. XXIII. p. 72. — *Ibid.*

p. 74.

HORNE (le Pasteur) N^o. XXI. p. 4.

J

JENKINSON (Charles) N^o. XXI. p. 2. — *Ibid.*

p. 26.

JENNINGS (le Colonel) N^o. XXI. p. 6.

L

LUTTREL (M.) N^o. XXV. p. ccxlij.

M

MANSFIELD (le Lord) N^o. XXI. p. 26. — N^o.

XXIII. p. 66. — *Ibid.* p. 91.

N

NORTH (Frederic Lord) *N^o. XXIII. p. 66.*
Ibid. p. 72. — Ibid. p. 74.

R

RICHMOND (Charles Lenox, Duc de) *N^o. XXII.*
p. 53,

ROCHFORD (le Lord) *N^o. XXII. p. 40. — N^o.
 XXIII. p. 72. — Ibid. p. 74.*

ROCKINGHAM (le Lord) *N^o. XXII. p. 44.*

S

SANDWICH (Jean Montagu, Comte de) *N^o. XXII.*
p. 39.

SAUNDERS (le Chevalier Charles) *N^o. XXIII.*
p. 74.

SHELBURNE (Henri Digby, Lord) *N^o. XXI. p.*
15. — N^o. XXII, p. 55. — N^o. XXIII.
p. 74.

STANLEY. *N^o. XXI, p. 26.*

SUFFOLK (Henri Howard, Comte de) *N^o. XXI.*
p. 9.

T

TEMPLE (le Lord) *N^o. XXIII. p. 66.*

THURLOE (Edouard) *N^o. XXI, p. 3 — N^o. XXII.*
p. 34. — Ibid. p. 35.

INDEX.

TOWNSHEND (Charles) *N^o. XXIII. p. 74.*

W

WEDDERBURNE, *N^o. XXII. p. 35.*

WEYMOUTH (Thomas Thyne, Vicomte) *N^o. XXII.
p. 40. — N^o. XXIII. p. 72. — Ibid. p. 74.
N^o. XXV. p. 101.*

FIN.







